

THOMAS MANN
LE TÉMOIN DU SIÈCLE

GUEORGUI DEMIDOV
GRAND ÉCRIVAIN DU GOULAG

Supplément
LE MONDE
DES LIVRES



Vote historique sur le droit à l'aide à mourir

► Dans un Hémicycle plein à craquer, les députés ont approuvé, mardi 27 mai, par 305 voix pour et 199 contre, la création d'un droit à l'aide à mourir

► La deuxième proposition de loi, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs, a été adoptée à l'unanimité

► Au terme de débats empreints de sérénité, ce qui est rare ces temps-ci à l'Assemblée nationale, les deux textes seront examinés au Sénat, à l'automne

► Les deux Chambres parviendront-elles à se mettre d'accord ? Gérard Larcher a d'ores et déjà fait part de ses réserves sur le texte de l'Assemblée

► Portrait d'Olivier Falorni, élu de la Charente-Maritime (MoDem), discret et déterminé « chef d'orchestre » de ces discussions

PAGES 8-9

GAZA LA DISTRIBUTION DE NOURRITURE TOURNE AU CHAOS



Distribution de nourriture par la Gaza Humanitarian Foundation, soutenue par les Etats-Unis et Israël, à Rafah, le 27 mai. AFP

Dior A Rome, le bouquet final de Maria Grazia Chiuri



Le 27 mai. ANDREAS SOLARO/AFP

QUE RETIENDRA-T-ON de la collection croisière 2026 proposée par Dior, mardi 27 mai, dans la capitale italienne ? Son élégance pour le soir, pas franchement commerciale, faite d'expérimentations textiles et de références historiques ? Ou bien le fait qu'il s'agit

sait bel et bien de la dernière de Maria Grazia Chiuri, après neuf années passées à diriger le design des collections femmes de la prestigieuse enseigne de luxe ? Les initiés chuchotaient le nom de son successeur : Jonathan Anderson.

PAGE 25

Cryptomonnaie La police sur la piste des ravisseurs d'entrepreneurs

Lundi 26 et mardi 27 mai, plusieurs organisateurs de raps visant à faire chanter des acteurs de la cryptomonnaie ont été interpellés

PAGE 13

Théâtre Le « Romancero queer » inquiet de Despentes

Au Théâtre de la Colline, à Paris, la célèbre autrice se réinvente une nouvelle fois en dramaturge et metteuse en scène

PAGE 23

Immobilier
Le marché repart à la hausse, les prix suivent

PAGE 15

Disparition
Jean Tiberi, ancien député et maire de Paris

PAGE 19

M
ÉDITORIAL
PROPOSITION DE LOI
AGRICOLE : UNE
MANŒUVRE DÉSOLANTE
PAGE 30 ET
NOS INFORMATIONS PAGE 10

À NOS LECTEURS

En raison de la non-parution du Monde le jour férié du 29 mai, cette édition double est datée des jeudi 29 et vendredi 30 mai. « Le Monde des livres » est avancé à cette édition. Merci de votre fidélité.

L'Italo-Brésilien Antonio Filosa est nommé à la tête de Stellantis

APRÈS SIX MOIS de réflexion, John Elkann, le président de Stellantis, a fini par trouver le successeur de Carlos Tavares. Il s'agit d'Antonio Filosa, un Napolitain de 52 ans, jusqu'à présent directeur de la zone Amériques (et donc des marques américaines) et responsable mondial de la qualité au sein du groupe automobile qui regroupe quatorze marques (dont Peugeot et Citroën). La nomination de cet Italo-Brésili

PAGE 17

Congrès du PS
Duel serré entre Olivier Faure et Nicolas Mayer-Rossignol

Avec environ 18 % des voix, Boris Vallaud, éliminé lors de ce premier vote, se retrouve en position de faiseur de rois

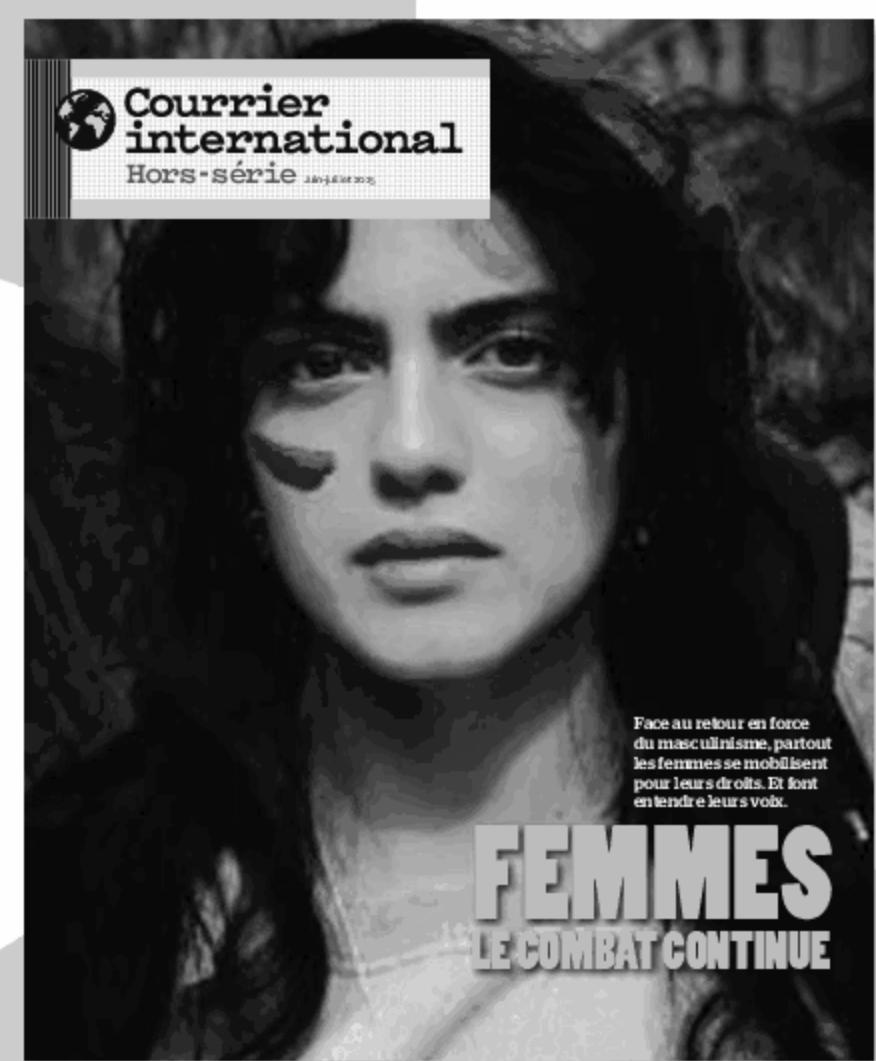
PAGE 10

Distribution
Panne de la consommation dans les hyper et supermarchés

Le choc de l'inflation enregistrée entre 2021 et 2024 est toujours palpable. La consommation alimentaire peine à redémarrer

PAGES 14-15

Nouveau hors-série



Courrier international

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Pour l'UE, le défi de la réponse à Israël

Peu de dirigeants envisagent des mesures drastiques contre l'Etat hébreu en réponse à la situation à Gaza

BRUXELLES - bureau européen

En annonçant officiellement l'examen de l'accord d'association entre l'Union européenne (UE) et Israël, mardi 20 mai, la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, a marqué les esprits. Dix-neuf mois après l'attaque terroriste du Hamas qui a fait plus de 1200 morts israéliens et des centaines d'otages, le 7 octobre 2023, et dix-huit mois après le début de la guerre à Gaza par le gouvernement de Benjamin Nétanyahou, un conflit qui a rasé en grande partie le territoire et tué plus de 5000 Palestiniens, l'UE semble enfin vouloir agir pour mettre un terme à la tragédie qui se déroule sous ses yeux.

A la manœuvre, les Pays-Bas – traditionnellement proches d'Israël – ont réussi à convaincre 16 autres Etats membres, dont d'autres alliés de l'Etat hébreu comme l'Autriche ou la Slovaquie, de demander cet examen de l'accord qui régit les relations commerciales et politiques de l'UE et d'Israël depuis 2000, sur la base de son article 2. Ce dernier précise que les relations entre les deux parties reposent sur «*le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, qui guident tant leur politique intérieure qu'à l'étranger*».

Une semaine après cette annonce, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, s'est mise au diapason des dirigeants européens, comme le chancelier allemand, Friedrich Merz, ou le président français, Emmanuel Macron, qui critiquent de plus en plus fermement les actions du gouvernement israélien. Mardi 27 mai, après un échange téléphonique avec le roi de Jordanie, Abdallah II, elle a assuré que «*l'intensification des opérations militaires d'Israël à Gaza, visant des infrastructures civiles – dont une école servant de refuge à des familles palestiniennes déplacées – et provoquant la mort de civils, y compris des enfants, est odieuse*».

«VOLONTÉ DE TEMPORIZER»

Pour Hugh Lovatt, chercheur pour le groupe de réflexion European Council on Foreign Relations (ECFR), «*le vent tourne: la réalité du nettoyage ethnique de Gaza par Israël et la colère croissante de l'opinion publique finissent par rattraper les dirigeants européens*». «*L'UE aspire à devenir une puissance géopolitique. Elle doit maintenant montrer à l'Etat hébreu que ses actions ont un coût*», estime-t-il dans une analyse publiée par le site Dawn. Avec l'examen de l'accord d'association, Bruxelles suscite une grande attente, notamment dans les pays qui appellent à ce travail depuis plus d'un an, comme l'Espagne ou l'Irlande.

Si l'UE a déjà suspendu 26 accords d'association avec d'autres pays (Niger, Syrie, Cambodge, etc.) depuis 1996, il n'existe pas de procédure codifiée pour mener une telle évaluation. Il s'agit d'un examen ad hoc, sans méthode précise ni calendrier prescrit.



Manifestation contre la politique néerlandaise de soutien à Israël, le 18 mai, à Amsterdam. DINGENA MOL/ANP VIA AFP

«*C'est pour cela que nous cherchons tous à savoir comment cette procédure va être menée en interne*», confie une source diplomatique à Bruxelles.

Le service diplomatique de Mme Kallas a d'ores et déjà été saisi de l'analyse, notamment le service de l'ancien envoyé spécial chargé des droits de l'homme Olof Skoog, désormais numéro deux du Service européen pour l'action extérieure. Ce diplomate suédois est l'auteur de deux notes, datées de 2024, qui listent l'ensemble des violations du droit international perpétrées par les autorités israéliennes notamment à Gaza. La Commission européenne devrait également participer à ce travail, car nombre de politiques de coopération ou le commerce relèvent de sa compétence.

Cependant, au sein de l'exécutif européen, la position générale reste bien à l'atténuation : «*Il y a une volonté de temporiser dans l'espoir de ne pas devoir prendre de décision*», confie une source diplomatique.

Au-delà de l'analyse préparée par les services européens, ce seront bien les différentes

PROPOSER UNE SUSPENSION GLOBALE OU UN GEL DU DIALOGUE POLITIQUE PARAÎT ILLUSOIRE, CAR CELA NÉCESSITERAIT L'ACCORD DES VINGT-SEPT ÉTATS MEMBRES

capitales qui devront décider des conséquences que ce travail appellera. Autour de la table du Conseil, l'appétit des Etats membres pour des mesures fortes reste pour l'instant limité, y compris dans certains pays qui ont soutenu l'examen. Pour eux, cette dernière décision était un signal suffisamment clair envoyé au gouvernement d'Israël pour qu'il cesse sa guerre à Gaza.

«*Les capitales européennes ne supportent plus les actions de ce gouvernement israélien, mais il y a encore une très grande réticence chez certaines de s'en prendre frontalement à lui, assure une source européenne. Ceci dit, nous sommes tout près du point de rupture. Un accident peut faire changer la perspective.*»

«MESURES SYMBOLIQUES»

Proposer une suspension globale ou un gel du dialogue politique paraît illusoire, car cela nécessiterait l'accord des vingt-sept Etats membres. Certains pays refusent d'imager pour l'instant un tel scénario, comme la Hongrie ou l'Allemagne, qui veut maintenir le dialogue. En revanche, l'UE peut prendre des

mesures concernant le commerce ou les divers programmes auxquels Israël est aujourd'hui associé. Dans ces matières, les décisions se prennent à la majorité qualifiée.

En 2024, l'UE importait pour 15,9 milliards d'euros de biens de l'Etat hébreu et y exportait pour 26,7 milliards d'euros. Une augmentation des droits de douane pourrait rendre non compétitifs de nombreux produits agricoles importés en Europe. De même, la question de la coopération en matière de recherche est aussi très importante pour les deux partenaires. Israël participe en effet à plus de 900 projets de recherche dans le cadre du programme Horizon, pour lequel l'Etat hébreu a déjà touché quelque 831 millions d'euros.

La probabilité est que les Européens optent pour des mesures plus ciblées, pensent plusieurs diplomates qui espèrent que l'Allemagne restera neutre. «*Des mesures symboliques seront sans doute proposées, pronostique l'un d'eux, mais c'est compliqué de trouver quelque chose qui respecte la ligne allemande et ne soit pas ridicule.*» ■

PHILIPPE JACQUÉ

Aux Pays-Bas, un prudent revirement sous la pression de la rue

Le chef de la diplomatie, Caspar Veldkamp, a pesé de tout son poids pour que les Vingt-Sept réexaminent l'accord qui les lie à Israël

BRUXELLES - correspondant

Ce devrait être une discussion générale, mais elle est symbolique : la commission des affaires étrangères de la Seconde Chambre des Pays-Bas devait débattre, le 28 mai, de la situation dans la bande de Gaza avec Martijn Eickhoff, directeur de l'Institut d'études sur les guerres, la Shoah et les génocides. Cette institution est célèbre pour avoir publié une étude sur Srebrenica, qui fit chuter le gouvernement de Wim Kok, en 2002 : son rapport avait conclu à la responsabilité de casques bleus néerlandais chargés de la protection des Musulmans bosniaques de la région, en 1995, et dont 8000 hommes furent tués par des membres de l'armée de la République serbe de Bosnie.

La réunion de mercredi ne devrait pas déboucher sur un changement de cap radical de la diplomatie des Pays-Bas sur le conflit israélo-palestinien, mais elle confirme une inflexion : la position du royaume, allié traditionnel et inconditionnel d'Israël, est ébranlée par les bombardements israéliens sur l'enclave palestinienne, le blocus imposé par Israël depuis le 2 mars et la situation humanitaire dramatique qui en découle.

Le 20 mai, le gouvernement, une coalition de quatre partis d'extrême droite, de droite et du centre droit, dirigé par Dick Schoof, ex-haut fonctionnaire sans affiliation politique, a surpris ses partenaires européens. Caspar Veldkamp, le ministre des affaires étrangères, a proposé de demander à la Commission de

Bruxelles un examen du respect, ou non, par Israël des termes de l'accord d'association qui le lie à l'UE. M. Veldkamp, un centriste, ancien ambassadeur à Tel-Aviv et ami déclaré du pays, exigeait l'envoi d'un «*message clair*» aux dirigeants israéliens et la levée totale du blocus humanitaire imposé par Benyamin Nétanyahou.

M. Veldkamp ne réclamait pas la suspension du dialogue politique avec Israël. Il n'était toutefois pas certain de décrocher une majorité, pour obtenir des Vingt-Sept qu'ils analysent si le gouvernement de M. Nétanyahou se conforme à l'article 2 de l'accord d'association qui prévoit le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques. Pour divers observateurs, seul le fait que les Pays-Bas soient à l'origine de

ceci proposition a permis qu'elle soit adoptée : «*M. Veldkamp a pu, compte tenu de ses positions antérieures et de celles de son pays, entraîner des capitales qui n'auraient pas embrayé sur ce texte, pourtant assez minimaliste, s'il avait été formulé par d'autres*», indique un diplomate représentant un pays qui s'est rallié au texte, finalement approuvé par 17 Etats.

«Questions de conscience»

«*Ce qui s'est passé traduit un vrai changement. M. Veldkamp a, comme d'autres, été renvoyé à ses propres questions de conscience*, analyse René Moerland, ancien directeur de la rédaction du quotidien néerlandais NRC et directeur de la publication du site européen Euractiv. Pour ce minis-

tre et d'autres, il devient difficile de défendre la politique d'Israël vis-à-vis de ses électeurs.»

Parti des universités, dont celle d'Amsterdam, à l'automne 2024, un mouvement de contestation du soutien sans faille à Israël a pris de l'ampleur. Le 18 mai, 100 000 personnes ont manifesté à La Haye. La plupart étaient vêtues de rouge, pour dénoncer les propos du premier ministre, Dick Schoof : recevant les représentants d'ONG peu avant la manifestation, celui-ci leur avait indiqué que, dans son esprit, aucune «*ligne rouge*» à l'égard d'Israël n'existe et que sa coalition continuerait à soutenir l'Etat hébreu, quelle que soit la situation à Gaza. Il aurait été mal compris, expliquait ensuite, avec embarras, un de ses porte-parole.

La mobilisation a, en tout cas, influencé la position de M. Schoof et de ses ministres. Le 22 avril, l'institut Ipsos I & O avait publié un sondage confirmant que seuls 15 % des sondés approuvaient la politique de soutien inconditionnel à l'Etat hébreu – contre 29 % au début de la guerre après l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre 2023. Même les électeurs de deux partis au pouvoir et traditionnellement favorables à Israël, le VVD libéral et le Parti pour la liberté de Geert Wilders, changeaient d'opinion. Ils n'étaient plus que 32 % et 23 % à exprimer leur approbation de la ligne gouvernementale, alors qu'au Parlement, une large majorité de droite défendant toujours le principe du «*droit à l'autodéfense*» d'Israël. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Vis-à-vis d'Israël, Berlin durcit le ton sans changer de politique

Pour le chancelier allemand, les frappes sur Gaza ne revêtent « plus aucune logique »

BERLIN - correspondante

Est-ce que ce sont les images de l'opération militaire menée par Israël dans la bande de Gaza, abondamment relayées par les médias allemands ? Ou les derniers sondages soulignant le sentiment d'hostilité croissant des Allemands envers Israël ? Le chancelier conservateur Friedrich Merz (Union chrétienne-démocrate, CDU), en fonction depuis trois semaines à peine, a en tout cas tenu, ces derniers jours, des propos inhabituellement critiques envers le gouvernement israélien.

« Je ne comprends franchement plus quel est l'objectif de l'armée israélienne, qui inflige de telles souffrances à la population civile », a affirmé M. Merz, lundi 26 mai, lors d'une conférence à Berlin. Cela ne peut plus être justifié par une lutte contre le terrorisme du Hamas. » Le lendemain, il confirmait ces déclarations lors d'un déplacement en Finlande : « Les frappes militaires massives menées par les Israéliens sur la bande de Gaza ne revêtent plus aucune logique pour moi. Je les vois d'un œil très, très critique. »

L'Allemagne est confrontée à un « dilemme » entre deux principes fondamentaux auxquels elle est attachée, a commenté le ministre des affaires étrangères, Johann Wadephul (CDU) : le soutien à l'Etat d'Israël, d'une part ; le respect des droits humains et du droit international, de l'autre. « Notre lutte déterminée contre l'antisémitisme et notre soutien total au droit d'exister et à la sécurité de l'Etat d'Israël ne doivent pas être instrumentalisés au profit du conflit et de la guerre actuellement menée dans la bande de Gaza », a-t-il déclaré à la chaîne WDR.

Du fait de sa responsabilité dans la Shoah, l'Allemagne est l'un des soutiens les plus ardents à l'Etat d'Israël. En 2008, la chancelière Angela Merkel a élevé au rang de « raison d'Etat » (*Staatsräson*) la sécurité de l'Etat hébreu, une doctrine jamais remise en question, ni vraiment explicitée. Cette position a été affirmée encore plus clairement par le candidat Friedrich Merz pendant la campagne électorale du début d'année, qui a promis de livrer des armes à Israël et d'accueillir en Allemagne le premier ministre Benjamin Nétanyahou, malgré le mandat d'arrêt dont celui-ci fait l'objet de la part de la Cour pénale internationale.

Le nouveau chancelier fait toutefois preuve d'une plus grande prudence depuis son entrée en fonction, le 6 mai. « Ce qui explique ce changement de ton est la nouvelle offensive de grande envergure menée par Israël dans la bande de Gaza et la menace de déplacement de populations, ainsi que l'inquiétude manifeste des pays européens dont 17 soutiennent un réexamen de l'accord d'association avec Israël [qui encadre les relations politiques et économiques entre les deux parties]. Ce n'est pas sans conséquence pour l'Allemagne », décrypté Stephan Stetter, professeur de politique internationale et de recherche sur les conflits à l'université de la Bundeswehr.

Les sondages montrent en outre une divergence croissante entre l'opinion publique allemande et la position de principe de ses dirigeants. Selon une étude de la Fondation Bertelsmann, publiée le 9 mai, seuls 36 % des Allemands avaient une opinion positive de l'Etat hébreu, soit 10 points de moins qu'en 2021.

L'ALLEMAGNE EST CONFRONTEE À UN « DILEMME » ENTRE DEUX PRINCIPES : LE SOUTIEN À L'ÉTAT HÉBREU ET LE RESPECT DES DROITS HUMAINS

Le 25 mai, le délégué du gouvernement fédéral à la vie juive en Allemagne et à la lutte contre l'antisémitisme, Felix Klein, d'ordinaire très prudent, s'est aussi exprimé dans des termes singulièrement critiques. « Je plaide vivement pour un débat plus honnête sur la notion de raison d'Etat, tout comme sur le terme "droit d'existence", a-t-il affirmé dans l'édition dominicale de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Ces deux notions sont existentielles pour la compréhension de l'Etat allemand et la relation avec Israël, mais elles sont aussi floues et compliquent le débat. Nous devons nous engager pour préserver la sécurité d'Israël et des juifs dans le monde. Mais nous devons aussi dire clairement que cela ne justifie pas tout. Affamer les Palestiniens et aggraver délibérément la situation humanitaire n'a rien à voir avec la garantie du droit à l'existence d'Israël. Et cela ne peut pas non plus être la raison d'Etat allemande. »

Le débat est ouvert

A ce stade, le durcissement de la position allemande demeure toutefois essentiellement déclaratif. Le gouvernement continue de s'opposer à la remise en question de l'accord d'association entre l'Europe et Israël, à laquelle une majorité d'Etats européens est favorable. Et il refuse de s'exprimer sur un éventuel moratoire sur les exportations d'armes à l'Etat hébreu, se retranchant derrière un traditionnel impératif de confidentialité. Plusieurs élus du Parti social-démocrate (SPD), partenaire de coalition de Friedrich Merz, ont plaidé ces derniers jours pour une suspension des livraisons. Mardi, le ministre des affaires étrangères a conditionné les exportations d'armes à l'absence de violation du droit international, affirmant que dans le cas contraire le gouvernement « interviendrait, bien entendu » et ne « livreraient pas d'armes ».

A l'automne 2024, la CDU avait accusé le gouvernement du chancelier SPD Olaf Scholz d'avoir interrompu, sans le dire, ses exportations d'armes à Israël. L'exécutif avait alors répondu vouloir s'assurer que l'utilisation des armes respectait le droit international. « Que valent vos manifestations de solidarité envers l'Etat d'Israël si vous refusez en même temps de lui apporter une aide essentielle dans sa situation si précaire ? », s'était emporté Friedrich Merz lors d'un débat au Bundestag, le 10 octobre.

« Je ne m'attends pas à ce que l'Allemagne soutienne un gel de l'accord d'association entre l'Europe et Israël à ce stade, ni suspende ses livraisons d'armes », explique Stephan Stetter. Mais le débat est ouvert, et même s'il reste très prudent, c'est un changement. Friedrich Merz essaie de faire de la place dans le débat public allemand pour qu'il soit possible de distinguer la critique d'Israël et la critique du gouvernement israélien. » ■

ELSA CONESA



Une distribution d'aide alimentaire, à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 27 mai. REUTERS

Gaza : la distribution d'aide organisée par Israël vire au chaos

Conçu sous l'égide des Etats-Unis et de l'Etat hébreu pour contourner le Hamas, le mécanisme de livraison de nourriture met à l'écart les ONG

JÉRUSALEM - correspondance

Les spécialistes de l'aide humanitaire l'avaient anticipé : le nouveau dispositif de distribution d'aide alimentaire, réclamé par Israël, annoncé le 5 mai et lancé de manière chaotique mardi 27 mai, s'est avéré aussi inefficace que déshumanisant, alors que l'Etat hébreu a imposé un blocus total à la bande de Gaza pendant plus de deux mois, du 2 mars au 19 mai, date à laquelle quelques camions seulement ont pu entrer dans l'enclave. Le plan a été élaboré par la Gaza Humanitarian Foundation (GHF), une organisation spécialement créée en janvier en Suisse sous l'égide des Etats-Unis et d'Israël pour repenser la livraison de nourriture à Gaza. Les autorités israéliennes considèrent que l'aide acheminée par les organisations humanitaires internationales est systématiquement détournée par le Hamas.

Des convois humanitaires ont été attaqués régulièrement dans l'enclave ces derniers mois par des pillards armés, parfois sous le regard des soldats israéliens. L'armée israélienne a présenté mardi une vidéo aérienne de l'aménagement d'un site, dans le coin le plus reculé de la bande de Gaza, à Rafah, non loin de la frontière égyptienne, dans un lieu entièrement sous son contrôle. Il a été baptisé « SDS1 », pour Site de distribution sécurisé numéro 1. Le schéma s'apparente à un triangle : premier côté, le chemin d'accès. Il est encagé par de hautes barrières, enfermant les Palestiniens dans cinq files, et les bloquant par des portes métalliques. Deuxième côté, l'aire de distribution. Elle est bordée par des tables où sont posés les colis de nourriture. Derrière, d'épais grillages remplis de sable permettent d'abriter les hommes armés de la compagnie de sécurité américaine Safe Reach Solutions, chargée de garder le site. Troisième côté, le chemin de sortie. Le tout, au milieu de terres

agricoles ravagées et de ruines rappelant qu'ici, il y avait une ville, des cultures, un territoire dont la dépendance alimentaire a été méthodiquement organisée par le pouvoir israélien, selon l'historienne et anthropologue française (CNRS) Stéphanie Latte Abdallah.

Le site a ouvert à 8 heures du matin mardi 27 mai, sans avertissement. Rien n'avait été clairement annoncé du plan conçu par GHF : un colis par famille, deux fois par mois, récupéré par un membre non affilié au Hamas, dont l'accès au site était contrôlé par un système de reconnaissance faciale. Les premiers Palestiniens qui se sont présentés ont reçu une boîte sans autre forme de procès. « Chaque boîte nourrit 5,5 personnes pour 3,5 jours », affirme un communiqué de l'organisation.

Un mort et 47 blessés

La rumeur a circulé à toute vitesse

parmi une population maintenue dans un état de malnutrition chronique.

Selon l'indice de classification de la sécurité alimentaire IPC, toute la bande de Gaza a été placée en situation d'urgence, indiquant un risque élevé de mortalité et de malnutrition, selon la plus récente étude, sortie le 12 mai. Et 470 000 personnes sont au niveau le plus élevé de risque de sécurité alimentaire, celui de « catastrophe ». La levée du blocus, le 19 mai, a été minimale, avec l'entrée de quelques camions de nourriture pour enfants. Dans la nuit du 21 mai, 90 camions ont été récupérés par les agences humanitaires qui opèrent encore dans l'enclave.

Alors, mardi, très vite, des milliers de personnes se pressent contre les grillages du point de distribution. Soudain, une foule d'hommes, de femmes et d'enfants, renverse les barrières pour s'emparer d'une aide dont personne ne sait si elle sera livrée le lendemain. Les gardes armés reculent, tandis que des Palestiniens, employés pour sécuriser le

UNE FOULE RENVERSE LES BARRIÈRES POUR S'EMPARER DES COLIS, UNE AIDE DONT PERSONNE NE SAIT SI ELLE SERA LIVRÉE LE LENDEMAIN

site, laissent leurs compatriotes prendre l'aide qui reste. Le calme est ensuite revenu. La GHF affirme que 8 000 colis ont été distribués. Parmi eux, combien sont allés à ceux qui en avaient le plus besoin ? Combien d'aliments se sont retrouvés au marché noir ? Et combien sont arrivés entre les mains du Hamas ? Sans compter les victimes : un mort et 47 blessés par des tirs de l'armée israélienne près du point de distribution, selon le ministère de la santé de Gaza.

Le désastre était annoncé. Il se confirme, et l'édifice de la GHF semble déjà fortement fragilisé. L'organisation, dans le viseur des autorités suisses, a dû fermer ses entités enregistrées dans ce pays, a-t-elle confirmé dimanche au média israélien *Shomrim*. Les activités du groupe continuent via une troisième organisation, enregistrée aux Etats-Unis. Un avocat, David Kohler, seul citoyen suisse dans le conseil d'administration, a démissionné il y a deux semaines. Et le directeur exécutif, Jake Wood, a jeté l'éponge dimanche.

« Il est clair qu'il n'est pas possible de mettre en œuvre ce plan tout en adhérant strictement aux principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, que je n'abandonnerai pas », a-t-il déclaré dans un communiqué, en faisant allusion au dispositif désastreux mis en œuvre mardi.

Selon une enquête du *New York Times* publiée le 24 mai, le projet est à l'origine une idée israélienne, datant de la fin 2023, pour saper le

contrôle du Hamas sur Gaza et contourner les Nations unies. Avigdor Liberman, un homme politique israélien, a affirmé sur X, mardi, que l'argent finançant ce dispositif d'aide provenait « du Mossad et du ministère de la défense » et demande à la procureure générale israélienne d'enquêter.

Les experts tenus « à l'écart »

En parallèle, les organisations humanitaires ont recommandé à opérer dans l'enclave. Entre le 22 et le 24 mai, 5 des 25 boulangeries soutenues par l'ONU ont repris leurs opérations dans le centre de la bande. Les 25 et 26 mai, environ 299 000 repas ont été préparés et livrés via 70 cuisines communautaires. Et les partenaires humanitaires ont prépositionné quelque 171 000 tonnes de nourriture dans la région, prêtes à être distribuées, selon un point de situation de l'OCHA, l'agence onusienne pour la réponse humanitaire. « Quand il y a un niveau aussi bas d'assistance, il faut faire une distribution massive et générale pour rassurer les gens », assure au *Monde* un cadre humanitaire opérant dans l'enclave.

Celui-ci assure que l'ONU a soumis à Israël des plans pour maximiser la distribution et le suivi de l'aide humanitaire, afin d'éviter que celle-ci ne tombe entre les mains du Hamas. « Le chaos actuel est dû au fait que les responsables politiques [israéliens] ont mis à l'écart les vétérans de l'aide humanitaire, pourtant experts dans l'acheminement de la nourriture aux populations affamées de Gaza », explique Robert Blecher, directeur du programme futur des conflits à l'International Crisis Group. Quand la politique prend le pas sur l'expérience, on se retrouve avec des catastrophes comme celle-ci. Tant que les amateurs ne s'effaceront pas et ne laisseront pas les professionnels gérer Gaza, il faut s'attendre au chaos et pire encore. » ■

SAMUEL FOREY

A Djakarta, Macron défend une posture d'équilibre

Paris travaille à une déclaration commune sur le conflit israélo-palestinien avec l'Indonésie, premier pays musulman au monde

BANGKOK, DJAKARTA -
correspondant et envoyée spéciale

Emmanuel Macron voulait enclencher une «*dynamique*» avant le sommet international sur la question palestinienne, que la France coprésidera avec l'Arabie saoudite à New York, fin juin. Depuis Djakarta, en Indonésie, mercredi 28 mai, où le président français a été reçu en grande pompe par son homologue indonésien Prabowo Subianto, dans le cadre de sa tournée en Asie du Sud-Est, le chef d'Etat français a savouré un premier geste venu de ce pays à majorité musulmane le plus peuplé au monde. Lors d'une déclaration à la presse, depuis le palais présidentiel de Djakarta, l'ancien général, qu'Emmanuel Macron désigne comme un «frère», a indiqué qu'*«une fois qu'Israël aura reconnu la Palestine, [l'Indonésie] sera prête à reconnaître Israël et à établir des relations diplomatiques*», avec l'Etat hébreu.

La reconnaissance d'Israël par l'Indonésie, pays où l'opinion publique est profondément choquée par les exactions commises par l'armée israélienne à l'égard des civils gazaouis, est conditionnelle. La perspective qu'Israël reconnaît un jour la Palestine est faible et rend chimérique cette promesse indonésienne. Mais ce propos, qui complète les mots déjà formulés par Prabowo Subianto le 12 avril depuis la Turquie, où il

plaide pour une solution à deux Etats, vient conforter les efforts de la France en accroissant la pression sur les épaules d'Israël. L'Indonésie dit soutenir le sommet de New York. «*Nous sommes à vos côtés*», s'est réjoui dans la foulée Emmanuel Macron, répétant aux Indonésiens qu'il n'y avait pas, de la part de la France de «*double standard*», consistant à se soucier davantage du sort des Ukrainiens que de celui des Gazaouis. Remerciant l'ancien général pour ses «*propos clairs*», il s'est dit conscient de «*toute l'émotion suscitée par cette guerre*», en saluant la vision géopolitique de l'Indonésie qui, dit-il, partage avec la France «*une même vision du droit international*» et «*une certaine idée de la vision du monde*». «*Seule la solution politique permettra de reconstruire la paix au Proche Orient*», a insisté le président français persuadé, désormais, que la conférence de New York pourra «*donner un nouvel élan*» à une solution à deux Etats. «*Tous les pas*

qui pourront être faits vers une reconnaissance mutuelle seront des pas de géants au regard de la situation à Gaza», commente un conseiller élyséen.

«Perspectives» pour le Rafale

Entré en fonctions en octobre 2024, Prabowo Subianto avait peu goûté l'absence de représentant de haut niveau de la France lors de son investiture. Mais mercredi, dans les rues de Djakarta où s'affichaient les visages d'Emmanuel Macron et de son épouse Brigitte sur des écrans géants, plus aucune rancœur n'était perceptible. Soucieux de ménager ce client de choix pour l'industrie de dé-

fense française, Emmanuel Macron a officiellement invité son homologue aux festivités du 14-Juillet, proposant aux troupes indonésiennes de parader aux côtés des militaires français. En 2022, 42 avions Rafale ont été vendus au pays asiatique et un contrat pour la vente de deux sous-marins Scorpène est en attente de signature. Dassault espère une commande supplémentaire d'une quarantaine d'appareils. Mercredi, le président français n'a pas dévoilé de nouveaux contrats mais a évoqué «*des perspectives*» avec de «*nouvelles commandes de Rafale*». Emmanuel Macron doit peut-être encore rassurer les Indonésiens sur la fiabilité de ces avions depuis que le Pakistan prétend avoir abattu un, voire plusieurs Rafale, lors de son affrontement avec l'Inde, début mai.

Réputé francophile, Prabowo Subianto, âgé de 73 ans, est aussi un dirigeant nationaliste et populaire. Depuis son investiture, le gendre de l'ancien dictateur Suharto (1967-1998) est critiqué par les intellectuels pour son passé militaire (il a été commandant

Le président français s'est dit conscient de « toute l'émotion suscitée » par la guerre à Gaza

des forces spéciales sous la dictature) et les dérives présumées du pouvoir. Ses choix budgétaires – notamment des coupes dans l'éducation au profit de la gratuité des cantines – ont suscité des manifestations étudiantes en début d'année. La révision de la loi sur les forces armées, fin mars, nourrit les craintes d'un retour à la doctrine du «*dwifungsi*», qui permettait à l'armée d'intervenir dans la sphère civile.

Le *Jakarta Post* s'est alarmé, dans un éditorial du 21 mai, d'un tourant autoritaire, évoquant «*la fin de l'ère des réformes*», lorsque fut démantelée la dictature. Pour la presse, le climat se détériore : l'auteur d'une tribune rédigée par un fonctionnaire du ministère

des finances sur le site d'information *Detik*, début mai, critiquant la nomination d'un ex-général à la tête des douanes, a été agressé par des individus non identifiés. La tribune a été retirée. Le magazine *Tempo* qui avait, lui, dénoncé la réforme militaire, a reçu des colis où se trouvaient une tête de cochon mort et des rats décapités.

Sur le front du climat, l'Indonésie, comme le Vietnam, a pris des engagements de décarbonation en échange d'investissements et du soutien financier de pays occidentaux, dont la France, dans le cadre du partenariat pour une transition énergétique juste. Mais Prabowo Subianto a levé le moratoire sur les concessions de palmiers à huile en janvier, et selon l'ONG française Canopée, promeut une politique d'expansion des surfaces cultivées au profit du biocarburant. La question environnementale, abordée lors des pourparlers entre les deux pays mercredi, semble avoir été reléguée à un rang secondaire, Paris privilégiant les avancées géopolitiques. ■

CLAIRE GATINOIS
ET BRICE PEDROLETTI



Emmanuel Macron et son homologue indonésien Prabowo Subianto, à Djakarta, le 28 mai. AJENG DINAR ULFIANA/REUTERS

Au Vietnam, le président dénonce la «désinhibition des superpuissances»

Emmanuel Macron a bouclé, mardi, la première étape de sa tournée en Asie du Sud-Est, au Vietnam, où il a renvoyé dos à dos la Chine et les Etats-Unis, deux superpuissances «désinhibées» qui mettent en péril la région. «*Par la désinhibition des superpuissances, tout peut basculer*», a affirmé le chef de l'Etat dans un discours à l'université des sciences et techniques de Hanoï, où il a exposé aux étudiants les dangers d'un monde «bousculé», autant sur le plan géopolitique que sur les réseaux sociaux.

Pologne : le candidat nationaliste soutenu par l'administration Trump

Lors d'un forum des conservateurs, des républicains ont enjoint aux Polonais d'« élire un leader qui travaille avec le président américain »

VARSOVIE - correspondance
VIENNE - correspondant régional

Je viens juste de rencontrer Karol et il faut qu'il soit le prochain président de la Pologne. Vous m'avez compris ? Il est 17 h 30, mardi 27 mai, et la salle de conférences des alentours de Rzeszow, dans le sud-est du pays, où est organisée une déclinaison polonaise de la célèbre conférence d'action politique conservatrice (CPAC) des Républicains américains, exulte en entendant ces quelques mots de Kristi Noem.

Se rendant pour la première fois dans ce pays d'Europe centrale, la secrétaire à la sécurité intérieure des Etats-Unis affiche, «*avec l'accord*» du président américain, son soutien à Karol Nawrocki, le candidat nationaliste au second tour de l'élection présidentielle organisée dimanche 1^{er} juin, qui s'annonce particulièrement serré.

Devant une salle remplie de Polonais soutenant le candidat, cette figure de l'administration Trump, réputée pour ses positions anti-immigration radicales, estime que le candidat du parti Droit et justice (PiS, ultraconservateur) est «*le bon dirigeant*» pour «*ramener l'Europe vers les valeurs conservatrices*». «*Si vous*

élez un leader qui travaille avec le président [américain], le peuple polonais aura un allié fort qui garantira que vous pourrez combattre les ennemis ne partageant pas vos valeurs. Vous continuerez à avoir une présence militaire américaine et vous aurez des équipements militaires américains», promet-elle, laissant entendre que Washington pourrait lier le maintien de militaires américains en Pologne au résultat du scrutin.

«Je fais confiance à Trump»

Elle compare au passage l'adversaire de M. Nawrocki, le maire de Varsovie pro-européen, Rafal Trzaskowski, arrivé en tête au premier tour, à un «*socialiste*» de la trempe de ceux qui «*veulent détruire leur pays*». Certes le PiS et M. Nawrocki avaient tablé initialement sur la venue du vice-président américain, J. D. Vance, mais les déclarations de Mme Noem, qui s'est fait récemment remarquer pour avoir mené l'offensive juridique contre l'université Harvard, pourraient peser dans ce pays où sont déployés environ 10 000 soldats américains.

«*Nous voulons que la Pologne soit le leader européen dans la relation transatlantique*», a d'ailleurs plaidé M. Nawrocki, s'exprimant

La conférence de Rzeszow s'est transformée en une journée de diatribes contre le «wokisme» ou les «globalistes»

juste avant Mme Noem devant un public prêt à débourser au moins 95 euros pour assister à cette CPAC transformée en une journée de diatribes contre le «*wokisme*» ou les «*globalistes*».

La convention était organisée dans un centre de conférences situé face à l'aéroport de Rzeszow, où atterrissent régulièrement des avions chargés d'armes et d'aide humanitaire à destination de l'Ukraine. La région des Basses-Carpates, gouvernée par le PiS, est un symbole de «*la collaboration polono-américaine, et un bastion du conservatisme en Pologne mais aussi d'un développement accéléré ces dernières années*», a souligné Tomasz Sakiewicz, directeur de TV Republika.

Contrairement à l'Europe occidentale, les nationalistes d'Europe orientale continuent souvent d'admirer Donald Trump en estimant qu'un alignement politique sur ses convictions pourrait suffire à garantir le maintien du parapluie américain. «*J'ai du respect pour monsieur Trump, c'est un homme d'affaires qui se comporte un peu différemment des autres politiciens, mais je lui fais confiance*», expliquait, par exemple, au milieu de l'assistance de têtes grises, Danuta Bartkowiak, une bibliothécaire de 69 ans, qui avait fait le voyage depuis Poznan, dans l'ouest du pays, à près de 700 kilomètres de là, et qui assure ne pas penser que Donald Trump en

gouvernement pro-européen de son successeur, Donald Tusk, qui prône plutôt un renforcement de l'UE pour contourner les menaces de retrait américain.

La menace russe peu évoquée

En dépit de la proximité de la frontière ukrainienne, la menace russe et Vladimir Poutine étaient singulièrement peu présents dans la bouche des orateurs polonais et américains qui se sont succédé, mardi, à la tribune pour attaquer «*la gauche*», les «*libéraux*» ou le «*marais bruxellois*», un terme censé désigner les fonctionnaires de la Commission européenne qui chercheraient à faire élire, dimanche, M. Trzaskowski, «*leur marionnette*». Mme Noem n'a d'ailleurs pas cité une seule fois le danger représenté par la Russie, préférant insister sur l'immigration, en saluant la politique migratoire ultra-restrictive de la Pologne à ce sujet.

Contrairement à l'Europe occidentale, les nationalistes d'Europe orientale continuent souvent d'admirer Donald Trump en estimant qu'un alignement politique sur ses convictions pourrait suffire à garantir le maintien du parapluie américain. «*J'ai du respect pour monsieur Trump, c'est un homme d'affaires qui se comporte un peu différemment des autres politiciens, mais je lui fais confiance*», expliquait, par exemple, au milieu de l'assistance de têtes grises, Danuta Bartkowiak, une bibliothécaire de 69 ans, qui avait fait le voyage depuis Poznan, dans l'ouest du pays, à près de 700 kilomètres de là, et qui assure ne pas penser que Donald Trump en

gouvernement pro-européen de son successeur, Donald Tusk, qui prône plutôt un renforcement de l'UE pour contourner les menaces de retrait américain.

La menace russe peu évoquée

En dépit de la proximité de la frontière ukrainienne, la menace russe et Vladimir Poutine étaient singulièrement peu présents dans la bouche des orateurs polonais et américains qui se sont succédé, mardi, à la tribune pour attaquer «*la gauche*», les «*libéraux*» ou le «*marais bruxellois*», un terme censé désigner les fonctionnaires de la Commission européenne qui chercheraient à faire élire, dimanche, M. Trzaskowski, «*leur marionnette*». Mme Noem n'a d'ailleurs pas cité une seule fois le danger représenté par la Russie, préférant insister sur l'immigration, en saluant la politique migratoire ultra-restrictive de la Pologne à ce sujet.

«*Vous êtes menacés par un leader qui veut vous enlever toute cette protection*», a-t-elle expliqué en accusant à nouveau sans raison M. Trzaskowski de vouloir rompre avec cette politique relativement consensuelle en Pologne. «*La principale menace à laquelle l'Europe fait face actuelle-*

ment est l'immigration sans limites de personnes hostiles aux valeurs occidentales», avait déjà résumé un peu plus tôt l'avocat John Eastman, connu pour avoir mené la guérilla juridique visant à obtenir l'annulation du scrutin présidentiel américain de 2020, perdu par Donald Trump.

Ce soutien de Kristi Noem à Karol Nawrocki n'a toutefois guère fait réagir en Pologne, mardi soir. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères ainsi qu'un des responsables de campagne de Rafal Trzaskowski n'ont pas répondu aux sollicitations du *Monde*. La conservatrice américaine avait rencontré dans la matinée le ministre de l'intérieur, Tomasz Siemoniak, issu du parti Plateforme civique de M. Tusk, qui s'était réjoui, sur le réseau social X, de «*conversations fructueuses sur la coopération et l'alliance polono-américaines*». Enfin, mardi au soir, Wladyslaw Kosiniak-Kamysz, le ministre de la défense, s'exposait, sur X, en présence de son homologue américain, Pete Hegseth : «*Nous avons encore entendu que la Pologne est l'allié modèle des Etats-Unis*», a-t-il alors affirmé. ■

HÉLÈNE BIENVENU
ET JEAN-BAPTISTE CHASTAND

En Corée du Sud, le long combat des victimes des adoptions illégales

Entre les années 1950 et 1990, des agences ont alimenté un trafic de nourrissons. Une commission recommande des excuses et des réparations

SEOUL - correspondance

A la recherche de sa famille biologique sud-coréenne « depuis toujours », Mia Lee Hansen est parvenue à la retrouver en 2022, grâce à un test ADN. Un « miracle », raconte cette Danoise de 38 ans, adoptée en 1988. Jusque-là, elle s'était crue abandonnée à la naissance pour des raisons financières – ses papiers d'adoption l'attestant. Mais grâce à cette rencontre, elle va découvrir avoir été déclarée mort-née auprès de ses parents biologiques. « L'accouchement était si prématué qu'ils n'en ont pas douté. Ça a été un bouleversement total d'apprendre qu'ils n'avaient jamais soupçonné mon existence », se souvient-elle. Par la suite, ce choc a pris la forme d'une immense colère, notamment envers son agence d'adoption, « qui n'a jamais admis ce qui est arrivé ».

Mia Lee Hansen fait partie des 367 adoptés originaires de Corée du Sud, de onze nationalités différentes, qui ont déposé en 2022 une pétition auprès du gouvernement

coréen. Ils y dénoncent avoir été déclarés systématiquement et à tort, orphelins, enfants abandonnés ou nés de parents inconnus.

Sous la pression d'une dizaine de collectifs soutenant cette démarche, le gouvernement a créé dans la foulée une commission vérité et réconciliation, dont l'enquête a pris fin le 26 mai. Le rapport officiel qui doit en résulter reprendra de façon plus complète les conclusions intermédiaires déjà présentées le 26 mars. Historique, le verdict avait constitué une petite victoire pour les adoptés : dans 56 cas, l'Etat sud-coréen a « failli à sa responsabilité de protéger les droits fondamentaux de ses citoyens », soit par négligence, soit pour avoir facilité le travail des agences en légitérant en leur faveur. La commission recommande des excuses officielles et des réparations pour les victimes.

« On a pu avoir accès à la partie confidentielle des dossiers sur les parents biologiques, que les agences refusent systématiquement de fournir aux adoptés. Leur contenu a confirmé les accusations de falsifications et de substitutions d'iden-

tité généralisées », révèle Amy Jung, enquêtrice au sein de la commission. Parmi les 311 cas restants, 98 n'ont tout simplement pas été étudiés, « par manque de temps et de personnel », explique Mme Jung.

D'autres cas, 42, ont quant à eux été analysés, mais différés « par manque de documentation », une décision contestée au sein même de la Commission. Dans ce contexte tendu, et alors que cinq des neuf mandats des commissaires arrivaient à expiration, l'enquête a été suspendue le 25 avril.

Désormais, les associations de victimes militent pour la création d'une nouvelle commission, afin de soumettre de nouveaux dossiers et faire la lumière sur le fonctionnement de toute la chaîne d'adoption. Un phénomène « systématique », estime Peter Moller. Ce Danois de 51 ans, adopté en 1974, a mené ce combat de front, en tant que cofondateur en 2022 de DKRG et représentant de KoRoot – les deux associations, respectivement danoise et coréenne, qui ont porté les voix des 367 adoptés. « En trois ans, je n'ai pas trouvé un seul dossier correct

ou conforme sur les 1800 que j'ai pu consulter », témoigne-t-il.

Au total, 140 000 à 200 000 enfants originaires de Corée du Sud ont été adoptés dans au moins quatorze pays, entre les années 1950 et 1990. Si ces adoptions internationales ont longtemps été perçues comme des actes de charité, l'histoire s'est révélée tout autre à mesure que certains adoptés, devenus adultes, ont retrouvé leur famille biologique. De la confrontation des vécus ont progressivement émergé des récits d'adoptions forcées, fondées sur des mensonges, voire des enlèvements d'enfants. Dès lors, un nombre grandissant d'adoptés ont réclamé le droit de connaître leur histoire.

Disparitions forcées

« Le nombre incroyable élevé d'adoptions ne peut pas s'expliquer par des besoins humanitaires », s'insurge Lee Kyung-eun, chercheuse en droit international et autrice de l'ouvrage *The Global "Orphan" Adoption System* (KoRoot, 2021). Elle dénonce l'existence d'un système officiel de « fabrique d'orphelins », institutionnalisé dès 1961 par la Corée du Sud avec le Special Adoption Act for Orphans (en vigueur entre 1961 et 1975), ce dernier ayant fait du statut d'orphelin un critère légal d'« adoptabilité » aux Etats-Unis. « Il s'agit d'un abandon organisé de ses propres citoyens », soutient-elle. Selon mes recherches, ces lois ont été votées sous le lobbying intense de Harry Holt, le fondateur en 1956 de l'agence Holt, par laquelle ont transité les premiers enfants. Elles ont donné un pouvoir total aux agences privées. »

Adoptée au Danemark en 1992, Marie-Louise Wang, 32 ans, fait partie des victimes avérées de ce système d'« orphelinisation ». Cel-

perdu la trace. « Déposée chez Holt dès ma naissance, l'agence n'a pas respecté la durée légale permettant à mes parents de me récupérer », relate-t-elle. Scandalisée, elle a fondé le collectif engagé DAC France (Droits des adoptés de Corée), dans le but d'offrir un « lieu de chute aux personnes désemparées ».

PETER MOLLER
responsable associatif

le-ci s'est intéressée à ses origines à partir de 2023, interpellée par la multiplication des dénonciations d'adoptions frauduleuses dans les médias. Alors qu'elle demandait l'accès à son dossier à l'agence coréenne KSS, elle a reçu un document en coréen explicitant noir sur blanc la déclaration de son décès auprès de sa famille biologique. Sans doute « par erreur », estime-t-elle : habituellement, les documents concernant la famille biologique ne sont pas communiqués.

Pour elle aussi, le choc a été immense. Malgré cette preuve, elle s'est heurtée à l'indifférence des agences et au manque de soutien des autorités sud-coréennes, qui lui ont refusé le test ADN donnant accès à une banque de données génétiques normalement ouverte aux parents biologiques et aux enfants adoptés.

« Faire face à des suspicitions d'illégalité est ultraviolette et peut mener à de gros troubles de santé mentale », alerte Aurélie Touvé. Cette Française de 42 ans, adoptée en 1983, a retrouvé sa famille coréenne « assez facilement », dans la mesure où ses sœurs biologiques la recherchaient déjà activement. Leur mère, dont les pleurs ne tarissaient pas d'année en année, avait fini par leur avouer l'existence d'une petite sœur dont elle avait

perdu la trace. « Déposée chez Holt dès ma naissance, l'agence n'a pas respecté la durée légale permettant à mes parents de me récupérer », relate-t-elle. Scandalisée, elle a fondé le collectif engagé DAC France (Droits des adoptés de Corée), dans le but d'offrir un « lieu de chute aux personnes désemparées ».

Peter Moller, révolté par les récits de ces familles, dénonce des pratiques relevant du trafic d'enfants, orchestrées par les agences d'adoption, avec la complicité des autorités de l'époque, sur fond de corruption. « On a la preuve que les autorités, les hôpitaux et les cliniques recevaient des pots-de-vin des agences pour trouver des enfants adoptables », affirme-t-il. Les agences employaient des « éclaireurs » pour « récolter » les enfants. On parle de disparitions forcées, des crimes extrêmement graves selon le droit international. »

Pour faire entendre la voix des adoptés en Corée, Mia Lee Hansen et Marie-Louise Wang ont décidé de porter plainte ensemble devant la justice coréenne, le 15 mai. « C'est la première fois qu'on a des preuves aussi solides. On veut tester l'efficacité de la police et du système judiciaire coréens, mais aussi montrer la vérité aux Coréens », explique M. Moller, qui les représente à travers KoRoot.

La responsabilité des pays étrangers est aussi en cause, alors que la commission a confirmé l'existence de quotas mensuels fixés entre agences coréennes et étrangères, « pour répondre à la demande ». « En 2024, j'ai envoyé mon livre et une lettre officielle à toutes les ambassades concernées à Séoul, y compris la France. Aucune réponse », explique Mme Lee, qui insiste : « C'est aux pays d'accueil de protéger les droits de leurs citoyens. » ■

HANNA SIEMIATYCKI

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/25

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats : nous consulter
stephane.pesque@mpublicite.fr

Reproduction interdite



CANAPÉ D'ANGLE DÉLI • 2860€

L300 x P96 / 150 x H48 / 84 cm. Assise mousse 35 kg/m³, dossier plumes et mousse, piétement métal Dark Brown, tissu Bergen Bright (nombreux coloris). Ecopart incluse, prix hors livraison, photo non contractuelle.

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Paris 15 • 7J/7 • M° Charles Michels
147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81
63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Canapés, literie, mobilier : nos adresses sur www.topper.fr



La maison recherche également bien d'autres produits.
Déplacements réguliers et gracieux dans toute la France.
Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement
par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maisoncharles-antique.fr



RUBRIQUE IMMOBILIER

(tous les mercredis & samedis)

Vos acheteurs et locataires
sont parmi nos lecteurs.

Le Monde

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS
LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?

stephane.pesque@mpublicite.fr

ACHAT VINYLES

Disquaire sérieux et passionné.
20 ans d'expérience.
Achète vinyles 33 et 45 tours
Jazz, Pop Rock, Soul Funk, World,
Hip Hop, Classique...
Je me déplace. Paiement comptant.
David B : 06 07 44 03 77

LIGNAGE
Prix à la ligne :
15,50 € HT - 18,60 € TTC
MODULES
Merci de nous
consulter
stephane.pesque@mpublicite.fr

AU LIT, PAS DE COMPROMIS !

Matelas double confort Duetto :
une moitié ferme, une moitié souple,
à chacun son confort ! 699€ en 140

Une exclusivité Davilaine, 65 ans de savoir-faire breton. Conception et fabrication 100% française.

DAVILAINE
Fabriqué en Bretagne

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Paris 12 • M° Nation
56-60 cours de Vincennes
7J/7 • 01 43 41 80 93

Paris 15 • M° Emile Zola
37 rue du Commerce
5J/7 • 01 45 75 29 98

Le Monde

RUBRIQUE IMMOBILIER
stephane.pesque@mpublicite.fr

En Géorgie, les opposants refusent « le désespoir »

Une cinquantaine de personnes sont détenues après avoir manifesté pour l'orientation européenne du pays

REPORTAGE

TBILISSI - envoyée spéciale

Elle fait partie des premiers arrivés devant la salle d'audience du tribunal de Tbilissi, en Géorgie. Pour rien au monde Marina Terichvili, 75 ans, ne raterait ce moment. Voilà cinq mois que son fils, chauffeur de taxi de 54 ans, est en prison après avoir participé aux manifestations proeuropéennes. En ce matin de mai, son procès reprend avec dix coaccusés. « Pour moi, c'est une joie aujourd'hui, parce que c'est l'occasion de le voir », explique la vieille dame, tout en noir, mains sagement croisées sur le ventre.

Le fils de Marina Terichvili, Giorgi Terichvili, est accusé d'avoir jeté une bouteille en plastique sur des policiers pendant un rassemblement. Il encourt de quatre à six ans de prison. C'est le plus âgé des 51 manifestants toujours emprisonnés, sur les 486 personnes arrêtées lors des protestations entre novembre 2024 et février, selon le décompte des ONG de défense des droits humains. Le mouvement de contestation secoue sans discontinuer cette ancienne république soviétique du Caucase depuis le 28 novembre 2024, lorsque le gouvernement a annoncé la suspension du processus d'intégration à l'Union européenne (UE).

Dans ce pays où la justice est aux mains du pouvoir, le cas de ces prisonniers témoigne du durcissement sans précédent du gouvernement depuis la chute de l'URSS et l'indépendance de la Géorgie, en 1991. Considérés par les opposants comme des prisonniers politiques, ces manifestants sont, pour la plupart, accusés d'avoir « organisé, dirigé ou participé à des violences collectives » ou d'avoir « agressé un agent de police », et encourrent plusieurs années de prison.

« Le plus difficile, dans ces procès, ce sont les faux témoins, souligne Marina Terichvili, qui soutient le mouvement de contestation. Les policiers mentent ou se contredisent. » L'audience du jour est, à cet égard, une nouvelle épreuve. Des heures durant, les 11 prévenus,



Nargiz Davatadze, mère d'un étudiant détenu, le 15 mai, à Tbilissi. INES VERHEYLEWEGHEN POUR « LE MONDE »

60 ans préfère le suivre à distance, à la télévision. « Voir mon fils dans cette situation m'est trop insupportable, explique-t-elle, tendue, en l'apercevant à l'écran. Ce procès est kafkaïen. Cette impuissance et cette injustice me rongent complètement. »

Sur le buffet trône un poster à l'effigie de son fils, Andro Chichnadze, comédien de théâtre de 28 ans. « Quand ils sont venus l'arrêter à la maison, le 5 décembre [2024], il y avait 80 personnes dans la cour, en noir et masquées, se souvient la mère de famille. Chez d'autres manifestants, les policiers se sont présentés en contrôleur de gaz ou d'électricité. » Lika Guntsadze pensait que son fils serait rapidement innocenté et libéré. « Mais l'enquête a été cousue de fil blanc », dit-elle. Accusé d'avoir participé à des violences en groupe, le jeune homme encourt

jusqu'à six ans de prison. « Sous l'URSS, le théâtre était habitué à être muselé par le pouvoir, se souvient la sexagénaire. Andro appartient à la première génération de comédiens qui ose résister. »

On croyait à leur propagande

En avril, elle a cofondé le Mouvement des parents de prisonniers. L'organisation, qui compte une vingtaine de personnes, réclame la libération des manifestants et le départ du parti au pouvoir depuis 2012, Rêve géorgien. « On essaye de résister en organisant des manifestations et en rencontrant des ambassadeurs », explique la mère d'Andro. Les parents des prisonniers assurent que, pour l'heure, leurs enfants ne sont pas maltraités en cellule, mais ils redoutent que les conditions de détention se dégradent en cas de condamnation. « On ne pourra peut-être bien-

tôt plus faire entendre nos voix, s'alarme Lika Guntsadze, qui participe deux fois par semaine aux manifestations proeuropéennes à Tbilissi. L'absurdité et l'ampleur de la répression, arbitraire, sont sans précédent. Cela rappelle les purges sous l'Union soviétique. »

Les parents de Zviad Tsetskhadze, étudiant en droit de 19 ans arrêté pendant les manifestations, font eux aussi la comparaison avec les purges stalinien des années 1930. « La différence, c'est qu'à l'époque il y avait la peine de mort. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, du moins pour l'instant », avance Zurab Tsetskhadze, avocat de 56 ans et père de Zviad. La multiplication des lois répressives l'inquiète : « Rêve géorgien rétablit la législation soviétique et son système. Il a notamment réintroduit l'article de loi sur la trahison d'Etat qui existait sous l'URSS. »

Zviad Tsetskhadze, 19 ans, poursuit le combat de sa prison en tenant un journal, « Cellule 101 »

Le couple fait partie de ces électeurs de Rêve géorgien qui ont été dupés par le discours proeuropéen de façade du parti, dont l'orientation prorusse n'est apparue clairement qu'après l'invasion russe de l'Ukraine, en février 2022. Leur fils, très actif dans la contestation du régime, les avait pourtant alertés. « Il nous avait dit : « Vous verrez, Rêve géorgien va finir par tomber le masque. La Géorgie est en danger, elle est en train de perdre son avenir européen », se souvient sa mère, Nargiz Davatadze, mère au foyer de 56 ans. On regrette beaucoup de ne pas l'avoir cru plus tôt. »

Les parents de Zviad Tsetskhadze étaient convaincus que le parti au pouvoir amenaient le pays vers l'UE, un objectif inscrit dans la Constitution. « On croyait à leur propagande ! », poursuit la mère. On n'aurait jamais imaginé qu'ils allaient trahir l'avenir européen du pays. Notre fils nous a ouvert les yeux. On a compris quand il nous a expliqué la « loi russe », le surnom de la loi controversée sur l'influence étrangère. Ce texte, adopté en mai 2024 et visant à réduire au silence les médias indépendants et la société civile sous le couvert de la « transparence », avait déclenché un mouvement de protestation à travers tout le pays, et marqué le début du basculement géopolitique de la Géorgie, en rupture avec l'UE malgré le maintien d'un discours officiel ambigu.

Zviad Tsetskhadze poursuit son combat de sa prison en tenant un journal, *Cellule 101*. Poésie, articles, chansons, dessins, mise en page... Le jeune homme fait tout à la main puis le transmet à ses parents, qui se chargent de l'édition et de le diffuser pendant les manifestations. « C'est ma manière de montrer que les menottes et les barreaux ne sont pas des obstacles à cette lutte », écrit l'étudiant dans l'un des premiers numéros. Il y remercie la société géorgienne pour la « solidarité » qu'elle témoigne aux prisonniers, dont elle réclame chaque jour la libération lors des rassemblements. « Notre âme et notre corps appartiennent à la patrie, poursuit le prisonnier dans son journal. Je promets de ne pas sombrer dans le désespoir. Je ne vous trahirai pas. » Les parents de Zviad ferment le journal et enfilent leur manteau. La nuit est tombée, c'est l'heure d'aller manifester. ■

FAUSTINE VINCENT

Paris, Berlin et Varsovie dénoncent « un recul démocratique »

La Géorgie a célébré, lundi 26 mai, le 107^e anniversaire de la proclamation de sa première république démocratique et le 34^e anniversaire du rétablissement de son indépendance à la chute de l'URSS, en 1991. C'était aussi le 180^e jour d'affilée des manifestations pro-européennes contre le gouvernement. Le président contesté, Mikheil Kavlashvili, a célébré la « patrie, la langue et la foi ». Le président français, Emmanuel Macron, le chancelier allemand, Friedrich Merz, et le premier ministre polonais, Donald Tusk, ont réitéré leur soutien aux « aspirations démocratiques et européennes du peuple géorgien » et condamné « toutes les activités des autorités entraînant un recul démocratique et les attaques contre la société civile, les médias et les critiques du gouvernement ».

L'Azerbaïdjan gracie le graffeur français Théo Clerc

Le street-artiste de 38 ans avait été condamné en septembre 2024 à trois ans de prison pour des graffitis dans le métro de Bakou

L'heure serait-elle à l'apaisement entre Paris et Bakou ? L'Azerbaïdjan a gracié, lundi 26 mai, le Français Théo Clerc, 38 ans. L'homme avait été condamné, en septembre 2024, à trois ans de prison pour un graffiti dans le métro de la capitale azerbaïdjanaise, sur fond de tensions entre la France et ce pays du Caucase. Paris avait dénoncé un « traitement arbitraire et ouvertement discriminatoire ». Les deux autres artistes urbains qui accompagnaient le Français, un Néo-Zélandais et un Australien, avaient en effet reçu

de simples amendes pour les mêmes faits. Les trois hommes, amis de longue date, étaient arrivés en Azerbaïdjan le 25 mars 2024, dans le cadre d'une tournée internationale, pratique habituelle dans le monde de l'art urbain.

Artiste renommé dans le milieu du street art parisien, Théo Clerc a été gracié par un décret du président, Ilham Aliyev, qui concerne au total 220 individus, dont 15 autres ressortissants étrangers. « Théo Clerc est de retour en France, après quatre cent vingt-deux jours en détention, à la faveur d'une grâce du président

de l'Azerbaïdjan. Immense soulagement », a réagi, sur X, le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot.

La condamnation de Théo Clerc avait provoqué l'indignation de la France. Depuis, Paris a appelé ses citoyens à s'abstenir de voyager en Azerbaïdjan, sauf en cas de nécessité absolue. Les tensions entre Paris et Bakou se sont aggravées depuis septembre 2023, quand l'armée azerbaïdjanaise a pris le contrôle total de la région disputée du Haut-Karabakh, à l'issue d'une guerre éclair avec l'Arménie. L'offensive meurtrière a

provoqué l'exode forcé des quelque 100 000 Arméniens qui vivent dans l'enclave.

Accusations d'ingérence

Bakou reproche à Emmanuel Macron son soutien diplomatique et militaire à l'Arménie, tandis que les autorités françaises accusent l'Azerbaïdjan d'ingérence dans ses territoires d'outre-mer – des allégations que celle-ci rejette. Un autre ressortissant français, Martin Ryan, est toujours détenu en Azerbaïdjan pour des accusations d'espionnage, rejetées par Paris. Son procès, entamé le 6 jan-

vier, est en cours. « Les autorités françaises restent pleinement mobilisées pour obtenir la libération de nos ressortissants toujours détenus en Azerbaïdjan », a affirmé une source diplomatique française, sans préciser qui sont ces autres ressortissants détenus.

Peu après l'annonce de la grâce de Théo Clerc, la France a exhorté l'Arménie et l'Azerbaïdjan à signer « rapidement » l'accord de paix sur lequel les deux pays du Caucase ont annoncé s'être mis d'accord, en mars. Le texte, censé mettre fin à plus de trente ans de conflit, n'a pas encore été signé, car Bakou a imposé, entre-temps, des conditions préalables. Il exige notamment que l'Arménie modifie sa Constitution.

Dans son préambule relatif à la déclaration d'indépendance d'août 1990, celle-ci mentionne les vues d'Erevan sur la région azerbaïdjanaise du Karabakh. Le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, s'est dit prêt à réviser la Constitution, mais un tel amendement nécessite un référendum en Arménie, ce qui pourrait encore repousser la finalisation de l'accord. ■

F. V.

En Indonésie, un mégaprojet de déforestation

Le gouvernement veut défricher massivement en Papouasie indonésienne pour produire riz et biocarburants

BANGKOK -
correspondant en Asie du Sud-Est

L'Indonésie va-t-elle de nouveau sacrifier des forêts au nom du développement? Des mégaprojets agricoles et énergétiques, censés garantir l'autosuffisance du pays, menacent de détruire les progrès récents en matière de lutte contre la déforestation et de protection de la biodiversité, alerte une coalition d'organisations indonésiennes et internationales.

Dans la ligne de mire des défenseurs de l'environnement : le Merauke Food and Energy Estate (Domaine de développement agricole et énergétique de Merauke). Merauke est un district du sud de la Papouasie indonésienne (moitié occidentale de l'île de Nouvelle-Guinée) dont 51% de la surface, c'est-à-dire 2,3 millions d'hectares, sont destinés à cultiver du riz et de la canne à sucre, cette dernière pour la production de biocarburant.

Dans une lettre adressée au président français, Emmanuel Macron, en visite d'Etat en Indonésie les 27 et 28 mai, onze ONG indonésiennes et internationales, dont quatre françaises, alertent sur les « impacts écologiques et sociaux majeurs » du « plus vaste programme de déforestation au monde ». Ce mégaprojet fait clignoter tous les voyants. Il menace des écosystèmes fragiles, pose de sérieuses questions de faisabilité, et avance sous protection militaire, dans une zone habitée par des populations autochtones : un conflit autonome couve depuis des décennies en Papouasie indonésienne. Cette immense région est de facto fermée aux journalistes étrangers : Djakarta en interdit l'accès en bloquant les visas, et poursuit ceux qui s'y rendent sans autorisation.

Un million d'hectares doivent être consacrés à la culture du riz, confié au groupe Jhonlin, sous l'impulsion du président Prabowo Subianto. Peu réputé pour ses pratiques durables, la société est dirigée par Haji Isam, magnat du charbon et de l'huile de palme, qui s'est récemment félicité d'avoir commandé 2000 pelletées en Chine. D'après le chercheur David Gaveau, de la société The TreeMap, spécialisée dans la surveillance des milieux naturels par satellite et signataire de la lettre à Emmanuel Macron, 4867 hectares ont



Des rizières sur des terres déboisées, dans le district de Merauke, en Papouasie indonésienne, le 20 mars. YUSUF WAHIL/MIGHTY EARTH

déjà été rasés et 34 kilomètres de route tracés.

Cinq cent mille hectares ont été attribués à un groupe lié au « roi de l'huile de palme », Martias Fanniono, mis en cause par le passé pour corruption. Il prévoit d'y investir 5 milliards de dollars (4,4 milliards d'euros) pour aménager le terrain et construire cinq usines de bioéthanol. Ce biocarburant, issu de la canne à sucre, ne contribue pas à la protection du climat s'il provient de la déforestation plutôt que de déchets agricoles.

Une réserve de biodiversité

« Le district de Merauke a un climat de savane, avec saisons sèches et humides marquées », explique David Gaveau, fondateur de l'organisation The TreeMap qui documente la déforestation. Pour Greenpeace, il a survolé en 2018 la zone désormais allouée à la riziculture. « Ce n'est pas une terre vierge, mais un territoire façonné de longue date par les communautés autochtones. On y trouve une mosaïque de savanes arborees, de forêts marécageuses de mélaleuques

– un eucalyptus –, et de tourbières au rôle écologique majeur », dit-il. C'est à ce titre une réserve importante de biodiversité, notamment florale et ornithologique.

Selon l'ONG américaine Mighty Earth et son partenaire indonésien, Satya Bumi, les neuf concessions sucrières chevauchent des zones de « haute valeur de conservation », dont des « paysages forestiers intacts » – plus de 50 000 hectares avec moins de 5 % de développement humain. Par ailleurs, 30 % des terres concédées au sucre sont censées être protégées par

un moratoire sur la conversion des forêts primaires et tourbières, instauré en 2011 et rendu permanent en 2019. « Le projet est classé d'intérêt stratégique national, ce qui permet de contourner de nombreuses lois », déplore Andi Muttaqien, directeur de Satya Bumi.

Les terres concernées abritent quatre tribus papoues réparties en clans. « Ces concessions empêtent sur leurs territoires coutumiers », explique Dorthea Wabiser, militante papoue de l'ONG locale Pusaka. « Le problème, c'est que les terres coutumières ne sont

pas reconnues légalement. Les autorités locales en valident les tracés, mais le processus reste bloqué au niveau national, tandis que les concessions privées sont accordées sans délai. » Environ 40 000 Papous vivent dans la zone. Leur subsistance repose sur le palmier à sagou, dont la farine, plus nutritive que le riz, constitue un aliment de base.

« Bombe climatique »

Les ONG s'interrogent aussi sur la faisabilité même du projet. « Le sol est acide, souvent tourbeux. Il faut d'abord drainer, puis irriguer, car la saison sèche est marquée », souligne Amanda Hurowitz, directrice de Mighty Earth. « Rien ne garantit que riz et canne à sucre s'y adaptent. Le risque, c'est que tout soit défriché pour rien... sauf pour planter du palmier à huile. » En janvier, le président, Prabowo Subianto, a levé un moratoire de treize ans sur l'attribution de nouvelles concessions de palme, relèvent les ONG.

Les écologistes rappellent le fiasco du « projet Mega Rice », lancé en 1996 par le régime Su-

**Le président
Prabowo
Subianto a fait de
l'autosuffisance
alimentaire son
cheval de bataille**

harto à Bornéo : un million d'hectares de tourbières transformées en rizières, sans succès. « Un cas d'école de mauvaise gestion et de désastre écologique, résume David Gaveau. Ce qui était une forêt fluviale, puis de carbone riche en biodiversité, est devenu une bombe climatique : incendies chaque saison sèche, sols appauvris, forêt incapable de repousser. »

Le projet de Merauke ressuscite un programme mis en œuvre en 2011 sous le président Susilo Bambang Yudhoyono, déjà prévu sur un million d'hectares pour le riz et la canne à sucre, mais qui s'était vite enlisé face aux résistances locales et aux contraintes du sol.

L'ancien général Prabowo Subianto, aujourd'hui président, a fait de l'autosuffisance alimentaire son cheval de bataille : « Nous ne devons pas dépendre d'autres pays pour notre approvisionnement alimentaire », avait-il déclaré lors de son discours d'inauguration, le 20 octobre 2024, se disant convaincu « que, d'ici quatre ou cinq ans au plus tard, nous parviendrons à l'autosuffisance alimentaire ». ■

Les moyens déployés sont à la hauteur des enjeux : une unité militaire d'élite, mais aussi de nouvelles recrues, ont été envoyées à Merauke. Le Gecko Project, enquête du réseau sur les forêts tropicales soutenue par le Pulitzer Center, révélait en février, à travers les témoignages locaux et les publications des soldats sur les réseaux sociaux, qu'un climat de peur s'est installé parmi les Papous. Résultat : toute opposition sérieuse à ce projet, qui menace leurs moyens de subsistance, est étouffée.

« En 2023, des protestations ont éclaté à Merauke, avec des banderoles. Les Églises aussi se mobilisent. En octobre 2024, des manifestants sont allés défilé devant le ministère de la Défense à Djakarta, rapporte Dorthea Wabiser. Mais, à leur retour, ils ont subi de l'intimidation. » En Papouasie, la déforestation prend la forme d'une guerre silencieuse, loin des projecteurs. ■

BRICE PEDROLETTI



« Dieselgate » : dix ans après la révélation de la fraude, un lourd bilan

Les émissions excédentaires de gaz toxiques auraient causé 16 000 morts en France depuis 2009, selon une étude inédite

Le « dieselgate » n'a pas fini de tuer. Dix ans après la révélation du scandale des moteurs truqués, une étude, publiée mardi 28 mai, évalue pour la première fois les impacts sanitaires de la fraude. En France, les émissions excédentaires de gaz toxiques auraient coûté la vie à 16 000 personnes entre 2009 et 2024. Elles pourraient être à l'origine de 8 000 décès prématurés supplémentaires, d'ici à 2040, si les véhicules defectueux – environ trois millions seraient encore en circulation – ne sont pas remplacés ou rappelés pour être mis aux normes.

A l'échelle de l'Union européenne (UE) et du Royaume-Uni, sur la période 2009-2040, le fardeau est estimé à 205 000 décès prématurés et à un coût économique de 1200 milliards d'euros.

L'étude a été menée par le Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA), un organisme

de recherche indépendant spécialisé dans les effets de la pollution de l'air sur la santé. Pour parvenir à ces estimations inédites, les chercheurs ont calculé l'impact sur la qualité de l'air des émissions excédentaires de gaz toxiques, les oxydes d'azote (NOx), produits par les véhicules diesel susceptifs d'utiliser des dispositifs interdits d'invalidation des systèmes de dépollution.

Les constructeurs automobiles, Volkswagen en tête, avaient équipé des millions de véhicules de logiciels frauduleux pour sous-estimer les niveaux de rejets lors des tests d'homologation. Aujourd'hui, environ dix-neuf millions de véhicules équipés de moteurs frauduleux circulent encore sur les routes européennes, selon les calculs de l'International Council on Clean Transportation, l'organisation indépendante à l'origine des révélations sur le « dieselgate »

en 2015 et qui a contribué à l'étude du CREA.

Il s'agit de modèles de toutes marques (Volkswagen, mais également Peugeot, Renault, Fiat...) vendus entre septembre 2009 et août 2019, et homologués sous les normes Euro V et Euro VI, avant l'introduction de tests en condition de conduite réelle. Le CREA considère comme émissions excédentaires celles dont le niveau dépasse plus de deux fois la limite légale. L'impact est encore plus élevé si l'on considère les émissions totales de NOx en situation réelle de conduite : le CREA arrive ainsi à plus de 300 000 décès prématurés à l'échelle européenne.

Asthme et cancers

Outre les décès prématurés, les émissions de NOx sont associées à plusieurs types de maladies respiratoires. L'étude estime que les excès d'émissions liés aux mo-

teurs frauduleux devraient être à l'origine de 152 000 nouveaux cas d'asthme chez les enfants en Europe, entre 2009 et 2040, dont 26 000 en France. Maladies respiratoires, cardio-vasculaires, cancers, diabète... Selon le CREA, 2,4 millions de jours d'arrêt maladie seront imputables à ces surémissions de gaz toxiques sur la même période.

Décès prématurés, soins, pertes de productivité... Le « dieselgate » a aussi un coût économique associé aux impacts sanitaires évalué à 1200 milliards d'euros pour l'UE et le Royaume-Uni et à 146 milliards d'euros à l'échelle de la France. Une partie importante de ces coûts sanitaires et économiques sont encore « évitables », expliquent les chercheurs. Cela nécessite une intervention des gouvernements et des constructeurs automobiles pour organiser le remplacement de ces véhicules par des modèles conformes aux

normes ou les rappeler pour mettre en œuvre des mesures correctives efficaces.

C'est ce qu'ont fait les Etats-Unis dès que le scandale a éclaté, et partiellement l'Allemagne lorsque la justice a été saisie. Pas la France, bien que les principaux constructeurs soient poursuivis pour « tromperie » et que la Cour de justice de l'UE a reconnu, en 2023, un « droit à la réparation » pour les automobilistes lésés.

Après un premier signal en 2023, France Nature Environnement réfléchit désormais à introduire un recours contre l'Etat pour qu'il contraigne les constructeurs automobiles à mettre aux normes les véhicules équipés de logiciels frauduleux toujours en circulation.

« L'inaction du gouvernement à la suite du scandale du « dieselgate » cause encore des souffrances quotidiennes, provoque des décès et coûte cher à l'économie, com-

mente Anne Lassman-Trappier, référente mobilité et qualité de l'air à France Nature Environnement. Des milliers de vies peuvent encore être sauvées et des milliards d'euros économisés si la France contraint enfin les constructeurs à mettre en conformité les millions de véhicules aux émissions toxiques concernés ou à rembourser les consommateurs lésés. »

L'étude estime que 8 000 décès prématurés, 8 000 nouveaux cas d'asthme infantile, 800 000 journées de congé maladie et 45 milliards d'euros de pertes économiques pourraient ainsi être évités en France d'ici à 2040. Elle ne prend pas en compte la mise en place des zones à faibles émissions censées interdire la circulation des véhicules les plus anciens et en particulier des diesels en ville – un dispositif qui est aujourd'hui menacé d'être supprimé par les députés. ■

STÉPHANE MANDARD

Le droit à l'aide à mourir passe l'obstacle de l'Assemblée

La proposition de loi a été approuvée, à 305 pour et 199 contre, le fruit de discussions approfondies, loin des polémiques que connaît habituellement l'Hémicycle

Généralement, les votes à l'Assemblée nationale s'accompagnent d'un brouhaha ambiant. Les chefs de file crient les consignes de vote pendant que certains députés s'empressent de regagner leur siège à la va-vite. Mais, ce mardi 27 mai, le vote solennel sur la fin de vie n'était pas un vote comme les autres.

Dans un Hémicycle quasi plein (plus de 560 votants sur 577 députés), pas un bruit n'a gagné les tribunes à l'annonce de l'ouverture du scrutin, si ce n'est le cliquetis des clapets des boîtiers de vote électronique de chaque élue. Puis de nouveau le silence avant l'annonce des résultats : 305 pour, 199 contre.

Dans les rangs du centre et de la gauche, on se lève, on applaudit, on se congratule. « Merci, mes chers collègues d'avoir fait de ce débat parlementaire un beau débat parlementaire et d'avoir voté une belle loi républicaine qui porte en son cœur les valeurs de liberté, égalité, fraternité, a salué, ému, Olivier Falorni (Charente-Maritime), membre du groupe Les Démocrates, le rapporteur général de la proposition de loi. Il y a des jours dont on sait qu'on ne les oubliera jamais. Je n'oublierai jamais cette journée. »

Les députés avaient à se prononcer sur deux propositions de loi. La première, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs, a été adoptée à l'unanimité par 562 voix sur 563 (une abstention). La seconde a été adoptée par 54,4 % des députés présents. Et 57 élus se sont abstenus. Elle vise à créer un droit à l'aide à mourir. En clair, le texte dispose qu'une personne majeure atteinte d'une affection grave et incurable pourra décider, sous réserve de l'accord d'un médecin, de pouvoir mettre fin à son existence si elle estime que ses souffrances physiques ou psychologiques ont atteint un seuil au-delà du supportable et sont inapaisables malgré les traitements.

A travers ce vote, les députés ont ouvert la voie à une loi susceptible de transformer radicalement l'accompagnement de la fin de vie en France. « Ce vote est un poids énorme », confiait Marie Pochon, députée écologiste de la Drôme, quelques heures avant le scrutin, seule au sein de son groupe à s'être abstenu. Beaucoup d'élus dans les

travées auraient comme elle préféré ne pas avoir à se prononcer. Certains ont hésité sur leur vote jusqu'à la dernière minute. D'autres avaient anticipé qu'ils seraient pris de « vertige » ou de « doutes » au moment de voter. Pierre Cazeneuve, député (Renaissance) des Hauts-de-Seine, dans une lettre aux habitants de sa circonscription, raconte les mois à réfléchir au sujet, à consulter pour se forger une intime conviction, pour se résoudre à voter pour le texte.

Finalement, les députés ont franchi l'obstacle. Mais la forte abstention illustre les dilemmes qui ont taraudé nombre d'élus. François Bayrou, le matin du vote, a lui-même confié ses « interrogations » sur le sujet au micro de BFM-TV. Le premier ministre a précisé qu'il se serait abstenu s'il avait dû voter le texte. « Le vote par l'Assemblée nationale des textes sur le développement des soins palliatifs et l'aide à mourir est une étape importante. Dans le respect des sensibilités, des doutes et espoirs, le chemin de fraternité que je souhaitais s'ouvre peu à peu », a, lui, tweeté le président de la République, Emmanuel Macron, après le vote.

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans la quasi-totalité des groupes, le vote a montré certaines divergences. A l'exception du groupe Union des droites pour la République d'Eric Ciotti, 100 % contre, aucun groupe n'a voté à l'unanimité pour ou contre le texte. Et si ce n'est La France insoumise (62 pour et 4 abstentions), tous les autres groupes comptaient au moins un vote contre dans leurs rangs. A la tête du groupe Horizons, Paul Christophe fait partie des députés qui se sont abstenus. « En m'abstenant, j'ai voulu signifier que le texte comporte à mes yeux des fragilités », a affirmé le député du Nord, qui souhaite que certaines conditions d'accès à l'aide à mourir soient clarifiées.

Parmi les 49 députés du groupe Droite républicaine majoritairement hostiles au texte, 7 ont voté pour, mais 8 se sont abstenus. En l'occurrence, leur abstention est plutôt un signe d'ouverture. « J'ai réussi à convaincre quelques députés de mon groupe de s'abstenir au lieu de voter contre, se félicite la députée (Les Républicains, LR) de la Corrèze Frédérique Meunier, favorable à l'aide à mourir. Je leur ai rappelé que nombre

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE, YAËL BRAUN-PIVET, A SALUÉ « LA QUALITÉ DES ÉCHANGES » PENDANT PRÈS DE CENT HEURES DE DÉBAT



de députés de droite qui avaient jadis voté contre la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse [IVG] ou le pacs avaient regretté par la suite leur hostilité à ces grandes réformes sociétales. »

« FIERS D'ÊTRE PARLEMENTAIRES »

Certes adoptée, la proposition de loi n'a pas recueilli une large majorité. « Pour que le texte soit voté, encore fallait-il qu'il soit « votable », ironise Agnès Firmin Le Bodo (Horizons, Seine-Maritime), ancienne ministre de la santé. Heureusement, nous avons été vigilants pour rétablir en séance l'équilibre initial du texte, celui du projet de loi d'Emmanuel Macron. Sinon davantage de députés macronistes ou centristes n'auraient pas voté le texte. » La bataille pour imposer l'idée que le texte est « équilibré », en clair que les critères d'éligibilité à l'aide à mourir sont stricts, est encore loin d'être gagnée.

La seule chose qui aura fait l'unanimité est la reconnaissance de deux semaines de dé-

bats très solennels au Palais-Bourbon. Loin des habituelles polémiques ou invectives dans l'Hémicycle, les discussions se sont tenues dans un climat apaisé, excepté quelques légers dérapages, malgré de profonds désaccords entre les députés. En ouvrant la séance, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, a salué « la qualité des échanges » pendant près de cent heures de débat. « L'Assemblée nationale s'est élevée à la hauteur des enjeux », s'est félicitée la députée des Yvelines. Un sentiment partagé par tous, notamment Philippe Vigier (Mouvement démocrate, MoDem, Eure-et-Loir), qui a ouvert le bal des explications de vote. « Après ces quatre semaines de discussions – deux en commission, deux en séance publique –, nous sommes fiers d'être parlementaires », a-t-il confié.

Selon Patrick Hetzel, député (LR) du Bas-Rhin, opposé au texte sur l'aide à mourir, la bonne tenue des débats s'explique peut-être par le temps accordé à l'examen parlementaire. « Nous n'étions pas dans une procédure

Soins palliatifs : les députés votent une proposition de loi minimale

Le texte incite à consacrer davantage de moyens financiers et humains, mais l'effort envisagé est insuffisant, estiment ses détracteurs

Cadre législatif utile ou loi d'affichage ? La proposition de loi (PPL) visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs a été votée, mardi 27 mai, par 562 voix sur 563 en première lecture, lors d'un scrutin solennel à l'Assemblée. Plébiscitée par les députés, le texte est pourtant régulièrement dépeint, depuis son dépôt à l'Assemblée, comme « déclamatoire ». Il est aussi vu comme la caution de l'autre proposition de loi, celle portant création d'un droit à l'aide à mourir, adoptée mardi également.

De fait, la proposition de loi est une reprise de la première partie du projet sur l'accompagnement de la fin de vie, voulu par Emmanuel Macron au printemps 2024 et

interrompu par la dissolution de l'Assemblée, le 9 juin 2024. Le texte a alors été repris par le député de la Charente-Maritime Olivier Falorni (membre du groupe Les Démocrates) sous forme de proposition de loi unique. Cette dernière a ensuite été scindée en deux, à la demande de François Bayrou. Il en a découlé le dépôt de deux textes, dont celui sur les soins palliatifs, porté par la députée (Renaissance, Seine-Maritime) Annie Vidal.

Aujourd'hui, cette proposition de loi est présentée par Mme Vidal et par la ministre de la santé, Catherine Vautrin, comme le garant législatif de la mise en œuvre de la stratégie décennale sur le développement des soins palliatifs, présentée en avril 2024 par le gouvernement et pilotée par le ministère

de la santé, qui vise à rattraper le retard dans l'offre de ces soins.

Le gouvernement s'est engagé à consacrer plus de 1 milliard d'euros supplémentaires entre 2024 et 2034 à la filière des soins palliatifs. Un engagement salué sur les bancs de l'Assemblée, mais qui, pour certains, reste insuffisant. Sur le sujet de la fin de vie, « mon point d'alerte demeure les soins palliatifs », confiait vendredi en marge des débats François Ruffin, député (Picardie debout!) de la Somme. « Un Français sur deux qui en aurait besoin n'a pas accès aux soins palliatifs », rappelle-t-il, se fondant sur une estimation régulièrement citée par la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs (SFAP). Or, d'ici dix ans, malgré le vieillissement et malgré

l'inflation, le budget des soins palliatifs ne va même pas doubler. Je vois un fossé entre les déclarations de principes et les moyens qui seront réellement alloués. »

« Défi démographique »

Pour la docteure Claire Fourcade, présidente de la SFAP, « cette stratégie aura du mal à rattraper l'immense retard existant et à répondre au défi démographique des vingt prochaines années ». Le texte n'en est pas moins conçu comme un levier législatif pour obliger les gouvernements successifs à respecter l'engagement financier pris dans le cadre de la stratégie décennale. Et qui devra se concrétiser chaque année dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Il a également

une autre raison d'être, en prévoyant la création de « maisons d'accompagnement en soins palliatifs », nouveaux établissements médicaux sociaux, conçus pour accueillir des malades en fin de vie qui ne peuvent rester chez eux, mais dont l'état ne requiert pas une hospitalisation.

« Cette PPL est donc loin d'être un texte uniquement déclamatoire, insiste Mme Vidal. Elle définit clairement ce que ce sont les soins palliatifs en référence à la définition qu'en donne l'Organisation mondiale de la santé. Elle crée, en outre, un droit opposable aux soins palliatifs et prévoit des voies de recours pour qu'il soit effectif. » Mais, reconnaît la députée, l'objectif principal poursuivi – combler le retard dans l'offre de soins

palliatifs en France – « prendra du temps pour être atteint » car il est tributaire de « notre capacité à former des professionnels » pour exercer dans cette filière.

Lors de l'examen de la PPL en première lecture mi-mai, les députés ont supprimé l'article 8 qui créait un diplôme universitaire spécifique pour former aux soins palliatifs. Une suppression consécutive à la bronca qu'avait provoqué sur les bancs du Rassemblement national et de la droite le vote d'un amendement prévoyant que les étudiants en formation en soins palliatifs se verront dispenser des cours sur l'aide à mourir. Le débat devrait rebondir lors de l'examen du texte au Sénat, à l'automne. ■

BÉATRICE JÉRÔME



Le député MoDem d'Eure-et-Loir, Philippe Vigier, et le rapporteur général, Olivier Falorni, à l'Assemblée nationale, à Paris, le 27 mai.

JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Olivier Falorni, un discret et déterminé « chef d'orchestre »

Le député porte le combat pour l'aide à mourir depuis longtemps et a contribué à ce que les débats se déroulent de manière apaisée

PORTRAIT

A la buvette de l'Assemblée nationale, lundi 26 mai, Olivier Falorni est fréquemment interrompu dans ses explications. Soit par un collègue député venu lui serrer la main pour le féliciter, soit par un appel de l'un des nombreux médias qui le sollicitent.

Les quinze derniers jours ont été intenses pour l'élu de Charente-Maritime (membre du groupe Les Démocrates), rapporteur général des propositions de loi sur les soins palliatifs et la fin de vie, tout juste examinés dans l'Hémicycle. Sa barbe de trois jours témoigne d'un jour « off » qu'il s'est accordé, dimanche, avant d'attaquer le sprint final des votes solennels, mardi, à l'Assemblée nationale. Une ligne droite au milieu d'un long marathon – loin d'être fini – pour défendre l'aide à mourir, dans lequel le député s'est lancé depuis plusieurs années malgré les obstacles.

Son combat de longue date et son rôle dans les deux textes de loi sur la fin de vie, adoptés mardi par l'Assemblée, l'ont amené à être un des personnages centraux des débats ces deux dernières semaines. Des discussions qui se sont tenues dans un climat apaisé, malgré le caractère clivant de l'aide à mourir, dont se félicite le rapporteur général, qui garde en mémoire « la violence des échanges » autour du mariage pour tous, en 2013, ou pour la loi Veil sur la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse (IVG), en 1975. « Il pourra y avoir une fierté collective de cette Assemblée d'avoir su me rappeler pour la première fois dans l'histoire un grand sujet de société de façon apaisée », se réjouit Olivier Falorni, avec un sourire aux lèvres qui le quitte rarement.

« Très engagé sur le sujet »
Grâce à lui ? Le député ne veut pas se prononcer sur la question mais reconnaît son rôle de médiateur dans les débats, tel « un chef d'orchestre à la recherche d'une harmonie d'équilibre ». Il a dû discuter avec les « anti », qui trouvaient la loi trop permissive, mais aussi avec les « pro », qui la trouvaient trop restrictive. Une position qui convient très bien à ce petit-fils d'immigrés italiens, se revendant quant du « radicalisme républicain », prenant en modèle Georges Clemenceau (1841-1929) et l'ancien ministre de la justice Michel Crépeau (1930-1999), passé du Parti socialiste au groupe des radicaux puis à celui du MoDem depuis 2022, en passant par Libertés et territoires.

Difficile de trouver un député disant du mal d'Olivier Falorni avant les votes solennels. Même ses opposants dans les rangs du Rassemblement national et du groupe Droite républicaine ont salué son travail en séance. « Il a pris le temps de répondre sur le fond à la plupart des amendements et a

L'ÉLU TIENT À LE RAPPELER : CONTRAIREMENT À D'AUTRES, LA GENÈSE DE SON COMBAT NE VIENT PAS D'UNE EXPÉRIENCE PERSONNELLE

fait preuve de pédagogie, salut Frédéric Valletoux, président (Horizons) de la commission des affaires sociales. Son duo avec la ministre [de la santé] Catherine Vautrin a bien fonctionné. Certains ont pu relever son côté militant sur la question. « Évidemment il est très engagé sur le sujet, mais il a toujours été à l'écoute. Dès le début, il a cherché à démontrer le caractère transpartisan de cette PPL [proposition de loi] en proposant des co-rapporteurs de différents groupes », souligne Stéphane Delautrette, corapporteur socialiste.

L'engagement d'Olivier Falorni a commencé à la fin des années 1980, après une conférence d'Henri Caillavet, premier parlementaire (Parti radical de gauche)

à se saisir de la question de la fin de vie. Le député de Charente-Maritime tient à le rappeler : contrairement à d'autres élus, la genèse de son combat ne vient pas d'une expérience personnelle et il souhaite lui donner la dimension la plus rationnelle possible. « Ce combat, j'en écarterai dans la mesure du possible tout le caractère émotionnel », assume-t-il. Lui-même ne sait pas s'il usera de ce droit si l'occasion se présente un jour dans sa vie.

Une fois pourtant, Olivier Falorni a fait valoir son expérience personnelle. C'était en 2013, lors de sa première question au gouvernement, adressée à Marisol Touraine, alors ministre de la santé, sur cette question de l'aide à mourir. Loin d'être le « Monsieur fin de vie » de l'Assemblée à l'époque, plutôt surnommé « le tombeur de Ségolène » (membre du Parti socialiste, il avait choisi de ne pas s'effacer face à Ségolène Royal, candidate dans sa circonscription en 2012), le jeune député aborde la mort de sa mère à la suite d'un cancer. « J'ai senti que je mettais un peu les pieds dans le plat », se souvient-il.

Cet engagement ne l'a jamais quitté. En 2015, il vote l'amendement sur l'aide médicalisée à mourir, finalement écarté de la loi Claeys-Leonetti. « Une étape nécessaire sans doute, mais insuffisante à l'époque », juge-t-il à propos du texte. Alors il dépose une proposition de loi en 2017 sur le « droit à une fin de vie libre et choisie » qui ne sera examinée que le 8 avril 2021, lors d'une niche parlementaire du groupe Libertés et territoires. « Je savais qu'on n'allait pas voter une loi sur l'aide à mourir en une journée. Je voulais simplement poser ce sujet dans le débat public à l'Assemblée. Que les députés puissent se positionner au moins de façon symbolique », explique-t-il. Malgré l'obstruction de la droite et ses milliers d'amendements, l'article premier, qui prévoit l'euthanasie, est adopté à une forte majorité, à 23 h 50.

Le sujet est lancé et pour de bon. Du moins Olivier Falorni le croit-il en tant que rapporteur du projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie, déposé par le gouvernement de Gabriel Attal, en avril 2024. Avant que la dissolution de l'Assemblée, le 9 juin, ne fasse tout voler en éclats. « Ma valise était prête pour prendre le premier train du lundi matin pour débattre du texte. Mais au lieu de gagner l'Assemblée, je repartais pour une campagne électorale. C'était étonnant », s'en amuse-t-il aujourd'hui. Le premier jour de la nouvelle législature, il dépose sa proposition de loi, reprenant le texte là où les discussions s'étaient arrêtées avant l'été.

« Trouver des solutions »

Le texte se perd dans les tiroirs du Palais-Bourbon avant de rencontrer un nouvel obstacle : François Bayrou. Le chef du gouvernement n'a jamais caché son opposition à l'aide à mourir et souhaite scinder le texte, en détachant les soins palliatifs. « Il a eu un certain mérite d'être dans le groupe Démocrates, proche du premier ministre », relève Jean-Louis Touraine, ancien député (La République en marche, désormais Renaissance) du Rhône, lui aussi défenseur de la fin de vie. Il a dû rencontrer François Bayrou et il a fallu le convaincre de certains aménagements pour que la loi passe dans des délais raisonnables. Olivier Falorni l'a fait sans chercher des avantages personnels, juste pour trouver des solutions. »

Aujourd'hui, le rapporteur général se satisfait de cette scission : « Finalement le texte sur l'aide à mourir aura plus de légitimité. On ne pourra pas dire que certains députés l'ont voté pour passer les soins palliatifs. »

Peut-être pour la première fois en quinze jours, Olivier Falorni a laissé transparaître une pointe d'émotion au moment du vote, mardi, et l'adoption des deux textes par l'Assemblée. Mais l'élu sait bien que le combat est loin d'être fini. Le sujet doit désormais être examiné au Sénat, à majorité à droite, où la bataille législative sera encore plus froide. Le député espère que le texte ne s'y enlise pas, voyant d'un mauvais œil la proposition d'Emmanuel Macron de décider de l'issue de la réforme par référendum en cas de blocage.

Et après tout ça ? « J'aurai plus de la taille et de temps pour un engagement politique plus généraliste », promet-il. Comme le début du reste de sa vie de parlementaire. ■

d'urgence. Il y a tout un travail qui se fera avec la navette parlementaire. Quand vous avez une urgence, les débats sont vite contraints », décrypte-t-il pour *Le Monde*.

Mais la gravité du sujet a aussi incité tout le monde à la sérénité. Le moindre écart était vite mal vu par les autres députés, parfois même au sein de leur propre camp. Plusieurs élus interrogés reconnaissent avoir fait preuve de « self control » pour ne pas répondre à certaines piques ou propos de mauvaise foi du camp d'en face. « Sur un autre sujet, on en aurait probablement profité pour faire un esclandre. Mais là, ça ne s'y prêtait pas. Quand vous êtes sur [le sujet de] la fin de vie, vous n'en rajoutez pas », reconnaît un élu de droite.

A l'image de cette parenthèse enchantée de l'Assemblée nationale, Philippe Juvin (Hauts-de-Seine, LR), lui aussi sévèrement opposé au texte, comme il l'a bien fait comprendre dans un puissant discours qui a conclu les explications de vote, était un des premiers à offrir une franche poignée de main à Olivier Falorni une fois les résultats proclamés.

ADRESSER UN MESSAGE FORT

A l'issue des votes, une impression que le plus dur était fait s'est propagée dans l'Hémicycle, avant de retomber. Comme le veut la navette parlementaire, les deux textes devront désormais être examinés par le Sénat, à majorité de droite, qui apportera ses modifications, avant de revenir à l'Assemblée et ainsi de suite. Le tout pourrait ne pas aboutir avant 2027. « Aujourd'hui, c'est une bataille qui a été gagnée, mais pas la guerre. Mais c'était une grande bataille », positive Jean-Louis Touraine, ancien député (La République en marche) du Rhône, qui avait déposé un amendement pour l'aide à mourir au moment de l'examen de la loi Claeys-Leonetti en 2015.

Dès la sortie de l'Hémicycle, devant les journalistes dans la salle des Quatre-Colonnes, M. Falorni donnait rendez-vous aux sénateurs. « L'Assemblée a adressé un message fort avec une majorité que je n'aurais pas imaginée. Je pense qu'à partir de ce vote très clair, à l'unisson de la nation, le Sénat devra se saisir de ce texte rapidement », a lancé le rapporteur général.

Au micro de France Inter, le 22 mai, le président (LR) du Sénat, Gérard Larcher, a promis que le texte sur l'aide à mourir serait examiné « à l'automne » au Palais du Luxembourg. Lui-même faisait part dans le même temps de ses réserves sur la version du texte proposée à

l'Assemblée. Philippe Mouiller, sénateur (LR) des Deux-Sèvres, estime que la commission des affaires sociales, qu'il préside, pourrait commencer ses premières auditions en juillet avant d'entrer « dans le vif du sujet » à la rentrée. « Le Sénat va aussi découvrir ces sujets, là où l'Assemblée avait pu les traiter plusieurs fois dans le passé », ajoute-t-il.

Pour autant, les sénateurs voudront se montrer dignes des débats à l'Assemblée nationale. Différents groupes promettent déjà une totale liberté de vote dans leur rang. Dans tous les cas, les élus du Palais du Luxembourg rejettent par avance tout soupçon d'*«enlisement»*. Une crainte portée par quelques députés mais aussi par le chef de l'Etat, qui avait envisagé la tenue d'un référendum sur le sujet en cas de blocage au Parlement, lors de son intervention, sur TF1, le 13 mai.

« La filibusterie parlementaire ne fait pas partie de la tradition de la majorité sénatoriale, ni de son président », coupe Olivier Henno (Nord, Union des démocrates et indépendants), vice-président de la commission des affaires sociales. Le sénateur des Pyrénées-Atlantiques Max Brisson a, lui aussi, été surpris par les propos du chef de l'Etat. « S'il y a bien un texte qui mérite qu'on prenne le temps de la navette parlementaire, c'est celui-ci », défend le porte-parole des Républicains au Sénat, conscient aussi que « la société ne comprendrait pas l'enlisement » sur un tel sujet.

Mais les deux chambres parviendront-elles à se mettre d'accord sur un équilibre commun ? « Je pense que le Sénat ne sera pas si fermé qu'on l'imagine », pronostique Olivier Falorni. La sénatrice Marie-Pierre de La Gontrie (Parti socialiste, Paris) se risque au même présage. En 2021, elle avait défendu une proposition de loi sur « le droit à mourir dans la dignité ». « L'article principal avait été rejeté, mais j'étais plutôt agréablement surprise du score, se souvient-elle. Je pense que la version de l'Assemblée, avec ses critères restrictifs, peut convaincre certains sénateurs qui étaient opposés au principe. »

L'élu socialiste se dit qu'il se passera peut-être la même chose qu'avec la constitutionnalité de l'IVG, loin d'être acquise à l'origine au Sénat : « Les sénateurs seront sans doute sensibles aussi à l'opinion publique, au travail de la convention citoyenne et au vote de l'Assemblée », analyse-t-elle. Réponse dans quelques mois. ■

BÉATRICE JÉRÔME
ET ROBIN RICHARDOT

Loi Duplomb : la gauche resserre les rangs

Les députés réfléchissent à la contre-attaque face aux manœuvres du socle commun

Il y a des détails qui ne trompent pas. Celui-ci montre à quel point la gauche, du Parti socialiste (PS) à La France insoumise (LFI), a resserré les rangs pour dénoncer la manœuvre parlementaire intervenue lors de l'examen de la proposition de loi Duplomb, qui vise notamment à réintroduire un pesticide néonicotinoïde, l'acétamipride, interdit depuis sept ans. Lundi 26 mai, les députés du bloc central-soutenus par la droite et l'extrême droite ont voté à une très grande majorité une motion de rejet préalable sur ce texte qui est pourtant le leur. Une tactique qui permet d'envoyer directement en commission mixte paritaire, un huis clos de sept députés et sept sénateurs.

Sur le coup de 13 heures, mardi, sur l'esplanade des Invalides, à deux pas de l'Assemblée nationale et au milieu de 300 personnes réunies à l'appel de plusieurs associations, comme Greenpeace ou encore la Fondation pour la nature et l'homme, plusieurs figures de la gauche étaient là. On croisait ainsi Jean-Luc Mélenchon et les ténors de LFI, la secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier, et plusieurs députés Verts, l'ex-«insoumis» François Ruffin, ardent critique du leader de LFI, et quelques socialistes, dont les députés Ayda Hadizadeh (Val-d'Oise), Dominique Potier (Meurthe-et-Moselle) et Mélanie Thomin (Finistère). Tous dénoncent un «dénîment démocratique».

«C'est un débat sur la santé des Français. Il devrait être public, ne pas se faire sur un coin de table», estime la députée écologiste de la Drôme Marie Pochon, qui souligne la main des lobbies agricoles, et tout particulièrement celle d'Arnaud Rousseau, influent président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Mais les marges de manœuvre de la gauche restent faibles pour s'opposer à ce texte. Le groupe parlementaire «insoumis» a me-

Envie de censurer

Chez les écologistes, pourtant, on se veut plus mesuré sur une telle motion de censure, faute de pouvoir compter sur une majorité suffisante. «On va user de tous les outils mais je ne sais pas si une censure est pertinente puisqu'il s'agit d'une manœuvre des députés et non du gouvernement. Nous déposerons en tout cas un recours devant le Conseil constitutionnel», explique Marie Pochon. Même son de cloche dans les rangs socialistes, où le sujet a été évoqué en réunion de groupe mardi matin. Si plusieurs parlementaires PS ont exprimé leur souhait de voter une motion de censure, y compris si celle-ci venait à être déposée par LFI, beaucoup s'interrogent sur le moment choisi.

Une chose est sûre : du PS à LFI en passant par les écologistes, la proposition de loi Duplomb a ravivé la grogne de la gauche envers le chef du gouvernement. Jusqu'à vouloir le renverser ? «D'abord l'affaire Bétharram et puis ça... j'ai de plus en plus envie de censurer François Bayrou», soupire ainsi Ayda Hadizadeh. D'autres parlementaires envisagent déjà de débattre du prochain budget, à l'automne, avec un autre que François Bayrou à Matignon. ■

OLIVIER PÉROU

Congrès du PS : duel serré entre Faure et Mayer-Rossignol

Arrivé troisième avec 18 % des suffrages, Boris Vallaud est en position de force pour influer sur le second tour, prévu le 5 juin

Les derniers peuvent-ils vraiment être les premiers ? Ce mardi 27 mai, quelque 39 000 militants socialistes étaient appelés à voter dans le cadre du 8^e congrès du parti, qui oppose le sortant, Olivier Faure, et ses rivaux, Nicolas Mayer-Rossignol et Boris Vallaud. A l'issue de ce premier vote, qui fixe les rapports de force au sein de l'appareil à la proportionnelle des scores de chacun des trois candidats, respectivement, le député de la Seine-et-Marne est arrivé en tête (42 %) devant le maire de Rouen (40 %) et le député des Landes (18 %), selon des premiers résultats provisoires communiqués par leurs entourages dans la nuit. Une commission de «recoulement» devrait les valider, et éventuellement les modifier, dans la journée de mercredi.

Les regards vont désormais se porter sur le duel que MM. Faure et Mayer-Rossignol vont se livrer pour le trône de premier secrétaire lors d'un deuxième tour, prévu pour le 5 juin. Une affiche bien connue des militants socialistes, tant elle leur rappelle les douloureux souvenirs du congrès de Marseille de janvier 2023. Le député de la Seine-et-Marne, aux manettes du Parti socialiste (PS) depuis 2018, et le maire de Rouen s'affrontaient alors déjà lors d'un congrès chaotique marqué par d'extrêmes tensions et des accusations de triche mutuelles qui avaient laissé le parti au bord de l'implosion.

MM. Mayer-Rossignol et Faure s'étaient promis d'éviter de reproduire ce scénario catastrophe. Les fichiers des militants avaient donc été mis à jour, fédération par fédération, section par section.

Pour ce premier round de vote, des scrutateurs ont été missionnés aux frais du parti dans certaines sections à la mauvaise réputation, notamment dans le Nord, ou dans la fédération de La Réunion, dont le vote avait été totalement invalidé lors du dernier congrès.

En attendant la validation des résultats, les vieux démons de Marseille rôdent encore et toujours. La confrontation entre les deux candidats promet d'être à couteaux tirés, alors que chacun revendique la dynamique avant le vote du 5 juin. «L'affaire est pliée, nous avons plusieurs centaines de voix d'avance potentiellement. La tendance ne s'inversera pas», assurait le lieutenant fauve Pierre Jouvet au *Monde* mercredi 28 mai, un peu après minuit.

Bilan en demi-teinte

Les témoins de l'équipe de Nicolas Mayer-Rossignol se veulent plus mesurés et évoquent «quelques voix» d'avance seulement pour le premier secrétaire sortant, qu'ils jugent fragilisé. «Ça va se jouer "à touche-touche"», prédit l'ancien sénateur David Assouline. «En lisant mon score et celui de Boris Vallaud, j'observe qu'il existe une majorité de gens qui veulent tourner la page Faure, qui veulent un nouveau collectif à la tête du parti», analyse M. Mayer-Rossignol, qui va tenter de convaincre M. Vallaud de le soutenir afin de mettre fin aux sept ans de règne de M. Faure.

Mais Nicolas Mayer-Rossignol et ses stratégies marquent le pas. Ils s'étaient convaincus de voler la vedette au premier secrétaire sortant, dès ce 27 mai, un mantra qu'ils répétaient à l'envi depuis plusieurs jours. A la tête d'une

Il existe une majorité de gens qui veulent tourner la page Faure

NICOLAS MAYER-ROSSIGNOL
maire de Rouen

coalition rassemblant les deux courants d'opposition à Olivier Faure au dernier congrès, fait d'anciens de ses soutiens et de proches de François Hollande, le Normand n'est pas parvenu à faire carton plein. L'équipe a eu tendance à se contredire sur la stratégie vis-à-vis des autres formations de gauche pour les élections municipales de 2026 et l'élection présidentielle de 2027, le débat au cœur de ce congrès.

M. Faure accuse, lui aussi, le coup. S'il arrive en tête, il perd quelques milliers de voix par rapport au congrès de Marseille et sa majorité s'effondre au sein du conseil national, le parlement du parti. Ce premier tour vient sanctionner un bilan en demi-teinte. Certes, l'ancien conseiller de François Hollande a remis le PS au centre du jeu à gauche, dans une rivalité assumée avec La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, mais le parti n'est toujours pas parvenu à retrouver sa forme d'antan, malgré quelques bons résultats en 2024 aux élections européennes, derrière Raphaël Glucksmann, puis lors des législatives anticipées sous le patronage du Nouveau Front populaire.

Symbolique de cet état des lieux, seuls 39 800 adhérents socialistes ont été appelés aux urnes, contre

près de 41 000 à Marseille il y a deux ans. Pendant toute la campagne, les stratégies d'Olivier Faure assuraient que le PS s'était renouvelé, avec l'arrivée notamment de 10 000 nouveaux adhérents censés être acquis à sa cause, mais qui ne se seront visiblement pas déplacés pour le soutenir.

Au-delà nos espérances

La véritable surprise de ce congrès s'appelle Boris Vallaud. Longtemps hésitant à s'engager, il s'y est lancé à corps perdu avec un unique mot d'ordre – réconcilier les socialistes – et plusieurs propositions visant à renouveler la doctrine du PS. Le Landais réalise de bien meilleurs scores que prévu, récoltant plus de 4 000 voix, pour sa première participation à un congrès. «C'est au-delà nos espérances», plaonne le sénateur de l'Oise Alexandre Ouizille, un soutien de la première heure.

Une victoire dans la défate pour M. Vallaud, qui ancre solidement son courant dans la nouvelle organisation du PS et devient un faiseur de roi.

Reste une inconnue : à qui le troisième homme de ce congrès apportera-t-il son soutien ? Après avoir échangé avec les deux finalistes dans la journée de mercredi, il rassemblera les cadres de son courant dans la soirée pour prendre «une décision collective» avant le deuxième tour. Boris Vallaud pourrait aussi choisir de ne pas choisir, dans une sorte de «ni-ni» en cohérence avec son refus de rejouer le combat de Marseille, mais au risque de diviser le PS. Alexandre Ouizille en est convaincu : «Plus rien au PS n'existe sans nous.» ■

OLIVIER PÉROU

Eric Ciotti présente son plan pour la capitalisation des retraites

Le Niçois espère convaincre ses alliés du RN, qui reste opposé à une telle mesure

Des courbes, des diagrammes et même des camemberts. Mardi 27 mai, dans une salle en sous-sol du Palais-Bourbon, Eric Ciotti organisait la troisième édition de son «grand forum des libertés». Après celui consacré à la simplification en janvier – lors duquel une tronçonneuse avait été disposée sur l'estrade en référence aux coupes drastiques dans les dépenses publiques, copiant ainsi le président argentin, Javier Milei – et celui sur la fiscalité en avril, le président de l'Union des droites pour la République (UDR, petit parti allié au Rassemblement national) s'attaqua cette fois au financement des retraites avec une proposition : «Osons la capitalisation.»

Pendant plus de deux heures, le député des Alpes-Maritimes et ses soutiens ont déroulé leurs arguments en faveur de «l'introduction d'une part obligatoire de capitalisation dans le système des retraites». «Notre système actuel [par répartition] s'apparente à une pyramide de Ponzi, affirme M. Ciotti. Je veux sortir du vieux logiciel et proposer une réforme de rupture.»

Pour ce faire, il préconise de «flêcher» trois points sur les 28 % de cotisations sur le salaire brut, qui servent à financer le système par répartition, vers «un fonds de capitalisation». La mesure ne concernerait que «les actifs à plus de

vingt ans de la retraite». Pour palier le coût de cette transition, qui rognerait les pensions des retraités actuels dépendants exclusivement du régime par répartition, le Niçois propose de «flêcher les deux tiers du financement du logement social» vers le fonds de réserve des retraites. Soit réduire drastiquement les aides aux personnes en difficulté pour se loger.

Chez Les Républicains, l'introduction d'une dose de capitalisation est portée par le nouveau président du parti et ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau. Ce dernier a obtenu le ralliement du maire de Cannes et président de l'Association des maires de France, David Lisnard, en échange de son engagement à reprendre la mesure. Au sein de l'ancienne majorité présidentielle, le président de groupe Renaissance à l'Assemblée nationale, Gabriel Attal, a lancé un groupe de travail sur le sujet tan-

dis que le ministre de la justice, Gérald Darmanin, y voit «le seul moyen de sauver nos retraites», à l'unisson d'Edouard Philippe (Horizons), seul candidat déclaré à la prochaine élection présidentielle. Le sujet s'annonce comme l'un des thèmes de campagne en 2027. «On veut être les premiers à aborder la question du "comment?"», abonde un conseiller de M. Ciotti.

Argent magique

Mais l'initiative embarrassée au Rassemblement national (RN). En amont de la conférence, le porte-parole du parti, le député de Moselle Laurent Jacobelli, affirmait qu'«il n'y a[vit] pas besoin de capitalisation». «Le problème des retraites n'est pas de changer de système mais qu'il n'y a pas assez de recettes, pas assez d'emplois et pas assez de natalité», insiste-t-il. «Si c'était si facile, la capitalisation aurait déjà été faite», renchérit le président délégué du groupe à l'Assemblée nationale, Jean-Philippe Tanguy, pour qui «le vrai sujet est les 6 000 milliards d'euros d'épargne des Français mal investis, qui permettraient de sortir du conflit».

Pour le député RN de la Somme Matthias Renault, «le passage à la capitalisation impliquerait une augmentation de cotisations ou une baisse des pensions». «Il n'y a pas d'argent magique», ajoute ce membre des Horaces – le cercle de réflexion du RN –, qui estime que la capitalisation fait «l'unanimité» contre elle au sein du parti.

L'unanimité ou presque. Le financier François Durve, conseiller sur les questions économiques de Marine Le Pen, est assis au premier rang de la conférence d'Eric Ciotti et est déjà venu aux deux précédents «Grands forums» de l'UDR. «La capitalisation peut contribuer à la réduction du déséquilibre, je pense que cela peut être vertueux», affirme celui qui accompagnait le président du RN, Jordan Bardella, lors d'un grand oral devant l'organisation patronale Ethic, le 28 avril.

Le président du RN avait expliqué ce jour-là que la capitalisation ne concernait «pas l'équilibre du système», mais «éventuellement le sujet du niveau des pensions de retraite». Ce qui n'a pas été perçu comme une opposition catégorique à la capitalisation au sein de l'UDR, M. Ciotti rappelant que sa proposition «reste sur le système tel qu'il est». Les représentants de la petite formation ultralibérale espèrent convaincre M. Bardella, qu'ils jugent plus en phase avec leur proposition économique que Marine Le Pen. Avec l'objectif de faire bouger la ligne du RN sur les retraites, le dernier frein selon eux, pour attirer l'électorat issu des Républicains. ■

ROBIN D'ANGELO

Le Monde

LES RENCONTRES DE L'ÉPARGNE

comprendre les enjeux et agir

BOURSE

INVESTIR DANS UN CONTEXTE TROUBLÉ

Bazaar St-So, Lille

17 juin 2025 - de 18h à 20h

entrée gratuite sur inscription conferences.epargne.lemonde.fr



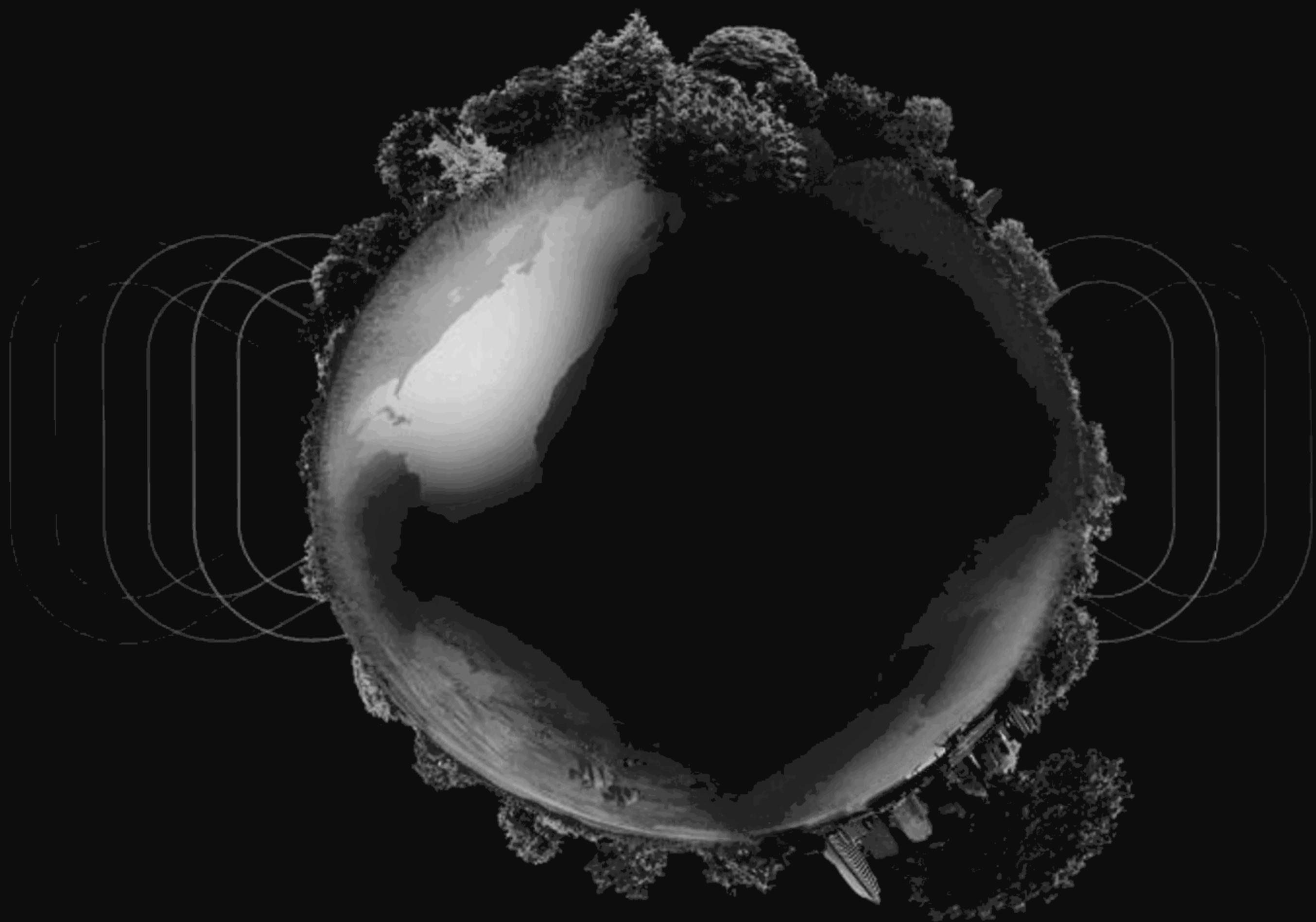
en partenariat avec

BoursoBank

«Si c'était si facile, la capitalisation aurait déjà été faite»
JEAN-PHILIPPE TANGUY
président du groupe parlementaire RN



Avec toute sa puissance, l’Intelligence Artificielle peut être guidée de manière éclairée pour générer un impact plus intelligent – non seulement dans les résultats que nous obtenons, mais également dans la façon dont nous les atteignons. Car l’avenir de la communication ne réside pas seulement dans les données, mais dans les choix que nous faisons grâce à elles.



LR ouvert à des accords avec Renaissance pour 2026

Des candidats Les Républicains aux municipales ont lancé des discussions locales avec des macronistes

Depuis plus d'un siècle, la mairie de Clermont-Ferrand résiste à la droite. « L'enjeu est simple, expose Julien Bony, chef de file Les Républicains (LR) de l'opposition municipale, mettre fin au règne sans partage d'une forme de gauche plurielle dont les composantes ont plus de désaccords entre elles que nous pouvons en avoir avec le centre. » L'union de la droite et du centre est-elle indispensable pour les élections municipales de 2026 ? « Oui », répond le conseiller municipal, déjà engagé dans des discussions avec Renaissance pour prendre la capitale auvergnate au maire socialiste, Olivier Bianchi.

L'élection du ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, à la présidence de LR, le 18 mai, peut-elle faciliter les choses ? « Il y a une opportunité : nous sommes dans la même coalition gouvernementale », avance le représentant local de Renaissance, Alexis Blondeau. Ce dernier est rassuré par le résultat du scrutin interne de LR. « Laurent Wauquiez pensait qu'il valait mieux agir à l'extérieur. Bruno Retailleau était sur l'idée qu'il fallait participer à la coalition. Le vote a montré une adhésion à cette position. Ça nous rassure », ajoute-t-il. Comme lui, d'autres candidats macronistes pensent que cela favorisera leurs discussions locales avec les Républicains.

« En étant au gouvernement, Bruno Retailleau accepte la logique du bloc central. C'est un élément sur lequel on peut s'appuyer dans les discussions », confie l'un d'eux, qui se prépare dans une métropole régionale. La logique de coalition peut-elle être déclinée au niveau local ? Ce sera nécessaire dans un certain nombre de villes. » Au niveau national, le secrétaire général délégué aux élections de Renaissance, Franck Riester, abonde : « Oui, Bruno Retailleau est quelqu'un avec qui on peut travailler. Ce sera plus facile. »

Pour Renaissance comme pour LR, les municipales représentent un enjeu décisif. Les premiers veulent réussir cette implantation locale ratée en 2020 et préparer l'après-Macron. « Notre stratégie,



Le chef de file LR, Bruno Retailleau, et Nicolas Sarkozy, à Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne), le 20 mai. LAURENCE GEAI/MYOP POUR «LE MONDE»

indique Franck Riester, c'est d'avoir le maximum d'élus pour être utiles localement. Et nous voulons éviter que des villes soient dirigées par l'I [La France insoumise] ou le RN [Rassemblement national]. » Les seconds, eux, souhaitent regagner certaines grandes villes et conserver les moyennes. Ils sont portés par un optimisme assumé né des récentes réussites lors des élections partielles, comme celle de Sébastien Martin, élu député de Saône-et-Loire, dimanche 25 mai.

« Discuter ville par ville »

Le soir de sa victoire, Bruno Retailleau rêvait même d'une « vague bleue » en mars 2026. « Nous sommes quand même le premier parti de France en nombre de maires, d'élus locaux », plaide l'eurodéputé François-Xavier Bellamy. Même si beaucoup ont pris leurs

distances, ces dernières années, avec le parti, le vice-président délégué de LR a observé un changement pendant la campagne interne : « On a revu certains lors des réunions qui ne voulaient plus trop s'afficher avec Les Républicains. »

Si la marque LR a retrouvé du crédit, elle ne suffit pas à gagner. « Je ne connais pas beaucoup de maires qui font des listes 100 % LR », résume Franck Louvrier. Défenseur historique d'un rapprochement entre la droite et Renaissance, le maire républicain de La Baule (Loire-Atlantique) voit déjà à l'œuvre des pourparlers dans de nombreuses villes. Personne n'a attendu le réveil du siège parisien, après presque un an de vacance du pouvoir suivant le départ d'Eric Ciotti le 1^{er} octobre 2024. « Sur toutes les villes de conquête soit une équipe locale s'est constituée, soit

rien n'a été lancé par le parti », résume le député de la Loire, Antoine Vermorel-Marques.

Mais ne parlez surtout pas aux Républicains d'accord d'appareils avec Renaissance. « Les gens n'aiment pas ça », souffle le secrétaire général de LR, Othman Nasrou. A ce stade, l'entente au niveau national demeure hypothétique, même si Renaissance paraît plus allant. « Cela va permettre de discuter ville par ville. Si on soutient LR à Paris et à Marseille, peut-être peuvent-ils nous soutenir à Lille ou à Bordeaux ? », interroge un député macroniste. « Bruno Retailleau arbitrera au cas par cas. Il n'y a pas de règles », nuance le maire LR de Valence, Nicolas Daragon. Il y a des endroits où l'alliance n'est pas souhaitable, d'autres où elle n'est pas nécessaire. » Pour l'ancien ministre

délégué à la sécurité du quotidien de Michel Barnier, le mariage avec Renaissance reste d'abord de raison. « Nous participons au gouvernement parce que nous voulons éviter le chaos institutionnel, pas par adhésion aux idées d'Emmanuel Macron et François Bayrou. »

« Maison commune »

Alors pour justifier ces accords locaux, l'équipe du ministre de l'intérieur agite déjà la nécessité de barrer la route à une « gauche melenchonisée » notamment dans les grandes villes. Face aux ambitions municipales des « insoumis » ou du RN, il faut « rassembler très large de la gauche sociale-démocrate à la droite républicaine », plaide le président du groupe centriste au Sénat, Hervé Marseille. « Sinon, comment faites-vous ? Ça ne marche pas. C'est

« Bruno Retailleau est quelqu'un avec qui on peut travailler »

FRANCK RIESTER
secrétaire général délégué
aux élections de Renaissance

un problème arithmétique, ce n'est même plus un problème politique», interroge-t-il.

Elections locales par excellence, les municipales reposent sur des enjeux de proximité. « Ce n'est pas un concours d'étiquettes politiques, c'est le rassemblement autour d'un projet », résume Franck Riester en bon ancien maire de Coulommiers (Seine-et-Marne). Candidat de droite à Strasbourg, Jean-Philippe Vetter ne renie pas son étiquette LR, mais met en avant son mouvement transpartisan Aimer Strasbourg, « une maison commune avec des centristes, des macronistes », définit-il. « Mon parti, c'est Strasbourg », décrit Jean-Philippe Vetter. Les enjeux locaux sont très éloignés des enjeux nationaux. Une piste cyclable n'est ni de droite ni de gauche. La question, c'est : est-elle utile ou pas ? » A Lille, Louis Delmer est dans la même démarche avec son association Lille au cœur.

Ce qui sera utile pour LR sera de revendiquer des victoires symboliques en 2026. Comme cela pourrait être le cas à Toulouse, avec l'actuel maire, Jean-Luc Moudenc. En 2022, ce démocrate-chrétien rendait sa carte des Républicains pour en dénoncer « la droitisation ». Trois ans plus tard, l'édile félicitait Bruno Retailleau pour son élection à la tête d'une famille politique pour laquelle il dit garder « amitié et attachement ». « C'est de la politesse, coupe un cadre du parti. Moudenc n'a aucune raison de revendiquer l'étiquette LR, il sait qu'on le soutiendra quoi qu'il arrive. » Et voler, pourquoi pas, au secours de la victoire en mars 2026, peu importe la coloration politique de la liste. ■

BENOÎT FLOC'H
ET ALEXANDRE PEDRO

Nouvelle négociation sur les contrats courts

Les partenaires sociaux ont trouvé un accord, mardi 27 mai, sur le bonus-malus

De nouvelles discussions vont s'ouvrir sur les contrats courts en 2025. C'est le principal enseignement de l'accord que les partenaires sociaux ont trouvé, mardi 27 mai, à l'issue de la troisième séance de négociations sur le bonus-malus. Les organisations d'employeurs et de salariés, qui ont jusqu'au 19 juin pour approuver le texte, vont désormais consulter leurs instances.

Dans le patronat, il est acquis que le Medef, la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) et l'Union des entreprises de proximité (U2P) apposent leur signature. Côté syndical, la CFDT et la CFTC ont annoncé donner un avis favorable, FO rendra sa décision après son bureau confédéral, tandis que la CGT et la CFE-CGC devraient refuser de parapher le compromis.

Le texte signé mardi, qui est un avenant à l'accord sur l'assurance-chômage de novembre 2023 et ne s'appliquera qu'à partir d'avril 2026, réduit quelque peu le périmètre du bonus-malus sectoriel. Entré en application en 2022 dans sept secteurs d'activité, ce dispositif « module » le taux de cotisation chômage

des entreprises en fonction du nombre de salariés dont elles se sont séparées. Le mécanisme, promesse de campagne faite par Emmanuel Macron en 2017, avait pour objectif de lutter contre le recours abusif aux contrats courts en incitant les patrons à recruter des collaborateurs sur de longues durées.

« Paritarisme efficace »

Le patronat s'est montré opposé à la mesure dès sa naissance, en 2019, et n'a cessé depuis de vouloir la torpiller. Elle n'obtenait pas non plus la satisfaction des organisations syndicales, qui regrettaient qu'elle ne répondait pas à l'objectif. Les partenaires sociaux se sont donc entendus, mardi, sur le fait d'ouvrir une nouvelle négociation, d'ici au 31 décembre 2025, « afin d'identifier des leviers d'action permettant de mieux réguler, de manière équilibrée et adaptée aux réalités des secteurs, le recours aux contrats courts ».

Outre cette mesure, le projet d'avenant réduit à six le nombre de secteurs touchés par le bonus-malus – le bois n'est plus concerné – et exclut les fins de contrats saisonniers, les licenciements pour inaptitude d'ori-

gine non professionnelle, et ceux pour faute grave ou lourde, des motifs de rupture pris en compte. Seules les fins des autres types de contrats d'une durée supérieure à trois mois, dans les entreprises d'au moins onze salariés, sont comptabilisées.

« Nous avions à cœur les uns et les autres de montrer ce qui nous rassemblent et de réaffirmer notre capacité à se saisir pleinement de nos responsabilités et faire vivre un paritarisme efficace », s'est félicité le négociateur du Medef, Hubert Mongon. Ce dernier souhaite exclure du mécanisme davantage de fins de contrat, comme les ruptures conventionnelles, mais juge « important d'engager une négociation qui permet d'aller au fond de ces sujets ». « C'est un bon acteur transitoire dans l'attente d'une négociation plus globale et plus opérante », a, pour sa part, réagi le vice-président de la CPME, Eric Chevée. Christophe Sans, pour l'U2P, était satisfait que ces ruptures de contrats qui ne sont pas inhérentes à l'employeur soient abandonnées avant d'entrer, « de manière constructive », la future négociation.

Du côté syndical, le représentant de la CFDT, Olivier Guiavarch,

estime que cet accord permet de « conserver un dispositif de bonus-malus lisible et cohérent » en attendant « la perspective de négocier autre chose pour lutter contre les recours abusifs aux contrats courts ». « On a préservé l'essentiel d'un dispositif qui ne fonctionne pas – tout le monde le dit –, qui concerne très peu d'entreprises et ne les empêche pas d'embaucher en contrat court, mais le bonus-malus existe encore, il aurait pu disparaître », précise Michel Beaugas, pour FO.

Même son de cloche à la CFTC, où son chef de file, Frédéric Belouze, considère que « c'est un système inopérant, car il n'a quasiment aucun effet sur la lutte contre l'abus de contrats courts ». « Le plus important pour nous, c'est la négociation fixée sur le sujet » pour aller « au-delà du dispositif et pour qu'on lutte vraiment contre le phénomène ». Ces discussions futures sont également attendues par la CGT, car « l'amélioration du sort des précaires ne se jouera pas avec cet avenant, on fera tout pour cela se fasse dans la prochaine négociation », prévient son secrétaire confédéral, Denis Gravouil. ■

THIBAUD MÉTAIS

JUSTICE La cour d'appel administrative de Toulouse autorise la reprise du chantier de l'A69

La justice administrative a autorisé, mercredi 28 mai, la reprise de la construction de l'autoroute Toulouse-Castres (A69), un chantier contesté par des collectifs écologistes et stoppé depuis fin février. « La cour administrative d'appel de Toulouse prononce le sursis à l'exécution des jugements rendus le 27 février annulant les autorisations environnementales délivrées par l'Etat », écrit la juridiction dans un communiqué. – (AFP)

outre-mer, Manuel Valls, après l'adoption du texte. La gauche a néanmoins fait part de son hostilité à de nombreux dispositifs de lutte contre l'insécurité, l'immigration et l'habitat insalubre. Dominé par une alliance

entre la droite et les centristes, qui soutiennent le gouvernement, le Sénat a voté le texte par 226 voix pour et 17 voix contre. Il doit être transmis à l'Assemblée nationale, qui l'examinera en juin, pour une promulgation espérée au début de l'été. – (AFP)

VIOLENCE SEXUELLE Une étude documente les agressions subies par les hommes

Parmi les hommes, 1,4 % déclarent avoir subi au cours de leur vie au moins une agression sexuelle, une tentative de viol ou un viol; un chiffre toutefois quatre fois moins élevé que chez les femmes (5,5 %), selon une étude de l'Institut national d'études démographiques, publiée mercredi 28 mai, qui s'appuie sur les données de l'enquête Virage (Violences et rapports de genre). Celle-ci interrogeait un échantillon de plus de 15 000 femmes et 11 000 hommes, âgés de 20 à 69 ans. Dans 82 % des cas, les hommes ont subi ces violences sexuelles lorsqu'ils étaient mineurs. – (AFP)

Sur la piste des ravisseurs d'entrepreneurs

Plusieurs organisateurs des raps visant à faire chanter des acteurs de la cryptomonnaie ont été interpellés

La police judiciaire parisienne a-t-elle mis au jour une organisation criminelle spécialisée dans l'enlèvement et les demandes de rançon visant des entrepreneurs du secteur des cryptomonnaies et leurs proches ? Lundi 26 et mardi 27 mai, deux vagues d'interpellations ont permis l'arrestation d'une vingtaine de personnes, soupçonnées d'être liées à deux affaires distinctes mais aux modes opératoires communs et, sans doute, commanditées par un seul et même «cerveau» depuis l'étranger.

La première série d'arrestations a eu lieu dans la région nantaise, lundi 26 mai, alors qu'une dizaine de malfaiteurs cagoulés, circulant à bord de deux utilitaires, s'apprêtaient à kidnapper deux proches d'un entrepreneur de la «crypto». La seconde a visé une équipe soupçonnée d'avoir participé à une autre tentative d'enlèvement, le 13 mai, dans une rue du 1^{er} arrondissement de Paris. La résistance opposée par la femme visée et son compagnon, puis l'intervention d'un voisin armé d'un extincteur, avaient mis en déroute les agresseurs. Agée de 34 ans et mère d'un garçonnet de 2 ans, la «cible» des malfrats est la fille du fondateur de la plateforme d'échange de cryptomonnaies Paymium.

Alors que les gardes à vue issues des coups de filet du début de semaine débutent à peine, les enquêteurs pensent avoir déjoué les menées d'une organisation sur laquelle, selon les informations du *Monde*, une précédente enquête avait déjà levé un coin du voile : celle relative à l'enlèvement de Dominique B., le père d'un joueur réputé de poker en ligne, devenu investisseur dans le secteur des cryptomonnaies.

L'homme avait été kidnappé en plein Paris, au matin du 1^{er} mai, avant d'être retrouvé quelque cinquante-huit heures plus tard, après des investigations menées tous azimuts par la brigade de répression du banditisme, assistée des services les plus pointus de la Préfecture de police : brigades criminelles, des stupéfiants, de recherche et d'intervention ou de lutte contre la cybercriminalité. Une véritable course contre la montre, qui leur a permis de saisir les mécanismes de la série d'enlèvements crypto».

Ce jour-là, l'exploitation de caméras de vidéosurveillance et l'habituelle enquête de voisinage permettent de se faire une idée précise de la scène au cours de laquelle Dominique B. a été enlevé : trois hommes cagoulés qui surgissent dans une rue paisible du 14^e arrondissement de Paris, des coups, plusieurs jets de gaz lacrymogène ; l'homme est jeté à l'intérieur d'un utilitaire Citroën Jumpy aux flancs ornés du logo sériographié de l'entreprise de livraison UPS.

Jeu de piste

Sur la séquence vidéo, un détail attire l'attention des enquêteurs : le Jumpy est de couleur grise et non marron, la livrée habituelle de la flotte utilisée par UPS. Il est donc faussement immatriculé. Il sera retrouvé presque intégralement carbonisé quelques heures plus tard sur une route de Seine-et-Marne. Ce mode opératoire évoque un précédent enlèvement : celui de David Balland, 26 ans, cofondateur de Ledger, une société spécialisée dans les portefeuilles physiques de cryptoactifs. L'entrepreneur et sa compagne avaient été séquestrés du 21 au 22 janvier. L'homme avait subi l'amputation de son auriculaire avant d'être délivré par le GIGN, l'unité d'intervention de la gendarmerie.

En prenant connaissance de la procédure judiciaire du mois de janvier, confiée à la juridiction nationale de lutte contre la crima-

née, permet aux enquêteurs de localiser un numéro de téléphone actif dans un quartier pavillonnaire à la configuration particulièrement discrète : une longue route jalonnée de trois petites rues perpendiculaires, où s'alignent des maisons individuelles insoupçonnables. L'une d'elles fait «tilter» les policiers : une rapide recherche sur Internet indique qu'elle est proposée à la location sur plusieurs sites de petites annonces. Et elle se situe à moins de cinq minutes du dernier point de passage enregistré par une caméra de vidéosurveillance sur le trajet du Renault Trafic.

Un sinistre bric-à-brac

Pendant ce temps, les négociations pour une rançon ont lieu pratiquement dès les premières minutes du kidnapping. Depuis Malte, où il réside, le fils de la victime a été contacté par un seul et unique interlocuteur, qui alterne phases de réconfort, de menaces et d'insultes. Le jeune homme s'est envolé pour Paris afin de se rapprocher de sa famille, mais continue de subir une pression constante. A l'autre bout du fil, le ravisseur exige le versement immédiat de 2 millions d'euros, un simple acompte sur les 8 millions d'euros réclamés au total.

Est-ce le même homme qui a marchandé avec les proches de David Balland, quatre mois plus tôt ? Si c'est le cas, l'interlocuteur anonyme semble avoir retenu la leçon et se montre plus avisé. Il exige que les virements en cryptomonnaies soient effectués par le biais de plateformes réputées pour leur manque de coopération avec les autorités judiciaires. Il n'oublie pas la grammaire de l'extorsion : au fils de la victime, il expédie plusieurs vidéos de son père filmé dans un lieu inconnu. L'homme y est systématiquement violenté.

Le calvaire de Dominique B. va durer deux jours et demi. Pendant presque toute la durée de sa captivité, on ne lui donne presque rien à boire ni à manger. Dans

le pavillon de Palaiseau, pieds et poings liés, il subit les coups et les insultes répétées d'au moins un de ses geôliers. Ses ravisseurs le filment, multipliant les prises pour être certains de se montrer suffisamment persuasifs. Après avoir simulé l'amputation d'un de ses doigts à plusieurs reprises, pour l'accoutumer à cette perspective et s'assurer de sa docilité, le «bon» moment venu, l'un d'eux finit par lui trancher – comme pour David Balland – une phalange d'auriculaire gauche.

Le 3 mai à 20 h 45, les opérateurs de la brigade de recherche et d'intervention s'engouffrent dans la maisonnette. Dominique B. est retrouvé à l'étage ligoté, bâillonné, déshydraté, couvert de blessures et amputé d'un doigt. Non loin, les policiers découvrent un sinistre bric-à-brac : scie, marteau de charpentier, cutter, gants, paire de tenailles, une réplique factice d'un pistolet automatique Beretta.

Les ravisseurs disposaient également de bâches en plastique. Pour quel usage ? Faire disparaître un corps ou se protéger des éclaboussures de sang ? La découverte d'un lot complet de produits d'entretien semble conforter cette seconde hypothèse. Mais le comble du macabre saute aux yeux des policiers lorsqu'ils fouillent le congélateur : une phalange sectionnée y a été placée dans un verre.

Deux jeunes hommes sont interpellés dans le pavillon. Le premier n'est pas encore majeur, il est né à Oran, en Algérie, fin 2005 ; le second est natif de La Réunion

Le ravisseur a exigé le versement de 2 millions d'euros, un acompte sur les 8 millions réclamés au total

Les investigations mettent en lumière une organisation très cloisonnée, avec un unique commanditaire

Un autre individu interpellé est suspecté d'être le chauffeur des ravisseurs et explique que ses trajets nocturnes, la veille du rapt, qui coïncident avec les mouvements de la bande, se justifient par son activité de chauffeur VTC. Ses explications convainquent peu les enquêteurs, qui découvrent, dans des clés USB lui appartenant, des fichiers glanés sur le dark Web, remplis de vidéos sur l'art et la manière d'effacer toute trace d'activités numériques. Un autre homme est appréhendé après avoir été trahi par un ticket de caisse retrouvé dans le pavillon de Palaiseau : l'exploitation de la vidéosurveillance d'une supérette de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines) montre qu'il y a acheté les produits d'entretien retrouvés sur place.

Petites mains de la «crypto»
Un logicien, une équipe de gros bras, des voleurs de voiture, des moyens sophistiqués pour déjouer les investigations policières, un «équipementier» chargé de livrer des «outils», des geôliers, une sentinelle : les investigations mettent en lumière une organisation très cloisonnée, avec un unique commanditaire, probablement à l'origine de plusieurs enlèvements, dont le schéma ne varie guère. Comme l'avait révélé *Le Parisien*, ce dernier serait un Franco-Marocain d'une quarantaine d'années, en fuite à l'étranger. D'après nos informations, l'homme est sous le coup de deux mandats d'arrêt, l'un pour une tentative d'homicide en 2023, l'autre pour un précédent enlèvement, la même année, de la mère d'un entrepreneur français des cryptomonnaies, installé à l'étranger.

Toujours selon nos informations, d'autres épisodes témoignent de l'intérêt grandissant des malfaiteurs pour les opérateurs de la «crypto», si modestes soient-ils. Le 24 janvier, l'un d'eux a été victime d'une séquestration à son domicile par des agresseurs qui voulaient lui soutirer de l'argent et ont menacé de s'en prendre à sa fille. Le même jour, quatre personnes se sont introduites au domicile d'un autre, pour tenter de récupérer 20 000 euros. Les deux faits se sont déroulés dans deux communes rurales, distantes de trois cents kilomètres, l'une dans le Loir-et-Cher, l'autre en Indre-et-Loire. Les agresseurs ne visaient pas des figures, mais des petites mains de la «crypto», des «mineurs», des particuliers qui mettent leur matériel à disposition du processus de validation des transactions en cryptomonnaies.

Les malfaiteurs français, du reste, n'hésitent plus à exporter leur savoir-faire. Le 10 mars 2025, dix individus de nationalité française ont ainsi été interpellés à Loverval, en Belgique. Ils sont fortement soupçonnés d'avoir préparé l'enlèvement et la séquestration d'un ressortissant belge, multimilliardaire de la cryptomonnaie. Selon le parquet de Bruxelles à l'époque, les suspects avaient prévu, outre des outils, un endroit qui «pourrait laisser penser à un lieu de séquestration ou de torture».

Depuis le 1^{er} janvier, pas moins de quarante affaires d'enlèvement ont été répertoriées par les services de sécurité ; 10 % d'entre elles concernaient des personnes intervenant dans le secteur des cryptomonnaies. ■

ANTOINE ALBERTINI



Le choc de l'inflation toujours palpable

La consommation peine à repartir dans les hypermarchés et supermarchés. La hausse des prix entre 2021 et 2024 a marqué la population, observent les patrons de la grande distribution

Lundi 12 mai, dès l'ouverture, une cohue s'est formée à la caisse de la supérette Auchan de la rue de Vaugirard, dans le 15^e arrondissement de Paris. «Nous étions venus pour faire quelques courses, mais nous sommes vite retournés chez nous chercher un chariot, car les prix étaient intéressants», raconte un couple de trentenaires. Comme eux, des dizaines de personnes ont envahi les allées. Ce magasin se débarrassait de ses stocks. En quelques heures, les rayons se sont vidés.

La recherche des bonnes affaires a, certes, toujours existé, mais cet exemple illustre bien les tendances actuelles de la consommation française où, après trois années de forte inflation, la course aux «bons plans» dicte les achats de la majorité des Français. En témoigne l'édition 2025 de l'étude du cabinet EY-Parthenon sur leurs enseignes préférées. Publiée en avril sur la base de 12 000 personnes interrogées, elle place le discounteur néerlandais Action, dont deux tiers de l'offre sont à vendus à moins de 2 euros, sur la première marche du podium pour la troisième année d'affilée. «Près de 85 % des répondants reconnaissent modifier leurs comportements, en premier lieu par la chasse aux promotions, puis par la baisse des volumes achetés, le report vers des produits moins chers, et vers la "seconde main" [pour le non-alimentaire]», explique l'étude.

Et pour cause : avec un pouvoir d'achat toujours contraint par des courses alimentaires 20 % plus chères qu'en 2021 et des prix qui, malgré leur accalmie ces derniers mois, continuent de croître (+ 0,6 % en mars, + 1,2 % en avril, + 1,7 % en mai, selon l'Insee), des craintes sur l'emploi en raison de la morosité économique et la multiplication des plans sociaux, des menaces de coupes budgétaires et de hausse fiscale, ou encore

un climat géopolitique anxiogène, les Français surveillent leurs dépenses de très près. Et préfèrent davantage épargner, pour ceux qui le peuvent, que consommer.

Résultat : en dépit d'une légère amélioration des salaires, la consommation alimentaire peine à redémarrer. Au premier trimestre 2025, elle a reculé de 0,8 % par rapport au quatrième trimestre 2024, selon l'Insee, dont l'analyse ne se limite pas à la seule grande distribution et inclut la restauration. En mars, elle était même inférieure de 3,2 % à celle de mars 2024.

«PRODUITS "DOUDOU"»

«Au premier trimestre, aucun élément ne montrait une reprise de la consommation, malgré un pouvoir d'achat en légère hausse», confirme Alexandre Bompard, PDG du groupe Carrefour, qui explique ce phénomène par un «choc de l'inflation d'une telle ampleur [au cours des trois dernières années] que les ménages n'ont pas le sentiment que leur pouvoir d'achat se reconstitue». «Ce choc reste un traumatisme pour les Français, en particulier à la campagne et pour les familles», abonde Dominique Schelcher, PDG de la Coopérative U (Hyper U, Super U, U Express, Utile).

Les consommateurs conservent les habitudes prises pendant l'envolée des prix lorsqu'ils ont dû arbitrer dans leurs dépenses pour réduire leur ticket de caisse : des marques de distributeur au détriment des marques nationales, des pleins de courses plus petits mais plus fréquents, et une fragmentation de leurs achats dans diverses enseignes, y compris chez des discounteurs comme Action ou Normal. Selon une étude de l'Institut Kantar du 15 avril, un foyer français fréquente désormais simultanément presque neuf enseignes différentes, dont une ou deux principales, contre 7,8 en moyenne en 2019. Et, dans les supermarchés, les ventes à prix ré-



Dans l'allée centrale d'un magasin Super U, à Poitiers, le 23 mai. JEAN-FRANÇOIS FORT/HANS LUCAS VIA AFP

LA QUÊTE DES BAS PRIX ET LA COURSE AUX «BONS PLANS» DICTENT LES ACHATS DE LA MAJORITÉ DES FRANÇAIS

ducts de produits arrivant à leur date limite de consommation pour éviter de gaspiller «continuent de cartonner», explique le patron de la Coopérative U. «C'est devenu une offre à part entière extrêmement attendue. Avant, elle s'adressait plutôt à des clients défavorisés, aujourd'hui tout le monde y va», explique-t-il.

Le climat est donc morose. Mais le tableau s'est légèrement éclairci avec le printemps. Selon l'Insee, la consommation alimentaire a progressé de 2,1 % en avril, tirant la consommation des biens des ménages (+ 0,3 %). «On perçoit quelques petits signes d'amélioration de la structure de consommation : les ventes de bio, de produits frais

ou de marques plus premium repartent, après une longue période de décroissance», fait valoir Alexandre Bompard. Et ce, en dépit d'une accélération de la hausse des prix de produits frais selon l'Insee, de 3,8 % en mars après une augmentation de 1,8 % en février, notamment ceux des légumes frais (+ 5,5 % en mars, + 2,7 % en février), des fruits frais (+ 3,4 % en mars, + 1,6 % en février) et des poissons frais (+ 3,7 % après + 3,2 % en février). Ce qui montre, selon M. Bompard, que les Français sont prêts à mettre un peu plus de valeur dans l'alimentation.

«Les gens ont toujours le moral dans les chaussettes et vont se faire plaisir à certains moments, avec

des produits "doudou"», estime Dominique Schelcher, en citant l'exemple des chocolats de Pâques, dont les ventes ont progressé de 9 % (en valeur) dans les magasins U, en comparaison de 2024, alors que le prix du chocolat, comme celui du café et du jus d'orange, n'a pas cessé de grimper.

«UNE ANNÉE TRANSITOIRE»

Pour autant, l'heure est à la prudence. «La consommation est un peu moins atone, mais cela reste fragile et incertain», fait valoir Alexandre Bompard. Même son de cloche pour Emily Mayer, directrice des études au sein de l'Institut Circana, spécialisé sur la consommation : «Il y a un léger effet

Derrière l'atonie de la consommation, un pouvoir d'achat au ralenti

L'évolution des modes de vie des Français, qui privilégient désormais les achats de services à ceux de biens, est également en cause

La frilosité de la consommation est le reflet d'un pouvoir d'achat sous pression. Après avoir connu une évolution en dents de scie depuis la pandémie de Covid-19, l'année 2024 a été plus favorable. Grâce à des hausses de salaires significatives, destinées à rattraper l'inflation, et à la forte revalorisation des retraites et de certaines prestations sociales, le pouvoir d'achat a augmenté en 2024 de 1,9 point, selon les données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Mais cette embellie n'est que passagère, à en croire Dorian Roucher, chef du département de la conjoncture à l'Insee. «Pour 2025, ces facteurs favorables disparaissent, explique-t-il. Les salaires augmentent moins, les retraites aussi, et l'impôt sur le revenu est plutôt attendu à la hausse après

une année de modération. On devrait donc connaître un net ralentissement du pouvoir d'achat.»

Et les ménages n'ont pas tous été logés à la même enseigne pendant la crise inflationniste. «Les salaires réels sont toujours en dessous de leur niveau de 2021», dit M. Roucher : on estime qu'ils ont récupéré la moitié seulement des 3 points perdus pendant la crise inflationniste. Les gains de pouvoir d'achat sont plutôt portés par les retraites et les prestations sociales, ainsi que par les revenus du patrimoine – qui sont plus souvent épargnés que consommés.

Dans ces conditions, il est peu vraisemblable que la consommation, qui n'a progressé que de 0,9 % par an en 2023 et 2024, après avoir nettement refléti pendant la période du Covid-19, reparte au second semestre. Un véritable

handicap pour la croissance, car les dépenses des ménages génèrent plus de la moitié de l'activité économique du pays (environ 53 % du produit intérieur brut).

«Aller vers des «expériences»»

D'autant que le contexte économique ne s'y prête guère. «La dynamique des salaires est en train de ralentir, la crainte du chômage augmente, les ménages peuvent aussi s'inquiéter d'une hausse des taxes ou des impôts, ou d'une sous-indexation des prestations dans un contexte de réduction du déficit budgétaire», explique Stéphane Colliac, économiste chez BNP Paribas. La dernière enquête de l'Insee, publiée vendredi 23 mai, témoigne d'une nouvelle chute du moral des ménages : ils estiment que leur situation financière, passée comme future, se dégrade et jugent que le

moment n'est pas opportun pour faire des achats importants.

L'évolution des modes de vie se retrouve aussi dans la façon de consommer des Français. Plutôt que de fréquenter les magasins, ils vont davantage dans les salles de sport, lieux de loisirs ou sites culturels. Car, si la consommation de biens accuse toujours un retard de 4 points par rapport à son niveau de 2019, celle des services a retrouvé son rythme d'avant la pandémie. «On voit qu'il y a chez les Français un désir d'aller vers des «expériences», ce qui se traduit par des achats de services plutôt que de produits, observent Sandra Hoibian et Franck Lehuédé du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie. Les personnes aisées, ou les jeunes plutôt urbains, notamment, sont prêts à payer très cher pour

cela, en s'offrant une place de concert hors de prix, un billet coupe-file pour un parc d'attractions, un restaurant étoilé...» Un phénomène désigné sous le nom de «fun-flation» qui obéit à trois principes : faire rêver le consommateur, lui permettre de faire partie d'une communauté et de partager ce moment sur les réseaux sociaux.

Des petites folies que l'on s'autorise parce que d'autres postes de dépenses sont plutôt à l'arrêt. L'automobile, par exemple, souffre de la transition vers l'électrique qui incite les ménages à attendre d'y voir plus clair entre les modèles, les motorisations et la réglementation avant d'acheter. L'équipement du logement, qui a connu une période faste pendant la pandémie, en subit le contrecoup et pâtit depuis deux ans de la crise immobilière. L'engouement pour

la fast-fashion, des articles de piété qualité mais à bas prix, contribue à diminuer le budget consacré à l'habillement. Enfin, il ne faut pas oublier l'effet de la numérisation sur la consommation, qui se traduit par des achats de services sur les plateformes, mais provoque une chute des ventes de livres, de disques, d'appareils photo...

Ce mouvement vers les services est-il irréversible ? Pas forcément. Trois éléments pourraient relancer la consommation de biens, selon Mme Hoibian : la reprise du marché immobilier, qui conduirait les ménages à acheter meubles et équipements, une décision forte pour taxer davantage la fast-fashion, et une réglementation plus claire sur l'automobile, pour déclencher davantage d'achats de voitures. ■

BÉATRICE MADELINE

Moins chères, les marques de distributeur se sont imposées

Plus rentables que les marques nationales, les MDD représentent 30 % des achats

Elles sont les grandes gagnantes de la période inflationniste. Fin avril, les marques de distributeur (MDD) représentaient 36,5 % des achats en valeur de produits de grande consommation des Français, contre 32,7 % en 2019, d'après les données de l'institut Circana. Face à des rayons devenus de plus en plus inabordables, où les prix ont bondi de plus de 20 % en deux ans, de nombreux Français ont choisi de remplacer leur marque nationale habituelle par une copie d'enseigne, de 20 % à 25 % moins chère, plutôt que de se priver du produit.

Chez Coopérative U, par exemple, les dirigeants affirment constater une différence de perception des marques maison. Les produits U sont désormais jugés positivement et, surtout, peu chers, alors qu'ils étaient initialement perçus comme basiques et de piètre qualité. Les ventes en volume de produits U ont progressé de 3,4 % sur un an en avril. Elles représentent près d'un tiers du chiffre d'affaires des magasins, soit environ 2 points de plus qu'en 2019.

Les marques de distributeur ont été popularisées en France avec l'arrivée des hard-discounteurs allemands à la fin des années 1980, puis généralisées par les enseignes de la grande distribution alimentaire pour concurrencer les marques nationales. Produits soit dans les usines des grandes marques, soit par des industriels spécialisés dans la fabrication sans label, en France comme à l'étranger, ces «produits maison» sont devenus indispensables au modèle économique du secteur. Avec des marges d'environ 30 %, contre de 20 % à 25 % pour les grandes marques, elles sont très rentables pour les enseignes: ces dernières en maîtrisent intégralement le cahier des charges, sans les frais de marketing ni de publicité des grands industriels.

Dans l'habillement qui subit la concurrence des sites de vente en ligne asiatiques, l'activité s'inscrit en légère baisse au cours des quatre premiers mois de l'année (-0,5 % par rapport à la même période en 2024, selon l'Institut français de la mode). Les Français réduisent aussi leurs achats de produits de beauté. Après quatre ans de croissance, le marché des produits vendus dans les parfumeries comme Sephora ou Marionnaud souffre depuis début 2025: les ventes sont en recul de 2 % en valeur entre le 1^{er} janvier et fin avril, par rapport à la même période en 2024, selon Circana.

Dans ses prévisions, Mathilde Lion, responsable des études chez Circana, estime que 2025 pourrait être une «année de stabilisation voire de légère décroissance». «La consommation, c'est de la confiance», résume Emmanuel Le Roch, délégué général de la fédération pour la promotion du commerce spécialisé Procos. Selon lui, «2025 risque d'être une année transitoire, avant une amélioration en 2026 si l'inflation reste durablement basse»: «J'espère que cela ne durera pas jusqu'à l'élection présidentielle [de 2027], sinon ça va être long.» ■

SI CES PRODUITS
CHERCHENT
À AFFICHER UNE IMAGE
DE QUALITÉ, ILS SONT
«MOINS SAINS»,
SELON «60 MILLIONS
DE CONSOMMATEURS»

JULIETTE GARNIER
ET CÉCILE PRUDHOMME

du cabinet de conseil PCH Partner, et auparavant directrice de l'offre alimentaire d'Auchan France.

Dans un marché ultra-concurrentiel, les marques d'enseigne sont aussi un moyen de différenciation pour les grandes surfaces. Elles sont même devenues un outil de communication leur permettant d'améliorer leur image. Contrairement aux industriels, les distributeurs n'hésitent pas à afficher sur leurs produits le Nutri-Score ou des certifications officielles. Ils en profitent aussi pour mettre en avant des labels à vocation très marketing. Chez U, plus de 250 produits (lait, yaourt, porc...) sont labellisés Bleu-Blanc-Cœur, une démarche visant à garantir l'équilibre de l'alimentation des animaux, tandis que E. Leclerc vient de sortir une farine de blé qui promet d'être issue d'une démarche bas-carbone.

Si ces produits cherchent à afficher une image de qualité tout en étant moins chers que ceux des grands industriels, ils sont aussi «moins sains», concluait une enquête du magazine *60 millions de consommateurs* publiée fin février, après avoir passé au crible la teneur en additifs, émulsifiants, nitrates et antioxydants, dont certains effets sur la santé sont encore mal connus, des produits de six enseignes de distribution (Auchan, Carrefour, Intermarché, E. Leclerc, Lidl et Coopérative U). Certains acteurs, comme E. Leclerc et Intermarché, y sont ainsi pointés du doigt «avec plus de 80 produits comptant des émulsifiants dans leurs formulations».

«L'écart se resserre»
Mais le taux de pénétration n'est pas uniforme. Dans le secteur, dit Mme Cartier, «il y a une règle: plus le consommateur projette de valeur ajoutée ou de technicité dans le produit, moins le poids de la MDD est fort». A l'inverse, plus les produits sont basiques, plus il sera important. Les marques de distributeur représentent 68,9 % des ventes en volumes d'huile dans les grandes surfaces (57,3 % en 2023), 69,1 % de la farine (contre 64,1 %), 70 % du papier toilette (contre 67,7 %), et 78,6 % des coton et Coton-Tige (contre 78 %), selon Circana. Ces derniers mois, les Français ont continué à en acheter, mais «l'écart se resserre entre les marques nationales et les MDD», note Emily Mayer, directrice des études chez Circana. Avec l'accalmie sur les prix, les ventes de MDD se stabilisent. Probablement aussi parce que les marques nationales ont repris le rythme des innovations (Nutella à la cacahuète, Perle de lait saveur cerise...), ralenti ces dernières années par la hausse des coûts de fabrication, qui avait compressé les marges.

Si les marques de distributeur piétinent, c'est aussi parce que «les Français ont toujours aimé les marques nationales, à la différence des pays anglo-saxons», note Mme Cartier. Le distributeur britannique Tesco réalise plus de 40 % de son activité en volume avec ses propres marques. En France, les distributeurs n'en sont pas à ce niveau, même s'ils cherchent incontestablement à s'en rapprocher. ■

Immobilier: l'activité repart à la hausse, les prix aussi

Le nombre de ventes de logements sur douze mois a atteint un pic, fin mars. Les prix remontent après un an et demi de baisse continue

C'est fini du marché immobilier en berne. La baisse continue des ventes de logements anciens, entamée fin avril 2022, s'était déjà infléchie à la fin de 2024. Au premier trimestre 2025, le mouvement de reprise a créé la surprise: fin mars, le nombre de transactions réalisées en France sur douze mois a atteint 880 000, après 845 000, fin décembre 2024, et 832 000, fin septembre 2024 (série révisée), selon l'indice Notaires-Insee de référence, publié mardi 27 mai.

En Ile-de-France, après trois années de baisse, les ventes ont enregistré une poussée de 21 % par rapport au 1^{er} trimestre 2024. «On peut dire que nous sommes sortis de crise, la tendance s'est complètement inversée», se félicite Elodie Frémont, porte-parole de la chambre des notaires du Grand Paris.

Ce rebond tient avant tout à l'amélioration des conditions d'accès au crédit et à la baisse des taux d'intérêt, tombés à 3 % en avril 2025, contre 4,2 % en décembre 2023 (hors assurance), selon l'Observatoire crédit logement/CSA. La reprise s'observe aussi sur le marché du crédit immobilier, avec 12 milliards d'euros de nouveaux prêts en mars, contre 7 milliards en mars 2024, selon des données de la Banque de France.

Cet effet taux, associé à des prix en recul ces dernières années, s'est

traduit par l'amélioration du pouvoir d'achat des acquéreurs et a dynamisé l'activité. La perspective de la hausse des droits de mutation dans de nombreux départements – communément appelés «frais de notaire» – au 1^{er} avril «a aussi joué un rôle essentiel dans l'augmentation des ventes au 1^{er} trimestre 2025», estime la chambre des notaires du Grand Paris. *Elle a incité les acquéreurs à anticiper leur achat pour bénéficier des droits de 4,5 % avant les augmentations prévues (+ 0,5 point)*. A un mois de mars particulièrement actif, devrait donc succéder «un mois d'avril en net retrait dans les départements concernés».

25 % de ventes en plus à Paris

La reprise de l'activité a aussitôt entraîné une hausse des prix qui, à l'échelle nationale, ont progressé de 0,5 % au premier trimestre 2025 (sur un an), après six trimestres consécutifs de baisse (dont, en 2024, -2,1 % au quatrième trimestre et -3,9 % au troisième).

En Ile-de-France, d'après les indicateurs avancés sur les avant-contrats des notaires, le mouvement haussier devrait s'amplifier d'ici à juillet: par rapport à avril et donc en trois mois, les prix grimpent «sensiblement», de 3,2 % pour les appartements et de 2,8 % pour les maisons (soit des hausses annuelles de 3,3 % pour les appartements et de 1,9 % pour les maisons).

Dans la capitale, les volumes de ventes d'appartements ont augmenté de 25 % au premier trimestre par rapport à la même période de 2024. Selon les indicateurs avancés, le prix au mètre carré devrait repartir à la hausse, à 9750 euros en juillet (+2,7 % en un an), après plus d'un an de stabilisation autour de 9500 euros.

Les prix évoluent cependant en ordre dispersé selon les arrondissements: ils s'échelonnent entre 7530 euros dans le 19^e arrondissement et 13 270 euros dans le 6^e. Et s'ils augmentent à nouveau dans le 8^e arrondissement (+4 %), dans le 9^e (+2,2 %) et le 16^e (+1,8 %), ils reculent fort dans le 7^e (-5,3 %) et Paris Centre (-6,9 %), deux des arrondissements les plus chers.

Peu d'acquéreurs récents à Paris ont vu leur bien prendre de la valeur. En cinq ans, seuls 4 quartiers sur 80 ont enregistré une hausse des prix, dont Saint-Germain-des-Prés (+4 %) et Saint-Gervais (+3 %). Dans le 18^e, le quartier La Chapelle a subi la plus forte baisse, approchant 20 %. Parmi les quartiers les plus chers, les prix ont aussi fortement reculé en cinq ans, de 16 % à Saint-Thomas-d'Aquin (7^e) et de 11 % à Odéon (6^e). Les notaires n'appellent toutefois pas de leurs vœux une reprise dynamique des prix. «Le marché pourrait alors être très vite ralenti», met en garde Elodie Frémont. ■

VÉRONIQUE CHOCRON

Le Monde | Ateliers

Littérature

JEAN BIRNBAUM

COURS DU SOIR

La nuance mode d'emploi. SAISON 2

Quand l'époque devient irrespirable, quand le débat cède la place au combat, quand la mauvaise foi envahit les réseaux sociaux comme les discussions entre amis, retrouver le sens de la nuance devient une urgence.

A travers ce nouveau cycle de conférences, Jean Birnbaum, responsable du «Monde des livres» vous propose une libre excursion en compagnie de cinq grands auteurs du XX^e siècle pour retrouver un peu d'air et faire face à la montée des périls.





PERTES & PROFITS | MUSIQUE

PAR ISABELLE CHAPERON

La diplomatie du sourire et de la K-pop

A la fin des années 1950, le ministre des finances Antoine Pinay assurait que Brigitte Bardot rapportait autant de devises à la France que la régie Renault. En Corée du Sud, ce sont les retombées économiques du boys band superstar BTS qui se chiffrent en milliards d'euros. Des Stray Kids à Red Velvet, ces groupes constituent surtout, avec les séries télévisées, un élément majeur de l'influence sud-coréenne à travers le monde. Raison pour laquelle la Chine coupe ou remet le son de la K-pop au gré de ses visées diplomatiques envers la Corée du Sud.

Dans ce contexte, l'entrée du géant chinois Tencent au capital d'une grande maison de disques coréenne, révélée mardi 27 mai, n'est pas passée inaperçue. Sa filiale Tencent Music est sur le point d'acquérir près de 10 % du label SM Entertainment, l'un des pionniers de la K-Pop, pour 177 millions de dollars (156 millions d'euros), devenant son deuxième actionnaire. Les labels SM, JYP et YG – les « Big 3 » – ont fait de ces groupes de garçons et de filles apparus dans les années 1990 des succès planétaires. En 2024, Stray Kids s'est placé au cinquième rang des ventes de disques dans le monde, selon la Fédération internationale de l'industrie phonographique.

L'investissement de Tencent est vu comme un geste d'ouverture de Pékin vis-à-vis de son voisin. Depuis 2016, en effet, la Chine

ferme son marché aux idoles de la K-pop. Une interdiction, non officielle mais bien réelle, prise en rétorsion après que la Corée du Sud a annoncé, en juillet 2016, le déploiement d'un système de défense antimissile dans le cadre de son alliance avec les Etats-Unis.

Elections tendues

Depuis quelques mois, Pékin laisse entendre que cette mesure pourrait être levée. Un premier signal de décrispation avait été donné, fin 2024, quand la Chine avait autorisé unilatéralement les touristes et autres hommes d'affaires sud-coréens à entrer sans visa sur son territoire. La confrontation avec les Etats-Unis conduit la Chine à se montrer plus conciliante et à mettre en œuvre une «diplomatie du sourire», histoire de resserrer les liens avec ses voisins. Le prochain sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique, qui se tiendra en novembre en Corée du Sud, devrait constituer une opportunité dans ce sens.

La main tendue de la Chine à la Corée du Sud et à sa K-pop intervient à la veille d'élections tendues, le 3 juin, après le coup de force manqué du président Yoon Suk Yeol, destitué en avril. Séoul négocie aussi un accord commercial avec les Etats-Unis, garants de sa sécurité, qui promet de générer des tensions. Un moment opportun pour remettre le son dans les bars de Pudong. ■

Au Nigeria, un douloureux redressement de l'économie

Les fondamentaux macroéconomiques du pays s'améliorent, mais 129 millions de personnes restent pauvres et les prix ont explosé

REPORTAGE

LAGOS (NIGERIA) - envoyée spéciale

C'est la deuxième fois, en deux ans. Dans les semaines à venir, Yemisi Adegbeye, commerçante et mère de famille, va à nouveau se faire expulser de chez elle – bien qu'elle paye son loyer. «J'en ai mal au crâne. Un sérieux mal de crâne... parce qu'à chaque fois que tu changes de logement, c'est plus cher que la fois d'avant», raconte en se tenant la tête cette femme de 39 ans rencontrée le 2 mai. De 1,3 million de nairas (environ 725 euros) actuellement, elle craint de passer à «1,8 [million] ou 2 millions», pour une simple pièce.

La pratique est courante à Lagos, mégalopole de 20 millions d'habitants, qui attire chaque année des milliers de Nigérians en quête d'une infime partie de son dynamisme économique. Le marché du logement y est très tendu et, avec l'inflation galopante, les propriétaires sont prompts à changer de locataires pour augmenter les loyers. Notamment dans ce quartier d'Ikeja, populaire mais proche des îles centrales. Certains loyers y ont doublé, voire plus. Une illustration parmi d'autres de l'effrante hausse des prix généralisée.

«Sa voiture? Yemisi Adegbeye l'a vendue, le litre d'essence ayant été

multiplié par cinq en dix-huit mois (de 200 à 1000 nairas environ). L'électricité? Son prix a grimpé de 65 % au total, selon la presse locale. Cette dernière facture pèse lourd pour la commerçante, qui tient un petit magasin d'impression – quelques mètres carrés dotés d'un ordinateur, d'une imprimante et d'un ventilateur –, où défilent au compte-gouttes les étudiants d'une université toute proche. Elle aussi a presque doublé ses tarifs. «Tu dois augmenter tes prix pour suivre la cadence», explique-t-elle. Ces étudiants, ils nous sponsorisent. Sans eux on ne pourrait pas manger.»

Dehors, sous des panneaux publicitaires, les rues bruyantes dévoilent leur ballet de vendeurs de rue – montres, lunettes... La devise de l'opiniâtre Lagos – «No food for lazy man» («pas de nourriture pour le fainéant») – vit encore, mais elle est mise à rude épreuve. Dans sa minuscule échoppe d'alimentation, Chukundi Nta se montre soucieux. Outre un gros sac de sucre et des paquets de spaghetti, il n'a plus grand-chose à vendre. Sur ses étageres, les cartons colorés de marques de farine font illusion, mais ils sont vides. «J'ai encore des clients, mais le problème ce sont les produits», dit ce père de six enfants qui n'arrive plus à réinvestir dans son stock. L'économie est trop rude.»

Accumulation de «chocs»

Premier producteur d'Afrique, avec environ 1,5 million de barils de pétrole par jour, violemment inégalitaire, le Nigeria est coutumier des soubresauts économiques. Mais la crise actuelle est la pire des trente dernières années. Le président, Bola Tinubu, qui fête fin mai ses deux ans au pouvoir, a lancé de profondes réformes pour assainir l'économie. La libéralisation du naira, jusque-là artificiellement maintenu, a entraîné un plongeon de la monnaie nationale de 400 à 1600 pour un dollar. En 2024, l'inflation a continuellement dépassé 30 %. A l'explosion des prix s'est ajoutée la suppression des subventions, notamment sur le carburant, avec un effet boule de neige sur l'économie.

En l'absence de filets sociaux, la pauvreté s'est envolée dans le pays le plus peuplé d'Afrique et le sixième plus peuplé au monde. La Banque mondiale estime que près de 60 % des 228 millions de Nigérians vivent sous le seuil national

de pauvreté – soit 129 millions de personnes, près de deux fois la population française. Estimant les réformes «essentielles», l'institution pointe cependant l'accumulation des «chocs» : pandémie de Covid-19, catastrophes naturelles et insécurité – djihadiste comme criminelle, qui touche de vastes pans du Nord et du Centre.

Mais, de la lointaine capitale politique Abuja, le président a promis, fin février, «la lumière au bout du tunnel». «L'année écoulée a mis notre détermination à l'épreuve, mais, grâce à la discipline économique et aux réformes stratégiques, nous avons accompli ce que beaucoup considéraient comme impossible», a ajouté le chef de l'Etat en signant le budget 2025. Et l'homme d'affaires, ancien gouverneur de Lagos, de citer quelques succès, dont 3,8 % de croissance au dernier trimestre 2024, la meilleure performance en trois ans. Par ailleurs, le naira semble se stabiliser ces derniers mois et son taux officiel s'est globalement aligné sur celui du marché noir, pointé un diplomate qui a requis l'anonymat, saluant en outre le renflouement des réserves de la banque centrale. De son côté, la Banque mondiale a noté en mai des «avancées dans la stabilisation économique», tout en pointant les «défis qui persistent».

«Il y a peut-être une lumière au bout du tunnel, mais le tunnel vient de se rallonger», lâche, ironique, l'économiste Bismarck Rewane. Les progrès ont été bousculés par le retour du président américain, Donald Trump, à la Maison Blanche en janvier, dit-il. Si l'économie nigériane est peu exposée à la tempête douanière, elle est très sensible à la baisse des cours du pétrole (actuellement autour de 65 dollars, soit environ 57 euros, le baril), tandis que l'incertitude mondiale affecte localement les décisions d'investissements.

Et, sur le terrain, ces défis sont immenses, s'étirent Stanley Ikechukwu, analyste à SBM Intelligence

gence, à l'évocation de la déclaration présidentielle. «Les Nigérians s'adaptent, s'adaptent, s'adaptent encore, mais la vie est dure ici. Cette économie ne peut pas rebondir à court terme car les [bases] ne sont pas là», affirme-t-il. Le prix de l'électricité, les coupures quotidiennes, qu'il faut compenser par un générateur, affectent par exemple les coûts de production de chacun, jusqu'au «tailleur, au coiffeur, au cordonnier». «Beaucoup d'entreprises ont fermé. Beaucoup de Nigérians sont sans emploi. Beaucoup mendient parce que même le salaire minimum ne leur permet pas de joindre les deux bouts», poursuit-il.

«On est fatigués»

Le gouvernement a doublé, en juillet 2024, le salaire minimum pour la fonction publique : il est désormais de 70 000 nairas, soit environ 35 euros. A peine de quoi acheter un gros sac de riz – dont les Nigérians sont de grands consommateurs –, qui vaut 80 000 nairas. «Les gens modestes vivent à crédit, c'est-à-dire que votre salaire du mois vous l'utilisez pour payer aux commerçants les dettes du mois passé», explique M. Ikechukwu, soulignant combien la solidarité de voisinage aide à survivre.

A Ikeja, Gbenga Tomoloju a rejoint sa cousine Yemisi dans le magasin d'impression. Cet homme engagé dans l'administration du quartier a vu les départs se multiplier, le Nigeria fait face à un exode de personnels qualifiés. «Mais beaucoup d'entre nous n'ont pas l'argent pour partir. Il n'y a rien à faire. On ne peut pas se révolter encore, on l'a fait, on est fatigués. Nos leaders, on leur a dit ce qu'on pensait d'eux : égoïstes, stupides, inutiles», martèle-t-il.

En juillet 2024, des manifestations ont touché pendant quelques semaines des grandes villes. Selon Amnesty International, plus de 21 personnes sont mortes parmi ceux qui protestaient contre la vie chère et la mauvaise gouvernance. «Si nous avions de bons gestionnaires ce pays pourrait avancer. Nous avons beaucoup de ressources au Nigeria, même plus qu'en Amérique», poursuit ce sexagénaire qui ne cesse d'évoquer les années de post-indépendance (après 1960), quand le pays était exportateur de produits agricoles et qu'il découvrait ses immenses réserves pétrolières. ■

MARION DOUET

L'essence, symbole des maux du pays

L'IMAGE POURRAIT sortir d'une scène de film. Un camion-citerne qui s'éventre sur une route mal entretenue du Nigeria, son chargement qui fuit, des anonymes qui affluent de toutes parts pour récupérer le précieux liquide. Puis une étincelle qui enflamme la scène, tuant des dizaines de personnes. Ce scénario s'est pourtant reproduit à plusieurs reprises, au cours des derniers mois, dans le pays le plus peuplé d'Afrique.

Mi-janvier, l'un de ces accidents a eu lieu dans l'Etat du Niger, sur la route reliant la capitale, Abuja, à la grande ville de Kaduna. L'explosion a tué 98 personnes. En octobre, plus de 170 personnes avaient péri dans des circonstances similaires dans l'Etat de Jigawa.

En réaction, le gouvernement a interdit aux camions-citernes de 60 000 litres et plus de circuler à partir du 1^{er} mars, tandis que le président, Bola Tinubu, ordonnait une campagne pour «sensibiliser le public aux risques graves que représente le ramassage de carbu-

rant». Mais l'on voit mal comment ces mesures pourraient suffire. Le prix de l'essence est devenu un souci majeur au Nigeria. A la faveur de réformes économiques, le prix du litre a été multiplié par cinq, passant de 200 à 1000 nairas entre mai 2023 et octobre 2024 (11 à 55 centimes d'euros).

Un bouleversement en 2024

Devenu inabordable pour beaucoup, ce prix a aussi eu un effet domino sur l'économie, dans un pays gigantesque où les zones de production, notamment agricoles, sont souvent loin des centres de consommation. «Une des raisons pour lesquelles la tomate, par exemple, est si chère, c'est qu'il faut la transporter de Kano jusqu'à Lagos [respectivement à l'extrême nord et à l'extrême sud]», explique ainsi Stanley Ikechukwu, du cabinet SBM Intelligence.

La frustration est d'autant plus grande que le Nigeria est le premier producteur de pétrole du continent. Mais, depuis des dé-

cennies, l'essentiel de son brut était exporté, faute de raffineries en état de marche. Avec pour conséquence de coûteuses importations de produits raffinés, et une pénurie des réserves de dollars.

Mais un bouleversement a eu lieu en 2024 : une essence locale, produite par la mégaraffinerie du milliardaire Aliko Dangote (650 000 barils/jour, l'une des plus grandes au monde). «La meilleure chose qui soit arrivée aux Nigérians depuis très, très longtemps», juge M. Ikechukwu, pourtant sévère envers l'économie de son pays. En février, le groupe Dangote a baissé son prix à deux reprises, à 860 nairas, disant vouloir apporter un «soulagement essentiel aux Nigérians». Une concurrence qui commence à jouer pour le consommateur : rapidement, la compagnie pétrolière nationale NNPC, qui fournit également les stations-service, s'est alignée sur ce prix. ■

M. DO. (LAGOS, NIGERIA,
ENVOYÉE SPÉCIALE)

LITTÉRAIRE

Le Monde Nouvel Obs Télérama'

• 21 JUIN •

LAURE ADLER, CONSTANTIN ALEXANDRAKIS, CHRISTINE ANGOT, PÉNÉLOPE BAGIEU, EMMA BECKER, CARYL FEREY, FRANÇOISE GILLARD, LOUISE CHENNEVIERE, LUCAS HARARI, REBECCA LIGHIERI, SUSIE MORGENTHORN, OLIVIER NOREK, DENIS PODALYDES, ABEL QUENTIN, BLANDINE RINKEL, LA GRANDE SOPHIE, ALBIN DE LA SIMONE, VANESSA SPRINGORA, GUILLAUME VIRY

ENTRÉE GRATUITE

MOT

21-22 JUIN

EN MUSIQUE

POUR MOTS

MARRAINÉ PAR LOLA LAFON

• 22 JUIN •

BERTRAND BELIN, CHRISTELLE DABOS, MARYLINE DESBOLLES, ANDRÉ COMTE-SPONVILLE, SHANE HADDAD, MATHILDE HENZELIN, CATHERINE MEURISSE, MARIE NDIAYE, CAMILLE LAURENS, GUILLAUME POIX, FLORENCE SEYVOS, NEIGE SINNO, ESTHER TEILLARD, ADÈLE YON, GABRIELLA ZALAPI, CORALY ZAHONERO, VALÉRIE ZENATTI

RENCONTRES SUR RÉSERVATION MOT-POUR-MOTS.FR

CHANEL

Région Île-de-France

CNL

CFC

VILLE DE PARIS

Antonio Filosa nommé à la tête de Stellantis

Le groupe aux 14 marques a choisi en interne ce dirigeant italo-brésilien pour succéder à Carlos Tavares

La fumée blanche est enfin sortie. Stellantis a annoncé par communiqué, mercredi 28 mai, la nomination du successeur de Carlos Tavares (qui a démissionné fin 2024) en tant que directeur général alors que salariés et marchés financiers commençaient à s'inquiéter du délai pris pour cette nomination. Il a fallu six mois à John Elkann, le président du groupe et représentant de son premier actionnaire, la famille Agnelli, pour arrêter un nom avec le comité des nominations du conseil d'administration. Un temps très long, d'autant plus long que le nouveau patron exécutif a été choisi en interne. Il s'agit d'Antonio Filosa, un Napolitain (il est né au sud de Naples), reconnaissable à sa coiffure plaquée en arrière, et qui a la double nationalité italienne et brésilienne. A 52 ans, il avait jusqu'à présent deux casquettes dans le groupe : directeur de la zone Amériques et responsable mondial de la qualité.

Le nouveau patron a été élu à l'unanimité par le conseil d'administration, note le communiqué, qui précise que «la société tiendra une assemblée générale extraordinaire, convoquée dans les prochains jours, afin d'élier M. Filosa au conseil d'administration». Sa nomination au poste de directeur général sera effective le 23 juin.

Défi complexe

M. Filosa se présente comme un protégé de Sergio Marchionne, mythe patron de Fiat-Chrysler, mort en 2018 et homme de confiance des Agnelli. Diplômé de l'Ecole polytechnique de Milan, il a rejoint Fiat en 1999. Sa vie a pris un tournant lorsqu'il a été envoyé au Brésil en 2005, où il a rencontré sa femme, mère de ses deux enfants, et où il a consolidé la position de Fiat. Le constructeur a atteint 14,5 % de parts de marché en Amérique du Sud sous sa direction. Il a ensuite été appelé à s'installer aux Etats-Unis pour reprendre la direction de Jeep, en 2023.



Antonio Filosa, à Detroit (Michigan), le 10 janvier. DAVID RODRIGUEZ MUÑOZ/«USA TODAY» NETWORK VIA REUTERS CONNECT

Depuis plusieurs mois, Antonio Filosa s'efforce de renouer de bonnes relations avec les concessionnaires des quatorze marques de Stellantis (en particulier Jeep, Dodge, Ram et Chrysler), qui s'étaient fortement dégradées sous l'ère Tavares. Les Etats-Unis sont un marché-clé pour les résultats du groupe Stellantis : c'est là qu'il dégage ses plus fortes marges. Un facteur qui a sans doute fait pencher la balance en sa faveur par rapport à l'autre candidature interne, celle du Français Maxime Picat, chargé des achats et de l'Asie-Pacifique. Sur la question des droits de douane, c'est John Elkann qui est en première ligne, se

prévalant de ses bonnes relations avec le président américain, Donald Trump, qu'il a accompagné en Arabie saoudite à la mi-mai.

M. Picat a, lui, une nouvelle crise à gérer : la pénurie d'aimants permanents, présents dans les boîtes de vitesses, capteurs, freins, pompes à eau, moteurs électriques, bobines d'allumage et générateurs de démarrage. La plupart viennent de Chine. Or les autorités de Pékin ont soumis leur exportation à licence, ce qui commence à provoquer des difficultés d'approvisionnement, créant de grandes inquiétudes chez Stellantis.

La désignation d'un dirigeant interne au bout de six mois de re-

cherche laisse penser que les candidats pressentis à l'extérieur, comme le patron de Hyundai, José Muñoz, n'ont pas donné suite. Il est vrai que la gestion d'un groupe automobile est un défi complexe, à la fois industriel et commercial mais aussi diplomatique et technologique. Selon une personnalité proche de Stellantis, citée par le *Financial Times*, «l'incertitude [douanière] et les tensions géopolitiques ont renforcé la nécessité de trouver une personne connaissant parfaitement l'entreprise».

Autre point majeur, la nomination d'un Italo-Brésilien, pur produit de Fiat-Chrysler, change l'équilibre qui avait été installé au lendemain de la fusion avec PSA.

Il y avait alors un président issu de la branche italienne et un directeur général, Carlos Tavares, venant de la branche française. Cette représentation renforcée des Italiens à la tête du groupe fait craindre pour l'avenir des sites industriels français. Déjà les syndicats se préparent à la fin de la production automobile à l'usine de Poissy (Yvelines). Dans d'autres régions du monde, en revanche, ce rééquilibrage n'est pas vu d'un mauvais œil, l'équipe entourant l'ancien directeur général étant jugée trop française.

Depuis le départ de M. Tavares, le groupe, qui fonctionnait de ma-

La nomination de M. Filosa, pur produit de Fiat-Chrysler, change l'équilibre qui avait été installé après la fusion avec PSA

nière mondiale, est déjà revenu en arrière dans son organisation, donnant plus d'autonomie à chaque zone régionale. Aux Etats-Unis, des ingénieurs remerciés ont été rappelés pour renforcer le plan produit (pour lancer les nouveaux modèles). Autre changement stratégique, le groupe abandonne l'objectif de ne vendre que des voitures électriques dès 2030. Il relance les motorisations thermiques, après avoir fait partir les meilleurs experts au fil des plans de départs volontaires. L'entreprise est aussi revenue en arrière sur un principe établi par Carlos Tavares, le «tout télétravail», permettant de faire des économies de surfaces de bureau, et a modifié sa politique commerciale, s'efforçant de recréer des liens de confiance avec ses concessionnaires.

Car en jouant sur la montée en gamme des quatorze marques du groupe, avec des prix plus élevés, plutôt que sur les volumes de voitures vendues, les surcapacités sont partout. Et Stellantis a perdu des parts de marché dans le monde entier. Ses résultats au premier trimestre 2025 laissaient apparaître une baisse de chiffre de 14 % et des ventes en recul de 9 %, après une année 2024 médiocre qui avait vu le bénéfice fondre de 70 %. Le retournement a été engagé, avec des mesures de relance commerciale (nouveaux modèles en Europe, reprise des parts de marché aux Etats-Unis), mais il doit encore être confirmé. ■

SOPHIE FAY

Les taxis hésitent à poursuivre leur grève, les VTC s'estiment «variables d'ajustement»

Deux nouvelles réunions entre la profession et le gouvernement sont prévues les 3 et 11 juin

Des deux réunions qu'ils attendaient avec le gouvernement, mardi 27 mai, les cinq principales fédérations de taxis sont reparties avec... deux nouvelles dates de réunion, les 3 et 11 juin. Si elles attendent de connaître les mesures concrètes qui en déboucheront, la poursuite de leur appel à la grève n'est pour le moment pas décidée, même si «les chauffeurs rentrent chez eux», décrit Bernard Crebassa, président de la Fédération nationale des artisans du taxi. «A Paris, boulevard Raspail, devant le ministère, une partie continue, à Pau aussi, observe, mercredi matin, Dominique Buisson, secrétaire général de la Fédération nationale du taxi. On va digérer les réunions, il faut voir ce que les taxis veulent. On a été entendus, après il faut des écrits.»

Mobilisés depuis le 19 mai, les taxis répètent partout en France leur vive inquiétude vis-à-vis de la réforme du transport conventionnel de malades – elle prévoit une unification de la tarification de cette activité et entraînerait une baisse de chiffre d'affaires pour bon nombre de taxis ruraux.

Le gouvernement a promis la tenue d'une série de réunions au niveau local, avec les Caisse primaires d'assurance-maladie, les préfectures et les fédérations, qui fe-

ront remonter leurs préoccupations ces deux prochaines semaines. Un nouveau point aura lieu au ministère de la santé le 11 juin, sans aucun renoncement à ce stade ni à la convention, ni à son calendrier, ni à l'effort financier requis.

D'abord concentré sur le transport médical, le débat lors des mobilisations a glissé sur un autre sujet sensible : la concurrence des véhicules de tourisme avec chauffeurs (VTC). Sur ce point, le ministère des transports, s'il n'a pas encore rencontré les organisations de chauffeurs VTC et les plateformes – ce sera le cas les lundi 2 et mardi 3 juin –, a évoqué des pistes : une intensification des contrôles envers les chauffeurs et l'extension d'amendes forfaitaires «plus dissuasives» dans les trois prochains mois à l'ensemble du territoire, pouvant aller jusqu'à 1000 euros en cas d'exercice illégal du métier de VTC ou de prise en charge sans réservation.

«C'est en train de tuer le secteur, prendre un décret qui interdit ce type de pratique serait un acte fort», juge Sébastien Dumarais, président de la chambre syndicale des artisans taxis de Savoie, où les taxis sont à la fois affectés l'hiver par les VTC, qui descendent par centaines «faire la saison» près

des stations, et toute l'année par le transport médical qui concerne la majorité des chauffeurs. «C'est un pétard mouillé, les taxis sont tombés dans le piège : qui va contrôler, avec quels effectifs de police ? Les plateformes sont les gagnantes. Dans cette affaire, c'est encore le chauffeur qui paie», réagit Brahim Ben Ali, secrétaire général du syndicat FO-VTC.

Retour en arrière

Le gouvernement a aussi évoqué un travail pour clarifier «la définition de la voie publique» ou une éventuelle «durée minimale» de réservation préalable pour les VTC. Ce dernier point fait bondir les plateformes, puisqu'il signifie qu'un client devrait attendre, éventuellement, quelques minutes avant de pouvoir réserver une course. Une pratique anticoncurrentielle, selon une porte-parole d'Uber : «Cela impactera significativement les revenus des chauffeurs dont le nombre de courses serait drastiquement réduit. Nous déplorons que les syndicats de taxis tentent de détourner le débat sur la réforme du transport sanitaire en avançant des idées fallacieuses sur la concurrence des plateformes.»

«C'est un retour plusieurs années en arrière, on a l'impression que les VTC sont utilisés comme variable

d'ajustement par le gouvernement», réagit Simon Dabadie, directeur Europe de Heetch et vice-président de la Fédération française du transport de personnes sur réservation. «Si on met une durée minimale de réservation, si on verbalise abusivement, on va mettre des milliers de chauffeurs sans revenus.»

Cette résurgence de la guerre taxis-VTC a aussi lieu dans un contexte d'inflation du nombre de chauffeurs, qui a entraîné une hausse des temps d'attente entre courses et une baisse des rémunérations : ce qui peut tenter certains d'avoir recours à des pratiques non réglementaires. Le gouvernement a également annoncé sa volonté d'interdire les «sociétés de rattachement», des structures qui sous-traitent des courses à des chauffeurs, le plus souvent en ne déclarant pas l'intégralité des chiffres d'affaires.

Quelle que soit l'issue des débats, la tension entre taxis et VTC risque de perdurer. «Ils ont intérêt à nous entendre, sinon ça ne va pas bien se passer», prévient Fabian Tosolini, délégué national livreurs-VTC au sein du syndicat Union-Indépendants. De son côté, M. Ben Ali annonce le dépôt d'un préavis de grève illimitée des VTC, en intersyndicale, à partir du 10 juin. ■

JULES THOMAS

381

C'est le nombre de plans sociaux décomptés en France, par la CGT, entre septembre 2023 et mai 2025. Un chiffre dévoilé mardi 27 mai par le syndicat. Parmi les secteurs les plus touchés figurent la métallurgie (dont ArcelorMittal, qui a annoncé, le 23 avril, la suppression de 600 postes en France), l'automobile, les industries chimiques et le commerce. Au total, entre 157 903 et 244 655 emplois, directs ou indirects, ont disparu, vont disparaître ou sont menacés, depuis 2023, selon la dernière mise à jour de cette vaste enquête de terrain. La deuxième centrale syndicale demande depuis plusieurs mois un «moratoire sur les licenciements».

MÉDIAS

France 2 : Anne-Sophie Lapix ne présentera plus le «20 heures»

La journaliste Anne-Sophie Lapix va quitter mi-juillet le journal télévisé de 20 heures sur France 2, qu'elle animait depuis septembre 2017, a annoncé, mardi 27 mai, France Télévisions. A l'initiative de ce départ, la direction du groupe public a annoncé, dans une déclaration, «souhaite[r] (...) travailler avec elle sur de nouveaux projets au sein de France Télévisions». Le nom de la personne qui lui succédera à la présentation du journal phare de la chaîne n'a pas encore été dévoilé. – (AFP)

BIOSSONS

Rémy Cointreau : Franck Marilly nommé directeur général

Le groupe de spiritueux Rémy Cointreau a annoncé, mercredi 28 mai, la nomination de Franck Marilly au poste de directeur général, où il succédera à Eric Vallat,

démissionnaire, à compter du 25 juin. M. Marilly a exercé des responsabilités d'encadrement chez Unilever, Chanel et Shiseido. Lors de la publication des résultats de son exercice annuel décalé 2024-2025 fin avril, Rémy Cointreau avait fait état d'un recul de 17,5 % de son chiffre d'affaires annuel, sous l'effet de «conditions de marché complexes» en Chine et d'une baisse des ventes aux Etats-Unis. – (AFP)

SERVICES

Amende record pour le distributeur d'eau britannique Thames Water

Le plus grand distributeur d'eau britannique, Thames Water, a été condamné à une amende sans précédent de 123 millions de livres sterling (147 millions d'euros), émise par la Water Services Regulation Authority, mercredi 28 mai. Cette amende fait suite à une enquête du régulateur sur des questions environnementales et financières.

Les entreprises face à un regain de virilisme

Les comportements sexistes sont toujours courants en milieu professionnel

Le lancer de hache, c'est le nouveau défoiloir en 2025. L'entreprise Rejolt, spécialisée dans l'événementiel, qui vante les « poussées d'adrénaline qui se déclinent désormais en groupe », propose ce dispositif très à la mode au sein du CAC 40. « Les demandes ont augmenté de 30 % en un an, indique le directeur général de Rejolt, Laurent Gabard. On travaille exclusivement avec les très grandes entreprises, tous secteurs confondus. Le team building est vraiment en train d'explorer, c'est devenu un outil RH, avec des activités proches du bureau, à petit budget, qui s'organisent localement. Les salariés ont besoin d'extérioriser leur stress et de couper le rythme de la journée. » Le team building a toujours été une manière de transmettre ce qu'on attend des salariés.

Les entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, font-elles face à une remontée du virilisme ? Lors de la présentation des locaux restaurés du siège d'Axa, le 21 mai, la DRH de l'assureur, Karima Silvent, s'est félicitée, pour vanter les conditions de travail, de l'existence d'une salle de sport tout équipée avec sac de

boxe, tapis d'entraînement et autres vélos d'intérieur. Le confort des lieux et les rémunérations ont aussi été évoqués, dans un second temps.

« Le monde du travail s'est façonné autour de valeurs viriles », rappelle la sociologue Haude Rivoal, associée au Centre d'études de l'emploi et du travail et autrice du livre *La Fabrique des masculinités au travail* (La Dispute, 2021). Une dynamique dont les principales caractéristiques sont la valeur accordée à la force, le rapport distancié au féminin et l'attachement à la division sexuelle du travail. « L'expression de la virilité – idéal de force, puissance – sert à inférioriser le féminin. Avant, il y avait une domination masculine qui prenait des formes de mise à l'écart des femmes dans les instances dirigeantes », décrit la sociologue.

Quatre axes de transmission

Sous les dorures des salons de l'hôtel particulier du XVIII^e siècle de La Vaupalière, à Paris, où siège le groupe Axa, il n'y a que des portraits d'hommes. De fait, il n'y avait pas de femmes dans les instances à l'époque des mutualités de l'UAP, qui ont fusionné avec Axa en 1999. La compagnie d'assurances est désormais quasi exemplaire en termes de parité, avec 48 % de femmes aux postes de direction générale et 38 % au comité exécutif. Mais la fresque installée dans le nouveau bâtiment, qui en retrace l'histoire jusqu'à aujourd'hui, ne compte qu'une seule femme.

Si l'on se penche sur les chiffres, les organigrammes générés du ministère de l'intérieur réalisés par l'association Femmes de l'intérieur révèlent, autre exemple, que certains métiers, comme ceux de préfets ou de commissaires de police, connaissent une décroissance du nombre de femmes dans leur effectif. La part des préfêtes est ainsi passée de 30 % en 2022 à 18,5 % en 2024.

« Les entreprises continuent de transmettre des valeurs de domination masculine »

HAUDE RIVOAL
sociologue du travail

« Aujourd'hui, on assiste à un retour de bâton très clair pour assurer la discrimination présentée comme une préférence. Les entreprises continuent de transmettre des valeurs de domination masculine », explique Haude Rivoal. La sociologue indique quatre axes de transmission : les rituels d'institution, des mythologies générées comme la réécriture au masculin de l'histoire de la tech (avec Elon Musk et Mark Zuckerberg menant en 2023 de s'affronter en combat MMA), dans laquelle on oublie que les femmes étaient très nombreuses dès les années 1950 ; les mécanismes de recrutement pour valider les représentations sociales ; les périodes d'essai pour tester la personnalité de la jeune recrue avec la culture d'entreprise ; le team building, qui « a toujours rejoué les valeurs de performance, d'endurance et de compétitivité propres à la virilité ».

Les comportements sexistes sont toujours courants en milieu professionnel, selon la troisième édition du baromètre du sexisme ordinaire au travail, publiée le 6 mai et réalisée par Ipsos du 14 au 28 janvier pour l'Association française des manageurs de la diversité. L'initiative « Stop au sexisme ordinaire en entreprise » a invité les salariés de 19 entreprises signataires (dont Air France, Apicil, La Banque postale, BPCE, EDF, Engie, EY ou France Travail) à y participer le 15 janvier au 28 mars.

Les 132 000 réponses décrivent un monde du travail avec, d'un côté, des hommes qui se disent

bienveillants mais font preuve de sexismes – apparemment sans le savoir. Un homme sur deux pense que les expressions « ma grande » ou « miss », sont bienveillantes, voire flatteuses. Et, de l'autre, des femmes qui développent des stratégies d'évitement pour s'en protéger, puisque trois sur quatre sont confrontées à des blagues sexistes, et deux sur trois ont déjà vécu un comportement sexiste en réunion (se faire couper la parole, notamment). Les femmes sont toujours perçues comme moins légitimes dans le monde professionnel : une sur deux a déjà vu ses compétences remises en question à cause de son genre.

Un autre récent sondage IFOP indique pourtant que les Français sont très attachés aux politiques de diversité. Les grandes entreprises n'ont pas vraiment suivi l'appel de Donald Trump à revenir sur le sujet. Selon l'Association nationale des DRH, qui fédère plus de 6 000 entreprises, « il n'y a pas de recul des politiques de diversité. Au-delà des sujets politiques, les entreprises ont la volonté de rester ancrées sur leurs valeurs d'équité et d'inclusion », indique sa présidente, Audrey Richard.

« Mais les salariés, sans être partisans de Trump, expriment une exaspération par rapport à la lutte contre les inégalités femmes-hommes, soit qu'ils estiment que l'égalité est atteinte, soit qu'il existe des sujets plus urgents à traiter. Des propos tenus le plus souvent à la machine à café et pas avec n'importe qui, mais qui sont de plus en plus fréquents, témoigne le chercheur Denis Monneuse, responsable adjoint de la chaire diversité et inclusion à l'Edhec. Les entreprises l'ont compris et continuent à faire le minimum légal pour les femmes, mais la théorie "Think leadership, think man", associant le leadership à la virilité, perdure. » ■

ANNE RODIER

LES CHIFFRES

77 %

C'est la part des femmes interrogées pour le Baromètre du sexisme ordinaire au travail, publié le 6 mai, qui disent être régulièrement confrontées à des comportements sexistes.

77 %

C'est la part des Français qui souhaitent le maintien des politiques de diversité et d'inclusion dans les entreprises, selon une étude de l'IFOP publiée le 9 avril.

AVIS D'EXPERT | DROIT SOCIAL Qui « représente » les cadres ?

Représenter : rendre présent quelqu'un qui est absent. » Plus facile à dire qu'à faire quand il s'agit des 21 millions de salariés français, du grand groupe au petit salon de coiffure, et alors que les effectifs syndicaux ont été divisés par trois depuis 1950 (10 % dans le privé en 2007, 7,8 % en 2020). Concernant la négociation collective, l'indispensable changement de logiciel date de la loi du 20 août 2008 qui a créé un nouveau critère : l'audience électorale emporte tout aujourd'hui, à tous les niveaux. Négocier un accord national interprofessionnel ou de branche est donc réservé aux syndicats ayant obtenu au moins 8 % des suffrages exprimés.

« To be or not to be... » C'est l'enjeu des résultats publiés le 9 avril, issus d'un travail de Sisyphé : la consolidation des élections 2021-2024 pour nos 90 000 comités sociaux et économiques, et des élections de représentativité TPE [très petites entreprises] de décembre 2024, qui va permettre de désigner les négociateurs au niveau interprofessionnel et dans nos 250 branches pour la période 2026-2029.

Bilan : au niveau interprofessionnel, le « club des cinq », dans l'ordre, la CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC et la CFTC, reste, en pourcentage de leur « poids » dans les négociations, d'une exceptionnelle stabilité malgré les flux de main-d'œuvre, l'externalisation et les mobilisations retraites. Même stabilité dans le « collège cadres » : la CFDT est à 31,5 %, la CFE-CGC à 24,7 %, avec une présence dans les deux tiers des branches, tandis que la CGT (19,2 %) et FO (13,7 %) sont en baisse.

Reste à trouver le bon positionnement pour cette population aimant être distinguée. L'actuel président de la CFE-CGC maîtrise les règles de la communication d'aujourd'hui. Répétant qu'il n'est pas « réformiste », mais « réformateur », il monte volontiers au créneau avec des formules ciselées. Sans ignorer que dans les entreprises où la CFE-CGC a désigné un délé-

gué syndical, elle a signé 93,6 % des accords en 2023, contre 87 % côté CGT et 79,7 % côté Solidaires.

Plus étonnant : en volume, les suffrages exprimés dans ce collège (2,5 millions) pour les cinq confédérations représentent plus de la moitié du nombre total des suffrages (4,3 millions). La moitié des salariés seraient cadres et assimilés ? C'est loin d'être le cas, malgré une multiplication par dix de leur part dans la population active : 2,2 % en 1953, 22,4 % en 2023, avec certes une forte hétérogénéisation de la catégorie (allant du cadre encadrant au commercial).

Il s'agit néanmoins d'un biais en matière de « représentation », censée être la photo de la diversité des salariés. Biais peut-être lié à l'éle-

LES EFFECTIFS SYNDICAUX ONT ÉTÉ DIVISÉS PAR TROIS DEPUIS 1950

Plus étonnant : en volume, les suffrages exprimés dans ce collège (2,5 millions) pour les cinq confédérations représentent plus de la moitié du nombre total des suffrages (4,3 millions). La moitié des salariés seraient cadres et assimilés ? C'est loin d'être le cas, malgré une multiplication par dix de leur part dans la population active : 2,2 % en 1953, 22,4 % en 2023, avec certes une forte hétérogénéisation de la catégorie (allant du cadre encadrant au commercial).

Il s'agit néanmoins d'un biais en matière de « représentation », censée être la photo de la diversité des salariés. Biais peut-être lié à l'éle-

gue syndical, elle a signé 93,6 % des accords en 2023, contre 87 % côté CGT et 79,7 % côté Solidaires.

LES EFFECTIFS SYNDICAUX ONT ÉTÉ DIVISÉS PAR TROIS DEPUIS 1950

Le syndrome du scarabée ? Il se vit fréquemment, de manière insidieuse, lors des entretiens d'embauche. Ce processus mental conduit les recruteurs à favoriser souvent inconsciemment « des candidats qui leur ressemblent – même cursus scolaire, voire promotion, expérience professionnelle similaire, loisirs communs ». En conséquence, « ils finissent, sans forcément s'en rendre compte, par recruter des profils très similaires », note Marie-Sophie Zambeaux, fondatrice du cabinet de conseil ReThink RH.

Il s'agit là, explique-t-elle, de l'un des nombreux biais cognitifs qui peuvent parasiter les processus de recrutement. Effet Pygmalion, biais de la désirabilité sociale, effet d'autruche... Au total, plus de 180 « raccourcis mentaux », spontanés et inconscients, pourraient avoir une influence sur les choix des organisations, permettant de favoriser certains candidats. Ceux ayant suivi les mêmes études que les recruteurs, mais aussi ceux ayant « l'air le plus assuré », « l'apparence la plus soignée » ou encore ceux « rencontrés en premier ou en dernier ».

Dans son ouvrage *Recrutement sous influence. Libérez-vous des biais cognitifs* (Dunod, 224 pages, 24 euros), la consultante propose aux professionnels du recrutement d'explorer les ressorts de vingt de ces biais. L'approche se veut pédagogique. Prenant appui sur la psychologie sociale, l'autrice



CARNET DE BUREAU
CHRONIQUE PAR ANNE RODIER

Un cas emblématique du traitement des seniors

Sur une centaine, la grande majorité des clients de Mme Céline Giraud ont plus de 50 ans. Ce sont des salariés qui ont souvent plus de dix ans d'ancienneté et dont les entreprises se séparent durement, après avoir dégradé pendant des mois leurs conditions de travail, après les avoir mis à l'écart, au terme de burn-out ou autres longs arrêts maladie. Un paysage social malheureusement ordinaire pour un avocat qui défend les salariés au conseil des prud'hommes.

Mais pour Mme Giraud, le cas de sa cliente, licenciée pour « faute grave » au printemps 2024 à l'âge de 52 ans, sans indemnité ni avertissement, est emblématique du fait qu'il l'oppose à l'Association nationale des DRH (ANDRH). Une association loi 1901 qui compte une dizaine de salariés et fédère plus de 6 000 responsables de ressources humaines, chargés du bon fonctionnement des organisations du travail dans le respect du « capital humain ».

Embauchée en 2017, sa cliente a été convoquée à un entretien préalable au licenciement pendant son arrêt de travail. « C'est tombé comme un couperet. Tous les indicateurs étaient au vert. J'étais régulièrement félicitée et augmentée, surchargée de travail jusqu'à tomber malade, puis brutallement licenciée. Je n'ai pu dire au revoir à personne. Pour moi, c'est l'incompréhension totale », témoigne-t-elle, sous le couvert de l'anonymat. Elle avait alerté à plusieurs reprises sur la surcharge de travail, entre 2021 et 2024. Assumant les tâches de collègues ayant quitté l'ANDRH sans être remplacés, elle a souvent été amenée à travailler très tard le soir, très tôt le matin, le week-end.

Au cours de l'entretien préalable au licenciement, son employeur lui a reproché une altercation avec une collègue, mais, pour Mme Giraud, la faute grave n'est pas constituée. « On a soulevé la nullité du licenciement, car, malgré les multiples alertes sur la charge de travail, aucune enquête n'a été diligentée par l'employeur », expliquent les conclusions de l'avocate.

Contactée, la présidente de l'ANDRH, Audrey Richard, n'a pas souhaité expliquer les raisons du licenciement, ni « rentrer dans les détails, car une procédure est en cours. [Leur] association a une équipe de salariés parfois confrontée à des difficultés individuelles, des séparations. C'est toujours difficile de se séparer de collaborateurs. Mais c'est la vie des organisations ». ■

Après l'audience de conciliation du 24 octobre 2024, l'affaire aurait dû être plaidée aux prud'hommes, à Paris le 29 avril, mais l'ANDRH a demandé son renvoi et l'a obtenu pour le 10 décembre. Pour Mme Giraud, « ce dossier met en lumière les difficultés rencontrées par les salariés de plus de 50 ans pour conserver leur emploi. Il est particulièrement regrettable de constater que les difficultés rencontrées par [sa] cliente se soient déroulées au sein de l'ANDRH, qui, au regard de sa mission, devrait montrer l'exemple en matière d'inclusion, de respect du droit du travail et de pratiques en ressources humaines ». ■

DES BIAIS CHEZ LES RECRUTEURS



met en avant des expériences scientifiques ayant démontré l'influence de ces raccourcis cognitifs pour, dans un second temps, exposer leur impact potentiel sur les processus de recrutement.

On découvre ainsi comment les « biais de raisonnement » amènent à survaloriser certaines informations. Tel le biais de confirmation qui conduit le recruteur à retenir prioritairement des éléments renforçant ses a priori. Ou l'effet d'ancrage, qui peut s'exprimer lors de la phase de négociation salariale : lorsque ce même recruteur demande au candidat sa précédente rémunération, celle-ci va servir d'« ancre ». Il aura, par la suite, du mal à « ne pas la prendre en compte dans la rémunération qu'il va lui-même proposer ».

BONNES PRATIQUES

Autre type de raccourcis mentaux, les « biais de confirmation » qui soulignent l'influence des dynamiques collectives et de la pression sociale. C'est le cas par exemple de l'effet de conformisme de groupe [qui] poussent les individus à modifier leurs attitudes et comportements pour s'aligner sur les normes du groupe dont ils font partie ». Lors d'un recrutement, une prise de décision collective peut ainsi se révéler contre-productive, et ce d'autant plus si, lors du tour de table, « le premier à s'exprimer est le chef ou le leader d'opinion ».

De quels moyens les recruteurs disposent-ils pour se prémunir

RECRUTEMENT SOUS INFLUENCE.
LIBÉREZ-VOUS DES BIAIS COGNITIFS
de Marie-Sophie Zambeaux,
Dunod, 224 p., 24 €

de ces biais ? Mme Zambeaux présente au fil des pages un ensemble de bonnes pratiques : éviter de demander au candidat ses qualités et ses défauts, rédiger les comptes rendus d'entretiens dans les 48 heures... Au-delà, l'autrice, qui estime que l'intelligence artificielle n'est pas une solution pertinente à date (elle peut « reproduire les biais humains », voire les amplifier, argue-t-elle), invite à mettre l'accent sur la structuration des processus de recrutement et à combiner différentes méthodes d'évaluation. Cela tout en conservant pour boussole les critères de sélection prédefinis pour le poste. Enfin, elle recommande d'évaluer la performance du recrutement et des recruteurs, en mettant en place des indicateurs tels le taux de rétention des nouveaux employés ou la satisfaction des managers. ■

FRANÇOIS DESNOYERS

Jean-Emmanuel Ray est professeur émérite à l'école de droit de Paris-I Panthéon-Sorbonne.

Jean Tiberi

Ancien député et maire de Paris

La politique? Jamais de la vie!» Quand Xavière Tiberi, au début des années 1960, apprend que son mari, jeune magistrat, a été repéré par un ténor gaulliste et va intégrer son équipe, elle est catégorique. La politique, cette fille de pâtissiers corse engagés à gauche en a jusqu'alors vu le mauvais côté: à Corte (Haute-Corse), sa ville, les radicaux-socialistes perdent toujours. Pas question d'avancer dans cette voie. Le jeune couple s'y résout pourtant. Sa vie durant, Jean Tiberi ne fera même que de la politique, toujours en famille. Avec succès pendant longtemps, avant un retentissant échec final.

Ancien député, fugace secrétaire d'Etat et surtout maire (RPR) de Paris, Jean Tiberi est mort à 90 ans, a annoncé, mardi 27 mai, la mairie du 5^e arrondissement. La maire de Paris, Anne Hidalgo, a fait savoir qu'en sa mémoire «les drapeaux de tous les équipements municipaux seront mis en berne et des registres seront ouverts à l'Hôtel de Ville (...) pour permettre aux Parisiennes et aux Parisiens de témoigner de leur affection».

Avec lui disparaît une figure de la vie politique parisienne, un peu pâle au regard de Jacques Chirac, à qui il avait succédé à l'Hôtel de Ville, comme de Bertrand Delanoë, qui a pris sa suite, mais à la longévité exceptionnelle. Une «carrière extraordinaire» pour un «individu ordinaire», résume l'universitaire Laurent Godmer dans l'ouvrage qu'il lui a consacré (*Jean Tiberi*, PUR, 2023). Condamné en 2013 pour avoir mis en place un vaste dispositif de fraude électorale, l'ancien maire restera comme l'incarnation d'une époque où la droite tenait Paris grâce, en partie, à du clientélisme et des méthodes interdites.

Jeune gaulliste

«On ne pourrait pas être un peu de droite pour gagner?», se demandaient Xavière Casanova et sa sœur, quand elles vivaient à Corte. A Paris, le jeune Jean Tiberi est gaulliste, et son épouse avec lui. Dès l'âge de 15 ans, élève à Louis-le-Grand, il a pris sa carte du Rassemblement du peuple français (RPF) et collé les affiches du parti fondé par le général de Gaulle. Pour autant, ce fils d'un employé d'assurance et d'une sténodactylo venue de Corse n'a guère d'ambition politique.

En 1958, l'année de son mariage, il réussit le concours de la magistrature. Au gré des affectations, il passe à Metz, Meaux (Seine-et-Marne), Beauvais, puis Nantes, avant de revenir dans la capitale, où le petit juge est détaché à la chancellerie. Il en profite pour militer à nouveau dans le 5^e arrondissement, le quartier où il a toujours vécu.

Sa route croise celle de René Capitant. Ce gaulliste historique,



A la mairie du 5^e arrondissement de Paris, en 2002.

JACQUES GRAF/DIVERGENCE

marqué à gauche, se présente aux législatives de 1962, dans le 5^e, et a besoin d'aide. Jean Tiberi participe à sa campagne. Une fois élu député et nommé président de la Commission des lois, René Capitant fait entrer son collaborateur à l'Assemblée, comme conseiller technique. C'est le début d'une belle ascension, dans le sillage de son mentor. En 1965, celui-ci le prend sur sa liste aux municipales. Jean Tiberi devient ainsi conseiller de Paris.

Aux législatives suivantes, René Capitant le choisit comme suppléant. Lorsque ce dernier entre au gouvernement en 1968, son fidèle second se retrouve député du 5^e arrondissement. Il le restera plus de quarante ans. Un deuxième homme-clé assure la fortune de Jean Tiberi: Jacques Chirac. Lors de l'élection présidentielle de 1974, le fougueux ministre soutient dès le premier tour Valéry Giscard d'Estaing, et non le candidat gaulliste officiel,

Jacques Chaban-Delmas. Certains le considèrent alors comme un traître. Patron de la fédération départementale du parti, Jean Tiberi calme leur fureur. Jacques Chirac lui en sait gré. Devenu premier ministre, il le nomme en janvier 1976 secrétaire d'Etat aux industries alimentaires. Expérience éphémère: Jacques Chirac démissionne en août.

Dévoué à Jacques Chirac

Le Corse discret aux dents du bonheur ne sera plus jamais ministre. En revanche, une fois élu maire de Paris, en 1977, Jacques Chirac fait de lui son deuxième, puis son premier adjoint. Tandis que le bouillonnant maire s'active devant les caméras, son bras droit tient l'Hôtel de ville et se charge de tout ce que son patron ne veut ou ne peut pas faire. Il annonce les mauvaises nouvelles, reçoit les importuns, dégonfle une affaire d'écoutes téléphoniques qui menace le maire, pré-

30 JANVIER 1935
Naissance à Paris
1968 Devient député du 5^e arrondissement de Paris. Il le restera jusqu'en 2012.
1976 Secrétaire d'Etat chargé des industries alimentaires du gouvernement Chirac
1995-2001 Maire (RPR) de Paris
27 MAI 2025 Mort

side l'office des HLM, le bien nommé Opac, sans trahir le moindre secret... A la même époque, il devient en outre maire du 5^e arrondissement, qu'il gère avec son épouse comme une PME familiale, attribuant aux uns des logements, aux autres des places en crèche ou des stages, donnant divers petits coups de pouce.

Pareil dévouement mérite récompense. En mai 1995, Jacques Chirac, en passe d'être élu à l'Ely-

sée, réunit son premier adjoint et un autre de ses fidèles, Jacques Toubon. Qui veut reprendre la mairie, qui veut entrer au gouvernement? Invité à parler en premier, Jean Tiberi opte pour l'Hôtel de ville. Ainsi en ira-t-il. Après une courte campagne, la droite garde Paris, et le dauphin désigné succède à Jacques Chirac, tandis que Jacques Toubon devient ministre de la justice.

Pour le terme Jean Tiberi, cette élection constitue une consécration... et le début de la descente aux enfers. Il n'est pas encore installé dans son nouveau fauteuil que les révélations se mettent à pleuvoir. On découvre peu à peu que Dominique et Hélène, les enfants Tiberi, bénéficient de logements sociaux, alors qu'ils sont par ailleurs propriétaires d'appartements dont ils tirent de solides revenus. Que des travaux luxueux ont été réalisés dans l'appartement de Dominique Tiberi aux frais de la collectivité.

Que Xavière Tiberi, femme au foyer, a reçu une belle somme du conseil général de l'Essonne pour un rapport bâclé sur la francophonie. Une plaisanterie si cruelle pour la majorité que Jacques Toubon tente d'empêcher l'ouverture d'une information judiciaire en envoyant un hélicoptère récupérer en urgence le patron du parquet d'Evry, en vacances dans l'Himalaya.

S'ajoute surtout l'interminable dossier des «faux électeurs». Jean Tiberi et son épouse sont accusés d'avoir organisé un système de fraude électorale massive, s'appuyant notamment sur de fausses domiciliations obtenues en échange de places de crèche, de logements sociaux ou d'emplois. L'affaire pollue tout le mandat, et au-delà, jusqu'à ce que le couple soit définitivement condamné, en 2015, à de la prison avec sursis et trois ans d'inéligibilité pour lui.

Guerres intestines

A l'Hôtel de ville, le climat devient pesant. Les couteaux s'aiguisent. En 1998, Jacques Toubon, maire du 13^e arrondissement, crée un groupe dissident au Conseil de Paris et tente un putsch. Sans succès. Les Tiberi se mettent alors à recenser les traitres, ceux qui les lâchent, à commencer par les Chirac. La très pieuse Xavière se mue en «lionne», constate son mari. Bernard Bled, son directeur de cabinet, organise la défense. Les ennemis de l'intérieur n'abandonnent pas pour autant. En 2001, alors que Jean Tiberi brigue un nouveau mandat, pas moins de trois candidats de droite se dressent sur sa route: Françoise de Panafieu, Edouard Balladur et Philippe Séguin. Appelé à trancher, Jacques Chirac déjuge son fidèle Tiberi et impose Philippe Séguin.

Le résultat de ces guerres intestines est une catastrophe. Philippe Séguin réalise une campagne calamiteuse. Quant à Jean Tiberi, il refuse le verdict présidentiel. Candidat dissident, il arrive en troisième position et se maintient au second tour. Une division mortifère. Bertrand Delanoë l'emporte haut la main. Paris bascule à gauche, et pour des années. Les Parisiens ne veulent plus d'un «système Chirac» qui n'a pas su évoluer, et dont les Tiberi avaient fini par représenter une forme de caricature folklorique.

Avec sa femme, l'ancien maire se replie sur l'Assemblée nationale, et surtout sur le 5^e arrondissement dont il reste maire jusqu'en 2014. Malgré les affaires, les moqueries, les condamnations, il tente alors – sans succès – de passer le relais à son fils, et figure de nouveau sur la liste de ce dernier pour les municipales de 2020 dans l'arrondissement. Les Tiberi père et fils ne recueillent que 2% des voix. Le «tibérisme» a définitivement vécu. ■

DENIS COSNARD

Le Monde Nouvel Obs Télérama Courrier International LA VIE HUFFPOSTI LOT-ET-GARONNE Lot et Garonne Agglo MÉTROPOLE PAYS DE LA LOIRE AANA HINE SUD-OUEST AZURMUT Les Paysages de Roquemaure CFC Outbrain

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

JUILLET 2025

11-12-13

PENSER. DÉBATTRE. CULTIVER. PARTAGER.
L'INFORMATION AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ

COUTURES-SUR-GARONNE



■ En kiosque



Dès jeudi 22 mai



Hors-série



Hors-série



Dès mercredi 28 mai



Parution le mardi 11 juin

Nos services

Lecteurs

■ Abonnements

Sur abo.lemonde.fr

Par tél. au 03 28 25 71 71

(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

■ Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS
www.souscensure.eu

Le Monde Le Carnet

Nous informons nos lecteurs et nos annonceurs de la non parution de notre journal le jeudi 29 mai 2025.

Le Monde à paraître le mercredi 28 mai sera daté jeudi 29 - vendredi 30 mai.

Le service Carnet sera ouvert le jeudi 29 mai de 9 heures à 13 heures, pour notre édition datée du 31 mai.

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr (en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SLD) soit sur le site : <https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Philippe Arrouss, son fils, Jean Arrouss, son frère,

ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre ARROUS,

survenu à Provins, le 29 avril 2025.

arphil@gmail.com
jean.arrouss@wanadoo.fr

Les éditions P.O.L

ont la très grande tristesse de faire part de la mort de

Jérôme BEAUJOUR,
écrivain, scénariste,

survenue à Paris, le 23 mai 2025.

Il avait soixante-dix-huit ans.

L'inhumation aura lieu à 15 heures, le 30 mai, au cimetière parisien de Pantin, 164, avenue Jean-Jaurès.

« J'ai pensé intervenir, je n'ai rien dit. »

Saint-Jean-de-Luz. Paris. Mourenx. Nyköping (Suède).

Jeanne BERENGUER,
née SAINT-MACARY,

s'est éteinte le vendredi 23 mai 2025, au petit matin.

Elle a ainsi rejoint son époux,

Nanou.

Une cérémonie aura lieu le samedi 31 mai, à 9 heures, au crématorium de Biarritz.

ni fleurs ni couronnes, à l'exception de tiges fleuries cueillies dans vos jardins et nos campagnes.

De la part de Anne, Bruno et Philippe, Marthe et Marie.

« Le papillon. Ce billet doux plié en deux cherche une adresse de fleur. »
Jules Renard.

Sylviane Roche et Laurent Gamelon, ses enfants, Christophe Calame, son gendre, Emmanuel et Graciela Frencck, Elodie Frencck et Hervé Ruet, Eva, Simon, Maud, Lou et Mila Gamelon, ses petits-enfants, Noémie, Sébastien et Nicolas Frencck, Abel et Esteban Ruet-Frencck, ses arrière-petits-enfants, ont le chagrin de faire part du décès de

Simone DREYFUS-GAMELON, anthropologue, directeur d'études à l'EHESS, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 mai 2025, dans sa centième année.

(Le Monde du 28 mai).

Mme Geneviève Giordanengo, Ses trois enfants Et ses six petites-filles, ont la douleur d'annoncer le décès de

Gérard GIORDANENGO, ancien professeur à l'École nationale des Chartes, survenu le 18 mai 2025, à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Saint-Porchaire (Charente-Maritime), dans l'intimité familiale.

Un don à l'Institut du cerveau peut être fait en sa mémoire.

Lord Grenfell, son mari Et toute sa famille, en France, Argentine, Allemagne, Angleterre et aux États-Unis, ont la tristesse de faire part du décès de

Lady GRENFELL, née Dagmar Sigrid LANGBEHN, survenu le 18 mai 2025, à Paris, après une longue maladie courageusement traversée.

Dagmar Grenfell avait été directrice de développement à TV5-Monde.

Les obsèques auront lieu en Angleterre.

Crémation en privé à Paris.

Anne JAROSZ, (Annie RICOUX), psychanalyste, est décédée à Paris, le 17 mai 2025, à l'âge de quatre-vingts ans.

De la part de Joëlle, Claudine (†), Martine (†), ses sœurs, Les familles Broquère, Blanchez, Jaubert, Miquel, Guelfucci, ses neveux et nièces.

Les obsèques auront lieu le vendredi 30 mai, à 14 h 30, en l'église Sainte-Anne, 28, rue Thieux, à Marseille 8^e.

Isabelle, Sabine, Nathalie et Véronique Massenet, leurs compagnons, Philippe et Rémi, Gaspard, Anatole, Gilles, Basile, Aimée, Félix et Madeleine, ses petits-enfants, font part du décès de

Claude KRAYENBÜHL, née REDON, survenu le 21 mai 2025, à Paris.

Nous nous retrouverons le 30 mai, à 11 h 15, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, pour un dernier adieu.

M. Jean-Pierre Olivier, son époux, Véronique, Sophie, Bertrand et Caroline, ses enfants, Ses petits-enfants Et ses arrière-petits-enfants, Ses frère et sœurs, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Marie-Béatrix OLIVIER, née SALLERIN,

survenu le 22 mai 2025.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 2 juillet, à 10 heures, en l'église Saint-Symphorien, à Versailles.

Pas de couronne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ses enfants, Sa belle-fille Et ses petits-enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Jean-Pierre POIROT-DELPECH, née Marie-Odile HENRY.

Une cérémonie aura lieu en l'église de Bassussary, le vendredi 30 mai, à 15 heures.

Une messe sera dite le 4 juin, à 17 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris 6^e, suivie d'une rencontre au 14, rue du Dragon, Paris 6^e.

De la part des familles Poirot-Delpech, Gillier et Lavault.

Saskia Bergink, son épouse, Nina, Nicoline et Élisa Robin, ses filles Ainsi que toute sa famille, ont le regret de faire part du décès de

Patrick ROBIN, luthier maître d'art, parti dans la nuit du 21 mai 2025.

La crémation et la cérémonie auront lieu dans l'intimité.

Un moment d'adieu public se déroulera au Port des Noues aux Ponts-de-Cé, le vendredi 30 mai, à 15 h 30.

Yves Robineau, son époux, Pascal Jégozou, son frère, Aurélie et Stéphane, François-Mathieu et Juliette, Julien et Stéphan, ses enfants et leurs conjoints, Alice, Ysé, Hippolyte, Daphné, Jeanne, Félicie, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Marie-Laure ROBINEAU, conseillère honoraire à la Cour de cassation,

survenu à Paris, le 24 mai 2025, jour de ses soixante-quinze ans.

Une cérémonie aura lieu en l'église Saint-Médard, à Paris 5^e, le mercredi 4 juin, à 14 h 30.

Elle sera inhumée le vendredi 6 juin, à 15 heures, au cimetière de San-Nicolao (Haute-Corse).

Belle-Île-en-Mer. Pau. Ville-d'Avray.

Sa famille

a la tristesse de faire part du décès de

M. Henri RODIÉ-TALBÈRE, ingénieur Supélec,

survenu le 22 mai 2025, au Palais (Belle-Île-en-Mer), à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Une cérémonie religieuse a été célébrée ce mercredi 28 mai, à 14 h 30, en l'église de Bangor (Morbihan).

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

François Roy, son époux, Xavier, Sophie et Claire, ses enfants, Arnaud, Baptiste, Lucien, Félicien, Abel, Émile et Zoé, ses petits-enfants, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Bernadette ROY-JACQUEY, survenu à Angers, le 25 mai 2025, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 30 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Martin-des-Champs, à Angers.

Mme Coline Serreau, présidente, M. Laurent Petitgirard, secrétaire perpétuel, Les membres et correspondants de l'Académie des beaux-arts, ont la tristesse de faire part du décès de leur confrère

Sebastião SALGADO, membre de la section de photographie de l'Académie des beaux-arts, membre de l'Institut, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre des Arts et des Lettres,

survenu le vendredi 23 mai 2025, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Académie des beaux-arts, 23, quai de Conti, 75006 Paris.

(Le Monde du 26 mai).

Son épouse, Cédric, Axelle, Florian et Kostia, ses enfants, ainsi que leurs conjoints, Ses petites-filles, ont la tristesse de faire part du décès de

Claude TESTUT, IEG 1970, ingénieur-électricien, diplômé en sciences économiques, magistrat,

survenu le 15 mai 2025, à Paris, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Claude repose au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Evelyne Tomatis, Marc-André Tomatis, Gérard Rihay, sa sœur et ses frères, Myriam, Marie, Clémence, Hugo, Samuel, Raphaël, Grégoire, Pierre, Charles, Sébastien, ses nièces et neveux, Toute sa famille Et ses proches,

ont l'immense tristesse d'annoncer le décès de

M. Patrick TOMATIS, professeur de yoga, secrétaire général de la Fédération nationale des enseignants de yoga, président de l'École française de yoga.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 3 juin 2025, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris 14^e.

La famille de

Marie-Claire VITALE, a la tristesse de faire part du décès de leur sœur, le 7 avril 2025.

La longue vie fut celle d'une personne rayonnante et généreuse.

dominiquevitale@free.fr

On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Monique WEIL

survenu à son domicile de Carcassonne, le 17 mai 2025.

Selon ses volontés, la crémation a eu lieu dans la plus stricte intimité et ses cendres ont rejoint celles de

Jacques WEIL, dans le Jardin du Souvenir du crématorium de Trèbes.

Paris.

Mme Claudine Louart Wilfert, MM. Fabrice et Blaise Wilfert, MM. Alban Wilfert et Martin Wilfert-Portal,

Mme Louise Wilfert-Portal, Toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Joël WILFERT, survenu le 20 mai 2025, à Paris 12^{e</}

A Paris, dans l'antre de la locomotive nazie

Un engin qui a tracté des trains de déportés à la fin de la seconde guerre mondiale a été transformé en œuvre puis emmuré en bords de Seine, où il prend la poussière

Soixante-seize tonnes, 22 mètres de long : une locomotive à vapeur nazie, écrasante, est emmurée en plein Paris. La machine, du modèle de celles qui ont tiré les trains des déportés vers les camps de la mort, est emprisonnée depuis 1994 derrière une petite porte, à quelques centaines de mètres de la Bibliothèque François-Mitterrand, au milieu des Frigos, les ateliers d'artistes du 13^e arrondissement de Paris. Bien plus qu'un engin de traction, c'est à la fois un morceau d'histoire et une œuvre d'art : celle de l'industrialisation de la mort par le III^e Reich et celle d'un artiste peintre, Jean-Michel Frouin, vers qui nous conduit un passionné de la vie des trains.

Connu sous l'alias BB27000 sur le réseau social X, Wilfried Demaret est le plus influent des cheminots avec ses 100 000 abonnés, des passionnés qui veulent tout savoir du train en général et de la SNCF en particulier. De ses multiples anecdotes, il a tiré un livre *Plus belle la ligne !* (Plon, 2024). Il est mécano à la SNCF. Il connaît toutes les locos, toise le matériel d'un coup d'œil, vous dit instantanément où il a été fabriqué, depuis quand il circule. Il sait tout de la vie des rails. Mais la locomotive Ty2, il a tardé à la localiser.

Le 15 mai, en approchant des Frigos, vestiges incongrus de l'ancien quartier de triage ferroviaire, devenu celui de la Bibliothèque nationale de France et des banques, le cheminot retient son souffle. Il cherche les rails qui ont permis d'acheminer la Ty2 dans le bâtiment couvert de graffitis. On n'en voit plus la trace. Disparue. Surgit alors Jean-Michel Frouin, il parcourt avec lui un couloir et ouvre une porte, fermée à clé. Le monstre à vapeur apparaît dans l'embrasure. Impressionnant. Gris. Mat. Quelques minutes passent et le cheminot s'installe dans la cabine de conduite, touche les leviers peints en rouge, inspecte la réserve de charbon, remarque la conduite à droite spécifique aux trains allemands. Comment pareil engin est-il arrivé là ? Sans se faire prier, notre hôte, un sexagénaire aux joues creuses et à la haute silhouette longiligne, se lance, accoudé sur une bielle en roulant une cigarette, à l'abri du plafond qui s'effrite. La locomotive vient de Pologne, raconte Jean-Michel Frouin, où elle a été exploitée par les chemins de fer jusqu'au 8 février 1991. A cette date, elle a été réformée à Chabowka, une petite ville du sud réputée pour son musée ferroviaire. Puis elle a été offerte par les chemins de fer polonais (PKP) à la Ville de Paris, à l'instigation de l'artiste peintre. Après une incroyable détermination pour la trouver, il a su provoquer ce cadeau diplomatique et mémoriel et, plus difficile, acheminer la bête à vapeur en bord de Seine pour en faire une œuvre d'art.

Dans la pénombre, on essaie de deviner son travail. Difficile tant le lieu est encombré. Contre les murs, on devine le bord des anciens quais de chemin de fer. Sur cette margelle subsistent les restes d'une exposition : des toiles tendues de coutil de sommier, où sont accrochées des photos de la loco et des cheminots qui ont aidé à son transfert. Au-dessous s'entasse un drôle de fatras : des cartons, des sacs Tati, des chaises... Jean-Michel Frouin a récemment perdu son père et récupéré ses affaires. Elles sont là. L'autre de la loco est un peu chez lui.

Un rideau en feutre noir coupe la pièce en deux. Derrière, c'était l'entrée du public – côté rue Primo-Levi – lorsqu'on pouvait encore découvrir « l'œuvre » de Jean-Michel Frouin. Côté opposé, le 28 janvier 1995, « date anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz », il avait creusé une petite ouverture horizontale dans cette antichambre sans lumière, « une fenêtre sur la mémoire ». Depuis, elle a été recouverte avec un mur pare-feu. Personne n'a pensé à la percer à nouveau.

Peut-on encore parler d'œuvre d'art ? Jean-Michel Frouin y tient. Ty2, pour lui, c'est



«Ty2», de Jean-Michel Frouin, aux Frigos, à Paris. ERIC BERGERON/EUROPE IN SITU

d'abord un voyage. Celui d'un jeune militant – « anar », précise-t-il – parti en Pologne chez des étudiants rencontrés aux Beaux-Arts de Paris. Il veut alors comprendre le fonctionnement des conseils ouvriers du mouvement Solidarnosc, premier syndicat indépendant des Etats des pays communistes d'Europe. Sur place, il demande à visiter Auschwitz. Après un silence, un ami lui recommande : « Si tu dois y aller, vas-y seul. » On est en 1982. « Il n'y avait pas encore les baraques à frites, le parking immense, les magasins de souvenirs », raconte le peintre. Je suis né en 1960, et, à l'école, on ne nous enseignait rien ou presque rien sur cette période. La Shoah, c'était une soirée par an aux « Dossiers de l'écran » d'Armand Jammot. » La visite est un choc. « C'est grand comme Paris, avec des dizaines de camps, un immense nœud ferroviaire, le plus grand complexe pétrochimique d'Europe, IG Farben. En le voyant, le mot "industriel" s'impose à vous : la mort industrielle. » Cela devient une obsession. Comment la raconter, faire qu'on ne l'oublie pas, qu'elle s'imprime dans les mémoires ?

UN TRAJET POUR LA MÉMOIRE

La locomotive sera sa réponse. Le 16 juillet 1991, expose-t-il comme il aime à le faire devant des lycéens ou des étudiants, le général Paul Doyen remet au maréchal Pétain un mémoire sur l'état du front de l'est. Sa conclusion : l'Allemagne va perdre la guerre faute de logistique suffisante pour faire face à la profondeur du front russe. Qui plus est, les Etats-Unis sont entrés en guerre. En 1942, après une réunion houleuse avec Hitler, l'avion de Fritz Todt, le ministre de l'armement qui voulait arrêter la guerre, s'écrase. Albert Speer lui succède et décide de lancer la production à grande échelle d'une nouvelle locomotive, légère, la BR-52. Quarante constructeurs en Belgique, en France, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Pologne,

en Allemagne et en Autriche enclenchent la fabrication. « Il en sortira 7 659 en deux ans et demi, soit à peu près 10 machines par jour. C'est le type de locomotive le plus produit au monde », assure Jean-Michel Frouin. Elles qui devaient durer dix ans ont parfois roulé jusqu'au début des années 1990. Celle qui prend la poussière dans Les Frigos de Paris a été construite en Allemagne, par l'entreprise Jung, en 1944. Exploitée quelques mois par les chemins de fer autrichiens puis transférée aux PKP polonais, elle a été renommée Ty2-993 en 1946. Elle ne porte plus de trace de son passé nazi, à l'exception de ces deux lettres inscrites en relief sur un roulement en fonte : « D.R. », pour Deutsche Reichsbahn, les chemins de fer du Reich.

Avant de l'acheminer en France pour le 50^e anniversaire du débarquement des Alliés, Jean-Michel Frouin hésite face à la locomotive, cet objet historique, symbolique. « Peut-on faire œuvre sur un objet de l'histoire ? Je ne pouvais pas y toucher. Pourtant, il fallait que ça se voie... » Après une nuit et des essais dans un cimetière de trains polonais, il décide de recouvrir les bandes des roues de peinture blanche luminescente. « C'est le paradoxe du recouvrement : j'ai recouvert pour recouvrir la mémoire, comme je le fais sur mes toiles en coutil de sommier. » Depuis qu'il a vu Auschwitz, il ne peint plus sur de la toile blanche, mais toujours sur ce tissu rayé. L'œuvre, qu'il a baptisée *Das Ende der Welt* (« la fin du monde »), c'est ce trajet pour la mémoire. Sur son passage, on ne verrait que la trace fluorescente des roues blanches éclairées au néon noir. Une fois à Paris, le néon noir serait éteint, ne laissant que le blanc jauni, taché de rouille. Partie le 6 juin 1994 de Chabowka, au sud de Cracovie, elle devait rejoindre Paris le 18 juin 1994. Elle y entrera le 19, après un périple de 2 000 kilomètres, accrochée à l'arrière de différents convois.

Aux Frigos, elle a perdu sa couleur noire depuis qu'un matin Jean-Michel Frouin a découvert dans un journal un article sur « la locomotive de la déportation ». « Cela ne correspondait ni à mon œuvre ni à mon message. Les déportés étaient dans les wagons, pas dans la locomotive ». Il veut répondre : « Je suis peintre, alors j'ai peint. Je l'ai recouverte de minium gris. » Une nouvelle exposition a eu lieu en 1998. Son titre : « La Locomotive de la collaboration ».

A ses côtés, Jean-Michel Frouin et Wilfried Demaret rejouent la scène de la loco dans *La Septième Compagnie* : « Touche pas à ça p'tit con ! » Puis, changement de registre et de décor, la conversation les conduit dans le Lot, à Martel. BB27000 se souvient d'avoir grimpé là-bas, un jour de 2017, dans une autre locomotive allemande à vapeur « GBE » – « garée bon état », « Moi aussi, j'en ai entendu parler ! », lâche alors l'artiste. Au printemps 2005, il avait répondu à l'invitation du président de l'association Chemin de fer touristique du Haut Quercy, Hervé Lacarrière, qui rêvait de rapatrier Ty2 dans son musée local. Il avait dû renoncer à ce projet, la loco prisonnière étant impossible à déloger des Frigos de Paris et le peintre refusant toute compensation...

« Il m'avait alors proposé de prendre des vacances dans un gîte qu'il possède », raconte Jean-Michel Frouin. Le matin de son départ pour le Lot, sa mère lui révèle qu'à Martel il se trouvera à 6 kilomètres de l'endroit où sa grand-mère était cachée pendant la guerre. « Cachée ? Mais pourquoi ? Elle n'était pas à Nice ? Italiennes ? », mime-t-il en revivant la conversation. Il assure avoir compris ce jour-là que la mère de sa mère était juive. « Les choses arrivent quand elles doivent arriver », répète l'artiste, récusant l'idée qu'il faille être juif pour entretenir la mémoire de la Shoah.

SOLIDARITÉ DES CHEMINOTS

Près de Martel, Jean-Michel Frouin a retrouvé l'hôtel-restaurant désaffecté des Quatre-Routes-du-Lot. Il a rencontré la famille qui avait aidé sa grand-mère, découverte la broche en forme de paon qu'elle leur offerte lors de son départ, au printemps 1944. « Elle a dû être exfiltrée par la Résistance. La division Das Reich, qui a commis le massacre d'Oradour-sur-Glane le 10 juin 1944, remontait vers le nord », complète Wilfried Demaret, férus d'histoire. Trente ans après cette épope ferroviaire, de Chabowka à Paris, Jean-Michel Frouin n'a rien oublié de la solidarité des cheminots sur le trajet. Les chemins de fer polonais et allemands ont généreusement financé leur portion du voyage. La SNCF lui a envoyé la facture, mais il ne l'a jamais réglée et... la somme ne lui a jamais été réclamée. Son association Europe In Situ, qui a vocation à inscrire la locomotive au patrimoine culturel et artistique de la Ville de Paris, ne paie plus le loyer des Frigos (un peu moins de 20 000 euros par an). Le monstre semble oublié dans son sarcophage. « Europe In Situ peut recevoir sur rendez-vous », corrige Jean-Michel Frouin, qui rappelle son adresse mail (asseuropeinsitu@gmail.com). Et 3 000 personnes viennent lors des journées portes ouvertes, depuis des années. » Il donne aussi des conférences.

Depuis sa découverte de la Ty2, Wilfried Demaret n'a qu'une hâte : partager avec ses abonnés le choc de cette rencontre avec la locomotive nazie. Mais pourront-ils la voir à leur tour ? Son antre s'abîme et la Mairie de Paris condamne peu à peu les ateliers voisins, abandonnés par les artistes vieillissants. Pour en faire quoi ? Jérôme Coumet, le maire de l'arrondissement, l'assure : « La locomotive ne bougera pas. » Mais la rénovation complexe de ces Frigos, aux façades de liège et de briques noires coincées entre deux épaisseurs de béton armé pour garder le froid, ne sera pas à l'ordre du jour avant les élections municipales de 2026. D'ici là, les prochaines journées portes ouvertes auront lieu le 14 juin. Revigoré par le passage de BB2700, Jean-Michel Frouin s'y prépare. ■

SOPHIE FAY

Le directeur de la Villa Noailles inquiété

Jean-Pierre Blanc, en arrêt de travail, est visé par une procédure de suspension de ses fonctions

ENQUÊTE

A près avoir mis au jour l'énorme dérapage financier de la Villa Noailles, à Hyères (Var) – 4 millions d'euros de déficit –, Ici (nouveau nom de France Bleu) a révélé, lundi 26 mai, une nouvelle affaire concernant son directeur, Jean-Pierre Blanc. Depuis un an et demi, ce dernier se trouve au cœur d'une enquête pour détention d'images pédopornographiques après avoir déposé plainte pour extorsion. Aucun jugement de condamnation n'ayant été rendu pour le moment, ce dernier reste présumé innocent.

Tout commence le 13 novembre 2023, à l'aéroport Marseille-Provence à Marignane (Bouches-du-Rhône). De retour d'un voyage à Tanger, au Maroc, Jean-Pierre Blanc prend en photo deux jeunes hommes qui fument dans l'enceinte de l'aérogare. L'un d'eux le prend violemment à partie et réclame son smartphone pour effacer les photos. En faisant dérouler la galerie d'images, le jeune homme serait tombé sur des photos compromettantes de Jean-Pierre Blanc, qu'il invente. «*T'es un pointeur. T'es un violeur. T'es un sale pédé. Tu ne sortiras plus jamais de prison. On va aller voir les flics sauf si tu paies et on se casse*», raconte Jean-Pierre Blanc dans la plainte qu'il a déposée au commissariat et que *Le Monde* a pu consulter.

Dérives égotiques

Le jeune homme l'aurait forcé à faire un virement de 2500 euros sur le compte de sa sœur et menace de revenir le voir. «*Je n'ai pas essayé de l'escroquer, c'est lui qui a proposé de payer*», assure au *Monde* Amine (le prénom a été modifié), un jeune homme de la cité des Bosquets, à Hyères, qui affirme que Jean-Pierre Blanc a voulu acheter son silence. En attendant les résultats de l'enquête, Jean-Pierre Blanc, par le

biais de son avocate, Laura Millet, «*nie fermement avoir détenu des images pédopornographiques*». Ce dernier ayant déposé un arrêt de travail, l'association de la Villa Noailles n'a pas pu suspendre son contrat de travail pour risque réputationnel, comme elle s'apprêtait à le faire lundi.

Pendant des années, le monde de la mode et du design a convergé sur les hauteurs d'Hyères sans se poser de questions. Le cadre est idyllique, le champagne coule à flots. Rares sont ceux à avoir prêté attention aux coulisses, à la noria de jeunes hommes gay travaillant dans l'ombre, toujours sur le qui-vive, inquiets de déplaire. Plusieurs d'entre eux, que *Le Monde* a interrogés, confient être ressortis ébranlés de cette expérience, l'estime de soi en berne. Tous décrivent un climat toxique propice à tous les dérapages, un système d'emprise et de manipulation qu'un ancien salarié du centre d'art résume en ces termes : «*Jean-Pierre Blanc vous charme, vous donne des responsabilités, de l'importance. Vous feriez la troisième guerre mondiale pour le défendre. Plus rien ne compte pour vous que lui et la Villa. Et quand il n'a plus besoin de vous, il vous lâche.*» Par l'intermédiaire de M^e Millet, Jean-Pierre Blanc conteste l'ensemble de ces accusations.

Daniel (son prénom a été modifié à sa demande) s'était toujours interdit de parler. Longtemps, il a tué sa douloureuse expérience à la Villa Noailles, où il a travaillé d'arrache-pied, durant dix mois, en 2017, avant d'être poussé vers la sortie. Mais, après les révélations sur les dérives budgétaires et égotiques de Jean-Pierre Blanc, il s'est senti comme libéré. «*J'avais peur. Vraiment peur. Peur de dire quoi que ce soit, peur de perdre mon job, peur de ne pas être cru. Et quand j'ai simplement dit non, on m'a puni*», écrit-il, le 18 mai, dans un post sur Instagram – il a été supprimé depuis. Son message, bien qu'éphémère, a largement été relayé, jusqu'au ministère de la culture, où Daniel sera reçu, jeudi 29 mai, pour faire part de son témoignage.

Gourou d'une génération

«*Je voulais créer des étincelles pour que d'autres parlent à leur tour*», raconte-t-il au *Monde* dans son bureau de l'Est parisien. A 23 ans, son diplôme d'architecture en poche, il a débarqué tout feu, tout flamme, à la Villa Noailles. Tout l'impressionne, la beauté du site construit par Robert Mallet-Stevens (1886-1945) pour un couple d'aristocrates excentriques, Charles et Marie-Laure de Noailles, l'aura de Jean-Pierre Blanc, gourou d'une



Jean-Pierre
Blanc,
à Hyères (Var),
le 28 mars 2023.
MAGALI COHEN/
HANS LUCAS VIA AFP

Plusieurs jeunes hommes décrivent un climat toxique, un système d'emprise et de manipulation

génération qui espère se faire une place dans le monde de la mode et du design. «*J'étais heureux d'être là*», reconnaît le jeune homme. Tellement heureux que ce chargé de production ne compte pas ses heures, malgré un faible salaire de 1200 euros par mois.

Jean-Pierre Blanc lui témoigne d'abord de la considération, l'invite à dîner, lui offre un tee-shirt de marque pour son anniversaire. «*Démblée, il introduit de l'extra-professionnel dans les relations, invite mon compagnon de l'époque à venir à Noël à la Villa. Il entre dans mon intimité sans que je l'aie souhaité*», raconte Daniel. «*Mais, à partir du moment où j'ai dit non, non à tout, c'était la descente aux enfers*», poursuit-il.

Le jeune chargé de production essaie dès lors les sautes d'humour de Jean-Pierre Blanc, les portes qui claquent, les invectives de sa garde rapprochée féminine. Lorsque, au bout de dix mois, il réclame, épaisé, une rupture conventionnelle, celle-ci lui est refusée. Acculé à la démission, il se retrouve sans droit au chômage, défaite. «*Quand on commence sa carrière de cette façon, on se dit qu'on n'a pas de valeur, qu'après six ans d'études, on n'est finalement là que pour son physique.*»

«*Jean-Pierre vous tend la main pour mieux vous couper les ailes*», complète au téléphone Philippe (le prénom a été modifié à sa demande). Ce jeune homme sensible a été recruté à la Villa Noailles en décembre 2013. Jean-Pierre Blanc se montre d'emblée charmeur et charmant, lui fait découvrir la région, le présente à son cercle. Philippe est comme envoûté par son patron avec lequel il finit par avoir une relation. «*J'ai cru qu'il y avait quelque chose d'exceptionnel entre nous, une vraie*

connexion. A l'époque, je pensais être amoureux», confie le jeune homme, précisant que les relations sexuelles étaient consenties et épisodiques.

Arrivé avec des étoiles dans les yeux, Philippe voit ses cernes se creuser. Il travaille six jours sur sept, toujours au garde-à-vous dès que Jean-Pierre Blanc le sollicite. Il s'isole de ses amis, de sa famille. «*Mon système de valeurs, de repères, s'était détraqué*», raconte-t-il. «*Ce que je prenais pour du mentorat et de la bienveillance était, en réalité, une prise de contrôle.*» Bien qu'il s'épuise au travail, il se retrouve peu à peu placardisé. «*On me retire des responsabilités, je n'ai plus de missions claires et précises*», raconte-t-il. Désemparé, Philippe démissionne en juillet 2016.

Servitude volontaire

Comme Daniel, comme Philippe, Etienne (son prénom a été modifié) a voulu apporter son témoignage au *Monde*, «*parce qu'il faut protéger les jeunes qui vont travailler à la Villa parce que nous, on n'a pas été protégés*», raconte-t-il. A 20 ans, il rêvait de travailler dans la mode. A la Villa Noailles, où il arrive comme stagiaire, en avril 2015, on lui répète que sa vie allait changer, que mille occasions allaient surgir. Il indique avoir accepté, sans broncher, des horaires à rallonge, de travailler sept jours sur sept, ce qui pourrait soulever des questions au regard du droit du travail. Cela pour un faible salaire et des contrats précaires : 500 euros par mois en service civique, puis le smic en contrat à durée déterminée.

«*Je n'avais pas d'autre vie, c'était ma vie, matin, midi et soir*», raconte-t-il. Au point que mon petit frère m'a dit sur notre groupe WhatsApp familial que j'étais devenu esclave. «*Une servitude volontaire : comme d'autres jeunes hommes arrivés à la Villa, Etienne se sent partie prenante d'une élite et sait se rendre indispensable. Jean-Pierre m'invitait à des moments et à des endroits où d'autres n'étaient pas conviés. On allait dans des hôtels de luxe à Paris, en Provence, à Cologne [en Allemagne]. Le fait que Jean-Pierre s'intéressait à moi me nourrissait*», raconte Etienne,

qui dit n'avoir pas eu de relations sexuelles avec son patron.

Le jeune homme fait partie du cercle exclusif invité sur l'île naturiste du Levant, où Jean-Pierre Blanc possède une maison avec son mari, Marc Turlan. «*Après le festival de mode, c'était la réunion de famille au Levant, façon "team building"*», rapporte Anne (son prénom a été modifié), une ancienne salariée de la Villa. N'étaient invités que ceux qui étaient assez solides pour voir des «culs nuls». Parce qu'il est à poil devant son boss, quand on n'est pas soi-même naturiste, c'était quand même bof. Vous voyez le cocktail Molotov du travail et de la nudité...» Etienne ne s'offusque pas d'être en tenue d'Adam ou en paréo lors des réunions de travail. «*Ce qui me mettait mal à l'aise, dit-il, c'était de me retrouver mis à nu face à ses amis, je me sentais exhibé.*»

Tout va bien jusqu'à ce qu'un accident de l'épaule le paralyse. De retour d'un arrêt de travail, l'état de grâce est rompu. Lui qui avait été porté au pinacle quelques semaines plus tôt est traité séchement, voire ignoré. Quand il apprend que son contrat ne sera pas renouvelé, en juillet 2017, Etienne s'effondre. Ceux avec qui il avait partagé tant de nuits blanches lui tournent le dos. «*Je me demandais ce que j'avais fait de mal. Cinq ans après mon départ, j'en avais encore des cauchemars. Je rêvais que Jean-Pierre m'appelait, qu'il me pardonnait de je ne sais quoi.*»

Daniel a réussi à se faire un nom dans le graphisme. Philippe cherche du travail. Etienne a rebondi dans l'événementiel hôtelier, loin du milieu de la mode dont il avait tant rêvé. Certaines femmes, secouées par leur expérience à la Villa Noailles, ont dû se reconvertis. Chargée de la logistique durant trois ans, Karine (son prénom a été modifié) travaille aujourd'hui dans une société de leasing de vélos. «*Je n'ai pas voulu rester dans la culture, je n'avais pas envie de travailler dans ce type de conditions*», raconte la jeune femme. Anne a galéré avant de retrouver un emploi. «*Jean-Pierre me démolissait partout où je posais, raconte-t-elle. J'ai dû aller là où il n'avait pas de prise.*» ■

ROXANA AZIMI

Printemps des Comédiens Montpellier

du 30 mai au 13 juin 2025

Cité européenne du théâtre
Domaine d'O
Montpellier

LE MONDE

Le théâtre à géométrie variable de Despentes

Avec « Romancero queer », l'autrice livre un spectacle attachant, entre comédie et politique

THÉÂTRE

Elle gravite autour de la scène, à moins que ce ne se soit la scène qui lui fasse de l'œil. De son essai *King Kong Théorie* (Grasset, 2006, adapté à de multiples reprises par des comédiennes) au premier tome de *Vemon Subutex* (mis en scène en 2022 par Thomas Ostermeier) en passant par la coécriture de la pièce *Woke* (2024), Virginie Despentes a, de toute évidence, une carte à jouer sur les planches.

Dernier épisode de ce pas de deux insistant : *Romancero queer*, premier texte de théâtre signé de sa seule main et qu'elle met en scène au Théâtre de la Colline, à Paris. Un spectacle fougueux et attachant, qui propulse sur le plateau des interprètes comme on en croise peu au sein de l'institution. Mais des êtres vivants, ô combien !

Du côté des coulisses

Ils sont huit à investir un espace stylisé formé de blocs gris, qui évolueront du podium aux décombres, avant d'être recouverts par une sublime couverture d'or. En fond de salle, de hauts rubans opaques dissimulent le hors-champ, d'où jaillissent, en voix off, les ordres de Michel, metteur en scène vieillissant et odieux d'une pièce du poète espagnol Federico García Lorca, *La Maison de Bernarda Alba*. Ce huis clos matriarcal de l'auteur (torturé et assassiné à cause de son homosexualité, rappelle l'un des protagonistes) restera invisible, l'action de *Romancero queer* se situant du côté des coulisses. Virginie Despentes installe une farce mi-drôle mi-inquiète dans l'envers du décor, là où les acteurs viennent se reposer, se raconter et commenter une répétition dont ils devinent qu'elle les mène à la catastrophe. Michel veut adapter en version queer le drame 100 % féminin de Lorca. L'opportunisme ne rimant pas avec le talent, la contestation

Le plateau de La Colline se peuple de figures hors norme qui affolent le thermomètre d'un jeu à la papa

gronde au cœur d'une troupe qui va dépasser narcissismes et rivalités pour se constituer en un bloc militant unanimement gréviste.

Cette trajectoire constructive s'incarne dans les strates dramaturgiques que franchit la représentation. Une première veine exploite avec verve l'esprit de la comédie. Ce n'est pas du théâtre d'art, mais un divertissement percutant et intelligent. Une seconde approche, plus conceptuelle et tourmentée, ouvre la porte à des discours politisés, où surgissent des thèmes d'actualité : le capitalisme, le sort de Gaza, le wokisme, #MeToo, le féminisme, le lesbiamisme. Le théâtre y gagne en gravité ce qu'il perd en efficace séduction. « *J'ai envie de parler de choses sérieuses* », écrit Virginie Despentes. *L'époque ne s'y prête pas, elle l'impose*. » Raison pour laquelle elle met la vivacité de sa plume au service de causes relayées par des acteurs qui semblent cesser de jouer pour parler en leur (et son) nom.

Ce théâtre à géométrie variable forme une totalité cohérente, dont on garde en mémoire l'ouverture réjouissante, avec ses rafales de répliques qui fustigent (entre autres défaites morales) l'abandon des artistes par leurs tutelles financières. Ce qui n'empêche pas les punchlines de mettre en boîte un monde du spectacle patriarcal et souffreteux. « *On sera médiocre, mais dans la moyenne* », affirme ainsi Nina (formidable Mascare), qui vient de se faire larguer par sa copine. La

fine équipe de personnages a de l'humour et du tempérament. Dealeur, ex-taularde, drag queen ou star lesbienne de série télé, les parcours de vie déployés dans la fiction sont assumés par des interprètes forts en gueule.

Sasha Andres, Amir Bayilly, Casey (en alternance avec Naelle Dariya), Mata Gabin, Soraya Garlenq, Mascare, Soa de Muse, Clara Ponsot arrivent du théâtre, du cabaret, de la musique, du cinéma, de la danse, de la performance. C'est dire si le plateau de *La Colline se peuple de figures hors norme qui affolent le thermomètre d'un jeu à la papa*. Présences frontales, proférations musclées, ces pros font un show de footballeurs talentueux.



Virginie Despentes, lors du filage de « Romancero queer », au Théâtre de la Colline, à Paris, le 16 mai. TERESA SUAREZ

Taillé sur mesure pour leurs personnalités décapantes, le texte, dans sa première partie, est un concentré d'ironie et un précipité d'humanité. Il ne laisse personne sur le carreau. Ni les héros, qui accèdent à de pleines existences, ni les acteurs en pleine lumière, ni

les spectateurs, qui passent des éclats de rire à l'écoute tendue des violences sociétales dénoncées. Si ces dernières font l'effet d'une douche froide, c'est que la légèreté, suggère le spectacle, n'est plus de mise. Et que le théâtre des vivants pourrait bien devenir un gisant

embaumé sous une sublime, mais mortifère, couverture d'or. ■

JOËLLE GAYOT

Romancero queer, texte et mise en scène de Virginie Despentes. Théâtre de la Colline, Paris 20^e. Jusqu'au 29 juin.

« Sur le plateau, je suis la cheffe, c'est clair dans ma tête »

La romancière raconte comment elle s'est réinventée en dramaturge et metteuse en scène épaulée par une bande d'interprètes queer

ENTRETIEN

En 2024, Virginie Despentes mettait en scène *Woke*, au Théâtre du Nord, à Lille. Elle récidive au Théâtre de la Colline, à Paris, avec la mise en scène de *Romancero queer*, deuxième volet d'un triptyque qu'elle projette d'écrire pour la scène.

Quel lien nouez-vous avec le théâtre ?

Lorsque j'ai mis en scène *Woke*, texte coécrit à quatre, j'ai revécu une sensation que je n'avais plus connue depuis la publication de mon premier roman, *Baiseme-moi* [Florent Massot, 2004] : l'évidence que je devais poursuivre, que je le pouvais et, sans doute, saurais le faire. Sans parler de la joie éprouvée à mettre en scène et à se dire qu'une forme s'apprenait à naître. Le théâtre, comme la littérature, est un peu anachronique. Ce qui lui permet de passer sous une série de radars et lui conserve une forme de liberté. Dans les lieux où nous jouons, dans la rencontre avec le public, il y a quelque chose qui me convient. C'est pour ça que j'ai tout de suite pensé à inscrire *Woke* dans une trilogie. J'aime l'idée de mener trois projets avec la même troupe.

En deux spectacles, vous avez développé des fictions qui s'installent dans les coulisses. Pourquoi entrer dans le théâtre par son hors-champ ?

J'aime observer comment se fabriquent les choses. Que se passe-t-il dans le making of ? Si je tourne de la sorte autour du théâtre, c'est parce que j'ai l'impression que j'y vais pour de bon. Et que j'ai le temps d'y arriver en me demandant comment ça s'écrit, ça se finance, qui sont les directeurs ou ce qu'est un metteur en scène par rapport à ses acteurs. On reproche aux réalisateurs ou aux metteurs en scène des abus de pouvoir, mais réfléchit-on assez à la réalité de ce pouvoir qu'on nous donne,

qu'on prend et qu'on exerce ? Du désir à la tyrannie du désir, que se passe-t-il ?

Le texte vous échappe-t-il quand l'acteur se l'approprie ?

Non, parce que je suis décisionnaire. Même si je ne suis pas féti-chiste de mes phrases, même si j'aime ce que chacun apporte sur le plateau, c'est moi qui décide. Sur le plateau, je suis la cheffe. C'est clair dans ma tête.

Vous venez à La Colline avec la même famille d'interprètes que pour « Woke ». Pourquoi ?

J'ai toujours abordé les choses avec ce que je suis en totalité. Sans aucune déclaration d'hostilité, je sais que nous, les queers, n'y sommes pas surreprésentés. Or, il est important de nous représenter. Mais nous sommes bien reçus. Le théâtre est souple et tolérant avec les caractères atypiques. La Colline n'est pas mon théâtre, mais c'est chez moi. Chez nous.

Ce théâtre pourrait-il être votre refuge ?

Il ne tiendrait pas face à des bascules telles que celles qui ont lieu, par exemple, aux Etats-Unis. Mais il est l'endroit où on peut se ressourcer et se réparer. L'endroit de la revitalisation, du soin et de la résistance. ■

En littérature, un long laps de temps sépare l'écriture

HORS-SÉRIE Le Monde

UNE VIE, UNE ŒUVRE

Marguerite Yourcenar Désirs d'ailleurs



PORTRAIT

L'art d'être peu comme il faut, par Josyane Savigneau

MARGUERITE YOURCENAR Femme à part

Un hors-série du «Monde»
124 pages - 12 €
Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique

Dès son plus jeune âge, Marguerite Yourcenar a pris à contre-pied ses contemporains et son environnement littéraire. Fidèle en amitié, grande voyageuse, inattendue dans ses réflexions comme dans ses mouvements, cette femme de lettres a marqué toutes les générations, avec une œuvre singulière et complète : poésies, romans, nouvelles, Mémoires, essais... Marguerite Yourcenar a multiplié les styles, mais entretenu intacte la curiosité qui entoure sa pensée. Le hors-série du *Monde* revient sur cette œuvre unique dans le siècle. Un entretien, des débats, des textes choisis, des hommages et un portrait composé par Josyane Savigneau, biographe de cette femme à part.

PROPOS RECUEILLIS PAR J. GA.

La puissance de la mise en scène de soi selon Nathan Fielder

L'humoriste canadien signe une série au style personnel et dérangeant

SÉRIE

Imaginée par l'humoriste canadien Nathan Fielder, *The Rehearsal* est le prolongement de *Nathan for You*, une télé-réalité satirique restée longtemps inédite en France. Depuis le développement de la plateforme Max, la première saison de *The Rehearsal*, produite en 2022, et la deuxième, qui vient de se terminer, sont visibles par le public français. C'est le moment de rattraper cet objet inclassable et de faire connaissance avec l'univers très singulier de ce spécialiste du cringe (« malaisant »).

Au début de la première saison, le comédien, qui évolue sous sa propre identité, rencontre Kor, taraudé par un cas de conscience : il a menti à ses amis sur son niveau d'études et voudrait trouver le courage de l'avouer. La méthode que Nathan Fielder lui propose consiste en une répétition (*rehearsal*) extrêmement minutieuse, et en situation, des étapes nécessaires pour se sentir à l'aise avec l'idée d'une conversation honnête. Cela implique que la répétition se déroule dans des appartements, des rues, des bars reconstruits à l'identique dans les studios de HBO, et en présence de comédiens payés pour incarner l'entourage de Kor. Dès ce premier épisode, une barrière est franchie, puisque pour se mettre dans les meilleures conditions, Nathan Fielder fait lui-même appel à un comédien pour incarner Kor.

Tester la parentalité

Le reste de la saison est à l'avant, et Fielder n'aura de cesse de multiplier les mises en abyme, pour un résultat souvent vertigineux. Une fois les bases de la méthode posées, la série pousse un peu plus loin les curseurs en proposant à une femme de « tester » la parentalité avant de se lancer dans un projet d'enfant. Le dispositif, fou, suppose de vivre dans une maison louée pour l'occasion, et de s'occuper d'une succession d'enfants acteurs remplacés à intervalles réguliers pour simuler, en accéléré, la vie de parent. Avec



des conséquences inattendues sur Fielder, qui finit par prendre la place du père et devenir le propre cobaye de son expérience.

La séquence a suscité beaucoup de réactions, pas toujours positives. Et pourtant, la « méthode Fielder », dans toute son artificialité, fait surgir à l'écran de puissantes émotions. Pendant la répétition, l'enfant grandit en quelques heures, le parent vieillit sans qu'il s'en aperçoive – sauf quand il passe devant un miroir, traqué pour ajouter des cheveux blancs et des rides à celui qui se regarde –, comme pour rendre palpable ce dont n'importe quel parent peut attester : ça passe trop vite. A cet égard, cette saison saisit quelque chose de très émouvant du temps

perdu et jamais rattrapé, le vieillissement à l'écran étant, par ailleurs, un grand thème sériel.

Sans transition, Fielder s'est emparé pour la deuxième saison d'un thème anxiogène et propice aux fantasmes, la sécurité aérienne. Croyant avoir identifié dans la timidité des copilotes une des principales causes de crash, il se lance dans une bataille pour convaincre (jusqu'à Washington) qu'il peut apprendre aux copilotes à mieux faire part de leurs doutes et inquiétudes. Les répétitions font appeler au propre vécu de Nathan Fielder – son expérience de sélectionneur pour le télécrochet « The Voice », ses démêlés avec Paramount+, qui a censuré un épisode de *Nathan For You...* – et à la fiction, dont les pouvoirs sont exaltés à l'occasion d'un troisième épisode particulièrement saisissant.

Froideur entomologique

Persuadé que les mémoires du commandant Chesley Sullenberger expliquent comment le pilote américain a réussi, en 2009, à faire atterrir un avion sur l'Hudson River, à New York, Fielder entreprend de se mettre dans sa peau et de traverser quelques-

unes des étapes de sa vie. Grimé en bébé, il commence par se livrer aux soins de deux marionnettes géantes dans une chambre surdimensionnée. La vision de cet homme adulte en couches, et intégralement rasé, ne laissera personne indifférent.

On peut certes voir dans l'audace de *The Rehearsal* un ego mégalo – à la fin de la saison, Fielder se fait *deus ex machina* de sa propre méthode, et prend lui-même les commandes d'un avion rempli de passagers volontaires –, et ses contempteurs n'ont pas tort de souligner la froideur entomologique avec laquelle il observe son prochain. Il n'empêche que la façon dont il se fait avaler par les dispositifs qu'il met en place fait de la série autant une réflexion sur la puissance de la mise en scène de soi qu'un véritable cheminement personnel. A défaut de nous le rendre sympathique, ce choix en fait quelqu'un d'assurément humain. ■

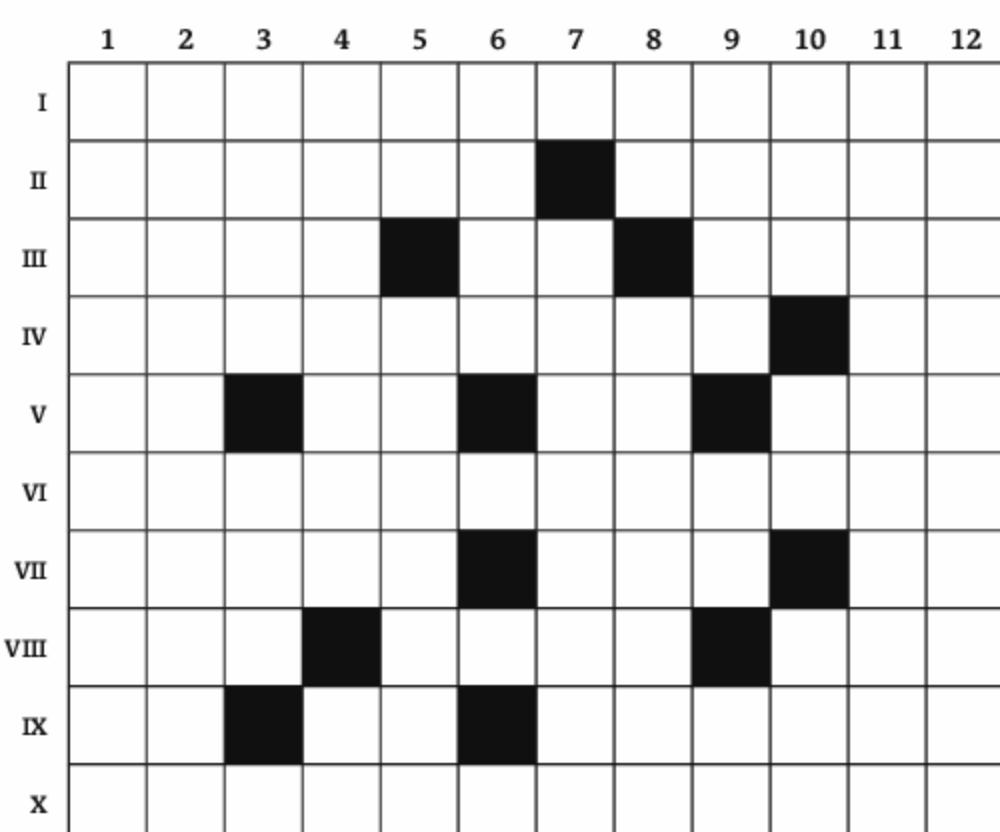
AUDREY FOURNIER

The Rehearsal, saisons 1 et 2, série créée par Nathan Fielder (EU, 2022-2025, 12 x 30-55 min). A la demande sur Max.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 124
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 123

HORIZONTALEMENT I. Viticultrice. II. Unilatérales. III. Lopes. Vais. IV. Nue. Fais. Lô. V. Einstein. Pet. VI. Retourneras. VII. As. Bru. Néron. VIII. Ernest Ite. IX. Levée. Daho. X. Exaspération.

VERTICALEMENT 1. Vulnérable. 2. Inouïes. Ex. 3. Tipent. Eva. 4. Ile. Sobres.

5. Cas. Turnep. 6. Ut. Férule. 7. Levain. Sar. 8. Trainent. 9. Rais. Ré. Dt.

10. Ils. Paria. 11. Ce. Lesotho. 12. Escot. Néon.

HORIZONTALEMENT

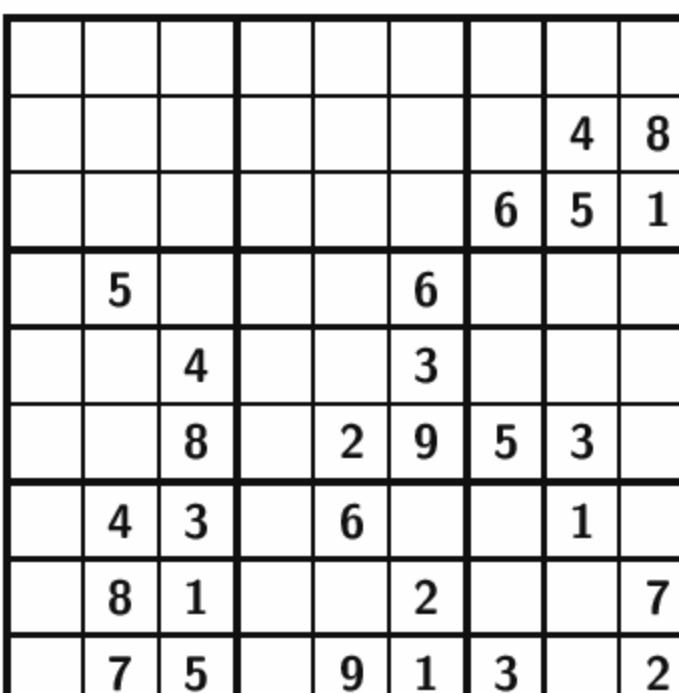
- Charmant, ridicule et désuet.
- Les miches lui doivent leur rondeur. Son état est tranquille.
- Défigure les jeunes visages. Négation. Vous donne rendez-vous avec Fernand Léger.
- Après règlement de compte. Au bout de l'avenue.
- La patrie d'Abraham. Piégé. Points en opposition. Espace de stockage.
- Quand le coup de rouge fait peur.
- Dessus la vie durant, dessous après. Donné pour être suivi. Chez le poulpe.
- Le théâtre de Gémier. Rapprocher solidement. Loi mal rédigée.
- Fait la liaison. Parti. Juste mesure.
- Avec réflexion et application.

VERTICAMENT

- Sous la pluie avec Kelly et Nougaro.
- Revient très souvent.
- Peut être vu, il reste inconnu. Pâture dans la montée.
- A toujours la main tendue. Grecque bonne en calculs.
- Dans la cour. Assure le maintien au jardin.
- Victoire de l'Empire.
- Débitées bêtement.
- En danger. Partie de la légion romaine.
- Comme un mur sans ouverture. Parle beaucoup. Pour un premier tour de cadran.
- Frère au couvent. La Deuxième est entrée dans l'histoire en entrant dans Paris. Point dans l'eau.
- Pour les nettoyages profonds et étroits.
- Position avancée.

SUDOKU

N°25-124



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)



Hausse des tarifs en vue dans plusieurs musées français

Le Centre des monuments nationaux, Versailles et Chambord prévoient de faire payer davantage les extra-Européens

L'objectif est clair : regarnir les caisses au moment où les subventions sont menacées et où le mécénat se tarit

rateurs, qui bénéficient généralement de tarifs avantageux.

Au Louvre, cette différenciation permettrait de dégager 20 millions d'euros par an pour financer les travaux d'urgence, évités à plus de 400 millions d'euros sur quinze ans. Mais ces nouveaux tarifs entrent en vigueur « alors que les conditions de visite seront toujours aussi dégradées. Pire, les travaux prochains réduiront les espaces ouverts au public sur l'aile Sully », signale Valérie Baud, représentante CFDT au Louvre.

« Pensez au symbole, alerte une conservatrice du musée, qui requiert l'anonymat. Vous imaginez faire payer un Irakien plus cher qu'un Belge pour qu'il voie le code de Hammurabi qui vient de son pays ? Taxer davantage les Africains pour qu'ils découvrent au pavillon des Sessions des objets dont leurs pays pourraient demander la restitution ? »

Pour Alexis Fritche, secrétaire général de la CFDT-Culture, « une telle logique, fondée sur l'origine géographique, est discriminatoire et n'a pas sa place dans un service public culturel. Elle rompt avec les principes d'universalité, d'égalité et d'ouverture qui fondent nos institutions ». Les partisans de cette discrimination au passeport répliquent que la rupture d'égalité existe déjà : les jeunes de moins de 26 ans issus de l'Union européenne bénéficient de la gratuité dans les musées nationaux, alors que ceux venant d'ailleurs dans le monde paient le prix fort. ■

ROXANA AZIMI

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr; Emploi : www.talents.fr

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037



PRINTED IN FRANCE
ACPM

67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26



L'Imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midy-Print, Gallargues le Montueux



Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Europhosphat : PIlot = 0,0083 kg/tonne de papier

En vente chez votre marchand de journaux



Collection croisière 2026 de Dior, présentée dans les jardins de la villa Albani Torlonia, à Rome, le 27 mai. GUGLIELMO MANGIAPANE/REUTERS

A Rome, une croisière particulière

Maria Grazia Chiuri a présenté, mardi 27 mai, dans sa ville natale, le défilé croisière 2026 de Dior. Une collection très élégante pour le soir, faite d'expérimentations textiles et de références historiques, aux airs de bouquet final

MODE
ROME

C'est une information connue des invités du défilé Dior comme des employés de la marque : cette collection croisière 2026, présentée à Rome, le 27 mai, est la dernière de Maria Grazia Chiuri pour la marque. Après neuf ans de bons et loyaux services, la designer des collections femmes devrait bientôt laisser sa place à Jonathan Anderson, qui a déjà pris le poste de designer homme chez Dior en avril. Mais, en attendant l'annonce, le sujet n'est pas officiellement évoqué. Et, à ce défilé, toute l'attention est centrée sur la créatrice, qui s'offre un dernier événement spectaculaire dans sa ville natale, où elle réside quand son travail n'exige pas sa présence à Paris.

Chez Dior, les collections croisière sont toujours mises en scène dans un ailleurs dépaysant. La plupart du temps, les destinations permettent de faire des clins d'œil au passé de la maison (avec un château en Ecosse ou

l'Acropole, à Athènes) ou de s'associer avec des artisans locaux (au Mexique, en Espagne, au Maroc, etc.), dont les savoir-faire étrangers apportent une touche d'exotisme aux collections. Même si Christian Dior appréciait l'Italie, les liens historiques entre la griffe et la capitale sont ténus ; Rome semble plutôt avoir été choisie pour donner à Maria Grazia Chiuri l'occasion de parler d'elle et de montrer ce qu'elle aime.

Pour ce dernier défilé, les 750 invités ont chacun reçu un petit livret avec les meilleures adresses romaines de la designer, allant du restaurant à la galerie d'art en passant par la librairie. La matinée précédant le show, un circuit a été organisé afin de faire découvrir plusieurs de ces lieux, tous liés à la culture italienne.

Le plus important d'entre eux, pour Maria Grazia Chiuri, est le Teatro della Cometa (« Théâtre de la Comète »), qu'elle a racheté en 2020. La salle, inaugurée en 1958 par la galeriste et mécène Anna Laetitia Pecci Blunt (aussi appelée « Mimi »), dont le goût pour les arts a toujours séduit la styliste, a connu

Des gilets plutôt masculins, parfois à queue-de-pie, accompagnent de longues jupes en fine dentelle

son heure de gloire dans les années 1960 quand elle accueillait Samuel Beckett ou Igor Stravinsky. Les décennies suivantes furent moins fastes, mais il est difficile de se le figurer quand on découvre le théâtre flamboyant neuf après plusieurs années de travaux. Ce 27 mai au matin, Maria Grazia Chiuri y est présente avec sa fille Rachèle Regini (conseillère culturelle chez Dior) et reçoit, l'air enjoué, ses nombreux invités. Parmi eux, la PDG de Dior, Delphine Arnault, mais aussi des artistes locaux ou internationaux (l'actrice britannique Rosamund Pike, égérie de la marque, y fait une entrée remarquée dans une robe couleur or).

Broderies saillantes

Dans la foulée, les invités ont rendu visite à Pietro Ruffo. La collaboration entre cet artiste romain et Maria Grazia Chiuri remonte à l'époque où la designer travaillait chez Valentino, et s'est poursuivie chez Dior. Dans son atelier, situé dans une ancienne manufacture de pâtes, le charismatique quadragénaire a montré au travers de ses œuvres son goût pour le papier et les cartes géographiques, mais surtout ses dessins qui sont devenus des cartes de soie Dior. Le dernier en date, pensé pour cette croisière, représente les monuments les plus emblématiques de Rome. « Maria Grazia est comme une cheffe d'orchestre qui tire le meilleur parti de ses musiciens et sans jamais se mettre en avant », s'enthousiasme l'artiste.

Le soir venu, les invités ont convergé vers la villa Albani Torlonia, un magnifique édifice néoclassique du XVIII^e siècle appartenant à la famille Torlonia, qui n'accorde que très rarement des droits de visite – la présence du défilé Dior témoigne à la fois de la puissance de la marque de LVMH et de l'entregent de Maria Grazia Chiuri à Rome. Dans les jardins à l'italienne de la villa, avant le début du show, des danseurs surgissent de bosquets ou miment en groupe des tableaux vivants. Des acteurs vêtus de costumes d'époque fabriqués par Tirelli (dont les ateliers faisaient aussi partie du tour matinal) se mêlent aux invités. « Quand on parle de Rome, on pense toujours à l'art antique, je voulais aborder la ville autrement, montrer ses liens avec le cinéma, le théâtre, la danse », explique Maria Grazia Chiuri.

La collection est inspirée par un « bal blanc », donné à Paris, en 1930, par « Mimi », où les invités étaient arrivés dans de somptueuses robes à crinoline, ou déguisés en statue. Maria Grazia Chiuri se sert de la couleur blanche pour fédérer des silhouettes qui piochent dans tous les vestiaires de toutes les époques : des gilets plutôt masculins, parfois à queue-de-pie, accompagnent de longues jupes en fine dentelle ou sculptées de broderies saillantes comme des bas-reliefs. Des vestes militaires rencontrent de longues robes à traîne, chargées de volants. Quelques silhouettes en velours noir ou rouge rompent l'uniformité chromatique. C'est un vestiaire du soir, très élégant, qui frappe par sa cohérence et par la qualité de la réalisation (parmi les 80 looks, 31 sont de la haute couture).

L'absence de logo, la quantité restreinte d'accessoires et le grand nombre de tenues transparentes laissent supposer que Maria Grazia Chiuri n'avait pas envie, cette fois-ci, d'obéir à des logiques commerciales. Mais, plutôt de se concentrer sur ce qui compte pour elle, c'est-à-dire le travail de la matière, enrichi par des références historiques. L'ensemble est beau, mais aussi un peu redondant : certaines silhouettes se répètent et, plus généralement, il ressemble à ce que Maria Grazia Chiuri a l'habitude de proposer chez Dior depuis 2016. Tout en étant réussi, ce défilé souligne la nécessité pour la marque d'aller de l'avant, et de définir un nouveau langage esthétique qui lui permette de rester compétitive dans une industrie du luxe en crise. ■

Féminisme, héritage revisité, confort et huit collections par an

NÉE EN 1964, Maria Grazia Chiuri a étudié la mode et commencé sa carrière dans sa ville natale, Rome. Elle s'occupe de la ligne de maroquinerie chez Fendi, puis intègre en 1999 Valentino, où elle gère d'abord le département des accessoires avant d'être promue codirectrice artistique avec Pierpaolo Piccioli en 2008. Elle est approchée par Dior, qui cherche un successeur à Raf Simons pour diriger les collections féminines (qui englobent le prêt-à-porter, la haute couture et les accessoires). Elle quitte Valentino après dix-sept ans au sein de la maison romaine, en 2016.

Chez Dior, elle devient la première femme à occuper le poste de directrice artistique. La dimension féministe prend immédiatement une place centrale dans son travail : dès son premier défilé de septembre 2016, elle envoie sur le podium des tee-shirts portant le message « We should all be feminists » (« nous devrions tous être féministes »), en référence à l'essai du même nom de l'écrivaine nigériane Chimamanda Ngozi Adichie, qui prône la déconstruction des stéréotypes de genre. En interview, la créatrice romaine explique que l'égalité entre les sexes est loin d'être acquise, et qu'il faut aborder le sujet.

Par la suite, elle ne cesse de marteler son message sur différents registres : outre les collections, chaque décor de défilé est imaginé par une artiste féminine, les artisans sollicités à travers le monde pour enrichir ses collections sont en grande partie des femmes, à l'instar des brodeuses de la Chanakya School of Craft en Inde, et Maria Grazia Chiuri n'accepte d'être photographiée que par des femmes.

En parallèle, la designer a toujours revendiqué une approche rationnelle du vêtement, facile à porter et confortable grâce au travail sur la légèreté des matières et la fluidité des coupes. Contrairement à certains de ses prédecesseurs masculins chez Dior, elle ne fantasme pas le corps féminin. Et fait preuve de flexibilité, en adaptant bon nombre de silhouettes du passé de Dior (le tailleur Bar, la robe La Cigale, la robe Junon, etc.) à ses standards de portabilité.

Succès commercial

Son pragmatisme lui a valu un certain nombre de critiques : le milieu de la mode lui a reproché de manquer de créativité, et parfois de se servir du féminisme comme d'un argument marketing pour assurer la promotion de produits de luxe. Ce qui est certain, c'est qu'en tandem avec le PDG Pietro Beccari elle a fait exploser le chiffre d'affaires du département féminin entre 2016 et 2023.

La croissance a reposé sur le prêt-à-porter, qu'elle a rendu plus désirables, mais surtout sur les accessoires et son Book Tote, un cabas brodé et personnalisable devenu populaire au point d'être copié par les marques grand public. Le succès commercial et l'endurance de Maria Grazia Chiuri, qui a livré chaque année huit collections, ont, au fil du temps, fait taire ses détracteurs.

En 2023, le PDG Pietro Beccari est parti chez Louis Vuitton, et en 2024 la crise économique a fortement ralenti le commerce en Chine. Même si Maria Grazia Chiuri a fait preuve de constance dans son travail, dans un contexte commercial tendu, l'idée s'est peu à peu imposée qu'une nouvelle direction artistique redonnerait de l'élan à la marque. Au sein du groupe LVMH, Jonathan Anderson, qui a fait ses preuves chez Loewe pendant onze longues années, fait figure de remplaçant idéal. Déjà nommé à la tête de Dior homme en mars 2025, il devrait aussi prendre la direction des lignes féminines prochainement. ■

E. V. B.

ELVIRE VON BARDELEBEN

Francesca Melandri

« L'empathie sélective pour les peuples en souffrance est un échec éthique colossal »

Certains défendent les Ukrainiens et ignorent les Gazaouis. D'autres font l'inverse.

Rien n'est plus déshumanisant que d'utiliser un crime de guerre pour en relativiser un autre, alerte l'écrivaine italienne dans un discours, prononcé le 7 mai, à Vienne

[L'écrivaine et documentariste italienne Francesca Melandri a reçu le prix Bruno-Kreisky pour le livre politique en récompense de l'ensemble de son travail journalistique. Ce prix, décerné par un organisme autrichien, l'Institut Karl-Renner, récompense « la littérature politique qui défend la liberté, l'égalité, la justice sociale, la solidarité, la démocratie et la cohésion sociale, la tolérance et la liberté artistique ». Ce texte est issu du discours que Francesca Melandri a prononcé lors de la cérémonie de remise, le 7 mai, à Vienne.]

En 1992, avec un autre cinéaste, j'ai enregistré la détresse des Lhotshampas, une minorité d'origine népalaise du Bhoutan, royaume de l'est de la chaîne de l'Himalaya. Le nouveau roi de ce pays, qui avait décidé de le transformer en un Etat bouddhiste monoethnique, avait violemment expulsé les Népalais hindouistes qui y vivaient depuis des générations, les forçant à se réfugier au Népal. Des centaines de milliers d'entre eux se trouvaient alors dans les plaines népalaises du Terai, dans un camp de réfugiés misérable installé dans le lit sec d'une rivière saisonnière que la mousson allait bientôt transformer en coulée de boue toxique.

Nous avions alors interviewé de nombreux réfugiés qui nous ont raconté l'histoire typique de toutes les épurations ethniques : des gens tués devant leurs proches, des viols collectifs, des maisons incendiées, des fuites nocturnes sans rien d'autre que les vêtements que l'on porte. Nous avons beaucoup filmé.

De retour en Italie, j'ai proposé un documentaire aux chaînes de télévision, mais la réponse était toujours la même : « Il y a une épuration ethnique en Bosnie en ce moment, personne ne s'intéresse à celle-là. » J'ai argumenté que personne ne s'en souciait justement parce qu'on n'en parlait pas, mais cela n'a rien changé. Nos images n'ont jamais été reprises dans les journaux télévisés. C'est ainsi que j'ai appris une importante leçon : il existe des génocides plus populaires que d'autres.

Aujourd'hui, un comportement, en réponse aux crises et aux bains de sang dans le monde, m'inquiète souvent davantage que les événements eux-mêmes, car il a trait à notre cognition. Et la cognition est l'endroit où nous percevons le monde, réagissons à ce qu'il s'y passe, prenons des décisions. C'est l'endroit où le monde – et donc la politique – se construit, comme les dictateurs et

leurs propagandistes le savent très bien : contrôlez la pensée des gens, vous aurez fait l'essentiel du travail pour établir une tyrannie. Ce comportement, je l'appelle l'empathie sélective.

Je ne parle pas de la différence naturelle d'affection que nous ressentons entre nos proches et des inconnus – elle est nécessaire à la survie de notre espèce. Je parle de la manière différenciée dont nous, publics occidentaux, éprouvons de l'empathie envers les personnes frappées par des catastrophes, des crises que je classerais en deux catégories : celles qui, au mieux, éveillent une vague compassion, faute de lien personnel avec elles (surtout est que nous en soyons informés) ; et celles pour lesquelles nous développons un engagement personnel. L'épuration ethnique des Lhotshampas est un exemple extrême du premier type. Chaque fois que j'en parle à d'autres Européens, la réponse la plus fréquente est : « Je n'en ai jamais entendu parler ! »

Des effets de mode

Aujourd'hui, les catastrophes humanitaires et les guerres en cours au Soudan, et encore plus en République démocratique du Congo, sont très éloignées des préoccupations des Européens – ce qui explique la faible couverture médiatique de ces apocalypses de souffrance qui elles-mêmes expliquent l'indifférence des gens, dans une boucle de rétroaction du désintérêt. La sélection de ce qui nous émeut ou non est le résultat d'un mélange très complexe d'histoire, de géopolitique, d'intérêts hégémoniques, d'habitudes. Et même d'effets de mode. Vous souvenez-vous quand tout le monde était solidaire de la cause tibétaine ? Aujourd'hui, elle n'intéresse plus grand monde.

Ensuite, il y a le deuxième groupe d'événements – avec comme meilleur exemple l'épuration ethnique en Bosnie. Ce sont des crises qui font les gros titres, qui sont dans nos conversations, qui nourrissent le débat politique. Mais cet engagement accru peut aussi présenter un côté obscur. Il était déjà visible depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie [le 24 février] 2022 ; il a pris une ampleur bien plus grande après l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023.

Un grand nombre de citoyens occidentaux sont à juste titre indignés par la violence disproportionnée des représailles d'Israël à Gaza, par l'ampleur insupportable des souffrances, de la faim et de la mort infligées aux Palestiniens. Ils expriment, à juste titre, leur colère contre nos gouvernements, qui ne mettent pas fin à ce carnage, voire qui y apportent leur soutien.

Et pourtant, après trois ans, parmi ces mêmes citoyens, trop nombreux sont ceux qui n'ont jamais exprimé, ne seraient-ce qu'une fois, leur solidarité face à l'ampleur tout aussi insupportable des souffrances infligées par Poutine aux

Ukrainiens. Ils n'ont pas été capables de prononcer un seul mot sur Marioupol, réduite comme Gaza à un champ de ruines, avec des dizaines de milliers de tombes anonymes ; ni sur les enfants ukrainiens kidnappés, un acte de génocide typique, selon le droit international ; ni sur l'écocide provoqué par l'explosion du barrage de Nova Kakhovka ; ni sur Boutcha ; ni sur les bombardements quotidiens de civils dans les villes ukrainiennes. Pas un mot.

Pourquoi ? Si je devais l'expliquer en un mot, ce serait : l'identité. Non pas celle des victimes de ces souffrances terribles, mais celle de leurs spectateurs. Pour trop de gens dont l'identité politique repose entièrement sur l'idée que l'Occident est l'unique responsable de tous les maux du monde, il est impossible de reconnaître cette autre force violente de l'histoire mondiale : l'impérialisme russe. Aucune reconnaissance de la brutalité qu'ont subie pendant des siècles les Polonais, les Baltes, les Tchétchènes – les Tchétchènes ! –, les Tatars et d'innombrables autres peuples de la vaste étendue eurasiatique, sans parler des Ukrainiens. C'est comme si toute leur identité était menacée s'ils venaient à le reconnaître. Les Ukrainiens, pour eux, n'existent tout simplement pas.

Mais l'inverse est également vrai. Je vis la moitié de l'année à Berlin, et j'ai été consternée de constater combien la majorité des responsables politiques allemands parlent des souffrances des Palestiniens comme s'il s'agissait d'une plaie biblique, d'une calamité d'origine mystérieuse... pour éviter de prononcer un mot, Israël. Et alors qu'ils soutiennent l'Ukraine avec la solidarité qu'elle mérite, en tant que pays agressé, les expressions publiques de solidarité vis-à-vis des Gazaouis sont trop souvent réprimées avec une extrême sévérité – comme la décision [des autorités berlinoises] d'expulser quatre étudiants palestiniens, en avril. Pourquoi ? Certaines raisons psycho-historiques sont évidentes, d'autres le sont moins. Cependant, de mon point de vue d'observatrice issue d'un pays dont l'histoire est liée, de manière sombre, à celle de l'Allemagne, l'étrange empathie sélective du discours officiel allemand – solidarité pour l'Ukraine, silence sur Gaza – semble découler d'un refus de reconnaître que l'image ancrée que l'Allemagne démocratique se fait d'elle-même, fruit d'un travail admirable de repentance pour ses crimes passés, doit être repensée en profondeur si elle veut continuer à honorer son engagement sacré de défense des droits humains. Autrement dit, il s'agit d'une crise identitaire.

Dans bien d'autres pays occidentaux également, les responsables politiques manipulent leurs citoyens en prétendant que les horreurs de Gaza n'existent pas ou qu'elles n'ont pas de cause identifiable –

alors même que les citoyens voient parfaitement ce qu'il se passe. Trop de nos élus, aux niveaux national et européen, proclament qu'ils défendent les valeurs européennes en soutenant l'Ukraine, tout en les ignorant de façon flagrante lorsqu'il s'agit de Gaza. Ce double standard est un échec éthique colossal.

De l'autre côté, une grande partie de la gauche occidentale continue, trois ans après, de refuser de dépasser son anti-américanisme figé, et n'arrive pas à inclure l'Ukraine dans sa solidarité anti-coloniale, bien qu'elle lutte pour son autodétermination. Ce refus de solidarité, de la part de trop de progressistes, envers une victime d'agression impérialiste, est lui aussi un échec historique.

L'identité s'empare de l'empathie

Ces deux aveuglements symétriques – celui de certains représentants élus et celui de citoyens engagés, chacun limitant leur compassion à un seul type de victime – sont un échec collectif de nos démocraties. Alors que l'autocratie fonctionne sur l'irresponsabilité, la démocratie repose sur une responsabilité partagée entre la classe politique et la société civile – et toutes deux doivent en répondre. Il y a quelque chose de profondément égocentrique dans cette manière dont l'identité s'empare de l'empathie. Dès qu'apparaît, sur un réseau social, l'image d'une femme ukrainienne berçant son enfant tué par un missile, quelqu'un commente inévitablement : « *Et les enfants à Gaza, alors ?* »

Et que dire des affiches représentant les otages israéliens enlevés par le Hamas, collées dans les rues de New York, et déchirées par des étudiants « *en solidarité avec la Palestine* ». Je ne peux imaginer rien de plus déshumanisant que d'utiliser un crime de guerre pour en relativiser un autre. Cela ne rend service à aucune des victimes, aucun des camps. Et rien n'est plus obscène que cette idée selon laquelle, si un acte de violence est plus médiatisé qu'un autre, c'est que ses victimes seraient « favorisées ». Ah, les chanceuses femmes bosniaques, dont les viols ont été plus médiatisés que ceux des Népalaises du Bhoutan !

L'Europe a déjà traversé des époques où l'identité était utilisée comme une arme pour anéantir l'empathie. Elle était alors devenue un lieu où des hommes et des femmes, pourtant sincèrement attachés à leurs proches, pouvaient considérer la souffrance de certains êtres humains comme aussi insignifiante que celle que subiraient des insectes. Il y a quarante-cinq ans, nous avons juré de ne plus jamais emprunter cette voie. Notre démocratie ne peut survivre que si nous tenons cette promesse. ■

Traduit de l'anglais par Eric Chapsal



LA SÉLECTION DE CE QUI NOUS ÉMEUT OU NON EST
LE RÉSULTAT D'UN MÉLANGE TRÈS COMPLEXE D'HISTOIRE, DE GÉOPOLITIQUE, D'INTÉRÊTS HÉGÉMONIQUES ET D'HABITUDES

Francesca Melandri est une écrivaine et documentariste italienne. Elle est l'autrice d'*« Eva dort », « Plus haut que la mer », « Tous, sauf moi »* (Gallimard). Discours reproduit avec l'autorisation de The Italian Literary Agency

Hakim El Karoui Nul besoin de renverser l'Etat de droit pour lutter contre l'islamisme en France

Le rapport sur l'«entrisme» des Frères musulmans a créé une situation paradoxale : le gouvernement crie au loup alors que le rapport documente avec des éléments factuels la perte d'influence des Frères musulmans en France. L'islamisme est-il pour autant en déclin? Non, mais ses promoteurs ont changé.

Depuis 2017, l'action du gouvernement contre l'islamisme s'est concentrée sur le volet sécuritaire, avec la loi sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme et le renforcement de la plateforme Pharaos, qui centralise les signalements de contenus illégitimes en ligne, et notamment ceux qui font l'apologie du terrorisme. La loi de 2021 a élargi le dispositif à la lutte contre le «séparatisme», en encadrant associations, cultes et financements. Mais, alors que la situation sur le terrain et sur les réseaux n'évolue pas, il faut reconnaître que le seul domaine où la réponse sécuritaire est efficace, c'est... celui de la sécurité. Les attentats ont baissé, grâce à l'efficacité renforcée des services de renseignement.

Déconcentrer la population

Alors que faire? Avec l'arrivée de Bruno Retailleau au ministère de l'intérieur, avec la poussée du Rassemblement national, la ligne dure s'impose peu à peu. L'Etat de droit est présenté comme une entrave qui bride l'action puisqu'il s'agit d'effacer de l'espace public les manifestations de religiosité musulmane (le voile, les prières), de corriger les prêches dans les mosquées, de contrôler «l'entrisme» islamiste – sans d'ailleurs jamais le définir – et d'expulser autant que l'on peut. Ce qui pose effectivement quelques problèmes de libertés publiques, surtout quand on prend pour exemple les pays arabes!

Dès lors, la laïcité, c'est-à-dire la neutralité de l'Etat et de ses agents, n'est plus

L'essayiste constate qu'une ligne dure s'impose peu à peu sur l'islamisme dans le pays, qui, paradoxalement, remet en cause la laïcité. Pour lui, l'urgence est de structurer et de financer une organisation nationale de l'islam

considérée comme la solution et commence même à être un problème : on entend des appels en faveur d'un concordat entre l'Etat français et l'islam de France [Edouard Philippe, durant son entretien de rentrée politique à France Inter, le 13 septembre 2023], et un ministre de l'intérieur chargé des cultes [Bruno Retailleau, le 27 mars] peut s'écrier durant une réunion publique «A bas le voile!».

Il faut s'engager sur d'autres voies, qui reposent, elles, sur l'Etat de droit et la laïcité. En commençant par s'interroger sur le succès de l'islamisme, notamment auprès des jeunes, et comprendre, ce qui est très bien documenté par la recherche, qu'il s'agit d'abord et avant tout d'un problème d'identité pour de jeunes Français ayant des origines étrangères, qui se retrouvent dans un no man's land identitaire : plus vraiment de la culture des parents, pas encore complètement français. Les prédateurs islamistes s'engouffrent dans cet espace et savent comme personne répondre aux questions de ce public, ignorant de l'islam (c'est «la religion sans la culture» dont parle le politologue Olivier Roy) mais demandeur de règles de vie religieuse – comme les catéchumènes catholiques ou les évangéliques, d'ailleurs. Le coaching personnel à référence islamique, inspiré des évangéliques américains et des imams saoudiens, est très efficace.

Autre point fondamental : les phénomènes de concentration de populations immigrées de culture musulmane dans certains territoires, le plus souvent métropolitains. Ils permettent aux activistes d'imposer des normes de comportement dans les espaces publics au nom

de l'ethos du «bon musulman». Lutter contre cette concentration est indispensable pour réussir l'intégration de tous. C'est le rôle de l'Etat : répartir la population, avec la politique du logement et la carte scolaire.

Mais il peut aussi aider les bonnes volontés, tout en restant laïque et neutre. Des efforts ont été entrepris entre 2017 et 2020 pour organiser et financer l'islam. Puis tout s'est arrêté. Il faut les reprendre. Et d'abord institutionnaliser : une organisation nationale est nécessaire pour parler aux pouvoirs publics et pour mener les actions nécessaires contre l'islamisme et les actes antimusulmans.

Les gouvernements précédents ont fait l'effort de porter sur les fronts baptismaux le Forum de l'islam de France (Forif) ; il faut maintenant le laisser prendre son envol, créer une association, désigner un bureau, tout en coupant les liens de sujétion avec le ministère de l'intérieur qui le décrédibilisent aux yeux des

rares fidèles qui le connaissent. Deuxième action essentielle : le financement. Restons laïques : pas besoin d'argent public. Il existe déjà en France une grande quantité d'argent lié au culte musulman. Et il ne vient pas de l'étranger mais des dons des fidèles : je l'estime à 200 millions ou 300 millions d'euros.

Mais pas un euro ne remonte à une structure nationale puisqu'elle n'existe pas. L'économie du halal et l'organisation du pèlerinage représentent deux autres possibles sources financières. Les musulmans français doivent créer d'urgence un pavillon français ou européen pour le pèlerinage de La Mecque, le faire financer par les fidèles et prélever une redevance pour financer le Forif. Au passage, l'Etat pourrait utiliser sa férule pour demander aux acteurs du halal de faire la transparence sur leurs produits au nom de la protection du consommateur, et le Forif pourrait ensuite prélever une redevance.

La bataille des réseaux sociaux

Grâce à la confiance créée, il sera en mesure de faire des appels à projets pour récolter de l'argent auprès des fidèles et mener le travail de sensibilisation nécessaire : financer la recherche théologique, former les responsables religieux dans le cadre de notre modernité, offrir des compléments de rémunération aux imams pour professionnaliser leur pratique, lutter contre les actes antimusulmans et, surtout, mener la bataille des réseaux sociaux.

C'est là où se joue l'essentiel car ce sont sur les réseaux que les influenceurs diffusent leurs normes de comportement.

Comment y arriver? Pas par une action venue d'en haut, officielle et institutionnelle. Mais par l'encouragement à la prise de parole de jeunes (et de moins jeunes), capables d'offrir des réponses tolérantes et ouvertes aux questions religieuses que posent d'autres jeunes.

Enfin, l'Etat serait bien inspiré de renforcer l'offre scolaire qui est déficiente dans les quartiers populaires (ne touchons pas au dédoublement des classes en REP [réseaux d'éducation prioritaire]), de permettre à l'action sociale de s'y déployer à nouveau (le succès des Frères musulmans s'est toujours fait à travers leur) et, mesure révolutionnaire, d'ouvrir des commissariats pour assurer aux habitants la sécurité auxquelles ils ont droit. Cela permettra de balayer le discours sur le «deux poids deux mesures» qui est un terreau très fertile pour les islamistes.

Bref, chacun sa place : nul besoin de renverser l'Etat de droit ni de piétiner la laïcité. A l'Etat de faire son travail, aux musulmans de prendre leurs responsabilités et de mener la bataille idéologique et théologique contre l'islamisme. C'est un pacte de confiance qu'il faut sceller. ■

Hakim El Karoui est consultant et essayiste. Il est l'auteur de «L'Islam, une religion française» (Gallimard, 2018) et a dernièrement cosigné «Marine Le Pen présidente. Dystopie politique, 2026-2029» (Les Petits Matins, 262 pages, 20 euros)

LE SUCCÈS DE L'ISLAMISME, NOTAMMENT AUPRÈS DES JEUNES, RELÈVE D'ABORD ET AVANT TOUT D'UN PROBLÈME D'IDENTITÉ

Romain Badouard En 2005, le débat public sur le traité constitutionnel européen bouleversé par Internet

Le référendum organisé en France il y a vingt ans a donné lieu à la publication de centaines de pages Web disséquant le texte, analyse le chercheur en sciences de l'information

Il y a vingt ans exactement, le 29 mai 2005, 54,68 % des Français disaient non par référendum au traité constitutionnel européen (TCE). Le résultat surprit alors tout le monde, tant les voix en faveur du oui ont dominé le débat public. Le référendum met au jour plusieurs bouleversements majeurs de l'histoire politique récente. Parmi eux, le désamour des électeurs pour les institutions européennes, la montée des souverainismes ou les fractures de la gauche font partie des événements les plus commentés. Il en est un en revanche qui demeure un point aveugle de ces analyses, mais qui marque pourtant un tournant dans la vie politique française : la consécration d'Internet comme espace de participation citoyenne et de débat public.

Depuis sa création, dans les années 1960 aux Etats-Unis, jusqu'à l'invention du Web en Europe, au début des années 1990, le réseau est utilisé pour discuter sur des forums et des listes de discussion. Si le TCE a marqué un tournant, c'est d'abord par l'ampleur qu'y prend le débat public, à une

époque où Internet réalise une pénétration fulgurante dans les foyers français, à la faveur du déploiement du haut débit.

En 2005, YouTube et Facebook viennent tout juste d'être créés et ne sont pas encore disponibles en France. Sur le Web francophone, c'est surtout par les sites et les blogs que les internautes s'informent. A l'occasion des débats sur le référendum, ce sont des centaines de ces pages qui sont mises en ligne par des personnalités ou des amateurs pour disséquer le projet de constitution et débattre des interprétations à donner à ses différents articles.

Certains blogueurs accèdent à la notoriété, comme Etienne Chouard, enseignant du secondaire dont le site consacré au TCE reçoit 30 000 visites par jour au plus fort de la campagne. On ne parle pas encore d'influenceur, mais c'est bien ce phénomène qui est en gestation, et le succès de ces blogueurs vient directement concurrencer les éditorialistes. Sur le Web, la parole d'autorité entame une profonde mutation.

Dans l'espace médiatique traditionnel, l'affaire semble scellée :

les principaux partis ont appelé à voter pour le oui et, d'après l'émission «Arrêt sur images», diffusée alors sur France 5, qui réalise un décompte des temps de parole pendant la campagne, 70 % des participants aux différentes émissions politiques du PAF [paysage audiovisuel français] y défendent un vote en faveur du traité. Dans les sondages qui s'égrenent dans les médias, la population semble également accorder un large soutien au oui, même si ce soutien commence à s'effriter au début du printemps 2005.

A une centaine de kilomètres des rédactions parisiennes, un doctorant de l'université de technologie de Compiègne (Oise) s'intéresse à la teneur des débats en ligne autour du TCE. Membre de l'équipe de Franck Ghittala, qui a importé et développé en France des techniques innovantes de car-

tographie du Web, et du sociologue Dominique Boullier, Guilhem Fouetillou entreprend de recenser et de classer les sites francophones qui traitent du TCE. Il utilise des méthodes de «crawling», soit des programmes informatiques qui enregistrent les sites Web en naviguant de lien en lien, puis les classe un à un en fonction de leur orientation politique.

«Bulles cognitives»

Première surprise : en ligne, les sites partisans du non sont largement majoritaires, à hauteur de 54,6 % des 312 sites Web qu'il a identifiés, contre 26,8 % pour les partisans du oui – les sites résistants sont considérés comme apartisans, comme ceux des médias généralistes ou des institutions. Et alors que le non de gauche est peu visible dans les médias traditionnels, sur le Web, c'est très clairement cette position qui s'exprime. Les sites souverainistes sont en effet très minoritaires dans la sphère du non, identifiée par Guilhem Fouetillou, quand le non de gauche représente 82 % des sites opposés au traité.

Quand le non l'emporte finalement, l'enquête de M. Fouetillou et ses collègues, dont les résultats détaillés seront publiés en 2008 dans la revue Réseaux, va incarner la manière dont le Web puis les réseaux sociaux peuvent être utilisés comme terrains de mesure de l'opinion publique, en complé-

ment des traditionnels sondages. Après sa thèse, Guilhem Fouetillou fonde avec d'autres anciens de l'UTC l'entreprise Linkfluence, qui devient un acteur de premier ordre sur le marché émergent des enquêtes d'opinion en ligne.

La manière dont Internet concurrence les médias traditionnels comme espace d'information et de débat n'est pas le seul enseignement de la campagne sur le TCE.

L'enquête de Guilhem Fouetillou a également mis en lumière l'absence de liens hypertextes entre les sphères du oui et du non sur le Web. Difficile, depuis un site favorable au traité, par exemple, de trouver des liens qui vous mènent vers un site opposé au traité, et vice versa. Autrement dit, les partisans du non comme du oui semblent évoluer chacun dans des sphères idéologiquement homogènes, en s'évitant l'inconfort d'être confrontés à des arguments contradictoires.

Même à l'époque, le constat n'est pas nouveau, et le caractère homophile des communautés sur le Web, que l'on pourrait résumer par la maxime «qui se ressemble s'assemble», a déjà été documenté. Mais les conséquences politiques du débat provoquent une controverse sur les «bulles de filtres», les «bulles cognitives» ou les «bulles informationnelles» sur Internet, qui resurgira dix ans plus tard lors de la campagne sur le Brexit au Royaume-Uni,

ou lors de la présidentielle américaine de 2016. Ce seront alors les plateformes de réseaux sociaux qui seront accusées de générer de telles bulles, en ciblant l'information en fonction de nos préférences personnelles, nous condamnant à n'être exposé qu'à des informations qui nous confortent dans nos opinions.

Si les effets de ces bulles ont depuis été largement remis en cause par différentes études empiriques, il n'en reste pas moins que le référendum sur le TCE crée un débat durable sur la manière dont nos pratiques d'information en ligne peuvent limiter le pluralisme des sources sur Internet. Au lendemain du vote, les partis politiques entreprennent une remise en question. Pour les chercheurs en sciences sociales, c'est un autre enseignement qui est tiré : pour les débats de société à venir, il faudra dorénavant compter sur Internet. ■

EN LIGNE, LA PAROLE D'AUTORITÉ ENTAME UNE PROFONDE MUTATION

Romain Badouard est maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université Paris-Panthéon-Assas et chercheur au Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaires sur les médias

Zaki Laïdi Face à la Russie, l'Europe ne doit pas éluder quatre vérités cruelles

Le politiste, ancien conseiller du haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères, souligne que le soutien européen à l'Ukraine est mis à l'épreuve d'une configuration internationale peu clémence

En Ukraine, il y a un agresseur russe et un agressé ukrainien. Ce principe fondamental doit continuer à guider l'Europe. Pour autant, la volonté ne saurait exclure la lucidité. Et celle-ci commande d'exposer un certain nombre de vérités, fassent-elles cruelles.

La première est que l'Ukraine est en danger, tant sur le plan militaire que politique. La deuxième est qu'il est vain de rechercher le soutien de Donald Trump, qui n'a pas d'autre objectif que de se débarrasser de l'Ukraine et de marginaliser une Europe qu'il déteste. La troisième est que l'Europe n'est ni assez forte ni assez unie pour soutenir seule l'Ukraine. La quatrième est que le reste du monde, fatigué par cette guerre, ne se montre guère solidaire de nous, surtout qu'à longtemps prévalu, parmi les dirigeants européens, un silence assourdissant sur la tragédie de Gaza, qui commence seulement à être rompu.

Un fait est sûr. Kiev ne peut plus gagner la guerre. Malgré les pertes que s'infligent les deux parties, le front demeure à la fois sanglant et gelé. L'introduction massive de drones et le développement de la guerre électronique ont bouleversé la donne. Ils ont rendu le terrain totalement transparent, donc terriblement léthal. Les Russes se sont beaucoup mieux adaptés à la guerre qu'on ne le dit. Leur maîtrise de la guerre électronique comme celle de la guerre low cost leur confèrent un avantage indéniable. Et même si leurs pertes demeurent phénoménales, leur capacité à générer de nouvelles forces est inépuisable, stimulée par les avantages financiers accordés aux soldats pendant leur engagement et après leur décès à leurs familles.

Du côté ukrainien, la situation est différente, car le vivier humain est par définition moins grand. De surcroît, le refus d'abaisser l'âge de la conscription au-dessous de 25 ans pose de réels problèmes, que Kiev sous-estime. Les désertions sont fort nombreuses, et trop d'Ukrainiens quittent le pays pour éviter la guerre. Même s'ils ne le disent pas publiquement, les dirigeants polonais estiment, de ce point de vue, que l'Europe subventionne trop de réfugiés ukrainiens, et clairsème, ce faisant, le nombre de combattants potentiels.

«Géonarcissisme» contrariant

La deuxième vérité concerne les Etats-Unis. Donald Trump ne manifeste aucun intérêt pour la valeur stratégique de l'Ukraine, qu'il considère comme faisant partie de la zone d'influence de la Russie. Il recherche un arrangement avec celle-ci pour être le seul et unique bénéficiaire d'un armistice suivi d'un cessez-le-feu. Croire donc qu'il sera possible de le convaincre, avec des arguments rationnels, de la mauvaise foi de Poutine est largement illusoire, sinon naïf. Car si l'on connaît jusqu'à présent les contraintes de la géopolitique, il nous faudra désormais nous habituer à vivre et à compter avec celles du «géonarcissisme».

Jamais Trump ne laissera l'Europe prendre les commandes d'un règlement. Pour lui, l'Europe constitue un obstacle économique, idéologique et politique à la mise en place d'un nouvel ordre mondial illibéral. Il veut donc la caser en traitant avec les Etats séparément pour mieux les dominer. Il ne procédera donc pas forcément au retrait des Etats-Unis de l'Alliance atlantique (OTAN), car le coût du démantèlement est trop

élevé. Mais il est à craindre qu'il fasse obstacle à l'organisation d'une relève organisée de l'Europe.

Une européanisation de l'OTAN confirrait du pouvoir à l'Europe sans garantie de contrepartie tangible aux Etats-Unis, notamment pour ce qui concerne l'accès au marché militaire européen. Un accès que bien des Européens sont ravis de pouvoir garantir à Washington contre un peu de bienveillance. Il est donc probable qu'il prévaudra un entre-deux flou que chacun interprétera comme il le voudra, mais qui aura pour conséquence d'éroder la garantie américaine tout en préservant les avantages pour Washington.

En outre et contre toute attente, la Russie se trouve être la gagnante provisoire de la compétition sino-américaine. D'un côté, les Etats-Unis craignent (et c'était déjà le cas avant Trump) un effondrement de la Russie, compte tenu des risques systémiques que cela créeraient. Et de l'autre, la Chine considère la Russie comme un allié subordonné de première importance face aux Etats-Unis.

La troisième vérité concerne l'Europe elle-même. Sur le papier, elle demeure unie même si, depuis l'arrivée de Trump, aucun Conseil européen n'a pu se tenir par crainte de ne pouvoir dégager une position commune. Vue de près, la réalité est relativement inquiétante. L'accord donc qu'il sera possible de le

convaincre, avec des arguments rationnels, de la mauvaise foi de Poutine est largement illusoire, sinon naïf. Car si l'on connaît jusqu'à présent les contraintes de la géopolitique, il nous faudra désormais nous habituer à vivre et à compter avec celles du «géonarcissisme».

KIEV NE PEUT PLUS GAGNER LA GUERRE. MALGRÉ LES PERTES QUE S'INFLIGENT LES DEUX PARTIES, LE FRONT DEMEURE À LA FOIS SANGLANT ET GELÉ

tuelle haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, l'Estonienne Kaja Kallas, paraît hors jeu. La France, l'Allemagne, la Pologne et le Royaume-Uni, en tentant des initiatives communes, constituent une sorte de «directoire européen» qui se substitue à une Union divisée. C'est en soi une bonne nouvelle, mais ses moyens sont limités, et son unité fragile.

L'idée d'envoyer des forces en Ukraine est au point mort après avoir été présentée comme imminente. Certains Etats, dont la Pologne et l'Allemagne, y sont opposés. La France et le Royaume-Uni sont les plus partants. Mais leur capacité à générer des forces en nombre suffisant et capables d'assurer des rotations est plus que difficile.

Encerclement stratégique

De surcroît, la finalité de ces déploiements est pour le moins imprécise. Elle n'a cessé d'évoluer dans un sens plus limité : encadrement des forces ukrainiennes au combat, force de dissuasion ou simple force d'entraînement ? Rien n'est tranché. D'autant que, si les Etats-Unis s'y opposent, il sera virtuellement impossible pour les forces européennes d'utiliser le matériel américain sur le sol ukrainien. D'où le repli vers une politique de pression maximale sur Trump pour qu'il change d'avis, sanctionne Poutine et soutienne l'Ukraine. C'est malheureusement peu probable.

En réalité, et comme le rappelait récemment Dmytro Kuleba, l'ancien ministre des affaires étrangères, l'Ukraine est victime d'un encerclement stratégique qui vient non seulement de la Russie, mais aussi de la Hongrie, de la Slovaquie et peut-être même en partie de la Pologne. Celle-ci refuse catégoriquement d'envoyer des troupes ou de continuer à accorder des faveurs à l'agriculture ukrainienne, que l'Europe va priver de plus de 3 milliards d'euros de revenus en mettant fin, le 5 juin, aux exemptions temporaires de droits de douane et de quotas qu'elle avait accordées à Kiev.

Par ailleurs, malgré tous les discours et les menaces, l'Europe contribue de

faire à plus de 20 % de l'effort militaire de la Russie en raison de ses importations de gaz – au passage, la France a été, en 2024, le plus gros importateur européen de gaz liquide russe. L'idée de transférer en Ukraine les avoirs russes gelés ne fait pas non plus consensus. Enfin, il faut rappeler que l'embargo sur les exportations européennes vers la Russie continue à être largement contourné par des exportations européennes (surtout allemandes) vers le Kirghizistan, le Kazakhstan ou la Turquie, sans parler, bien entendu, de l'ensemble des pays du Sud et de la Chine, qui refusent de s'associer à la moindre sanction contre Moscou.

Ce qui nous amène au quatrième point. Les pays du Sud global se sentent confortés par la désinvolture de Trump : ils considèrent d'autant plus que ce conflit n'est pas majeur et ne les concerne pas. D'autant que, comme l'a rappelé le président Emmanuel Macron lui-même, le 16 mai, à Tirana, lors du sommet de la Communauté politique européenne, notre silence face à la tragédie de Gaza passe mal dans des pays qui voient en l'Europe le parangon de l'hypocrisie diplomatique.

Tout cela n'invaliderait nullement la nécessité pour l'Europe de faire face à la Russie. Mais il faut ajuster notre discours à nos moyens, éviter que des ultimatums martiaux, comme ceux lancés avant les négociations d'Istanbul, ne se heurtent à un rapport de force défavorable et restent sans effet sur une Russie soutenue de fait par Trump. Faute de quoi, notre capacité à dissuader Poutine ira en s'affaiblissant. ■

Katia Roux La surveillance par reconnaissance faciale doit rester une ligne rouge

Tandis que des responsables politiques français cherchent à faire accepter dans le pays l'usage de cette technologie à des fins policières, et plus seulement pour de l'authentification, comme sur les téléphones ou à l'aéroport, la chargée de plaidoyer à Amnesty International France alerte sur les dangers d'une telle utilisation

Longtemps, la reconnaissance faciale est restée une ligne rouge en France. Même les plus technophiles de nos responsables politiques considéraient ces outils comme une limite à ne pas franchir au nom des libertés. Ce consensus a vécu. De récentes prises de parole de ministres et d'élus municipaux préparent le terrain et les esprits à l'utilisation de technologies très intrusives.

Le 7 mars, le ministre des transports, Philippe Tabarot, a ainsi pu dire, sur Sud Radio, être «en phase» avec Martine Vassal, présidente (divers droite) de la Métropole Aix-Marseille-Provence, lors-

qu'elle propose de généraliser la reconnaissance faciale dans les transports marseillais. Quand, en 2022, Gérald Darmanin [alors ministre de l'intérieur] affirmait devant le Sénat être opposé à la reconnaissance faciale, il s'agissait sans doute de rassurer. Mais, pour le ministre de la justice, les inquiétudes d'hier relèvent aujourd'hui d'une «paranoïa sur la technologie», a-t-il estimé, le 4 mai, dans une vidéo en ligne du média *Legend*. Il considère que la reconnaissance faciale est devenue facile, rapide, et surtout nécessaire pour garantir la sécurité, sans prendre la peine de préciser les différentes finalités de ces outils.

Or, il faut être précis. La reconnaissance faciale à des fins d'authentification vise à confirmer l'identité d'une personne, à vérifier qu'elle est bien celle qu'elle prétend être. Ces outils sont déjà utilisés en France pour déverrouiller son téléphone portable ou passer un portique d'aéroport, par exemple. Des usages, a priori, peu risqués pour les droits humains.

Beaucoup à craindre

La reconnaissance faciale à des fins d'identification vise, elle, à repérer une personne parmi une foule. Elle devient dès lors un outil permettant la surveillance de masse et le ciblage de certains groupes de la population, comme les militants de Black Lives Matter, à New York, les femmes non voilées, en Iran, ou les personnes souhaitant participer aux marches des fiertés, en Hongrie.

«Si vous n'avez rien à vous reprocher, vous n'avez rien à craindre.» C'est ce que répètent à loisir nos dirigeants. Il y a un contraire beaucoup à craindre si la reconnaissance faciale était utilisée de manière dans l'espace public en France. Être identifiable partout et à tout moment risque de conduire à une modification des comportements pour correspondre aux critères de nos dirigeants du moment. Si ceux-ci décident d'interdire abusivement des manifestations ou de criminaliser

LOIN DE PRÉVENIR LA CRIMINALITÉ, L'EFFET DISSUASIF DE CE DISPOSITIF RISQUE DE MENER À L'AUTOCENSURE ET AU NON-EXERCICE DE NOS DROITS

des militants pacifiques, la reconnaissance faciale leur fournira les moyens de leur répression. Loin de prévenir la criminalité, l'effet dissuasif de ces technologies risque avant tout de mener à l'autocensure et au non-exercice de nos droits. La normalisation des comportements, induite par la reconnaissance faciale, menace l'expression pacifique de nos opinions, de nos convictions, de notre identité personnelle.

Aujourd'hui sujets détenteurs de droits, nous risquons de devenir demain des objets de surveillance, voire d'accepter de nous priver de ces mêmes droits, de peur d'être contrôlés.

Comment les autorités peuvent-elles faire accepter un tel renoncement ? Par étapes, en grignotant petit à petit nos libertés, en jouant sur des peurs légitimes et en dénigrant toute approche technocritique. Depuis dix ans, les pouvoirs de surveillance de la police ne cessent d'augmenter. Le «sentiment d'insécurité» aussi, si l'on en croit nos dirigeants. Et pour cause, ils s'attaquent aux symptômes et ignorent largement les causes. En lieu et place d'espaces sûrs et favorables à l'expression de tous et de toutes, se dessine une société de surveillance et de contrôle. Que nous restera-t-il lorsque les espaces d'expression libre et critique seront verrouillés ? «Un sentiment de sécurité» ?

Quelles que soient la voie empruntée ou les raisons invoquées pour justifier son utilisation, la reconnaissance faciale à des fins d'identification représente un danger pour nos droits fondamentaux. Une ligne rouge, qui doit se matérialiser par son interdiction dans la loi. Toutes les forces politiques doivent au plus vite œuvrer en ce sens, pour préserver nos libertés fondamentales, pour éviter le point de bascule. ■

Katia Roux est chargée de plaidoyer technologies et droits humains à Amnesty International France

POLITICO-ANXIÉTÉ

Apparue en 2021, l'expression a été reprise après la dissolution de l'Assemblée nationale, en 2024. Elle désigne l'inquiétude qui gagne de plus en plus de citoyens face à l'actualité politique et aux crises se multipliant dans le monde. La tentation est forte, dès lors, d'arrêter de s'informer

HISTOIRE D'UNE NOTION

On connaît l'écoanxiété, l'anxiété liée aux dérèglements climatiques. On découvre aujourd'hui la « politico-anxiété », l'anxiété liée à l'actualité politique et à la gouvernance du pays. La notion est apparue dans la presse le 11 octobre 2021, dans un article du magazine en ligne *Slate*, intitulé « Si l'élection de 2022 vous file des crises d'angoisse, vous souffrez peut-être de politico-anxiété », avant d'être reprise le lendemain sur France Inter. Depuis, plusieurs journaux francophones ont utilisé l'expression, comme *Le Vif*, *La Libre Belgique*, *Top Santé* ou *Santé Magazine*. Après la dissolution de l'Assemblée nationale, le 9 juin 2024, l'usage du mot a connu une recrudescence : « Qu'est-ce que la politicoanxiété ? », s'interroge le magazine *Marie Claire*, le 27 juin ; « Ces jeunes qui se sentent politico-anxiés après le premier tour des élections législatives », décrypté France 3, le 2 juillet.

Le terme n'a pas encore trouvé sa place dans la « nosographie [classification des maladies] psychopathologique », remarque Gladys Mondière, psychologue à Lille et présidente de la Fédération française des psychologues et de psychologie. « Mais les classifications ont toujours du retard... Et si le terme n'est pas officiel, l'anxiété liée à la politique s'invite de plus en plus dans nos cabinets », ajoute-t-elle. Des professionnels se sont déjà saisis du concept, comme Stéphanie Bertholon-Alagna, psychologue clinicienne et cofondatrice du Centre de traitement du stress et de l'anxiété, à Lyon. « La politico-anxiété renvoie à un sentiment de menace ou d'impuissance face à un contexte politique incertain », explique-t-elle. Aux Etats-Unis, le phénomène de l'anxiété politique correspond à un champ de la recherche en plein essor depuis 2016 et l'élection qui avait porté Donald Trump à la présidence. Le professeur de sciences politiques à l'université américaine de Nebraska-Lincoln Kevin B. Smith, qui étudie l'influence de la politique

IL Y A DES EFFETS SUR LE SOMMEIL, L'APPÉTIT, DES PROBLÈMES DE RUMINATION MENTALE, ETC.

STÉPHANIE BERTHOLON-ALAGNA
psychologue

sur le bien-être, déclare ainsi : « Il y a un nombre considérable de preuves que la politique a un effet négatif sur la santé. Ces résultats proviennent des travaux de chercheurs qui utilisent des données et des approches différentes. »

Echo à des croyances morales

De fait, les préoccupations politiques figurent parmi les principales sources de stress des Américains, selon l'enquête « Stress in America » de l'American Psychological Association, et la tendance ne cesse de s'aggraver : en 2016, l'élection présidentielle a généré un stress important chez 52 % des adultes ; en 2024, ce chiffre a bondi à 69 %. De plus, de nombreux Américains ont exprimé des inquiétudes quant aux conséquences du scrutin en 2024 : 74 % craignaient des violences postélectorales, tandis que 56 % redoutaient un effondrement de la démocratie aux Etats-Unis. Cette même année, 77 % des adultes américains considéraient l'avenir de leur nation comme une source majeure d'inquiétude. De l'autre côté de l'Atlantique, quatre Français sur dix ont affirmé s'être sentis plus « angoissés » après la dissolution de l'Assemblée nationale, selon un sondage de l'institut Verian, publié le 25 juin 2024. Les symptômes de cette anxiété politique sont nombreux, d'après la psychologue Stéphanie Bertholon-Alagna. « Il y a des effets sur le sommeil, l'appétit, des problèmes de rumination mentale, ou encore un besoin de vérification accrue - infos en continu, réseaux sociaux... » Kevin B. Smith évoque des pensées suicidaires et, après des élections, des symptômes qui s'apparentent à des troubles de stress post-traumatique.

Mais pourquoi la politique affecte-t-elle tant la santé mentale ? Brett Ford, professeure

agrégée de psychologie à l'université de Toronto, spécialiste du lien entre les émotions et l'engagement politique, identifie une double explication : « D'une part, parce que les décisions politiques peuvent avoir un impact très concret sur la vie des gens : sur l'avortement, le système de santé, l'emploi... D'autre part, parce que la politique fait écho chez de nombreuses personnes à des croyances morales auxquelles elles sont solidement attachées », détaille-t-elle. Les temps actuels sont, à maints égards, propices à la politico-anxiété. La psychologue Gladys Mondière évoque ainsi une accumulation récente d'informations stressantes : « L'invasion de l'Ukraine, le 7 octobre 2023, la dissolution [de l'Assemblée], la montée du populisme, l'élection de Trump aux Etats-Unis, l'évocation d'une possible troisième guerre mondiale... » Par ailleurs, la structure de l'environnement informationnel est anxiogène, ainsi que le souligne Brett Ford : « L'information arrive par flashes, et les plateformes numériques sont conçues pour capter notre attention », explique-t-elle.

Pour s'arracher à ce stress, analyse Stéphanie Bertholon-Alagna, certaines personnes préfèrent se détourner complètement de la politique et arrêter de s'informer, ce qui n'est pas souhaitable d'un point de vue civique. Elle conseille plutôt aux citoyens anxiés « d'agir et d'apporter leur pierre à l'édifice lorsque c'est possible », mais aussi « d'accepter, comme les stoïciens, que, parfois, on ne peut pas agir sur le cours des choses ». Elle les invite enfin, pour diminuer l'angoisse, à revoir leur rapport à l'actualité : « Il ne faut pas se contenter de bribes d'informations, il faut chercher à appréhender plus rationnellement les événements. » ■

ARIANE FERRAND



CHRONIQUE | PAR PAULINE GROSJEAN

La ménopause, facteur d'inégalités salariales

Les pénalités salariales liées à la maternité sont bien étudiées en économie. Les travaux de Camille Landais, lauréat du Prix du meilleur jeune économiste 2016, mettent en évidence que la naissance d'un enfant se traduit par une importante perte de revenu pour les femmes. En France, selon des données récentes publiées par Camille Landais et ses coauteurs, cette pénalité liée à la maternité est de 25 %. Elle est encore bien plus élevée dans les pays où les normes sociales sur les rôles de genre sont plus traditionnelles et où les politiques publiques autour de la petite enfance sont moins développées. En Italie, par exemple, elle s'élève à 33 % et en Allemagne, à 41 %.

Cette perte de revenu ne peut être expliquée par les trajectoires des femmes sur le marché du travail ou la sortie de la vie active. Elle ne peut non plus s'expliquer par les contraintes, bien réelles, imposées par la naissance d'un enfant. Outre le fait que les hommes hétérosexuels ne subissent aucune perte de revenu liée à la naissance d'un enfant – ce qui pourrait peut-être s'expliquer par le fait que les mères s'occupent encore des enfants de manière prépondérante –, les copères dans un couple homosexuel non plus. Or, tout porte à croire qu'au moins l'un d'eux doit bien s'occuper de l'enfant. Les économistes concluent donc que, au moins en partie, la pénalité de la maternité peut être comprise à l'aune des discriminations sur le marché du travail. Cette pénalité liée à la maternité est l'une des raisons des écarts salariaux entre les femmes et les hommes – jusqu'à 80 % en France.

Or, une étude publiée en mars montre que la maternité n'est pas le seul stade reproductif de la vie d'une femme qui implique les écarts salariaux (*The Menopause Penalty*) – « la pénalité de la ménopause » –, Gabriella Conti, Rita Ginja, Petra Persson

et Barton Willage, National Bureau of Economic Research). La ménopause en est un autre, qui s'accompagne d'une perte de revenus de 10 % en moyenne, explicables à la fois par des sorties de la vie active, la réduction des heures de travail et un déclin de la productivité au travail. La perte d'emploi et de revenus est, de plus, très régressive, c'est-à-dire qu'elle touche encore plus les femmes de milieux socio-économiques moins favorisés.

Double peine

Ce biais est en partie dû au fait que les femmes de milieux plus favorisés ont plus facilement recours aux traitements hormonaux substitutifs, qui atténuent les symptômes de la ménopause et donc leurs conséquences économiques négatives. Outre les effets économiques, les auteurs confirment aussi les conséquences négatives de la ménopause sur la santé mentale et physique des femmes. Une sorte de double peine.

Dans leur étude, les auteurs utilisent des données administratives individuelles norvégiennes et suédoises – prisées par les économistes pour leurs niveaux de détail et de qualité et également à l'origine des premières études sur la pénalité de maternité –, incluant les déclarations de revenus liées aux données de sécurité sociale. Les auteurs comparent ensuite la trajectoire d'emploi et de revenu d'une femme avant et après son diagnostic médical de ménopause par rapport à une femme du même âge n'ayant pas encore reçu de diagnostic. Cette méthode est possible parce que, bien que l'âge moyen de la ménopause dans la population soit 50 ans, la variance est importante, avec un âge de premier diagnostic allant de 40 à 58 ans.

Les auteurs mettent clairement en évidence les effets protecteurs, du point de vue des conséquences économiques de la ménopause, des traitements hormonaux substitutifs. Or, ceux-ci ne sont remboursés en France qu'environ 30 % et 65 % par la Sécurité sociale. Dans le contexte de l'allongement de la vie active et du recul de l'âge de la retraite, cette étude invite donc à réfléchir sur les dynamiques complémentaires des thématiques de santé et du marché du travail. ■

UNE ÉTUDE PUBLIÉE EN MARS MONTRÉ QUE LA MATERNITÉ N'EST PAS LE SEUL STADE REPRODUCTIF DE LA VIE D'UNE FEMME QUI IMPLIQUE LES ÉCARTS SALARIAUX

Pauline Grosjean est professeure d'économie à l'Université de Nouvelle-Galles du Sud (Australie)

REPENSER LE SENS DONNÉ À L'ÉDUCATION

LIVRE



LA VIE DE L'ESPRIT.
PETITS ESSAIS EN FORME DE NOUVELLES
de Claude Thélot,
Palamas, 146 pages, 16 euros

Comment germent les idées que nous avons ? Viennent-elles vraiment de nous ou bien de l'extérieur ? Et nous mènent-elles vers le meilleur chemin qui soit ? Ces questions philosophiques, nous les rencontrons dans notre quotidien et à tout âge, nous rappelle Claude Thélot dans *La Vie de l'esprit. Petits essais en forme de nouvelles* (Palamas, 146 pages, 16 euros). Encore faut-il y prêter attention. C'est à cette réflexivité qu'invite le sociologue polytechnicien, dont la vie professionnelle fut multiple, de la Cour des comptes à l'Insee en passant par le ministère de l'éducation nationale.

Lorsqu'il présidait la commission du débat national sur l'avenir de l'école, plus d'un million de personnes avaient rédigé, à son invitation, des « synthèses », notamment dans les établissements scolaires, afin de prendre de la hauteur en vue du vote de la loi d'orientation sur l'école de 2005. Dans cet ouvrage, il renoue avec l'exercice analytique de façon plus

intimiste, afin de repenser le sens que nous donnons à l'éducation.

Grâce à la fiction, l'auteur prend la liberté de nous immerger dans des univers multiples jusqu'à pénétrer le for intérieur des personnages. Chacune des 15 nouvelles retrace le cheminement intellectuel d'enfants, d'adolescents, d'adultes et de personnes âgées, que Claude Thélot décrit, tel un narrateur omniscient, alors qu'ils sont confrontés à des choix.

Les vertus de la répétition

Apparaissent autant de vies miroirs de ce que notre éducation produit, le meilleur comme le pire. L'abstraction livresque tout comme l'obsession des nombres placent sous emprise certains des personnages, bien malgré eux. D'autres finissent par s'affranchir, se révèlent à eux-mêmes, qui par l'esprit, la main, le cœur.

« Il est bon d'avoir des rêves durant l'adolescence, furent-ils les plus fous », écrit l'auteur à travers quatre cousins qui se retournent sur leur passé. Car on se donnait alors une grande chance : celle que l'esprit créateur s'empare de votre

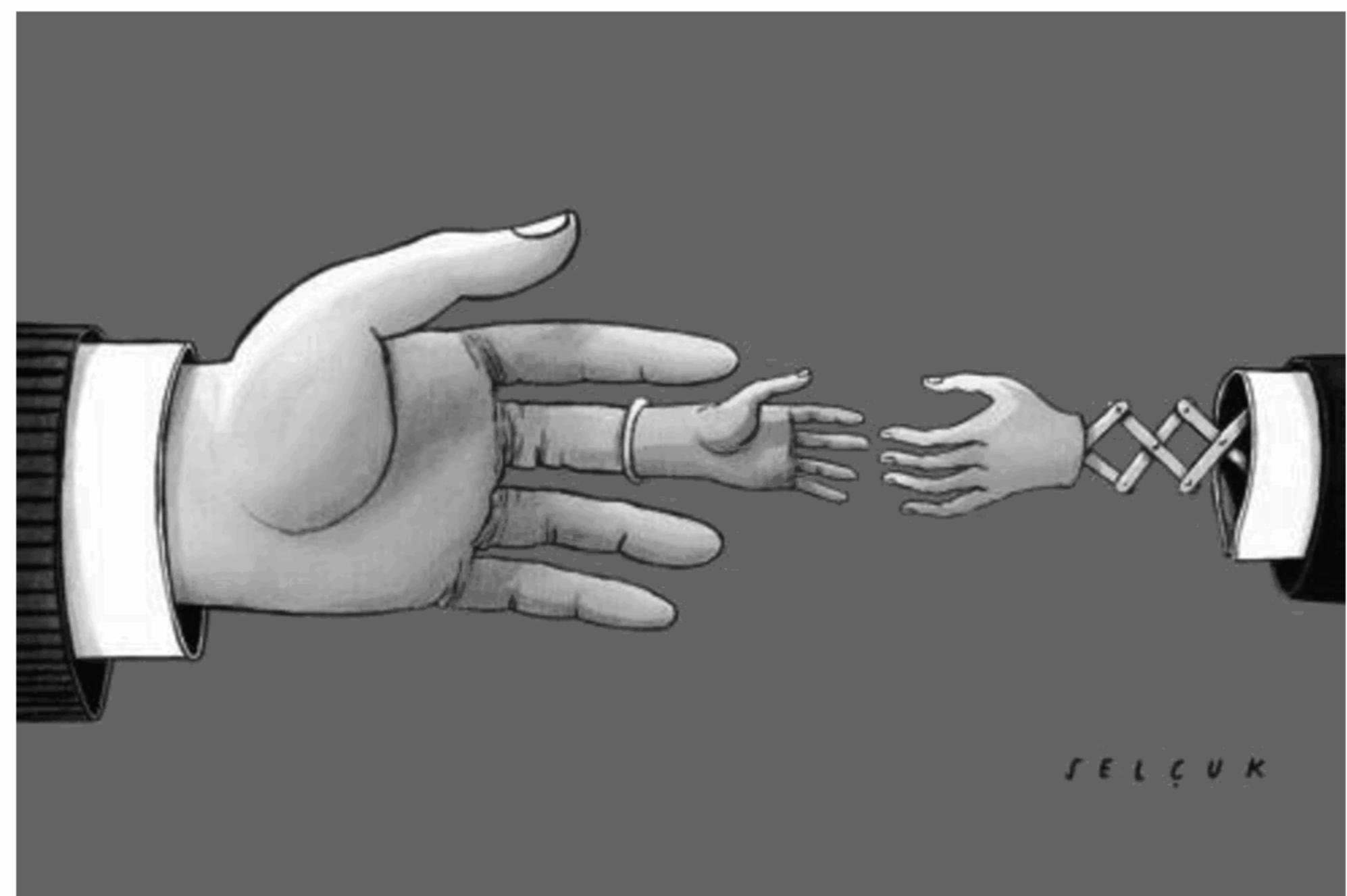
rêve et nourrisse votre vie de sa réalisation. » Aucun accomplissement ne s'obtient sans effort.

S'interroger sur les mots, « approfondir l'écriture pour faire émerger des pensées qui vont loin », pratiquer la « répétition sous toutes ses formes, reproduction, copie, acte pédagogique, imitation, relecture », car elle tend à « accroître les possibles »..., sont autant de réflexes qui forment de puissants guides. Loin d'être ringarde, « la répétition est tournée vers l'avenir puisqu'elle fait naître des potentialités et des nouveautés qui, sans elle, seraient restées lettre morte ».

Telle est la vie d'un esprit curieux à laquelle chaque enfant doit s'ouvrir dès les bancs de l'école. L'accomplissement de soi n'implique pas que tous les élèves réussissent de la même façon, mais que chacun vive sa propre réussite, trouve sa voie, l'*« une des mille postures possibles en face de la vie »*, souligne Claude Thélot, citant Ménalque prodiguant ses conseils à Nathanaël dans *Les Nourritures terrestres* (Mercure de France, 1897), d'André Gide. ■

SOAZIG LE NEVÉ

Diplomatie | PAR SELÇUK



SELÇUK



GÉOPOLITIQUE | CHRONIQUE

PAR GILLES PARIS

Ce que la destruction de Gaza dit d'Israël

Le mur ou la muraille, sous toutes ses formes, est inhérent au projet sioniste qui s'est traduit par la création de l'Etat d'Israël. Depuis les massacres du 7 octobre 2023 perpétrés par le Hamas, permis par la défaillance d'une clôture de sécurité bardée d'électrique érigée à grands frais sur le pourtour de Gaza, d'autres murailles ont été mises en place.

Leur efficacité explique pourquoi il a fallu attendre vingt mois et un bilan provisoire de 54 000 morts, en majorité civils, pour que la critique de la politique conduite par la coalition dirigée par Benjamin Nétanyahou finisse par dépasser les cercles des sympathisants de la cause palestinienne. Il faudra encore attendre pour savoir si elle produira autre chose qu'un allégement limité du blocus humanitaire imposé par Israël à partir du 2 mars, ce qui constituerait un échec total.

L'interdiction d'accès de Gaza à la presse internationale depuis le 7 octobre 2023, couplée à la décimation sans précédent des journalistes palestiniens qui n'a guère ému les gouvernements occidentaux alliés d'Israël, a fait écran alors qu'elles sont indignes d'une démocratie. Cette interdiction a permis d'occulte en partie, malgré les images et les témoignages fournis par les Gazaouis, les massacres comme la destruction systématique de l'étroite bande de terre, de ses villes, de ses infrastructures et de ses champs.

L'absence de tierce partie a en effet permis une forme de neutralisation du réel, parole contre parole. La frappe qui a tué 33 personnes dans une ancienne école, dans la nuit de dimanche 25 à lundi 26 mai, à Gaza, en a donné un exemple qui s'ajoute à des dizaines d'autres. De quoi était-il question? D'un hébergement de fortune pour des déplacés chassés par les bombardements, selon la partie palestinienne? Ou bien, pour la partie israélienne, d'un «centre de commandement et de contrôle du Hamas et du Jihad islamique», où se trouvaient «des terroristes de premier plan», utilisé pour «planifier et recueillir des renseignements afin de réaliser des attaques terroristes contre des civils israéliens et des troupes de Tsahal»?

Lorsque les critiques ont enfin commencé à s'élever après la rupture de la trêve, le 18 mars, à l'initiative d'Israël, elles se sont attirées en retour un violent tir de barrage de la coalition de Benjamin Nétanyahou. Avec deux angles d'attaque bien identifiés. En écho à une actualité tragique, l'attentat de Washington, qualifié d'antisémite, dans lequel deux employés de l'ambassade d'Israël ont été abattus, le ministre des affaires étrangères, Gideon Saar, a assuré qu'«il existe un lien direct entre l'incitation à la haine antisémite et anti-israélienne, et ce meurtre. Cette incitation est également le fait de dirigeants et de responsables de nombreux pays et organisations internationales, partiellement en Europe».

L'autre tentative de délégitimation a consisté à présenter les gouvernements osant exprimer

**UN MUR A CÉDÉ APRÈS
LES MASSACRES
DU 7 OCTOBRE 2023,
CELUI QUI PRÉSERVAIT
CERTAINES VALEURS
DONT L'ÉTAT HÉBREU
SE PRÉVALAIT**

TEXTE DE LA LOI
AGRICOLE : UN
DÉBAT ESCAMOTÉ,
UNE MANŒUVRE
DÉSOLANTE

ÉDITORIAL

Selon les jours, l'Assemblée nationale est capable du meilleur comme du pire. Mardi 27 mai, une légitime émotion a accompagné le vote, en première lecture, de la proposition de loi Falorni instituant un droit à mourir dans la dignité. Sur un sujet aussi sensible, les députés, aussi divisés soient-ils, venaient de démontrer leur capacité à débattre longuement et sérieusement, au point que certains ont admis avoir changé d'avis en cours de discussion. La veille, un piteux spectacle s'était déroulé dans la même enceinte à propos d'une autre proposition de loi qui n'a pourtant rien d'anodine puisqu'elle touche à la façon dont les agriculteurs exercent leur métier et aux répercussions que celle-ci peut avoir sur l'environnement et la santé.

Pour éviter d'avoir à affronter l'hostilité de la gauche sur ce texte, proposé par le sénateur LR Laurent Duplomb, en vue de lever les contraintes au métier d'agriculteur, la quasi-totalité des forces politiques membres du bloc gouvernemental ont, avec le soutien du Rassemblement national, décidé de se passer de débat. Elles ont voté, lundi, une motion de rejet ayant eu pour effet de renvoyer la discussion à une commission mixte paritaire qui se prononcera à huis clos, sans que l'Assemblée nationale ait pu consacrer une seule minute en séance publique à l'examen des huit articles.

Ce refus de débattre, dans une assemblée qui a vocation à le faire, est grave. Ni la crainte de voir resurgir le mouvement de protestation des agriculteurs, ni le désir de complaire à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), qui a directement inspiré la proposition de loi, n'auraient dû conduire le bloc présidentiel à imaginer cette manœuvre. Elle constitue une première et porte gravement atteinte à l'image du Parlement. Reste qu'une partie de ceux qui, à juste raison, le dénoncent n'ont rien fait pour arrondir les angles: en dépit de la tentative de conciliation menée par la présidente de l'Assemblée, la probabilité d'une obstruction par La France insoumise et Les Ecologistes était forte.

Le résultat de cette impasse démocratique est inquiétant: on ne peut fixer à la va-vite un nouveau cadre de fonctionnement

à l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses), qui empiéterait sur l'indépendance de cet établissement public chargé d'inscrire et d'approuver la mise sur le marché de produits phytosanitaires. Les sénateurs qui ont voté pour une plus forte tutelle politique sur l'Anses n'avaient même pas pris le temps d'auditionner ses dirigeants.

On ne peut réintroduire, même de façon dérogatoire, les insecticides de la famille des néonicotinoïdes, dont le Parlement avait voté l'interdiction il y a quelques années, sans débattre du principe de précaution qui serait remis en cause par une telle mesure. Les distorsions de concurrence pesant sur les filières sont réelles, mais elles sont tout autant liées au droit du travail et au cadre social qu'aux règles environnementales, et peuvent être atténuées en accompagnant les alternatives.

Introduire une nouvelle catégorie de «zones humides fortement modifiées» plutôt que de les restaurer, sans réflexion sur le rôle essentiel joué par ces écosystèmes dans la régulation du cycle de l'eau, est là encore un jeu dangereux.

Le sort de cette proposition de loi, qui ne dit rien par ailleurs des problématiques de revenu agricole, de l'accès au foncier et de la crise climatique, sera désormais scellé à huis clos, sans transparence des débats. Sur des sujets aussi fondamentaux, qui nécessitent une planification de long terme, c'est un coup porté à la confiance des citoyens. ■



Il y a quatre-vingts ans, la victoire des Alliés met fin à la seconde guerre mondiale. Un nouveau monde voit le jour sous l'impulsion des vainqueurs, qui associent la paix au progrès et à la liberté dans tous les domaines d'activité. Quatre-vingts ans après la fin de la guerre, que reste-t-il de ce nouveau monde alors que l'ordre international est aujourd'hui soumis à de fortes turbulences géopolitiques ? Ce hors-série du *Monde*, qui comprend récits historiques, portraits, enquêtes, infographies et analyses, revient sur «l'héritage de la paix» et décrypte les enjeux d'un monde en plein bouleversement.

1945-2025 DE LA FIN DE LA GUERRE À LA PAIX MENACÉE

Un hors-série du «Monde»

100 pages - 12,50 €

Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

Armistead Maupin Mona et ses sœurs

Le dixième épisode très attendu des «Chroniques de San Francisco» délocalise dans les collines anglaises la famille protéiforme de la logeuse transgenre Anna Madrigal

JULIETTE EINHORN

D'une colline à l'autre s'ébattent *Les Chroniques de San Francisco*, de l'auteur américain Armistead Maupin, dix saisons d'une série littéraire excentrique qui emporte nos coeurs fragiles sur des montagnes russes. Dans *Mona et son manoir*, le dixième épisode, ces collines ne sont plus celles de «Frisco», aux Etats-Unis, capitale mythique de l'extravagance qui a fait vibrer les années 1970 et 1980 des six premiers volumes (les suivants se situent dans les années 2000), mais celle des Cotswolds, en Angleterre, où Maupin lui-même s'est installé en 2019, fuyant notamment le premier mandat de Trump.

Les aventures sentimentalodéjantées des «enfants» d'Anna Madrigal – ses locataires du 28 Barbary Lane – ont été publiées en feuilleton dans le *San Francisco Chronicle*, à partir de 1976. Elles furent ensuite rassemblées pour devenir des romans traduits dans le monde entier, adaptés en série à la télévision en 1993 puis sur Netflix. Radioscopie avant-gardiste d'une société conservatrice, l'œuvre se fait l'écho des luttes féministes et des revendications pour la reconnaissance des identités LGBT.

La patte mutine de Maupin est celle d'un émouvant satiriste queer: l'esthétique feuillettistique, l'ironie acérée, la verve volcanique des dialogues, la décontraction avec laquelle les personnages se content leursheurs et malheurs érotiques, célébrant une sexualité débridée et festive, le fourmilllement des références à une culture artistique et populaire (les paroles de chansons sont ici une philosophie de vie) redessinent le genre romanesque sous des lumières stroboscopiques.

Dans cette maison de poupées délabrée qu'est Barbary Lane, chacun vient «prendre sa dose d'Anna» et se confier à elle:



Armistead Maupin, à San Francisco, en 1989. KIM KOMENICH/GETTY IMAGES

Mary Ann, oie blanche venue de Cleveland qui deviendra animatrice télé; Michael, double de l'auteur, qui rencontre ses amants dans des rodéos et des chorales gay; Brian, qui drague les filles au Lavomatic... Mona, l'héroïne de ce dixième tome, machine à remonter le temps qui s'ouvre sur l'année 1993, est la fille d'Anna Madrigal. «Baba cool vieillissante et cynique transcendante», elle revendique n'être «sur la longueur d'une personne». Le rocambole des situations sert d'accélérateur de particules romanesques, en un réseau qui relie tous les personnages, à la manière de *Twin Peaks*. John Irving, dirait-on, organise un atelier d'écriture avec Molière et Oscar Wilde, étrillant l'ordre social et inversant les valeurs, nous faisant rire et pleurer.

Un lord sur catalogue

Venus rendre visite à Mona en Angleterre, Anna Madrigal et Michael constatent que leur fille et amie, qui vit une histoire avec la postière du coin, subvertit presque sa propre loi – «on peut avoir un super mec, un super appart et un super boulot, mais pas les trois en même temps». A 49 ans, elle a épousé un lord anglais sur catalogue pour lui permettre d'obtenir la «carte verte» et d'aller vivre son homosexualité à San Francisco. Pour lui, elle gère le manoir d'Easley House, poursuivant ainsi la tra-

dition familiale: sa grand-mère tenait le Blue Moon Lodge, un bordel dans le Nevada, quand sa mère règne sur Barbary Lane. Le refrain que nous chantonne Maupin au creux de l'oreille est celui d'un «impossible toujours», d'une mémoire directe et indirecte, d'un passé que l'on brûle pour inventer sa vie, n'en choyer que ce que l'on choisit. Formant une «famille logique», par opposition à «biologique», les personnages entretiennent des rapports de «sœurs gay», se prêtant et s'échangeant un surnom collectif: «Babycakes» est, entre autres, le petit nom que Mona donne à Michael, son meilleur ami, mais aussi à Wilfred, un jeune Australo-Aborigène qu'elle a adopté. Michael l'utilise aussi quand il s'adresse à Mona et Mary Ann... Telle Anna Madrigal, transgenre, qui, de Mona, est à la fois «[le] père, [la] mère, [la] meilleure amie et [la] logeuse», chacun est un et plusieurs: chacun est le Babycakes des autres, tendresse qui circule entre eux comme les joints qu'Anna, leur «Mère à tous», s'apporte sur leur porte à Barbary Lane en guise de bienvenue.

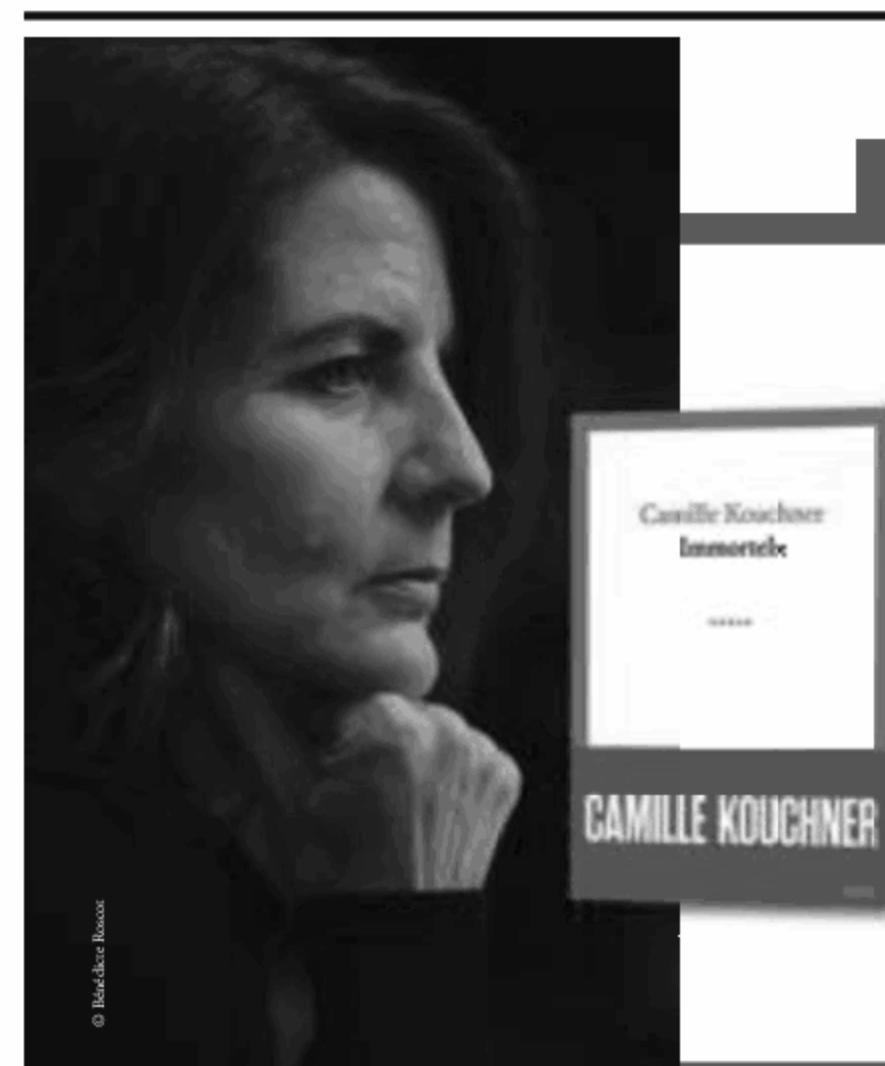
Dans ce rôle de mère-sœur universelle, la voici désormais relayée par Lady Mona, qui, dans son manoir, prépare un joint pour chacun... Mais combien de temps Mona a-t-elle devant elle? La mort, ici, bouillonne à l'intérieur de la vie, et vice versa. Cer-

tains personnages s'éteignent, mais pas forcément ceux qu'on croyait (séropositif, Michael s'est vu mourir plusieurs fois). On flotte avec eux dans ce suspense fervent. Les flash-back et anticipations donnent au lecteur un coup d'avance, le transformant en faux Cassandre selon les lois d'une perspective cubiste qui sonde les vies sous plusieurs angles.

Entre comédie et tragédie, feuilleton et grand roman, Armis-

tead Maupin invente une catégorie transgenre propre à ravir tous les coeurs. Il offre ainsi à la littérature, mais aussi à l'être humain, des perspectives illimitées. ■

MONA ET SON MANOIR
(Mona of the Manor, d'Armistead Maupin, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marc Amfreville, L'Olivier, 288 p., 23 €, numérique 17 €)



CAMILLE KOUCHNER

« Roman poignant sur les rêves déchus, *Immortels* possède aussi la vigueur d'un manifeste pour faire advenir un monde nouveau. »

Elisabeth Philippe, *Le Nouvel Obs*

Seuil

2

SÉLECTION
▶ Nos conseils de lecture, parmi les parutions récentes en poche

3

MOTS DE PASSE
▶ Thomas Mann, le témoin du siècle

45

LITTÉRATURE
▶ Hubert Gonnet, Judith Brouste, Miranda July, Kathleen Raine



Miranda July.

6

HISTOIRE D'UN LIVRE
▶ «Merveilleuse planète», de Gheorgui Demidov

7

ESSAIS
▶ «Vendre son art. De la Renaissance à nos jours», de Sophie Cras et Charlotte Guichard

8

CHRONIQUES
▶ LE FEUILLETON
Tiphaine Samoyault a lu «Transformations», de Bertrand Leclair

10

RENCONTRE
▶ David Nicholls, la meilleure façon de marcher



Parmi les parutions récentes en format de poche,
votre supplément vous recommande...



L'Alphabet de flammes

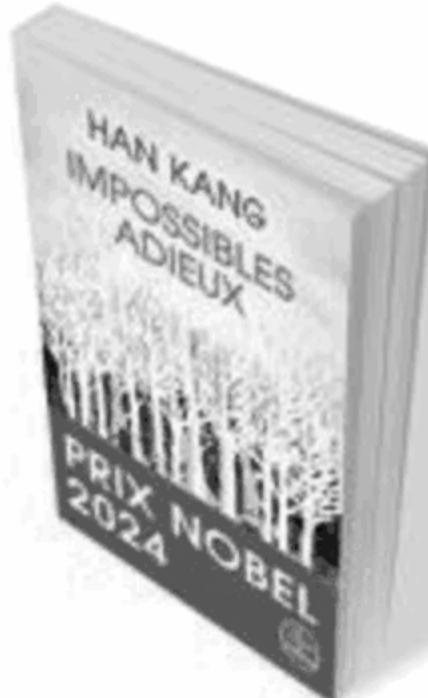
(*The Flame Alphabet*),
de Ben Marcus,
traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Thierry Decottignies,
Sous-sol, «Souterrains», 416 p., 16 €.

Quand *L'Alphabet de flammes* a paru aux Etats-Unis, en 2012, puis en France, en 2014 (Sous-sol), les dystopies ne constituaient pas encore l'ordinaire de la production éditoriale. Si le genre s'est, entre-temps, très largement répandu, le livre de Ben Marcus n'a rien perdu de sa puissance.

Son narrateur, Samuel, vit dans un monde où le langage, qu'il soit oral, écrit, chuchoté, crié ou lu, est devenu un poison pour les humains. Conversations, lecture et écriture y ont des conséquences letales.

Alors, comment se fait-il que Samuel ait été en mesure d'écrire le texte que nous avons sous les yeux ? L'explication, qui viendra dans les dernières pages, constitue le terrible point d'orgue d'un livre qui ne cesse de malmenier le lecteur, de lui faire engranger des réserves de cauchemar et de lui injecter des doses d'angoisse. C'est par les enfants que l'épidémie a commencé : leurs mots, écrits ou parlés, tuaient les adultes à petit feu. Il a fallu séparer les parents de leur progéniture, mettre les plus jeunes en quarantaine. Et puis l'intoxication a touché tous les échanges. Après avoir dû laisser sa fille et sa femme, Samuel s'est retrouvé à travailler dans un étrange laboratoire, à la recherche d'un alphabet qui rendrait tolérable une forme de langage.

Empruntant autant au thriller et à la science-fiction qu'à la philosophie et à la linguistique, *L'Alphabet de flammes* imagine une apocalypse silencieuse. Ben Marcus est un écrivain vénéré par les amoureux d'expérimentation littéraire depuis ses débuts en 1995, mais il a laissé de côté la partie la plus formaliste de son travail pour composer ce roman doté d'une intrigue et porté par une forme de suspense. Un texte puissant sur le langage, bien sûr, mais aussi une fable déchirante et cruelle sur la famille, sur le désir obstiné de transmission et l'impossibilité de celle-ci. ■ RAPHAËLLE LEYRIS



Impossibles adieux

(*Jagbyeo haji anhneunda*),
de Han Kang,
traduit du coréen par Pierre Bisiou et Kyungran Choi, Livre de poche, 336 p., 8,90 €.

C'est l'hiver en Corée du Sud. Gyeong-ha, la narratrice, accepte de se rendre sur l'île de Jeju pour s'occuper du perroquet de son amie Inseon, transférée d'urgence à l'hôpital. Là, elle découvre l'histoire de la famille d'Inseon et, avec elle, celle de l'un des pires massacres que la Corée ait jamais connu, à l'hiver 1948-1949. Avec *Impossibles adieux*, la Coréenne Han Kang, Prix Nobel de littérature 2024, nous donne son meilleur roman depuis ses débuts, au milieu des années 1990. Tout en sobriété et en délicatesse, fidèle à sa ligne claire et sans fioritures, elle ancre son texte dans une littérature de l'entre-deux, à la fois fantastique et existentielle, intime et historique. Dès les premières pages, l'instauration d'un continuum fascinant entre le rêve et la réalité confère une force singulière à ce roman récompensé en 2023 par le prix Médicis étranger. ■ FLORENCE NOIVILLE



Frantz Fanon.

Une vie en révoltes

(*The Rebel's Clinic. The Revolutionary Lives of Frantz Fanon*),
d'Adam Shatz,
traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marc Saint-Upéry, La Découverte, «Poche», 544 p., 16,80 €.

Antillaïs, le psychiatre et essayiste Frantz Fanon (1925-1961) reprochait à ses compatriotes de ne pas être libérés par les armes. Africain, il se montra de plus en plus hostile au concept de « négritude », dont l'essentialisme le heurtait. Algérien, il fut directeur de l'hôpital psychiatrique de Blida-Joinville, avant de devoir quitter le pays. Dans cette merveilleuse biographie, Adam Shatz rend parfaitement compte de l'écart entre ce qu'il écrivait et ce qu'il pratiquait. Chez lui, la violence était destinée à « débarrasser le colonisé de son complexe d'infériorité », mais il manifesta à l'hôpital une grande attention aux traumatismes de chacun. Qu'il y ait contradiction ou non, Fanon se voulait entier, radical comme théoricien et comme praticien. ■

JEAN-Louis JEANNELLE

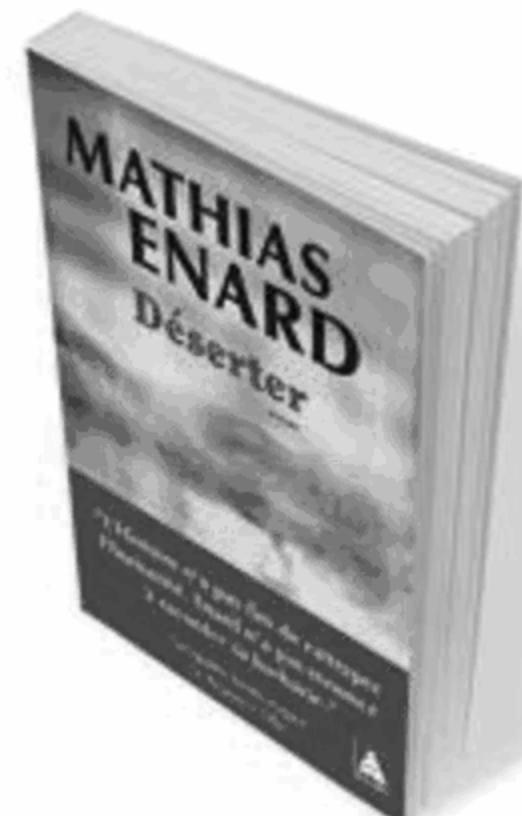


Désérer

(*de Mathias Enard*,
Babel, 256 p., 8,40 €.

Avec le magnifique *Désérer*, Mathias Enard s'impose comme un grand romancier de la condition humaine. Conjuguant une érudition exaltante et une écriture qui vient du ventre, l'auteur fait cohabiter deux récits s'ignorant l'un l'autre. D'une part, l'itinéraire anonyme d'un déserteur à une époque et en un lieu inconnus. D'autre part, la trajectoire glorieuse de Paul Heudeber, mathématicien est-allemand célébré dans le monde entier. Sans qu'elles convergent jamais, ces deux vies fictives n'en traversent par moins ensemble les terreaux du XX^e siècle européen. Avec une liberté, une maîtrise plus manifestes que jamais, Enard sonde la dialectique de la fatalité et de la liberté. ■

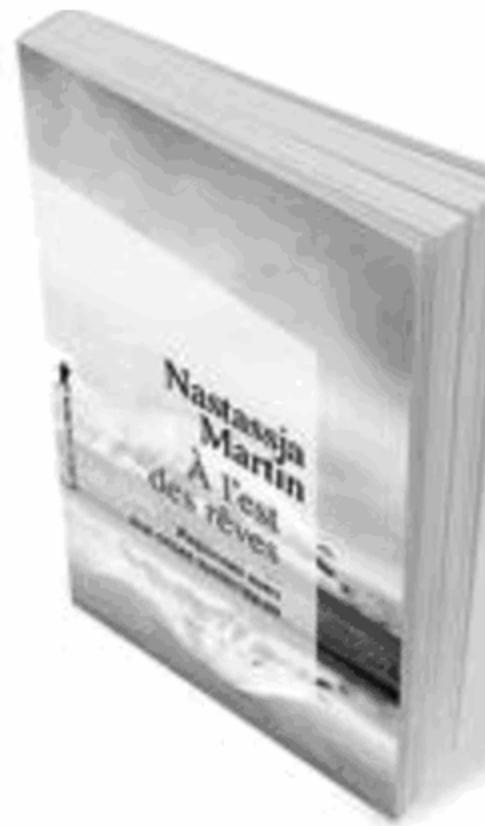
JEAN BIRNBAUM



Cold case

(*d'Alexandre Labruffe*,
Folio, 256 p., 8,50 €.

Alexandre Labruffe a vécu des années avec sa compagne, Minkyung, avant que celle-ci ne mentionne son oncle, un Coréen parti s'installer à Toronto, dont on disait qu'il était mort d'hypothermie, après s'être échappé d'un hôpital psychiatrique. Dans *Cold case*, l'écrivain s'attelle avec un sérieux mâtin d'espionnage à « décongeler [l'oncle], désosser la légende, déconstruire la fable, autopiser le naufrage ». Il mène l'enquête, soulève les incohérences des récits qui lui sont livrés, s'agit entre la France, la Corée, la Chine et le Canada... Et ne cesse jamais de s'adresser à un « tu », c'est-à-dire à Minkyung, au fil de ce livre effervescent, ode au désordre et lettre d'amour. ■ R. L.



A l'est des rêves

(*Réponses even aux crises systémiques*,
de Nastassja Martin,
La Découverte, «Poche», 288 p., 13 €.

L'ethnologue Nastassja Martin nous plonge à l'intérieur d'un « petit collectif d'autochtones » even (dans le Kamtchatka, en Russie) qui décide de retrouver le monde de la forêt, après la disparition de l'URSS. En partageant leur existence, elle montre comment la famille réélaboré peu à peu un mode de vie dit « traditionnel » dont le contexte a, en réalité, disparu définitivement, tout en affrontant le dérèglement climatique. Alors que le dernier chaman est mort, ces migrants de la forêt sibérienne inventent un chamanisme démocratique, que chacun peut exercer en observant ses rêves. Dans une émouvante postface inédite, l'autrice constate que la guerre contre l'Ukraine a déconstitué cet univers à peine reconstitué – l'un des personnages, Ivan, combat dans l'armée russe –, preuve s'il en était besoin que même les « terrains » anthropologues ne sont pas épargnés par l'histoire actuelle. ■ NICOLAS WEILL

Parutions

RÉCLAMER JUSTICE, de Paul Audi, Verdier, « Poche », 207 p., 10,50 €.

ROUGE DE SOI, de Babouilloc, Rivages, « Poche », 160 p., 8 €.

LA FOUDRE, de Pierrick Bailly, Folio, 432 p., 9,50 €.

L'ANIMAL QUE DONC JE SUIS, de Jacques Derrida, Folio, « Essais », 221 p., 8,50 €.

Les éditions persée
recherchent de nouveaux auteurs
Envoyez vos manuscrits
Editions Persée
127 avenue Jean-Baptiste Clément
92100 Boulogne-Billancourt
Tél. 01 47 23 52 88
www.editions-persée.fr



L'Empire mérovingien. Ve-VIII^e siècle

(*de Bruno Dumézil*,
Champs, « Histoire », 352 p., 11,50 €.

Comme le rappelle Bruno Dumézil, les Mérovingiens furent plus prudents qu'il ne l'est lui-même en intitulant sa décapante synthèse *L'Empire mérovingien*. En effet, jamais les rois francs ne nommèrent leur agrégat de peuples « empire », mais seulement « royaume ». Long de trois siècles, leur règne, selon lui, mériterait pourtant ce nom, tout autant que l'empire carolingien, qui lui succéda et ne dura pas cinquante ans. C'est même à cette absence de velléité impériale qu'il impute sa longévité. Sans cesse agitée de crises, cette dynastie n'avait d'autre choix que d'être adaptable, ouverte. Ces rois dits « fainéants » étaient donc en réalité des équilibristes de haut vol. ■ MARIE DEJOUX



Les Paroles du Huit-fois-difforme

(*Dialogue sur la réalité (Ashtavakra Samhita)*, édition bilingue, traduit du sanskrit et présenté par Alain Porte, L'Eclat, « Poche », 160 p., 9 €.

La date est incertaine, entre le IV^e et le VII^e siècle. Les protagonistes ? Un enfant, Ashtavakra, le « Huit-fois-difforme », et Janaka, le roi de Videha, l'un des royaumes de l'Inde ancienne – dont le territoire est aujourd'hui partagé entre le Népal et l'Inde. De quoi parlent-ils ? De l'Un, du multiple, de la vérité, de la délivrance. Texte cardinal de ce qu'on appelle le monisme védantique, qui tente de penser l'unité sans rupture de tout ce qui est, leur dialogue se révèle lumineux, comme une projection de questions toujours brûlantes dans un monde, pour nous, presque fantastique tant il est éloigné. ■ FLORENT GEORGESCO

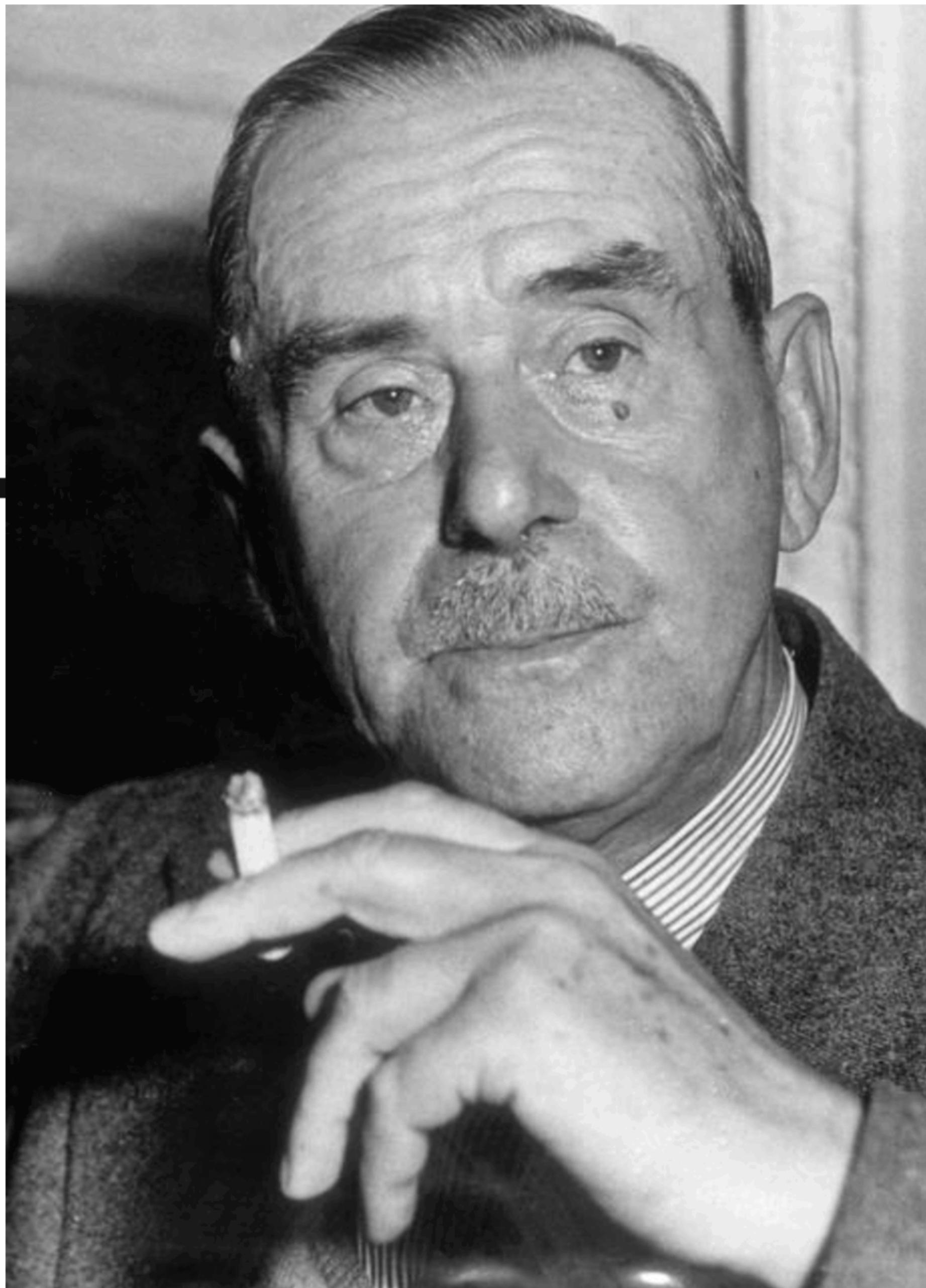
NICOLAS WEILL

Le 6 juin 2025 marquera le 150^e anniversaire de l'un des plus célèbres auteurs du XX^e siècle, l'Allemand Thomas Mann (1875-1955). S'il fut l'une des dernières incarnations du « grand écrivain », sa fiction comme ses essais forment un témoignage bouleversant de la transition entre l'univers d'avant le premier conflit mondial et les convulsions où s'anéantit la confiance dans le progrès et dans la civilisation bourgeoise et libérale. Celui de ses romans que Mann considérait comme le plus significatif, *Le Docteur Faustus* (1947 ; éd. Albin Michel, 1950), rédigé de son exil d'éémigré antinazi à Los Angeles, illustre cette tension, certes toujours allégée par l'ironie. Le personnage central, le musicien Adrian Leverkühn, concentre en lui une figure du XIX^e siècle, Nietzsche, et le moderne inventeur de la nouvelle musique décaphonique au XX^e, Arnold Schönberg, sur fond d'effondrement du III^e Reich. De même *La Montagne magique* (1924 ; Le Livre de poche, 2019), qui raconte le séjour d'un jeune homme, Hans Castorp, dans un sanatorium suisse dans les premières années du XX^e siècle, se voulait-il le « *sismographe* » d'un monde à la veille d'une guerre apocalyptique où il allait s'abîmer.

C'était le monde dont Mann était issu, celui des patriciens protestants de Lübeck, sa ville natale. Son père y fut à la fois négociant, sénateur et une sorte de ministre des finances de cette cité-État. Thomas Mann connut une manière de déclassement à la mort de celui-ci, avant son déménagement à Munich. Cette chute relative explique certains aspects de sa personnalité qui peuvent aujourd'hui paraître à contre-courant. Mann s'obstina ainsi à donner l'image d'un père de famille un tantinet guindé, rasé de près et conforme à toutes les normes de la société bourgeoise. Ce notable de la littérature, couronné par le prix Nobel dès 1929, semblait passionnément aspirer à la respectabilité, une des raisons qui l'amena sans doute à refouler une homosexualité restée pourtant bien présente dans ses livres.

La figure d'écrivain à laquelle on peut le comparer est évidemment Goethe, qu'il a mis en scène non sans malice dans son roman historique *Charlotte à Weimar* (1939 ; Gallimard, 1948). Mais, chez Mann, la lumière goethéenne, l'humanisme et même l'attrait pour une forme de socialisme – une fois surmonté l'épisode nationaliste de ses *Considérations d'un apolitique* (1918 ; Grasset, 1975) – s'accompagnent d'une fascination persistante pour le chaos, voire le démoniaque, puisée chez Wagner, Schopenhauer et derechef Nietzsche, un des modèles, avec Gustav Mahler, de l'écrivain vieillissant Gustav Von Aschenbach dans *La Mort à Venise* (1912 ; Le Livre de poche, 1965). Longtemps, cet ancrage dans l'obscur fut jugé par Mann compatible avec la quête d'un ordre qui ne se réduirait pas à celui de la raison. Jusqu'à ce que le nazisme fasse voir que, derrière l'exaltation de la musique, du désordre et de la quête du beau, se profilait aussi la volonté de puissance, la barbarie et une violence destructrice de la civilisation démocratique dont l'écrivain avait fini par faire son camp.

Archétype, bien avant Sartre, du romancier philosophe, Mann a été admiré par le marxiste Georg Lukacs (1885-1971) et détesté par le dramaturge Bertolt Brecht. Al l'écart des avant-gardes, il construit ses longues phrases au rythme patient de la musique et de la danse. Son écriture envoûte autant par sa profondeur que par son inépuisable générosité. Alors même que l'antisémitisme sévissait en Allemagne, Mann ne mobilisa-t-il pas tous ses efforts pour faire revivre un personnage de la Bible, le fils préféré de Jacob, opposant à la tétralogie wagnérienne et germanique *L'Anneau du Nibelung* les quatre tomes du cycle *Joseph et ses frères* (1933-1943 ; Gallimard, 1935-1948) ? Hommage à une œuvre majeure en quatre mots-clés.



Thomas Mann, en 1935. NEW YORK TIMES CO./GETTY IMAGES

Thomas Mann, le témoin du siècle

Un « Cahier de L'Herne » consacré au grand écrivain allemand, né il y a 150 ans, paraît. L'occasion de revenir sur une œuvre et un parcours jalonnés par les tragédies de l'histoire

Poésie

Génie précoce, Thomas Mann s'est acquis une célébrité de romancier avec la saga narrant la décadence d'une grande famille, *Les Buddenbrooks*, alors qu'il n'avait que 26 ans (1901 ; Le Livre de poche, 1993). Outre les influences du roman russe, en particulier de Tolstoï, Dostoïevski ou Lermontov, son œuvre se situe dans la continuité du réalisme allemand, le courant dominant la seconde moitié du XIX^e siècle, incarné notamment par Theodor Fontane (1819-1898), qu'il aimait. Pourtant, la prose maniériste se teinte aussi d'une poésie parfois en allemand dialectal ou médiéval ou même en langue étrangère, comme dans *La Montagne magique*, où la parade amoureuse des protagonistes, presque fantastique, se dit en français. La concurrence entre prose et poésie qui habite son écriture est liée, chez Mann, à sa volonté de subvertir la suprématie du poète en Allemagne. Par son succès et son intensité, Mann a su placer le romancier en position dominante.

Imposture

Il n'est pas anodin que le dernier ouvrage de Mann, dans le genre picaresque, s'intitule *Confessions du chevalier d'industrie Félix Krull* (1954 ; Albin Michel, 1956), titre qui résonne comme un ultime aveu à son public, *Hochstapler*, « chevalier d'industrie », signifiant aussi en allemand « escroc » ou « imposteur ». Dans *Le Journal du docteur Faustus* (1949 ; éd. Christian Bourgois, 1994), il évoque sa « *tendance sans scrupule* » à « *s'approprier* » ce qu'il « *considère comme [s]on bien* » à propos de l'impressionnant savoir musical déployé dans le roman du même nom. Il reconnaît avoir emprunté en grande partie sa science au philosophe et musicologue Theodor Adorno (1903-1969). Dans *Confessions...*, la culture du déguisement, acquise dans l'enfance, et l'usurpation d'identité par l'aigrefin adulte donnent l'impression d'être subtilement rapportées à l'art d'écrire. Lecteur de Joyce, Mann pensait lui aussi se situer à la fin de l'histoire du roman moderne, dans un style plus « *pâlement traditionaliste* », concédait-il. Comme si la parodie, qui est une marque de son écriture, était désormais indépassable.

Une actualisation nécessaire

LE 150^e ANNIVERSAIRE de la naissance de Thomas Mann n'a guère été l'occasion d'un flot de publications, malgré la présence continue de l'écrivain dans le paysage littéraire francophone. Grand lecteur de romans français – *Salammbô*, de Flaubert, est l'un des ouvrages qu'il consultait avant de se mettre à son cycle *Joseph et ses frères* (1934-1943 ; Gallimard, 1935-1948) –, Thomas Mann a récemment fait l'objet de nouvelles traductions, comme l'excellente version de *La Montagne magique* par Claire de Oliveira (Fayard, 2016), ou de biographies romancées, traduites de l'anglais, comme *Le Magicien* (Grasset, 2022), de l'Irlandais Colm Toibin. Autant de parutions qui entretiennent l'intérêt pour son œuvre. Dans ce contexte, la parution d'un « Cahier de L'Herne » aurait pu être une bonne nouvelle, s'il ne s'agissait pas que de la simple réédition d'un volume paru en 1973, sans ajout ni mise à jour.

Certes, la table des matières est pressigieuse puisque la romancière Mar-

Art

Beaucoup de romans et de nouvelles de Thomas Mann sont sous-tendus par une réflexion inquiète sur l'art et le statut de l'artiste. Nombre de ses protagonistes sont des écrivains, des peintres, des musiciens ou des compositeurs souvent maladifs, voire désespérés au point de pactiser avec le diable. Dans *Tonio Kröger* (1903 ; Stock, 1924), l'un de ses récits les plus évidemment auto-biographiques, le héros met en cause la religion de l'art (« *la littérature n'est pas une profession mais une malédiction* », lance-t-il). De même *Tristan* (1903 ; Fayard, 1971) pointe-t-il les méfaits du wagnérisme, quand l'écrivain Detlev Spinnel cause la mort de sa compagne de sanatorium, Mme Klöteryahn, à force de musique. Hans Castorp, l'inoubliable jeune homme de *La Montagne magique* est, lui, un ingénieur en construction navale. Son séjour de sept ans dans un autre sanatorium l'initie à la rêverie et à la beauté, avant que la guerre de 1914 ne le précipite à nouveau dans la matière la plus brute, celle de la boue des tranchées.

Auteur

La mise en question de la centralité et de la souveraineté de l'auteur par la critique moderne aurait pu nuire à la postérité de Thomas Mann. Sa vie durant, il a personnifié l'autorité morale et esthétique par excellence et les circonstances l'ont même métamorphosé en intellectuel engagé, poussé sur les routes de l'exil après qu'il a dénoncé publiquement les dangers du nazisme, bien avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Mais Mann, les narrateurs et les personnages qui peuplent ses romans ne disposent pas de leur environnement ni d'eux-mêmes. Ils sont pour la plupart des héros faibles, habités par la maladie ou le délire, sous les dehors rigides d'une Allemagne en décomposition. Derrière l'image de l'écrivain riche à la vie bien réglée, dégagé des soucis du quotidien par sa femme, Katia Mann (1883-1980), elle-même brillante, se dissimulent des pathologies dont Mann affirme qu'elles nourrissent aussi le processus créatif. N'écrira-t-il pas, dans *Le Journal du docteur Faustus* : « *Du point de vue créateur, les périodes d'euphorie physique et de santé ne sont pas forcément les plus fécondes* » ? Cela vaut pour l'homme comme pour l'œuvre, car la grandeur de Thomas Mann vient de ce qu'il n'a pas été que le diagnosticien de lui-même, mais aussi celui des maladies de l'histoire. ■

guerite Yourcenar y côtoie le critique littéraire Maurice Blanchot, le poète Michel Deguy ou le compositeur Pierre Boulez. Mais doit-on en conclure que ni la critique ni la recherche sur Mann et son œuvre n'ont progressé depuis lors ? L'Herne aurait pu s'inspirer du *Thomas Mann Handbuch* (« manuel Thomas Mann », J. B. Metzler, 2015, non traduit), qui est opportunément venu se substituer au précédent, paru vingt-cinq ans plus tôt. Une actualisation analogue en France aurait permis aux lecteurs d'envisager à la fois les progrès de la connaissance et l'évolution du regard sur cet auteur classique, qui n'en a pas moins intéressé, notamment par ses ambiguïtés, les études queer ou déconstructionnistes, et dont l'œuvre demeure une source pour éclairer le passé et le présent de l'Allemagne comme de l'Europe. ■ N. W.

THOMAS MANN,
sous la direction de Frédéric Tristan,
« Cahier de L'Herne »,
224 p., 37 €, numérique 23 €.

Paru dans les années 1960 et tombé dans l'oubli, « Le Grand Scandale » sonde les méandres de la retentissante affaire de 1956. Un roman vertigineux qui dévore tout

Dans l'enfer du curé d'Uruffe

FRANÇOIS ANGELIER

Le grand scandale », le vrai, c'est qu'un tel roman ait moisi dans l'oubli cinquante-neuf ans durant, ait été archivé sans pardon dès sa sortie, sous la couverture orangée de Buchet-Chastel, en 1966. On se lève donc tous pour Christy Magnin, son podcast « Oublieuse postérité » et les éditions du Chemin de fer qui rendent enfin à la vie, à la virulence visionnaire plutôt, ce monstre littéraire qu'est *Le Grand Scandale* d'Hubert Gonnet (1924-1994). Car nous tenons là, de fait, un texte impardonnable, un de ces insondables « trous noirs » littéraires qui dévorent tout, la langue et la conscience du lecteur, attirant ce dernier au plus profond de la soute mentale, l'acculant à une solitude damnable et sans rémission.

A l'origine du livre, l'une des affaires criminelles les plus retentissantes de la IV^e République, celle du curé d'Uruffe. Le 3 décembre 1956, Guy Desnoyers, curé d'Uruffe, en Meurthe-et-Moselle, abat de nuit, d'une balle dans la nuque, sa maîtresse de 19 ans, Régine Fays, enceinte de ses œuvres. Pratiquant une céarienne sauvage, il tue et défigure un fœtus de 8 mois dont il redoute qu'il ait ses traits. Confondu, arrêté et jugé, il échappe à la guillotine pour être incarcéré pendant vingt-deux ans. Libéré en 1978, reclus jusqu'à sa mort, en 2010, dans un monastère morbihannais, il se murera dans le plus compact silence.

De cette affaire, qui suscita en 1958 les commentaires passionnés de Claude Lanzmann dans *Les Temps modernes*, plusieurs autres œuvres sont nées, signées Marcel Jouhandea (*Trois crimes rituels*, 1962), Jean-François Colosimo (*Le Jour de la colère de Dieu*, 2000) ou Jean Raspail (*La Miséricorde*, 2019). Melvil Poupaud (*Fou d'amour*, 2015) et Laurent Lucas (*Le Prince de ce monde*, 2008) ont tenté, chacun à son heure, de figurer les traits émaciés et ravageurs du curé Desnoyers, quand Bernadette Lafont prenait le visage de Régine Fays (*Marie et le curé*, 1967).



Reconstitution du meurtre, à Uruffe, en Meurthe-et-Moselle, avec Guy Desnoyers (tenant l'arme), le 7 décembre 1956. © L'EST RÉPUBLICAIN / MAXPPP

A l'image de la matière noire qu'il travaille, de l'homme dont il cherche à configurer les affres intérieures, *Le Grand Scandale* aura donc connu oubli et réclusion. Hubert Gonnet n'est pourtant pas l'homme d'un seul livre. Picard né en 1924, résistant, frère du peintre germanopratin Tony Gonnet (1909-2004), on lui doit

Pour s'infonder dans le psychisme survolté de son protagoniste, Gonnet crée un dispositif en deux temps. Page de gauche, le récit vu de l'extérieur. Page de droite, le monologue du curé

sept romans chez quatre éditeurs différents, dont *Agnès ou l'école buissonnière* (1959), tentative pré-percéienne de rendre la vie d'un immeuble, et *L'Exécution* (1967), où un agonisant rêve d'assassiner le président de la République. Son aventure éditoriale s'achève avec un *Voyage au Strömland*

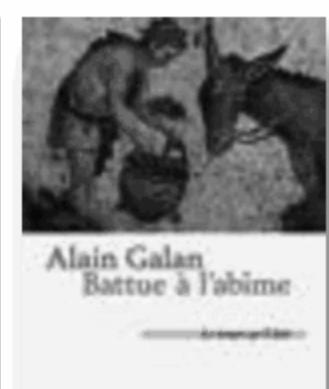
(1969), monument revendiqué à la gloire de Lautréamont. En rupture de ban éditorial, Gonnet passera les trente dernières années de sa vie comme gardien de moutons dans l'Aveyron.

On ne sait ce qui a décidé l'auteur du *Grand Scandale* à s'engager dans les sombres méandres de l'affaire d'Uruffe, à s'infonder par la plume dans le psychisme survolté de son protagoniste. Pour y parvenir, Gonnet crée d'abord un dispositif textuel et typographique en deux temps, deux rythmes. Page de gauche, le récit vu de l'extérieur, en son avers, narration abondamment dialoguée, menant de la disparition de la victime au procès de son assassin, en passant par les péripéties sociales, érotico-dramatiques de la vie du curé, où s'incarnent les figures paysannes, s'imposent celles des enquêteurs puis du juge d'instruction, se narrent le procès et la violence populaire. Page de droite, l'envers cru de l'histoire : le monologue du curé Jacques Dupin déroulant pas à pas l'accablante geste d'une vie de prêtre

écartelée entre la permanente surtension du désir érotique, un insatiable et tenaillant besoin de consommer la chair féminine, et une vie de foi qui le cède de plus en plus à un dynamisme social aussi extraverti que mensonger et factice. Loin de toute quête de la grâce, le quotidien sacerdotal n'est plus qu'une mécanique séductrice, un aboi charnel de plus en plus fatal.

Son crime consommé, le curé Dupin, double possédé du curé Desnoyers, agonisera sur le gril d'une seule question, celle de sa rédemption. Et c'est de l'alternance vertigineuse entre droite et gauche, le monde et l'enfer, que naît la puissance dévastatrice d'un roman dont le hallement paniqué et la plainte angoissée égalent le Bernanos de *L'Imposture* (1927) ou du *Journal d'un curé de campagne* (1936). Si ce livre ne vous fait pas peur, c'est sans doute que vous êtes déjà damné. ■

LE GRAND SCANDALE,
d'Hubert Gonnet,
postface de Christy Magnin,
Le Chemin de fer, 496 p., 23 €.

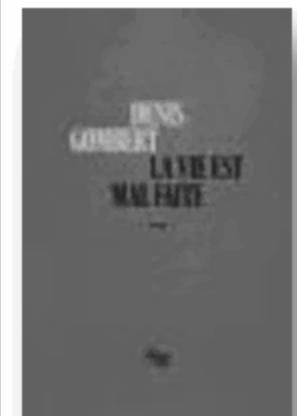


Alain Galan
Battue à l'abîme

Tourner la page

Le temps ne passe pas. C'est nous qui passons. « Si vous prenez une loupe pour regarder le fil du temps, vous apercevez que le temps n'a pas de fil. » Où donc Bachelard a-t-il écrit ça ? Voilà que lui revient en mémoire un devoir de philosophie au lycée (il lui semblait qu'il était plutôt question de noeuds), et avant, très avant, les perruques entortillées de ses fils de pêche quand il était gamin. Là, un vrai sac de noeuds, pour le coup. Le vieil écrivain a repris ses carnets. Enfin, vieux, pas vraiment, mais si quand même, puisqu'on trouve qu'il bat la breloque, qu'il resasse, qu'il radote. Il gribouille en pattes de mouche, à remonte-mémoire, de petites notes, « des miettes d'encre pour ne pas séparer en chemin » dans ce qui, mis bout à bout, fait son « *Livre des Journées*Battue à l'abîme, Alain Galan tient la chronique de sa perplexité lasse face à un monde qui semble vouloir oublier les livres et les mots pour dire les émotions, les souvenirs, l'enfance. Un monde qui ne comprend plus depuis longtemps la nuance entre « tombée du jour et montée du soir ». Fichu crépuscule. N'empêche, Galan sait pourtant bien qu'il y aura un matin. Un ange passe. Et son texte intime, confident, s'éclaire très doucement avec « la promesse d'une page blanche ». ■ XAVIER HOUSSIN

► *Battue à l'abîme*, d'Alain Galan, 128 p., 18 €.



Quatre jeunes amis

Toile de fond de nombreux romans actuels, qui y puisent nostalgie de l'ère prénumérique, urgence des années sida ou fureur du grunge, les années 1990 constituent aussi celle du deuxième livre de Denis Gombert, après *Crocodile* (Le Cherche Midi, 2022). L'auteur aborde cependant la décennie sous un angle singulier : celui du service militaire qui fut parfois, jusqu'à sa fin, en 1996, le creuset d'une certaine mixité sociale. Il raconte ainsi l'amitié improbable, forgée de belotes en chambrière et de marches forcées dans la boue, entre deux grands bourgeois parisiens, l'un, Maxime, assumé et discret, l'autre, Sacha, qui se rêve en révolutionnaire, et entre Castor, fils d'agriculteurs paumé et Madjid, jeune dandy exubérant issu de l'immigration. Rendus à la vie civile, ils festoient ensemble de Pigalle à Bastille, avant de s'élancer dans l'existence à une époque où, malgré la crise économique, on croit encore un peu aux lendemains qui chantent. Néanmoins, comme le titre du roman l'indique, « *la vie est mal faite* » ; et la maladie, la reproduction sociale, les désillusions, mais aussi l'amour et parfois même la chance redistribuent les cartes sans pour autant dissoudre les liens du quatuor. Dans ce récit d'apprentissage tendre et tragique, Denis Gombert explore, d'une plume économique et précise, ce que l'on fait de l'*« âge impatient »* et des intenses amitiés de jeunesse. ■

VIRGINIE FRANÇOIS

► *La vie est mal faite*,
de Denis Gombert, 178 p., 18 €, numérique 13 €.

Espion malgré elle

Avec « Vérification », Judith Brouste sème le trouble dans l'esprit de sa narratrice face à un ancien amant

FLORENCE BOUCHY

Trente-cinq ans après avoir disparu de sa vie sans un mot, Yvan vient à la rencontre de Catherine, la narratrice du nouveau roman de Judith Brouste. Dans cette rue parisienne où ils se croisent, alors que les déplacements des Français sont contraints par les horaires des couvre-feux rythmant les années 2020-2021, et que ce mode de vie donne aux rues une atmosphère irréelle, les retrouvailles entre les deux anciens amants paraissent tout au contraire parfaitement naturelles. L'annonce que fait Yvan à son amie sonne ainsi à la fois comme une incongruité et comme une évidence : « Je prends ma retraite à Moscou », lui confie-t-il. Semblant ainsi confirmer les doutes

qu'avait eus la narratrice quand ils vivaient ensemble. Ce scientifique de haut niveau en poste au Commissariat à l'énergie atomique était un espion soviétique, communiste convaincu.

C'est le prodige qu'accomplit ce court texte, dans lequel tout est à la fois extrêmement bizarre et parfaitement normal. De sorte que l'on ne sait, en lisant *Vérification*, s'il s'agit de l'analyse rétrospective d'une relation amoureuse, qui permet enfin d'en lever le mystère, ou du fantasme à travers lequel la narratrice donne un sens à ses peurs et à ses angoisses. Intriguée par les comportements étranges de son compagnon, ses absences répétées et le nombre de noms aux consonances russes qu'il prononce devant elle, à la fin des années 1980, la narratrice avait entrepris de tout noter dans un carnet, qu'elle avait intitulé « *Vérification* ». Espérant qu'un réseau de significations finisse par apparaître. Pensant que les non-dits, les sous-entendus et les allusions étaient autant de

messages dont elle devait s'emparer pour ne pas se laisser berner par un imposteur ou un manipulateur. Ces indices, se demandait-elle alors, étaient-ils « les restes d'une utopie, les indices d'une nouvelle peur ou simplement les spectres d'une trahison future ? »

Volonté d'apaisement

Aux yeux du lecteur, pendant une bonne partie du livre, *Vérification* semble justifier la démarche de la jeune femme. Samifiance et sa vigilance maniaque, qui pourraient tendre à la paranoïa, paraissent le fruit d'une juste intuition. Et l'annonce d'Yvan, trente-cinq ans plus tard, résonne comme une volonté d'apaisement. Catherine a bien vécu une histoire d'amour avec un espion. Où puiser la matière d'un récit éminemment romanesque, que Judith Brouste compose dans une langue précise et sans emphase. Insensiblement, pourtant – et ce n'est pas la moindre surprise que ménage ce court

texte –, l'interprétation qu'en propose la narratrice se complexifie quand elle met en regard cet épisode et son histoire familiale. La méfiance qu'elle a éprouvée à l'égard d'Yvan ne serait-elle pas de même nature que le « scepticisme » de son père, à travers lequel celui-ci justifiait son mépris pour la « *passion communiste* » de sa mère ? De manière aussi convaincante que fort inhabituelle, tant les récits de soi semblent souvent obéir à des désirs de justification, *Vérification* opère le renversement du regard de la narratrice sur son propre vécu : peut-être, finalement, les doutes dont elle avait pu se prévaloir à l'égard de son amant étaient-ils la raison même de l'échec de leur histoire. Peut-être en portait-elle donc la responsabilité. Hypothèse impossible à vérifier. ■

VÉRIFICATION,
de Judith Brouste,
Gallimard,
128 p., 16 €, numérique 12 €.

Une femme de 45 ans en pleine crise existentielle entreprend un voyage à la lisière de la folie

Miranda July sur la route d'un désir impossible

AMAURY DA CUNHA

Dans l'univers très singulier de Miranda July, l'ordinaire dérive sans cesse vers le bizarre. Depuis la fin des années 1990, cette artiste californienne née en 1974 construit une œuvre à la frontière du hasard et du jeu, où chaque projet semble défier les lois du réalisme. Performeuse féministe, comédienne, cinéaste, Miranda July s'est imposée par des films à la fois rocambolesques et absurdes, tels que *Moi, toi et tous les autres* (Caméra d'or au Festival de Cannes en 2005), *The Future* (2011) ou encore *Kajillionaire* (2020).

Ses histoires mettent en scène des personnages qui s'échappent des limites de leur quotidien, n'hésitant pas à dialoguer avec la Lune ou à réinventer des nouvelles conditions d'existence.

« Je m'exprime à partir de mon monde intérieur, confiait-elle à la

EXTRAIT

« Nous avons commencé à danser. (...) La pièce apparaissait en fragments épars, on se voyait, puis on ne se voyait plus. Lors du bref passage du stroboscope sur nous, nous étions que des âmes, les yeux dans les yeux, l'air grave. C'était impossible avec le langage. Les mots enlevaient toujours un degré d'intensité à tout avec leur soi-disant connaissance, leurs tentatives compliquées. Les mots vous cantonnaient dans deux cerveaux séparés. Dansez comblait le fossé. Quel fossé ? Comment pouvait-il y avoir un fossé entre deux créatures vivantes alors que toutes les créatures vivantes en formaient aussi clairement une et une seule. Il était commode qu'on soit tous les deux des humains, mais pas essentiel, non, pas essentiel. Le rythme était communication pure, sans possibilité de malentendu, il ne pouvait que rapprocher. Et l'humour, c'était ça : la syncope. »

A QUATRE PATTES, PAGE 156

rapporte 20 000 dollars, elle se saisit de l'occasion pour imaginer un voyage solitaire, en voiture, à travers les Etats-Unis, de la Côte ouest jusqu'à New York. « Dans la vie, il y a ceux qui se garent et ceux qui roulent », lui lance son mari. « Les Rouleurs savent rester alertes et impliqués, même quand la vie n'a rien d'excitant à offrir. » L'héroïne a subitement choisi son camp : celui du mouvement perpétuel et de la réinvention de soi.

Intenses rituels érotiques

Comme dans toutes les histoires de Miranda July, rien ne se passe tout à fait comme prévu. « La vie n'est souvent qu'une va-pour d'associations inconscientes », écrit-elle. A peine la narratrice a-t-elle quitté Los Angeles qu'elle s'arrête à Monrovia, une petite ville située à seulement vingt minutes de chez elle, séduite par un employé de Hertz croisé en chemin. Exit le road trip vers New York : elle décide de

poser ses valises dans une chambre d'hôtel qu'elle fait rénover à la manière d'un palace parisien. Cette « chambre à soi », où elle se réfugie à l'insu de son mari, qui la croit entre Los Angeles et New York, devient une sorte de *safe place* où elle se livre, seule et accompagnée, à d'intenses rituels érotiques, dont l'enjeu semble consister à déplacer sans cesse ses propres limites. « J'étais dingue, après tout », confesse-t-elle.

Sur le compte Instagram de Miranda July, qui est une autre chambre d'écho de son roman, on la découvre presque chaque jour en train de danser, de ramper, de se mouvoir dans des postures intrigantes, et souvent provocantes. Difficile de savoir si ces gestes représentent l'épuisement ou bien la renaissance du désir féminin. Cette ambiguïté, son personnage attachant, sans surmoi, l'expérimente jusqu'à l'excès. « Bien sûr, le danger était de tout risquer, de tout détruire,

pour rien », confie-t-elle. Toute la force de ce roman qui célèbre la reconquête de l'intime repose sur une prise de risque permanente. « *Miranda July s'épanouit dans les situations angoissantes* », a déclaré l'artiste Cindy Sherman. Elle puise également son énergie dans des moments de brutalité et d'abjection, autant d'épreuves que son personnage devra traverser pour atteindre la grâce. ■

À QUATRE PATTES
(*All Fours*),
de *Miranda July*,
traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Nathalie Bru,
Flammarion,
400 p., 22,90 €, numérique 16 €.

ARIANE SINGER

► *Objets perdus* (*Objetos perdidos*),
de Karla Suarez,
traduit de l'espagnol (Cuba)
par René Solis, Métailié, 196 p.,
20 €, numérique 10 €.



Miranda July, à Los Angeles, en avril 2024. DANA SCRUGGS/« THE NEW YORK TIMES »/REDUX-REA

Un amour gravé dans l'arbre

Dans « Sur un rivage désert », la poète Kathleen Raine pleure la mort de son compagnon

FLORENCE NOIVILLE

Quelle riche idée de republier Kathleen Raine (1908-2003), femme de lettres trop peu connue en France et qui pourtant fut l'une des grandes voix de la poésie anglaise au XX^e siècle. Sorti il y a près de cinquante ans, en 1978, l'un de ses recueils majeurs, *Sur un rivage désert*, était devenu introuvable. L'ouvrir aujourd'hui, c'est la suivre sur les chemins granitiques et désolés de l'archaïque Northumberland, le comté le plus septentrional de l'Angleterre ; c'est aussi et même surtout se laisser guider tout au long d'un voyage « vertical » : une descente en soi devant mener à ce que Raine appelait un « état de conscience profonde ». Etat où l'être et le Grand Tout ne font plus qu'un. Et où règne « l'harmonie des sphères » – par opposition au

simple pays de la connaissance, « froid miroir où les formes passent/Qui semblent seulement se mouvoir et parler ».

L'autrice n'a rien d'une illuminée. Brillante, passionnée par la botanique et les sciences naturelles, elle fut, dans les années 1920, l'une des premières femmes admises à étudier dans l'un des très rationnels collèges de Cambridge. Mais, nourrie de William Blake (1757-1827) et de William Butler Yeats (1865-1939), à qui elle consacrera de nombreuses études, elle s'attacha toute sa vie à approcher les territoires mystérieux de l'invisible et du sacré.

Deux « sanctuaires »

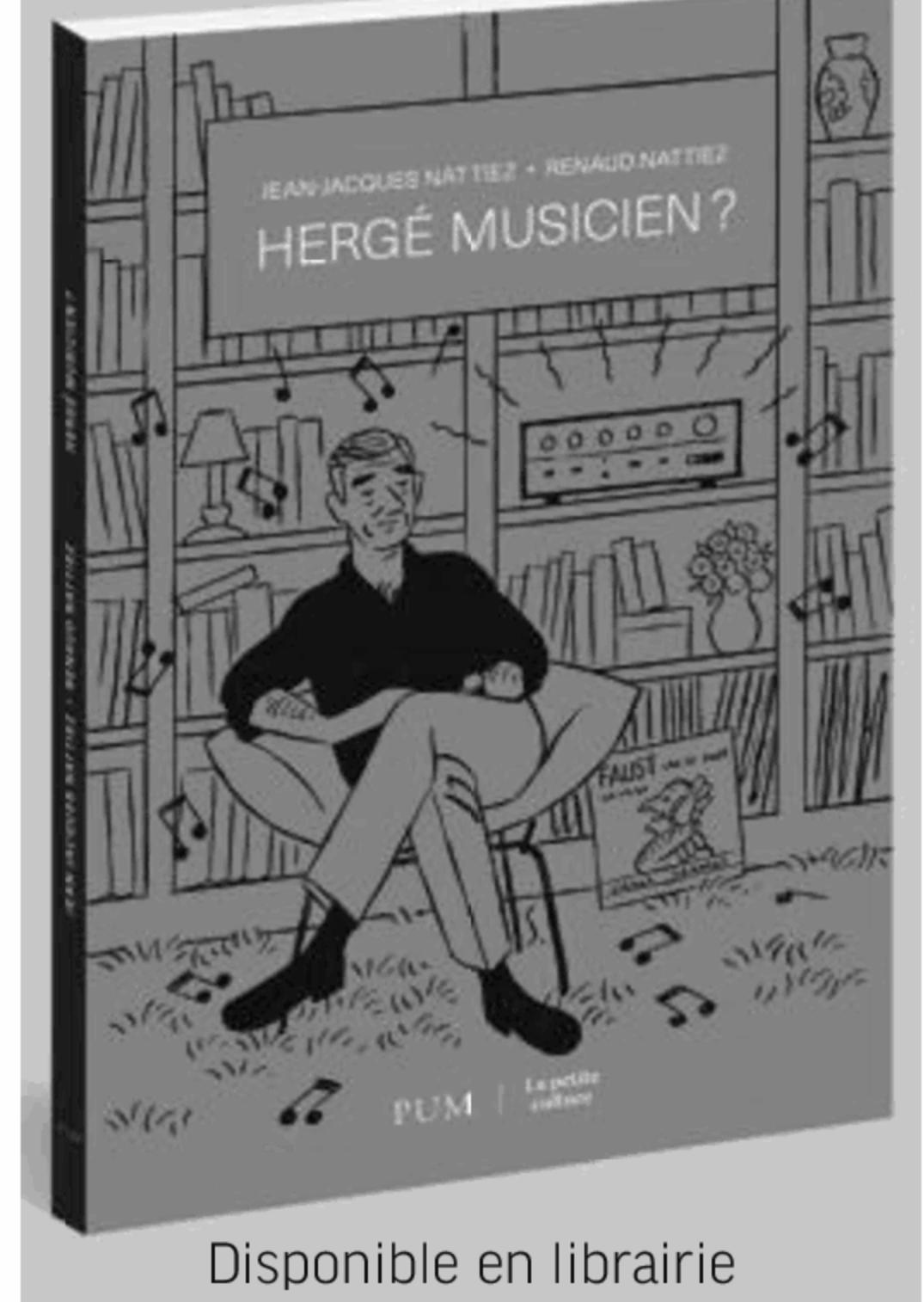
L'écrivaine et traductrice Diane de Margerie (1927-2023), qui contribua à introduire son œuvre en France, décrivait son itinéraire comme « mystique et païen » à la fois, « tracé à partir des signes concrets que recèle la nature : l'arbre, l'oiseau, le sol, la pierre ». Raine y voyait les « empreintes d'une divinité à laquelle nous pouvons tous avoir accès », pour peu que nous

nous efforçons, comme elle, de sentir sa « présence » et de nous laisser envahir par elle.

Pour Kathleen Raine, cette présence se manifeste particulièrement dans ces deux « sanctuaires » – au double sens du terme : lieu saint et endroit protégé des agressions – que sont la nature et la relation amoureuse. Ces dernières ne font qu'un dans les 130 fragments brevets qui composent *Sur un rivage désert*. Raine y déplore la mort de Gavin Maxwell (1914-1969), célèbre zoologiste écossais qui fut le grand amour de sa vie. « Nous marchions dans le même rêve : /Te rappelles-tu, éveillé, /Les nuages fugaces des collines /Qui jadis abritaient notre sommeil /Et dont je foule seule les chemins déserts ? » L'écrivaine entend son défunt amant « murmurer dans la brise ». Elle sent son ombre « dans l'herbe qui bruit ». Elle l'emmène jusqu'au bout « de la falaise à pic et noire où l'eau s'acharne ». Le perd puis le retrouve dans « le liseré de la feuille », « la lèvre du pétalement » tour-

SUR UN RIVAGE DÉSERT
(*On a Deserted Shore*),
de Kathleen Raine,
traduit de l'anglais
par Jean Mambrino
et Marie-Béatrice Mesnet,
La Coopérative, bilingue,
160 p., 19 €.

JEAN-JACQUES NATTIEZ · RENAUD NATTIEZ



Disponible en librairie

Les Presses de l'Université de Montréal



Vivre et danser à Barcelone

Après une dispute avec son compagnon et le vol de son sac à main, Giselle se retrouve seule et démunie à Barcelone. Dans cette ville qu'elle ne connaît pas, cette trentenaire cubaine exilée à Madrid va tenter de retrouver Ravel, son meilleur ami et compatriote. C'est en dansant sur une place, dans le quartier de la Sagrada Familia, où elle suppose qu'il habite, que cette artiste en devenir espère attirer son attention.

Comme dans *La Havane année zéro* (Métailié, 2012), son roman le plus connu, Karla Suarez dépeint ici parfaitement l'art de la débrouillardise à la cubaine, qui fait merveille lorsqu'une situation semble sans issue. Le récit, résolument léger et drôle quand il décrit les stratégies de survie de la protagoniste dans une ville saturée de touristes, gagne en profondeur lorsqu'il retrace son existence à Cuba. Sa détermination à devenir danseuse, ses liens complexes avec ses parents, mais aussi sa vision de la maternité, à priori incompatible avec le destin qu'elle s'est choisi, dessinent un itinéraire où seule l'émigration semble la clé possible de son épanouissement. Mais au prix de quels sacrifices ? Malgré une trame secondaire qui laisse le lecteur au milieu du gué – la recherche du propriétaire d'un portefeuille égaré dans un hôtel –, *Objets perdus* interroge avec pertinence ce qu'il faut savoir perdre pour s'accomplir en tant que femme hors de son pays natal. ■

ARIANE SINGER

Une œuvre arrachée au goulag

Les éditions des Syrtes publient les écrits de Gueorgui Demidov, que l'on pensait disparus avec l'URSS. « Merveilleuse planète », le troisième volume, paraît

ELENA BALZAMO

Dans l'histoire tourmentée de la littérature russe, à côté des œuvres perdues ou jamais écrites, à côté des auteurs éliminés ou réduits au silence, il existe quelques miracles. Le plus célèbre est celui qui toucha *Vie et destin*, de Vassili Grossman (1905-1964), cet *opus magnum* de l'écrivain, confisqué par le KGB et que l'on croyait à jamais perdu, mais qui soudain refit surface en Occident – il fut publié en Suisse en 1980 – et acquit une renommée mondiale. Le cas de Gueorgui Demidov (1909-1987), qui appartient à la même génération, est beaucoup moins connu mais tout aussi remarquable. La publication de *Merveilleuse planète*, qui réunit cinq longues nouvelles de l'auteur russe, est l'occasion de revenir sur cette histoire étonnante.

Scientifique de formation, promis à une brillante carrière, Demidov fut arrêté en 1938, au plus fort de la terreur stalinienne. Envoyé au goulag, il voit sa peine initiale prolongée par une nouvelle condamnation et n'en sort que dix-huit ans plus tard. Entre-temps, il connaît les camps les plus terribles, des privations et des sévices atroces. Une fois libéré, il est envoyé en rélegation en Sibérie occidentale. Il ne sera réhabilité qu'en 1958.

Son œuvre, essentiellement des nouvelles écrites lors des décennies qui suivirent sa libération, est le fruit de cette expérience, à la fois unique et partagée avec des millions d'autres, innocents comme lui. « Ses récits épousent



Mémorial d'Oust-Nera, en Russie, en février 2020. Extrait du projet « Road of Kolyma ». INGMAR NOLTING/MAXIMILIAN MANN/DOCKS

parfois bourreau, dont l'auteur décrit minutieusement la trajectoire, et se termine ou par une apothéose ou par une chute irrémédiable, l'humain n'étant plus mû alors que par son instinct de survie.

Le talent littéraire va ici de pair avec la finesse d'observation et d'analyse d'un esprit scientifique. « Il n'avait pas la plume facile, écrivait la nuit, les dimanches, se privant de repos », se souvient sa fille, Valentina Demidova. Sa prose, où les sublimes paysages de la Sibérie orientale servent de cadre aux descriptions de la cruauté bestiale que les êtres humains infligent à leurs semblables, frappe autant par sa plasticité que par sa lucidité. La souffrance suinte à chaque ligne. Pas moyen de survivre : le seul espoir qui reste est celui de mourir la tête haute.

L'auteur n'a pas besoin de hausser la voix : sans la noirceur métaphysique de Varlam Chalamov (1907-1982) ni la verve accusatrice d'Alexandre Soljenitsyne (1918-2008), ces deux sommets de la littérature « carcérale », Demidov décrit le fonctionnement du système pénitentiaire, ressuscitant les morts et ceux qui les ont fait mourir. Selon Luba Jurgenson, Demidov peut être « perçu comme un contrepoint à Chalamov », moins pessimiste que ce dernier quant à la capacité de l'être humain à résister au mal. Les deux hommes se connaissaient d'ailleurs, et le premier figure même, en tant que person-

nage, dans deux nouvelles du second, « Ivan Fiodorovitch » et « La Vie de l'ingénieur Kipriev », toutes deux publiées dans *Récits de la Kolyma* (Verdier, 2003).

Pendant que Demidov travaillait à son autopsie du goulag, la machine infernale de l'Etat soviétique continuait de broyer les destins. En 1980, les quatre exemplaires dactylographiés de ses écrits – le maximum que l'on peut obtenir sur une machine à écrire, en utilisant le papier carboné – furent découverts par les organes de sécurité et confisqués. L'œuvre de toute une vie semblait à jamais perdue. Or, huit ans plus tard, alors que l'écrivain était déjà mort, sa fille Valentina, dont le plus grand désir était de voir l'intégralité des livres de son père publiée, en russe et dans d'autres langues, réussit à la récupérer, avant d'émigrer au

Canada en 1993. Aujourd'hui, les souvenirs de Valentina Demidova permettent de préciser les contours du personnage qu'était son père. « Un homme très fort et orgueilleux », dit-elle. Un homme qui, même derrière les barbelés, « fut incapable de se priver de la création scientifique, inventant, créant et organisant sans cesse. Avec, en guise de récompense, une nouvelle condamnation ».

En France, la première publication de Gueorgui Demidov, chez Hachette Progrès, remonte à 1991. Il s'agit du recueil *Doubar et autres récits du goulag*, traduit par Alexandra Gaillard, Antonio Garcia et Colette Stoianov. Ce volume, réédité en 2021 aux éditions des Syrtes, fut suivi de *L'Amour derrière les barbelés* (2022). Le voici complété par *Merveilleuse planète*, sorti en mars chez le même éditeur.

Quant à la Russie, l'œuvre de Demidov y fut à la fois bénéficiaire et victime de la glasnost, la politique de transparence portée par Mikhaïl Gorbatchev (1931-2022). En effet, celle-ci ouvrit les vannes éditoriales mais déversa sur le marché des torrents de livres, aussi bien russes qu'étrangers, si bien que, après la publication en revue de la nouvelle *Doubar* (1990), il fallut attendre 2008 pour qu'un éditeur moscovite s'attelle à une publication systématique de son héritage littéraire. Hélas, ces éditions tardives n'eurent pas le retentissement espéré. A l'époque, nombre de lecteurs souhaitaient tourner la page macabre du totalitarisme. Totalitarisme que l'on croyait (alors) définitivement lié au passé. ■

La minutie et la lenteur apparente de ces récits n'enlèvent rien à leur caractère dramatique. Au contraire. On admire cette prose qui, sans emphase, parvient à dire l'indécible. Et l'on se réjouit qu'après la découverte tardive de son oeuvre, Gueorgui Demidov occupe enfin, dans la littérature russe du XX^e siècle, la place qui, depuis longtemps, lui revenait de droit. ■ E.BA.

MERVEILLEUSE PLANÈTE
(*Tchoudnaïa planeta*),
de Gueorgui Demidov,
traduit du russe par Luba Jurgenson et
Nicolas Werth, préface de Geneviève Piron,
Syrtes, 272 p., 22 €.

En 1988, Demidov est déjà mort quand sa fille Valentina, dont le plus grand désir était de voir l'intégralité des livres de son père publiée, réussit à récupérer ses textes, avant d'émigrer

souvent le schéma d'une tragédie, avec des héros qui accomplissent leur destin, des héros qui ne sont pas anonymes, mais qui ont une personnalité, remarque Luba Jurgenson, historienne de la littérature et cotraductrice de Demidov, avec l'historien Nicolas Werth. Il ne cherche pas de nouvelles voies dans la prose, mais restitue son expérience tantôt sous forme de témoignages à la première personne, tantôt sous forme de fictions.»

Chaque texte met en lumière un personnage, parfois victime,

Combattre la déchéance



DANS « MERVEILLEUSE PLANÈTE », qui regroupe cinq longues histoires, Gueorgui Demidov puise, comme toujours, dans son expérience de détenu au goulag pour produire à la fois un précieux témoignage historique et une œuvre d'une qualité littéraire exceptionnelle.

Ce qu'il décrit est un monde dantesque où l'on ne ménage pas ses efforts pour réduire les prisonniers à l'état de bêtes de somme, avilis et soumis. L'homme y est constamment obligé de choisir entre

sa dignité morale et sa survie physique. Les situations sont variées : un prisonnier accepte l'idée de mourir, mais refuse celle de finir dans une fosse commune, avec une plaque numérotée attachée à l'orteil ; un chanteur d'opéra se retrouve face à une horde de prisonniers de droit commun auxquels il ne peut opposer qu'une chose : son art ; un savant fait travailler son esprit sans relâche, en imaginant et en résolvant des problèmes mathématiques pour combattre la déchéance... Autant de stratagèmes qui, bien que vains, permettent aux personnages de conserver à leurs yeux un certain respect d'eux-mêmes.

La minutie et la lenteur apparente de ces récits n'enlèvent rien à leur caractère dramatique. Au contraire. On admire cette prose qui, sans emphase, parvient à dire l'indécible. Et l'on se réjouit qu'après la découverte tardive de son œuvre, Gueorgui Demidov occupe enfin, dans la littérature russe du XX^e siècle, la place qui, depuis longtemps, lui revenait de droit. ■ E.BA.

MERVEILLEUSE PLANÈTE
(*Tchoudnaïa planeta*),
de Gueorgui Demidov,
traduit du russe par Luba Jurgenson et
Nicolas Werth, préface de Geneviève Piron,
Syrtes, 272 p., 22 €.

Un champion en fuite

Conteur magistral à l'aise dans la fresque d'envergure comme dans le récit intime, Metin Ardit amorce avec *Le Danseur oriental* une « trilogie de Constantinople » qui s'ouvre aux dernières heures de la splendeur ottomane, quand l'Empire se défait sous des apparences de magnificence pérenne, le sultan s'abîmant dans la contemplation de miniatures à l'origine douteuse quand tout s'effondre. Lutteur hors pair, aussi vif que vulnérable, le jeune Gülgül, fils caché d'un calligraphe juif converti à l'islam et d'une chrétienne d'Arménie, est l'incarnation de la complexité bigarrée d'un monde dont la diversité fédérait avant que le nationalisme gagne, et qu'il ne commence à stigmatiser ces univers, palais, bazar, bordel, jusqu'à en ruiner les grâces. Champion turc malgré sa naissance, Gülgül déjoue les pièges mais doit fuir la cité devenue Istanbul, désigné comme hybride donc indigne. On a hâte de le voir regagner sa Constantinople. ■



PHILIPPE-JEAN CATINCHI
► *Le Danseur oriental*,
de Metin Ardit,
Grasset, 400 p.,
23 €, numérique 16 €.

La compagnie des filles

Les pieds en Bolivie, la tête toujours au Brésil. Tel est le déchirement qu'éprouve Tayson, grand adolescent né à São Paulo, à la suite du retour de sa famille dans son pays andin, après plusieurs années d'expatriation. Plutôt que de traiter de ce déracinement avec nostalgie, Gabriel Mamani Magne a opté pour une franche et truculente comédie où le jeune homme est envoyé faire son pré-service militaire avec son cousin, narrateur de ce premier livre décoiffant. Les deux garçons, d'origine aymara (un peuple autochtone) mais écartelés entre plusieurs cultures, sont bien plus intéressés par les filles que par cette formation aux armes. Et restent étrangers au patriotisme exacerbé que leurs instructeurs essaient de leur inculquer. Avec son écriture vive, ce roman de désapprentissage moque avec une dérision bienveillante les assignations identitaires imposées à une jeunesse plus férue de K-pop que d'hymnes nationaux. ■ ARIANE SINGER



► *Séoul, São Paulo*,
(Seul, São Paulo),
de Gabriel Mamani Magne,
traduit de l'espagnol
(Bolivie) par Margot Nguyen Béraud,
Métaillé, 158 p.,
19 €, numérique 10 €.

Gentleman cambriolé

Dans un bar, Allmen, le célèbre DDD (dandy, détective, désinvolte) des *cosy crimes* de Martin Suter, rencontre un gentleman cultivé, Adrian Weynfeldt, avec qui il se lie d'amitié. Lorsque Weynfeldt constate qu'un tableau de Picasso manque à sa collection, il fait évidemment appel à Allmen. Pour lui, c'est clair : le voleur fait partie du cercle éclectique des amis de Weynfeldt. Mais tous restent silencieux. Seule la librairie, Karin Winter, est disposée à parler. Lorsque Allmen se présente devant sa boutique, la police lui annonce qu'elle a été retrouvée morte. Désormais, Allmen ne recherche plus un voleur, mais un meurtrier. Suter excelle à décrire les milieux huppés de Zurich, avec une attention particulière aux détails et aux dialogues. Allmen et Weynfeldt : un duo intrigant et séduisant où la mort est aussi évanescente que la fumée d'un cigare. ■



PIERRE DESHUSSES
► *Allmen et le dernier des Weynfeldt* (Allmen und Herr Weynfeldt),
de Martin Suter,
traduit de l'allemand
(Suisse) par Olivier Mannion, Phébus, 190 p.,
16,50 €, numérique 12 €.



L'atelier de Yue Minjun, à Pékin, en 2009. Photographie de la série « Atelier ». GAUTIER DEBLONDE

Dans une belle étude couvrant six siècles, les historiennes Sophie Cras et Charlotte Guichard replacent les créateurs au cœur du marché de l'art

Ça vaut son pesant d'art

ANDRÉ LOEZ

Le marché de l'art fait régulièrement les gros titres de la presse, lorsque des records sont battus au cours de ventes aux enchères, ou que des œuvres contemporaines paraissent atteindre des prix excessifs, telle la fameuse banane scotchée sur un mur exposée en 2019 par l'artiste italien Maurizio Cattelan. Ces épisodes génèrent toujours leur lot de commentaires convenus, qui finissent par donner le sentiment que tout a été dit sur le capitalisme esthétique et sur sa démesure.

Il existe pourtant une voie neuve, qu'explorent les historiennes de l'art Sophie Cras et Charlotte Guichard dans *Vendre son art*: replacer les artistes eux-mêmes au cœur des interrogations. Car, à trop se focaliser sur le

spectaculaire marché de la vente, celui où les Cézanne et les Van Gogh s'échangent à plus de 100 millions d'euros, on perd de vue la sphère première des transactions, au sein des ateliers, où les créateurs fabriquent leurs œuvres tout en construisant leur clientèle et leurs prix.

Elles analysent ce « premier marché » en donnant largement la parole aux artistes, à travers des carnets, contrats et correspondances. On y lit leur capacité à défendre la valeur de leurs toiles, afin de gagner leur vie : « Dans toutes les régions où j'ai été, j'ai été rétribuée cent écus pour chaque figure », écrit Artemisia Gentileschi (1593-1656) à l'un de ses nobles acheteurs pour justifier ses tarifs. Ceux-ci ne sont jamais arbitraires, démontrent les chercheuses, mais dépendent à la fois des coûts de fabrication et des qualités stylistiques reconnues aux artistes.

Ce dernier aspect peut sembler impossible à quantifier, mais il entre toujours dans la subtile équation des prix, suivant des logiques d'une remarquable régularité à travers les époques. Car la réussite éclatante de ce livre tient sans doute à son large cadre temporel, depuis la Renaissance jusqu'à nos jours, qui permet de mettre en perspective six siècles d'histoire sans distorsion. Les historiennes identifient ainsi la récurrence de certains motifs : dans les années 1970, des artistes contestataires nourris de marxisme fixaient leurs prix en y décomposant les coûts de production et les matières premières, retrouvant une pratique courante à la fin du Moyen Âge, lorsque la cherté des pigments les plus précieux, tel l'outremer, était explicitement mentionnée par les peintres auprès de leurs commanditaires pour réclamer des sommes élevées.

Jouir du droit à reproduire

Plus profondément, cet empan chronologique permet aux deux chercheuses de remettre en cause un récit classiquement linéaire et plutôt paresseux, qui met en avant le passage d'un modèle fondé sur le patronage par des mécènes à celui, devenu le nôtre, d'un pur marché impersonnel. Pour cela, le livre avance deux novations conceptuelles. Il souligne d'abord l'ubiquité des « économies de l'attachement », ces liens personnels et financiers à la fois qui associent de façon privilégiée des créateurs et ceux qui les soutiennent, tour à tour princes, agents, amateurs, marchands, galeristes, collectionneurs.

Une figure fameuse comme celle de Paul Durand-Ruel (1831-1922), le marchand attitré des impressionnistes, perd ainsi de

son apparente singularité : davantage que l'inventeur d'une nouvelle manière de soutenir les artistes par les contrats d'exclusivité qu'il signe avec Monet, Pissarro ou Sisley, il incarne une reconfiguration de modèles plus anciens, où l'affection personnelle pour eux est toujours en tension avec la recherche du gain.

L'autre notion fondamentale sur laquelle repose le travail est celle d'« économie du multiple » : les autrices montrent que la part la plus importante, historiquement, des revenus des artistes vient de leur capacité à maîtriser les reproductions de leurs œuvres, qu'il s'agisse de répétitions dans un même médium, comme les nombreuses versions de *L'Enfant malade*, que peignit Edward Munch (1863-1944), ou d'adaptations de tableaux en petit format, destinées à une large diffusion. Des passages passionnantes montrent les efforts acharnés des créateurs pour jouir du droit à reproduire, à l'image de William Hogarth parvenant à faire voter une loi dite « Engravers'Copyright Act » (1735), afin de contrôler les gravures issues de ses œuvres.

En filigrane, c'est une autre histoire de la notion faussement évidente d'« original » qui se déploie. Une autre histoire de l'art, plus largement, que l'étude de son arrière-plan économique ne rend pas moins riche ou moins noble. ■

VENDRE SON ART.
DE LA
RENAISSANCE
À NOS JOURS,
de Sophie Cras
et Charlotte
Guichard,
Seuil, « L'univers
historique »,
352 p., 29,90 €,
numérique 21 €.

Un monde glissant

Vaste tour d'horizon des crises, des angoisses et (dans une nettement moindre mesure) des espérances de ce temps, le nouvel essai du romancier et poète belge Stefan Hertmans s'intitulait « glissements » dans l'édition originale. C'est dire qu'il s'agit moins de déploration que d'attention aux mouvements du monde, que ce texte élégant, mesuré – au risque, parfois, d'une certaine monotonie – explore dans tous les domaines, du dérèglement climatique aux crises migratoires, des chocs géopolitiques aux révoltes du genre. Décrivant une « évolution vers quelque chose que nous commençons à peine à appréhender, et encore, de façon bien fragmentaire », il défend, dans un contrepoint libérateur à toutes les formes de racornissement identitaire, qu'il éreinte l'une après l'autre, une ouverture résolue et sereine à ce qui vient. ■

FLORENT GEORGESCO
► *Quel présent vivons-nous?* (Verschuivingen),
de Stefan Hertmans,
traduit du néerlandais
(Belgique) par Olivier
Vanwersch-Cot, avec la
collaboration de Philippe
Noble, Actes Sud.
« Questions de société »,
175 p., 19 €, numérique 14 €.

Sainte bibliothèque

« Sauvez d'abord les livres ! » La légende veut que ce furent ses derniers mots. Elle a tout organisé, les jours précédents, pour que la précieuse bibliothèque du monastère soit transportée en lieu sûr. Le 1^{er} mai 926, quand arrivent à Saint-Gall, en Suisse, des envahisseurs venus de Hongrie, ils assassinent la religieuse à coups de hache, mais, grâce à elle, les volumes sont saufs. C'est ainsi que sainte Wiborade devint la première femme canonisée par l'Église et la patronne des bibliothécaires et des bibliophiles. Exhumant cette figure peu connue, l'écrivaine et psychanalyste Lucrèce Luciani, à qui l'on doit déjà de nombreux travaux sur la passion des livres et ses multiples facettes, ne se contente pas d'étudier les sources médiévales d'une légende pieuse. Avec une grande liberté poétique, elle imagine à la sainte une enfance en forêt, en fusion avec les arbres, qui deviendront des livres, et une vie monacale passée à tisser des protections pour les manuscrits ou à réparer les reliures, avant de sacrifier sa vie pour préserver la leur. Entre fantasmé et érudition, la promenade va des corps aux pâtiens et retour. ■

ROGER-POL DROIT
► *La Femme changée en bibliothèque ou Histoire vraie de sainte Wiborade*,
de Lucrèce Luciani,
préface de Claude
Louis-Combet,
éd. Jérôme Millon,
122 p., 17 €.

EXTRAIT

« Si les index, classements, palmarès et autres outils de comparaison des cotations des artistes sur le marché secondaire ont pris une ampleur déterminante à partir des années 1950, leur histoire est en réalité bien plus ancienne. L'archéologie d'une pensée de la cote pourrait bien remonter au XVII^e siècle, lorsque, à la fin de son *Cours de peinture par principes*, l'amateur Roger de Piles publiait une « Balance des peintres », par laquelle il entendait peser le mérite des peintres, en proposant ainsi une première abstraction mathématique. Chaque artiste (Giorgione, Holbein ou encore Léonard de Vinci) se voyait attribuer une note sur 20 pour chacun des quatre critères de qualité retenus par de Piles (composition, dessin, coloris, expression). »

VENDRE SON ART, PAGE 286

Dans les marges des carnets de Florentines aux XV^e et XVI^e siècles

Avec « Le Droit de compter », Serena Galasso met au jour une liberté insoupçonnée pour les femmes dans une société hyperpatriarcale

MARIE DEJOUX

Al'origine du splendide livre de Serena Galasso, *Le Droit de compter*, il y a, comme souvent, une découverte dans les archives. Plongée dans les monceaux de papiers familiaux et commerciaux laissés par le puissant lignage florentin des Salviati à Pise, la doctorante qu'elle était est tombée sur un document qui, selon l'historiographie, n'aurait pas dû exister : un livret de comptes, tenu entre 1418 et 1422 par Dianora Petriboni, épouse de Jacopo Salviati, pour garder mémoire de ses dépôts d'argent auprès d'une banque.

Or, pour les historiens de la famille et pour la grande médiéviste Christiane Klapisch-Zuber (1936-2024), la Florence renaissante avait une particularité : la radicalité de son patriarcat, qui évincrait les filles de toute succession. Mariées, leur dot même leur échappait : gérée par le mari, elle n'apparaît plus en tant que telle dans les comptes de ce dernier, où les biens de l'épouse demeuraient « clandestins ». Sans avoir personnel, les Florentines de la Renaissance n'auraient donc eu ni besoin ni occasion de compter.

Mais le carnet de Dianora et les quelque 200 livres de gestion féminins retrouvés par Serena Galasso démontrent le contraire et lui font ouvrir une nouvelle page de l'histoire de ces femmes. Ecrivant à l'heure des luttes émancipatrices des années 1970, Christiane Klapisch-

Zuber avait utilement insisté sur la duré du patriarcat florentin. Sans nier ce carcan, Serena Galasso, elle, fait le choix de repérer la marge de manœuvre laissée aux Florentines dans un tel système de domination. Si les 200 comptabilités analysées attestent que les 43 patriciennes qui les tinrent disposaient bel et bien d'un « droit de compter » et de solides aptitudes pour le faire, elle repère aussi, derrière de tels enregistrements, des circonstances bien précises.

Des angoisses de mère

« L'âge de la parole », remarque-t-elle, était avant tout le veuvage, qui autorisait enfin l'épouse à disposer de sa dot et des revenus immobiliers qui la constituaient. Tuteuse des enfants, elle devait se battre contre les créanciers de son défunt mari pour assurer la survie du

lignage. La menace qui pesa sur celui de Ginevra Brancacci (née en 1432) a un nom célèbre : les Médicis. Craignant pour ses fils, potentiels rivaux politiques de la grande famille florentine, elle inscrit dans ses carnets ses angoisses de mère et se met même à comptabiliser, à côté des recettes et des dépenses, chacune de ses prières, la « comptabilité de l'au-delà » jouxtant celle d'ici-bas.

Du vivant de leur mari, les riches Florentines purent aussi se tailler, au sein de l'économie domestique, des budgets et des sphères de compétence propres, comme celle du linge de maison et de l'habillement, essentiels à la domination symbolique de leur clan. Serena Galasso repère au demeurant, grâce à sa documentation, un tournant historique inédit : entre le XV^e et le XVI^e siècle, les patriciens florentins

n'excluent plus systématiquement leurs filles de l'héritage, leur offrant des leviers de négociation économique nouveaux au sein de leur couple.

Mieux encore, en n'envoyant plus leurs fils étudier le calcul à l'extérieur, dans les écoles dites « d'abaque », mais en embauchant pour ce faire des précepteurs, les riches marchands renforcent incidemment la culture comptable de leurs filles, qui n'en perdirent pas une miette. Il n'y a plus de doute : Christiane Klapisch-Zuber s'est trouvé, elle aussi, une digne héritière. ■

LE DROIT DE COMPTER. LES LIVRES DE GESTION ET DE MÉMOIRES DES FEMMES (FLORENCE, XV^e-XVI^e SIÈCLES),
de Serena Galasso,
Ecole française de Rome,
600 p., 38 €, numérique 10 €.



LE FEUILLETON
TIPHAINÉ SAMOYAU

Le secret derrière la porte



TOM HAUGOMAT

«TRANSFORMATIONS», DE BERTRAND LECLAIR, est d'abord une magnifique relecture de *La Métamorphose* de Franz Kafka (1915), qui s'appelle en vérité «la transformation» (*Die Verwandlung*) puisque, si Kafka avait voulu l'appeler «la métamorphose», il aurait choisi le mot allemand pour la dire, à savoir *Metamorphose*. Alexandre Vialatte, son premier traducteur français (Gallimard, 1938), a sans doute choisi ce terme pour rendre compte avec force de la brutale mutation d'un homme en insecte et de l'effet renversant que ce petit roman a eu sur lui – et ce titre s'est imposé en français.

Bertrand Leclair n'oppose jamais ses activités d'écrivain et de critique lecteur, comme en témoignent la plupart de ses livres, de *L'invisible Histoire de Georges Pessant* (Flammarion, 2010) à *Perdre la tête* (Mercure de France, 2017), tissant à partir d'elles des formes belles, croisant l'essai et le récit. Sa phrase, ample, emporte ensemble la vie et l'art, dans une énergie communicative qui ne cesse de célébrer les puissances de la littérature, l'effet d'électrochoc produit par certaines paraboles, les flashes déchirants que provoquent certaines phrases, entraînant des visions et faisant trembler le petit monde autour de soi.

Pour le narrateur de *Transformations*, la première lecture de Kafka, faite quel-

ques décennies auparavant, s'était tout entière centrée sur la situation et les gestes empêchés de Gregor Samsa ; la deuxième lui permet de comprendre quelque chose de très différent : la transformation ne touche pas seulement le voyageur de commerce changé en cloporte, mais l'ensemble de la société qui le côtoie.

J'ai fait la même expérience à la relecture du même texte, il y a quelques années, pour un cours. Mon souvenir le

L'action se déroule sur une nuit, au cours de laquelle le narrateur de Bertrand Leclair entremêle sa relecture du texte de Kafka et une méditation sur la léthargie des familles

plus vif était celui de l'insecte faisant des efforts insensés pour atteindre la serrure et ouvrir sa porte, ou bien pour échapper aux pommes lancées sur lui par le père. Je découvrais en le relisant que l'essentiel ne se jouait pas simplement dans ce lieu le plus visible, que le texte portait une très grande attention au reste de

à l'économie mondiale et aux imaginaires collectifs. Encore faut-il montrer comment ces deux univers, que l'on croit séparés, sont effectivement liés.

Il n'est pas possible d'établir ce lien de manière objective, rigoureuse et démontrée. Pas moyen de prouver définitivement, données en main, que l'effondrement des espoirs propres aux temps modernes crée le malaise qui étreint les contemporains. Mais il est possible de rassembler quantité d'informations convergentes et d'éclairages interdisciplinaires. Pour élaborer la «sociologie des émotions», à laquelle elle a déjà consacré, depuis une vingtaine d'années, de nombreux travaux, Eva Illouz parcourt les recherches spécialisées mais fait aussi largement appel à la littérature et à l'anthropologie.

Sociologie et psychologie

Directrice d'études à l'EHESS, autrice d'une douzaine d'ouvrages traduits en 18 langues, lauréate en 2024 du prestigieux prix Aby-Warburg, cette chercheuse n'a cessé d'insister sur cette dimension sociale de nos émotions. Avec *Explosive modernité*, elle

l'appartement, à l'entourage en crise dont la transformation, pour être moins spectaculaire, était bien réelle, et cruelle.

L'action de *Transformations* se déroule sur une nuit, au cours de laquelle le narrateur entremêle sa relecture du texte de Kafka et une méditation sur la «léthargie des familles» quand elles sont confrontées à un grand choc, comme celui que vit précisément la sienne en ce moment, sa fille R. ayant été touchée par une troisième crise de délire en deux ans. Derrière la porte close de sa chambre, elle repose, les psychotropes ayant assourdi pour un temps les voix de ses démons. Dans une vision hallucinée de cette porte close qui vibre littéralement dans l'écriture du roman, le personnage qui soliloque médite sur son quotidien sens dessus dessous, se souvient, analyse, ressent au plus vif la vérité à la fois tragique et lumineuse de ce moment qu'il transforme en symbole. «Opérant dans et depuis le livre pour mieux atteindre votre propre vie, ce renversement fait de la métamorphose de Gregor le point de départ d'un récit racontant méthodiquement, pas à pas, l'implacable mécanique qui peut s'emparer d'une famille tout entière au surgissement en son sein d'une altérité radicale – altérité qu'elle aura aveuglément nourrie et peut-être même provoquée, à son insu?»

La narration est au «vous», comme dans un autre grand texte au titre quasi synonyme, *La Modification*, de Michel Butor (Minuit, 1957). Ce n'est pas un artifice de forme, mais une interpolation du personnage par lui-même, une sorte de conscience morale, de conscience regardée. Ce «vous» n'est pas la deuxième personne de l'interpellation aux destinataires – même si la lectrice ou le lecteur sont fortement impliqués par le procédé –, mais le «vous» de la veille, d'un personnage qui se regarde dans la nuit et qui se transforme ou se modifie sous l'action de ce regard.

Vagabonde et obsessionnelle, la narration est attentive à de tout petits détails, de ceux qui font un texte et une existence, elle se maintient sur des frontières incertaines, à la lisière de la folie, «potentielle, tapie au creux du langage de tous et de chacun». Le monologue du père de famille est à la fois lyrique et cynique, pas tendre avec ses propres façons de surveiller sous couvert de protéger, d'oublier ou d'exclure, comme cela se passe dans toutes les familles. Mais il reste discret et n'entre pas dans la chambre où la souffrance a lieu.

La relecture de *La Métamorphose* effectuée cette nuit-là est romanesque, dans la mesure où elle change le personnage tout en illuminant deux mondes : celui du texte – une famille en prise au délire de l'une de ses membres – et celui hors du texte – la façon contemporaine de composer avec l'aliénation. Chez Kafka, on se débarrasse du problème en faisant disparaître l'élément gênant. «Vous n'avez pas besoin de vous faire du souci pour la chose d'à côté, explique la femme de peine après avoir jeté le cadavre à la poubelle. C'est déjà réglé.» Des moyens aussi expéditifs ne sont plus la norme. Mais il reste bien une part obscure dans nos façons plus policiées de surveiller et de punir. ■

passe aujourd'hui en revue, de manière détaillée, douze émotions majeures en les reliant à leur arrière-plan collectif. Ainsi l'envie, par exemple, change-t-elle de couleur sous l'effet des inégalités, du consumérisme et des réseaux sociaux, la peur et la nostalgie se révèlent-elles des armes politiques, la honte et la fierté, des miroirs tendus par les autres. La lecture de cet essai est stimulante dans la mesure où s'ouvrent, de chapitre en chapitre, quantité de portes, de pistes et de perspectives.

On peut toutefois se demander si la sociologue ne tord pas le bâton dans l'autre sens, en mettant l'accent de manière presque unilatérale sur la dimension collective de notre vie intérieure. Pourquoi faudrait-il choisir, une fois pour toutes, entre sociologie et psychologie ? Que nos vies intérieures soient également sociales, voilà une dimension à ne pas ignorer. Croire qu'elles ne sont que cela déboucherait sur une vision appauvrie de la complexité. «Nos expériences les plus intimes ne nous appartiennent pas entièrement.» Certes. Mais nous n'en sommes pas non plus intégralement dépossédés. ■



LES YEUX DANS LES POCHE
FRANÇOIS ANGELIER

C'EST À ARISTIDE FILOSELLE, le fonctionnaire pickpocket du *Secret de la Licorne*, d'Hergé, que Christian Wasselin compare, dès les premières notes de sa biographie, Erik Satie (1866-1925). Ma foi, l'archet sonne à la corde : parapluie, melon, moustache Napoléon III, costume de gratté-papier célibataire, tout y est. D'autres figures tintinesques, néanmoins, font signe : Satie n'a-t-il pas été le Tryphon Tournesol de la musique fin de siècle ? Mélange perturbateur d'hirsutisme social et de marginalité esthétique, silhouette chaplinesque zigzaguant entre rituel ésotérique et déhanchement canaille, ascète et bamboche, érémitisme et bordées montmartroises. Et, surtout, création d'une posture artistique antiacadémique qui fait tourner en bourrique la musique française, la musique, tout court.

Honfleurais de souche («K» pour viking), marqué par un père fantasque et nanti d'une belle-mère rugueuse, oiseau de passage du conservatoire, Satie conçoit depuis le piano une œuvre non paramétrable, un bastringue nébuleux où la barre de mesure joue les filles de l'air, un catalogue qui excède dès les titres (*Trois morceaux en forme de poire*, *Embryons desséchés*) et les indications de jeu («ne me faites pas rire, brin de mousse, vous me chatouillez»).

Oracle pour Debussy, mentor pour Ravel ou Cage, camarade de virée du Tout-Montmartre, comparse de Cocteau et parrain du dadaïsme (son ballet *Parade*, 1917), il y a chez «Monsieur le pauvre» (surnom bloyen qu'il s'était donné) une «double postulation», vers la stricte règle et vers le beau foutoir, ce que nous montre au mieux l'ouvrage pointu et fervent de Christian Wasselin. Un désir de cadre et des manies qui prennent, chez cet habitué, à Paris et à Arcueil (Val-de-Marne), des logis exigus et des tanières impossibles, soit la forme de la Rose-Croix et de la SFIO, de l'uniforme et des habitudes, soit l'allure d'une appétence libertaire entre Chat noir et scandale public. Erik Satie, beau comme la rencontre imprévue sur une table à langer d'une chasuble et d'une cuillère à absinthe.

DE SON PORTRAIT PAR BOLDINI, 1911, on déduirait presque que la princesse roumaine Marthe Bibesco (1886-1973), égérie de la Belle Epoque et des Années folles, touche rarement terre, qu'elle est un elfe argenté qui se pose et disparaît; sur la photo d'Ida Kar, fin des années 1950, apparaît une douairière endeuillée, à la dignité résignée, à la noblesse désemparée.

Entre ces dates, et deux guerres mondiales faisant, elle assiste à l'anéantissement d'un monde, celui des monarchies d'Europe centrale avec leurs domaines sans fins et leurs paysans intemporels, leur jet-set aristocratique éprise de modernisme et leurs cours d'artistes. Cette vie, Aude Terray en livre une fresque érudite et chatoyante qui, de l'abbé Mugnier à Mai 68, détaille tout : mariages et contre-allées amoureuses, œuvres littéraires d'une francophile qui apprit à lire dans Chateaubriand et réseau mondain, drames et martyrs d'une vie qui, s'ouvrant avec Proust, s'achève avec Ceausescu.



LE «GOÛT DE L'AVENTURE» n'est pas une obsession de la bougeotte, c'est une frénésie naturelle à certains êtres, un élan. On les retrouvera dans la belle anthologie d'Evane Luna qui, de Marco Polo à l'astronaute Claudio André-Deshays, nous livre le gotha de ceux à qui le plancher brûle les pieds, ceux qui d'aller ont fait une nécessité. ■

► *Erik Satie*, de Christian Wasselin, Folio, «Biographies», inédit, 352 p., 10,50 €.

► *La Princesse Bibesco. Frondeuse et cosmopolite*, d'Aude Terray, Texto, 432 p., 12 €.

► *Le Goût de l'aventure*, ouvrage collectif, textes choisis et présentés par Evane Luna, Mercure de France, «Le Petit Mercure», 128 p., 9,80 €. En librairie le 5 juin.

FIGURES LIBRES

ROGER-POL DROIT

Les tensions de tous dans les émotions de chacun?

L'ENVIE, LA COLÈRE ET LA PEUR ont toujours existé. De même que la honte, la fierté et l'amour. Alors, qu'est-ce qui a changé, ces dernières décennies ? La nature même de ces sentiments ? Leur intensité ? Leur place dans nos vies ? La signification que nous leur accordons ? En tentant de répondre à ces questions, la sociologue Eva Illouz propose un intéressant changement de perspective. Au lieu de se préoccuper uniquement de la psychologie des individus, elle décrypte nos émotions quotidiennes et intimes en relation avec les crises et conflits qui marquent l'époque. Au cœur de ce que nous ressentons comme personnel et affectif, elle débus-

que la marque du collectif, les tensions profondes de la société.

Les soubresauts de nos petites humeurs se révèlent les répliques de tremblements de terre mondialisés. En en prenant conscience, on accordera peut-être moins de place à l'introspection et plus d'attention aux crispations planétaires. On se dira, par exemple, que la dépression et l'angoisse qui explosent chez les adolescents ne parlent pas d'une âme spécifique à cette génération mais de l'état présent de l'humanité. Telle est l'ambition de cet essai : déplacer le regard, le faire glisser de l'affection intime

à l'économie mondiale et aux imaginaires collectifs. Encore faut-il montrer comment ces deux univers, que l'on croit séparés, sont effectivement liés. Il n'est pas possible d'établir ce lien de manière objective, rigoureuse et démontrée. Pas moyen de prouver définitivement, données en main, que l'effondrement des espoirs propres aux temps modernes crée le malaise qui étreint les contemporains. Mais il est possible de rassembler quantité d'informations convergentes et d'éclairages interdisciplinaires. Pour élaborer la «sociologie des émotions», à laquelle elle a déjà consacré, depuis une vingtaine d'années, de nombreux travaux, Eva Illouz parcourt les recherches spécialisées mais fait aussi largement appel à la littérature et à l'anthropologie.

Sociologie et psychologie

Directrice d'études à l'EHESS, autrice d'une douzaine d'ouvrages traduits en 18 langues, lauréate en 2024 du prestigieux prix Aby-Warburg, cette chercheuse n'a cessé d'insister sur cette dimension sociale de nos émotions. Avec *Explosive modernité*, elle

PHOTO BENÉDICTE ROSCOT/SEUIL, ANNIE CIARD, BRUNOLEVY

Toujours pince-sansrire, Jérôme Leroy signe une dystopie politico-romantique, entre Jean-Patrick Manchette et « Baron noir »

Chaos au cœur de la République

NOIR

DENIS COSNARD

Il est président de la République, mais tout le monde l'appelle « le Dingue ». Quand l'histoire débute, le Dingue, bourré de médicaments et reclus à l'Elysée, vient d'annoncer une nouvelle dissolution. L'Assemblée est bloquée. Les 49.3 et les motions de censure s'enchaînent. « On en est à sept premiers ministres en un an. » Le pays est en vrac, les banlieues en feu. Le Bloc patriote souffre sur les braises. C'est le moment où un député socialiste manque de se faire assassiner par un tueur mal renseigné, qui se trompe de villa et tue sept jeunes voisins en pleine soirée érotique. L'affaire Bonneval, qui va contribuer à la « chute de notre République », est en marche.

A quoi tient la réussite de *La Petite Fasciste*, ce drôle de roman signé Jérôme Leroy, à mi-chemin entre la série *Baron noir* et les livres de Jean-Patrick Manchette ? D'abord à cette légère, très légère, anticipation politique. Oui, ce pourrait être cela, la France de 2026. Dans cette dystopie délicieusement burlesque et horriblement crédible, l'Hexagone sombre dans le chaos, et les responsables politiques se révèlent si dépassés qu'ils en deviennent comiques. Le Dingue, bien sûr. Mais aussi sa machiavélique conseillère de l'ombre, surnommée « la Tarentule », une octogénaire aux faux airs de Marie-France Garaud. Le patron des Insurgés, Machecourt, ne vaut guère mieux. Quant aux ultras du Bloc patriote, ils se frottent les mains devant la décomposition accélérée. Seul le député Bonneval, rescapé de la tuerie, émerge un peu du cloaque. De quoi tour à tour rire, frémir et pleurer.

Deux courbes qui se croisent

La deuxième clé de cette réussite, c'est « *la Petite Fasciste* » elle-même, cette attante et complexe Francesca Crommelynck dont Leroy dessine un portrait tout en finesse. Elle a écopé de son affectueux surnom à 5 ou 6 ans, pour ses exploits au stand de tir de son père, un mili-



L'Assemblée nationale, en mars 2020, pendant la pandémie de Covid-19, à Paris. ANTOINE D'AGATA/MAGNUM PHOTO

LA PETITE FASCISTE, de Jérôme Leroy,
La Manufacture de livres,
« La manuf », 192 p., 12,90 €,
numérique 10 €.
Signalons, du même auteur, la parution en poche d'un effondrement parfait, La Table ronde, « Vermillon », 160 p., 16 €.

tant néo-paien des Hauts-de-France. Devenue une intellectuelle, elle s'est éloignée de l'ultradroite raciste. D'autant qu'elle s'est éprise d'un ancien copain d'école, fils d'un docker kabyle et communiste. Une histoire tragique. Le roman pourrait d'ailleurs se résumer en deux courbes qui se croisent et se cognent : la progression tumultueuse de quelques amours improbables, la délinquance du régime.

Le plaisir de lecture, enfin, trouve une source essentielle dans le ton pince-sansrire de Jérôme Leroy. Son narrateur très présent observe le déroulement de son récit avec un détachement clinique digne de Manchette dans *Le Petit bleu de la côte ouest* (Gallimard, 1976), s'interroge sur sa propre identité, prend à partie le lecteur. Après avoir évoqué le temps où

« le Bloc, comme disait son frère, n'était pas encore un parti d'invertis socialistes », il ajoute avec malice : « Ce n'était pas sous cette forme qu'il parlait du Bloc patriote, Nils, il employait des termes comme tarlouzes gauchasses mais le narrateur est bien conscient de la sensibilité de son époque, alors il va éviter, le réalisme de son histoire dût-il en souffrir. »

La Petite Fasciste est le premier volume de « La manuf », une collection de romans courts, en format semi-poche, de La Manufacture de livres. Jérôme Leroy s'est plié à la contrainte en rabotant son texte. Il en tire un brillantissime condensé de son savoir-faire, et de sa capacité à mêler les styles pour surprendre le lecteur. « Ça déconne sec dans l'empyrée », s'exclame le narrateur, page 123. Un parfait résumé de l'œuvre de Leroy, ce communiste qui lance des avertissements contre la montée de l'extrême droite sans jamais perdre son humour. ■

SCIENCE-FICTION



Machines et compagnie

LA « VALLÉE DE L'ÉTRANGE » (en général plus connue sous son nom anglais d'*« Uncanny Valley »*) est une théorie du roboticien japonais Masahiro Mori, selon laquelle le degré d'empathie possible envers une créature artificielle varie en fonction de la perfection de sa ressemblance avec l'humain, et connaît une chute brutale lorsque cette similitude est à la fois forte et troublée par des dissonances notables. Théorie controversée depuis 1970, elle fournit un guide discret sur lequel s'appuie la romancière innu J. D. Kurtress dans son troisième roman, aussi surprenant et scientifiquement solide que son livre précédent, *Aquariums* (L'Instant même, 2019), qui avait anticipé d'une manière saisissante la pandémie de Covid-19, transformant une expédition scientifique autarcique en paradoxe bulle protégée face au déchaînement viral.

Plutôt que de traiter frontallement la question de la conscience potentielle des objets dotés d'intelligence artificielle, elle procède ici en oblique, confrontant deux entrepreneurs de génie, une artiste plasticienne et un programmeur ayant développé ensemble un robot de compagnie à grand succès, à l'évolution largement imprévue de l'une de leurs créations. Cette dernière résiste à l'obsolescence relativement rapide qui devait être la sienne. Que les robots de compagnie en question jouent à la fois avec certaines failles de la « vallée de l'étrange » de Mori et soient par ailleurs souvent détournés en objets sexuels (« dérives » dont l'entreprise a connaissance, mais sur lesquelles elle ferme les yeux) ouvre quelques abîmes supplémentaires au fil de ces 160 pages.

Avec ce roman conçu en boucles captivantes, au rythme paisible ou frénétique selon celui ou celle qui raconte, J. D. Kurtress nous offre un regard rare et précieux sur ce qui pourrait advenir aujourd'hui ou bientôt dans nos rapports les plus personnels à la machine animée, présentant certains traits de conscience ou les imitant au mieux. ■

HUGUES ROBERT

► *La Vallée de l'étrange*, de J. D. Kurtress,

Dépaysage, 162 p., 22 €.

L'influence à revers

INFLUENCEUSE BEAUTÉ EST UN BEAU MÉTIER – pensez : tester et recommander des mascaras et des eye-liners de marques partenaires à des centaines de milliers de followers qui vous adulent, il y a pire. L'envers du décor peut cependant s'avérer moins glorieux, comme le relate Lisa Blumen dans ce thriller psychologique centré autour d'une jeune vidéaste malmenée par son entourage et son épouse. Les ennuis s'enchaînent pour Nina Makeup : sa caméra tombe en panne, un « stalker » la surveille en bas de chez elle, son agent lui met la pression, sa mère s'inquiète pour elle, ses fans rivalisent de bêtise... Un fossé béant s'est creusé entre la vie rêvée sur Internet et la vie réelle, celle où relâtent le sexism ordinaire et la violence inhérente à l'accès à la célébrité. Lasse de se sentir « observée en permanence », Nina finit par s'imaginer traquée, tel un animal sauvage, dans le marigot des réseaux sociaux où plane la mainmise de l'industrie cosmétique. Des feutres à alcool de la dessinatrice s'épanche toute une gamme de roses délavées qui accentuent l'impression de faux-semblant. ■

FRÉDÉRIC POTET

► *Sangliers*, de Lisa Blumen, L'Employé du moi, 208 p., 25 €.



Extrait de « Sangliers », de Lisa Blumen. L'EMPLOYÉ DU MOI

POLAR



Meurtre aux Marquises

QUI A BIEN PU MASSACRER PAIOTOKA O'CONNOR ? Cette jeune mère de famille est retrouvée dans une zone sauvage ignorée des touristes mais arpente par les braconniers, les Terres rouges de l'île de Nuku Hiva, aux Marquises. Est-ce un règlement de comptes ? Il faut dire qu'elle était un esprit libre, sans attaches, et une ardente défenseuse de Henua Enana, la « terre des hommes », le vrai nom de l'archipel. Pour démêler l'affaire, Tepano Morel, un métis, débarque de Tahiti, secondé par la policière marquise Poeraava Wong.

A la fois enquête policière et récit initiatique, *Henua* met en scène un héros qui renoue avec son histoire : à mesure de son enquête et de ses rencontres, Tepano redécouvre sa mère, une figure de l'archipel. Et il retisse le fil avec tout un pan des traditions et de la culture marquisesques que la puissance coloniale a voulu annihiler.

Le lecteur plonge ainsi au cœur de la face sombre des paysages de carte postale. Chez Marin Ledun, les rivages de sable blanc sont quasi absents du récit. L'auteur se concentre sur les bas-fonds, les petites frappes, les colons corrompus, les prostituées. C'est bien un paradis perdu, au sens propre du terme, que le livre raconte. En filigrane se devine, comme toujours chez lui, un propos éminemment politique sur la métropole qui a abandonné ces confettis de l'ancien empire, après s'en être servi comme champ d'expérimentation, notamment pour les essais nucléaires, réalisés au large de ces îles, qui n'ont cessé qu'à la fin des années 1990. ■ ABEL MESTRE

► *Henua*, de Marin Ledun, Gallimard, « Série noire », 416 p., 19 €, numérique 14 €.

CINÉMA

Vivre et laisser mourir



CE N'EST PAS UN MÉTIER, ni même un gagne-pain, plutôt un costume, endossé un peu par hasard et gardé longtemps sur le dos : pendant quatre décennies, Serge Toubiana s'est retrouvé « préposé aux morts du cinéma ». Journaliste aux *Cahiers du cinéma* puis directeur de la Cinémathèque française, c'est à lui, souvent, qu'est revenu d'*« enterre »* en quelques pages acteurs, réalisateurs, scénaristes, critiques, producteurs, etc. « De quelle injonction intime cela procédait-il ? s'interroge-t-il. Etais-ce par obligation ou devoir, ou bien y ai-je pris un certain plaisir ? » La mort de Truffaut, le grand maître à filmer de

Toubiana, a déclenché le premier éloge, en 1984. Le dernier, consacré à David Lynch, remonte à janvier 2025. Entre les deux, près de 80 textes réunis dans ce livre. Ses portraits précis, très informés et plutôt bienveillants, ressemblent à des gravures en taille-douce, au rendu assez velouté, même quand il s'agit d'absoudre ce diable de Godard, qui s'était brouillé avec ses anciens amis des *Cahiers...* Toubiana y livre de fines analyses d'œuvres, comme celle de Jacques Demy, « d'une profonde noirceur sous couvert de couleurs et d'enchantements ». Il évoque aussi ses souvenirs personnels, ses rencontres avec l'*« homme pressé »* Claude Berri, le *« suave et lucide »* Ben Gazzara, ou encore Micheline Presle. Une jolie plongée dans l'histoire si bouillonnante du cinéma moderne. ■ DE. C.

► *On ne connaît du film que la scène des adieux*, de Serge Toubiana, Calmann-Lévy, 392 p., 21,50 €, numérique 15 €.

JEUNESSE



L'image des formes

LA PHOTOGRAPHIE peut aussi être utilisée comme une grammaire de l'éveil pour les tout-petits. Ainsi, par exemple, Laurence Le Guen offrait en 2022 un passionnant *Cent cinquante ans de phototéâtre pour les enfants* (MeMo), et signalait récemment la postface de la réédition du mémorable 1, 2, 3, 4, 5. *Compter en s'amusant*, de Robert Doisneau (1955 ; MeMo, 36 pages, 20 euros). S'inscrivant dans la même démarche, la maison d'édition Les Grandes Personnes, attentive aux artistes photographes comme François Delébecque ou Ramona Badescu, a créé en 2024 une collection pour enfants, « Kids Love Photography ». En ce printemps, deux artistes emblématiques de la maison, Ianna Andréadis et Claire Dé, s'imposent de nouveau. La première scrute la magie de la forêt – *Au fil des saisons. Histoires d'arbres et de roches* – et joue des ombres pour décaprer le regard – *L'Oie et le Chat. Histoires d'ombres* (24 pages, 11,50 euros chacun). La seconde, dont on n'a pas oublié les élouïssantes invitations à la découverte et à l'émerveillement (*A toi de jouer !. Ouvre les yeux !, Art Show* ; 2010, 2011 et 2013), publie l'enthousiasmant *Imagier des formes*. Issu d'une résidence dans deux crèches de Seine-Saint-Denis, cet imagier raconte la rencontre d'enfants de moins de 3 ans avec des formes géantes et fait de leur dialogue un irrésistible jeu dynamique et coloré. ■ PHILIPPE-JEAN CATINCHI

► *Imagier des formes*, de Claire Dé, Les Grandes Personnes, 40 p., 20 €.

David Nicholls

La meilleure façon de marcher

L'auteur britannique du best-seller «Un jour» a puisé dans ses pérégrinations la matière de son nouveau roman, «Rendez-vous ici»

RAPHAËLLE LEYRIS

David Nicholls pouvait prendre le métro, le bus ou un taxi. Il a préféré marcher une bonne heure pour aller de la gare du Nord, où l'a mené son Eurostar, jusqu'à son hôtel, dans le quartier de Montparnasse. Où qu'il se trouve, l'écrivain britannique se déplace essentiellement à pied et se chausse en conséquence – pour le prouver, il montre ses baskets sous la table.

Cela n'étonnera pas les lecteurs de *Rendez-vous ici*, son nouveau roman, exquise comédie romantique douce-amère dont l'essentiel se déroule le temps d'une randonnée dans le nord de l'Angleterre, où transparaît son goût pour cette activité. « Adolescent, j'étais un garçon pressentieux qui jouait les poètes maudits en faisant de grandes marches solitaires, explique en souriant le presque sexagénaire, né en 1966. Je vivais dans un coin industriel et assez moche du Hampshire, sur la côte sud, où je finissais toujours par croiser une usine, un supermarché, une grande route, alors mon exaltation retombait. Puis ça m'est un peu passé. Mais au cours des quinze dernières années, je suis devenu assez accro à cet exercice – le seul que je supporte. Dès que j'ai du temps devant moi, je saute dans un train pour aller marcher, parfois avec ma famille ou des amis, mais je préfère de loin le faire seul. » Il en profite pour écouter des podcasts ou de la musique, réfléchir à ses travaux en cours, prendre des photos, très rarement des notes, sinon jamais. « J'ai toujours dans la poche un carnet, au cas où. Mais je ne me souviens pas de la dernière fois où j'y ai noté quelque chose. »

EXTRAIT

« Le sommet se présentait sous la forme d'un plateau que la pluie avait détrempé, submergeant le sentier, de sorte (...) que ses chaussures toutes neuves plongeaient chaque fois dans la gadoue, qui très vite les remplit à les faire déborder. (...) Elle émettait maintenant des bruits de succion à chaque pas, des bruits distincts, et ses dents claquaien comme un dentier de farces et attrapes. Le regard fermement planté sur le dos de Michael, elle rongea son frein. Elle avait vu ce film dans lequel une citadine névrosée se retrouve initiée aux joies de la vie sauvage par un aventurier taciturne, tyrannique, dont la rusticité l'horifie, puis finit par la charmer. Eh bien, à d'autres. Elle allait dire merde à ce cliché et lui montrer qu'elle était aussi stoïque, aussi résistante et capable que lui, exactement comme le faisait l'héroïne du film. »

RENDEZ-VOUS ICI, PAGE 136

Il a bien sûr effectué en amont le parcours d'un peu plus de 300 kilomètres, de la mer d'Irlande à la mer du Nord, qu'il assigne aux personnages de son roman. Il leur a attribué certaines de ses propres (més)aventures survenues en cours de route : « La pluie atroce du deuxième jour, la manière dont, avec la boue, le plaisant sentiment de solitude du marcheur se transforme en impression terrible de déréliction, mais aussi la beauté époustouflante des paysages quand le soleil revient... Ce sont des choses que j'ai expérimentées pendant mes "repérages" et utilisées dans le livre. »

Maître de la comédie romantique

Dans *Rendez-vous ici*, la longue balade est mise en œuvre par une femme mariée, Cleo, mère d'un adolescent, pour organiser la rencontre de différents amis célibataires. Deux des invités font faux bond, les conditions météorologiques ont rapidement raison des autres. Ne restent plus que Michael, le taiseux prof de géographie adepte des randonnées en solitaire, et Marnie, qui sort rarement du petit appartement londonien où elle vit seule et travaille comme correctrice dans l'édition. Ils ne sont guère leurs genres respectifs, mais, de sentiers escarpés en gîtes plus ou moins pittoresques, leurs défenses vont s'effriter.

Rendez-vous ici est un modèle de comédie romantique, qui dose très précisément légèreté et profondeur et joue avec les attendus du genre, mais s'en éloigne suffisamment pour surprendre le lecteur, dont l'auteur ne sous-estime pas l'intelligence. David Nicholls s'est imposé en maître de cette veine dans sa version *british*, celle qui ne perd pas de vue qu'elle a pour grands ancêtres Shakespeare (versant *Beaucoup de bruit pour rien*) ou Jane Austen, et pour frère ainé l'écrivain et scénariste britannique Nick Hornby.

Les livres de David Nicholls – *Rendez-vous ici* est le sixième – prennent au sérieux la quête d'amour de leurs personnages et ce qui l'entrave, mettent au jour les espoirs, les déceptions et les renoncements des protagonistes. Ils sont portés par un sens du rythme remarquable, dont témoignent particulièrement les dialogues, et maîtrisent pareillement l'art de faire rire et celui de faire verser des seaux de larmes. La fin de son roman le plus célèbre, *Un jour* (2008; Belfond, 2011), lui vaut encore des commentaires épilogés ou courroucés. Ses deux protagonistes, Emma et Dexter, s'y trouvent cruellement séparés alors qu'ils vivaient enfin l'histoire d'amour dont ils avaient passé quinze ans et 600 pages merveilleuses d'humour et de justesse à refuser l'évidence.

Un jour a connu un succès gigantesque à travers le monde, qui n'est pas réductible à son adaptation au cinéma (2011) par Lone Scherfig et précède de loin la série sur Netflix (2024). Durant des séances de signatures, il n'est pas rare que des lecteurs demandent à l'auteur de dédicacer le roman à leur propre « Emma » ou « Dexter », ou que quelqu'un lui confie s'être « conduit comme un Dexter » (ce n'est pas flatteur) et lui demande des conseils sentimentaux pour rattraper le coup. « Mais je n'ai aucune sagesse à leur délivrer, aucune expertise sur le sujet », dit d'une voix

douce cet homme en couple avec la même femme depuis presque trente ans, père de deux grands adolescents. Ce que charrie *Un jour* sur les incertitudes de la vingtaine, le bourbier des sentiments et du sexe à cet âge, lui semble très loin, aujourd'hui. Il a particulièrement pu le constater pendant qu'il travaillait simultanément à l'adaptation du roman en série et au manuscrit de *Rendez-vous ici*, « ce livre où il est beaucoup question du temps, de ce que c'est de vieillir, même si les personnages sont plus jeunes que moi ». Au moment où la série et le roman ont paru en Grande-Bretagne, en 2024, son premier roman, *Pourquoi pas?* (2003; Belfond, 2012), était, lui, adapté en comédie musicale. « Il racontait ce que c'était d'avoir 18 ans et d'être amoureux dans les années 1980... Ça a été une drôle d'expérience d'être ramené à toutes ces strates de ma vie sur une courte période. »

« Je n'étais pas un bon acteur »

Quand il a publié *Pourquoi pas?*, à 37 ans, David Nicholls n'avait écrit que des scénarios pour la télévision, en particulier des adaptations de pièces de théâtre ou de romans. Premier de sa famille, d'origine ouvrière, à entrer à l'université, pour étudier la littérature anglaise et l'art dramatique à la faculté de Bristol, il avait ensuite reçu une bourse pour perfectionner le second dans une école new-yorkaise. De retour en Angleterre, il avait joué dans

Au fil des intempéries

NI MARNIE NI MICHAEL ne tiennent particulièrement à quitter leur célibat. Elle a connu un mariage cataclysmique des années plus tôt, et pris le pli d'une vie essentiellement passée à travailler comme correctrice dans l'édition – c'est-à-dire depuis son petit appartement londonien. Lui, professeur de géographie dans un lycée, ne se remet pas du départ de sa femme, avec laquelle il aurait tant aimé avoir un enfant, et occupe chaque moment de loisir par des marches en solitaire. Une amie commune et mariée, Cleo, leur propose, ainsi qu'à

d'autres célibataires, de randonner quelques jours dans le nord de l'Angleterre. Au fil des étapes et des intempéries, la troupe se délite ; ne restent bientôt plus que Marnie et Michael pour partager les kilomètres sous la pluie et les soirées dans des gîtes.

David Nicholls exploite les caractéristiques de ses protagonistes – leurs insécurités, leurs formes d'humour respectives, le rapport de l'une au langage et de l'autre aux paysages... – avec un savoir-faire qui a trop de respect à l'égard de ses personnages et de ses lecteurs pour virer à la mécanique roublarde. *Ren-*

dez-vous ici soigne autant ses dialogues rythmés et pleins d'esprit que les plongées dans les vies intérieures de Marnie et Michael. De ce roman mélancolique et drôle se dégage une palette d'émotions pas moins vaste que la variété des paysages traversés par nos héros pendant leur longue marche. ■ R. L.

RENDEZ-VOUS ICI
(You Are Here),
de David Nicholls,
traduit de l'anglais (Royaume-Uni)
par Sarah Tardy,
Belfond,
416p., 21,90 €, numérique 15 €.



David Nicholls, à Paris, en mai. PATRICE NORMAND/LEEXTRA VIA OPALÉ. PHOTO

Parcours

1966 David Nicholls naît à Eastleigh (Hampshire).

1988 Diplômé en littérature anglaise et art dramatique de l'université de Bristol, il part étudier la comédie à New York pendant trois ans.

2003 Premier roman, *Pourquoi pas?* (Belfond, 2012).

2008 *Un jour* (Belfond, 2011), adapté au cinéma en 2011. Le roman sera traduit en 40 langues et vendu à plus de 6 millions d'exemplaires.

2018 Il écrit la minisérie *Patrick Melrose*, d'après les romans d'Edward St. Aubyn, et remporte un Bafta.

2024 *Pourquoi pas?* est adapté en comédie musicale ; *Un jour*, en série de 14 épisodes pour Netflix ; et il publie *Rendez-vous ici*.

diverses pièces, et pendant trois ans au Royal National Theatre, avant de se voir proposer un travail d'auteur pour la BBC. « C'est ce qui pouvait m'arriver de mieux. Je n'étais pas un bon acteur et j'ai fini par comprendre que ce que j'aimais dans le jeu, c'était ce qui concernait l'écriture des dialogues et la construction des scènes. »

Il a écrit *Pourquoi pas?* « en état de grande intimidation » : « Je n'étais pas passé par des cours de creative writing, la littérature m'impressionnait. » S'il garde une tendresse pour ce roman, il note : « En le lisant, on voit bien que je suis en train d'apprendre sur le tas. » Même chose s'agissant du deuxième, *Pour une fois* (2006 ; Belfond, 2013). « Pour ces deux livres, l'unité qui m'importait était celle du chapitre. A partir d'un jour, j'ai été aussi attentif à la structure générale qu'à chaque phrase individuellement. »

Aujourd'hui, il dit que ce qu'il préfère dans le processus d'écriture ce sont les étapes de la réécriture, l'édition, la révision. Il aime particulièrement les échanges avec les correcteurs : « Il n'arrive presque jamais que je rejette entièrement une remarque d'eux, j'aime tellement leur rapport au langage. » Au point, donc, d'avoir attribué cette profession à la charmante Marnie de *Rendez-vous ici*. Il n'en menait pas large quand le manuscrit était entre les mains de sa propre correctrice. Sur la description de son travail, elle n'a rien trouvé à redire. ■